

DANIEL GUÉRIN



FRONT POPULAIRE
révolution manquée

Julliard

DU MÊME AUTEUR

CHEZ ALBIN MICHEL

Le Livre de la dix-huitième année, poèmes, 1922.
L'Enchantement du vendredi-saint, roman, 1925.
La Vie selon la Chair, roman, 1929.

A LA LIBRAIRIE DU TRAVAIL

La Peste Brune a passé par là..., reportage, 1933.

CHEZ GALLIMARD

Fascisme et grand Capital, Italie-Allemagne, 1936; édition
refondue, 1945.
La Lutte de classes sous la Première République, 1793-1797,
2 vol., 1946.

CHEZ JULLIARD

Où va le peuple américain ? 2 vol., 1950-1951.
Kinsey et la Sexualité, 1955.

AUX ÉDITIONS DE MINUIT

Au Service des colonisés, 1954.

AUX ÉDITIONS DE « PRÉSENCE AFRICAINE »

Les Antilles décolonisées, avec préface d'Aimé Césaire,
1956.

CHEZ MARCEL RIVIÈRE

Jeunesse du Socialisme libertaire, essais, 1959.

AUX ÉDITIONS DU SCORPION

Shakespeare et Gide en correctionnelle ? essais, 1959.

AUX ÉDITIONS MONDIALES

Le Grain sous la Neige, adaptation théâtrale, d'après Ignazio Silone, 1961.

AUX ÉDITIONS DE LA PLUME D'OR

Vautrin, adaptation théâtrale, d'après Balzac, 1962.

AUX ÉDITIONS DU ROCHER

Eux et Lui, illustré par André Masson, 1962.

A paraître :

Mémoires d'un jeune homme dérangé (1904-1930).

DANIEL GUÉRIN

FRONT POPULAIRE
révolution manquée

TÉMOIGNAGE

Avec 34 photographies

RENÉ JULLIARD
30 et 34, rue de l'Université
PARIS-VII*

© 1963 by René Julliard.

PRINTED IN FRANCE

A LA MÉMOIRE DE MARCEAU PIVERT

PRÉFACE 9

PROLOGUE (1930-1934) 17

Visite à Léon Blum — Néophyte à Belleville — Deux exceptions : Zyromski, Marceau Pivert — La nausée de l'électoratisme — La « grande dépression » — Un pacifisme révolutionnaire — La révolte des colonisés — Montée du fascisme en Allemagne — La peste brune — Incrédulités — Front Commun Antifasciste — Un congrès mondial pour rien — Visite à Trotsky — La folle soirée du 6 février — Le grand capital au pouvoir — La gauche prise à l'improviste — La riposte des 9 et 12 février — Doriot et la querelle du Front unique — Le pacte socialiste-communiste — Fascisme ou socialisme.

ACTE I : LES DEUX FRONTS POPULAIRES
(1935-1936) 63

L'hypothèque de Versailles — Le Pacte Laval-Staline — En flèche contre le Pacte — Du Pacte au Front Populaire — Une mésalliance — Programme rabougri — Mauvaises excuses — Naissance de la « Gauche Révolutionnaire » — Trotsky et nous — Météores dans le Parti Socialiste — Nos désaccords avec le « Vieux » — Nous voulons être liés aux masses — Pour ou contre le Front Populaire ? — Unitaire, oui, mais réticent — Nous servons trop loyalement — Un embryon de parti révolutionnaire — Un petit « brain-trust » — Syndicaliste avant tout — Du Front Populaire à l'« expérience » Blum — Une mystique — « Exercice » et « conquête » — Tout est pos-

sible — Un fil à la patte — Blum « frappé au visage » — Savoir terminer une grève — Nous avons manqué le coche — Un « soviet » en banlieue — Un sigle magique : C.G.T. — La colonisation stalinienne — Examen de conscience — A la recherche d'un pouvoir révolutionnaire.

ACTE II : LE REFLUX (1937-1938) 133

Un gouvernement débile — Haro sur les grèves — Apprivoiser les capitaux ? — Les classes moyennes trinquent — Pas de « souffle républicain » — Un parti se confond avec le pouvoir — Nous cautionnons nos ministres — Du pacifisme au social-patriotisme — Blocus de l'Espagne — Nous devenons gênants — Le sang coule à Clichy — Sanctions contre nos jeunes — Une scission prématurée — Le mirage de l'« avenant » — Finally tombe le premier — Blum déserte — Le lugubre congrès de Marseille — Un boulet au pied — Staline étrangle la révolution espagnole — Les procès de Moscou — On ne tient pas parole aux colonisés — Seul à la Commission Coloniale — Exécution d'une brebis galeuse — Une soirée mémorable — Blum champion de l'union nationale — Au cœur du « deuxième round » — Blum a repris le pouvoir — A bas le Sénat ! — Blum tombe pour la seconde fois.

ACTE III : LA GUERRE, DÉJÀ (1938-1939) 203

« Juste le temps » — Foudres bureaucratiques — Nous relevons le gant — Ne pas envenimer les choses — La fortune sourit aux audacieux — Jeunesse au Congrès de Royan — La dernière passe d'armes — Naissance du P.S.O.P. — Les hésitants — Notre Conférence constitutive — Nous nous définissons — Colère des staliniens — La guerre frôlée de près — La « paix » de Munich — Les masses sont pacifistes — La gauche munichoise — Le torchon brûle dans tous les partis — Echec d'une grève générale — Sous la férule du « Vieux » — Défaite en Espagne — La guerre qui vient — Front ouvrier international — Un puissant levier — Encore les pacifistes — Notre premier congrès — Ultime dialogue Pivert-Trotsky.

ÉPILOGUE (1939-1940) 281

Suprême défense des « colonisés » — Le dénouement — Départ pour la Norvège — Le secrétaire international d'Oslo — La fin du P.S.O.P. — Marceau Pivert s'adresse à de Gaulle — Trotsky assassiné.

ANNEXES 299

- I. *Tout est possible*, article de Marceau Pivert (27 mai 1936).
- II. *Aux camarades de la G. R.* (août 1936).
- III. *Appel de la Fédération socialiste de la Seine* (7 avril 1938).
- IV. *Mémento du socialiste révolutionnaire* (1938).
- V. *Correspondance entre Marceau Pivert et le général de Gaulle* (juin-août 1940).
- VI. *Manifeste du Front Ouvrier International contre la guerre* (juin 1940).
- VII. *Sources.*

PRÉFACE

Trente ans, ou presque, après sa naissance, le Front Populaire n'est pas aujourd'hui une formule exsangue, une pièce pour musée, un cadavre qu'on exhume, mais un mythe toujours vivant. Son évocation n'a pas cessé d'exalter les uns, d'effrayer les autres. Les deux mots qui le composent habitent le subconscient des masses, font trembler la plume des journalistes, hantent les politiques.

Le récit qu'on va lire est moins l'histoire de ce qu'il a été réellement qu'une contribution à cette histoire : un témoignage vécu. Je témoigne pour une équipe. J'ai eu, en effet, la chance de conserver ou de retrouver les traces écrites qu'elle a laissées de son action. Fort souvent je témoigne aussi pour un homme qui fut notre chef de file et qui n'est plus parmi nous pour produire lui-même son témoignage : Marceau Pivert.

En 1940, Marceau avait déjà, mais de façon, à son avis, trop rapide et sommaire, esquissé l'histoire de notre passé commun; au surplus, cet essai, publié à Mexico, l'avait été en traduction espagnole. J'ai été autorisé par Germaine Pivert à citer de nombreux extraits du manuscrit français. Qu'elle en soit ici remerciée. En 1954, l'ancien leader de la gauche socialiste me confia son intention, une fois sa retraite prise et si sa santé chancelante lui en laissait le temps, de refon-

dre son premier texte. Il s'est éteint, vaincu par la maladie et par le chagrin, au début de juin 1958, le lendemain même du rapt du pouvoir par le régime issu du 13 mai, sans avoir pu remplir ce qu'il considérait comme un dernier devoir. M'incombe donc la responsabilité du témoignage — responsabilité d'autant plus lourde qu'entre le disparu et le survivant l'accord, bien qu'étroit, n'a pas toujours été total.

Sans manquer de modestie au point de songer à comparer son récit à celui que, trente ans après l'événement, Philippe Buonarroti écrivit sur la conspiration de Babeuf, Marceau Pivert aurait voulu expliquer aux jeunes générations une révolution manquée, de date relativement récente, mais qu'elles sont excusables de mal connaître, et les aider à en tirer elles-mêmes les leçons — afin, la prochaine fois, de faire mieux que nous.

**

Je m'expose au grief d'avoir raconté l'aventure du Front Populaire à travers celle d'une équipe somme toute restreinte, dont l'odyssée peut, au moins à l'observateur superficiel, apparaître moins digne d'intérêt que l'épopée elle-même. Mais, au risque de surestimer notre rôle, je réponds que de ce grand mouvement nous étions partie intégrante. Mieux : nous en avons été les initiateurs, en maintes occasions l'élément moteur ; et, du début à la fin, la conscience critique. Nous avons été mêlés à toutes ses péripéties, celles d'« en bas » comme celles d'« en haut » : d'une part, nous n'avons jamais cessé d'être liés aux masses ; de l'autre, nous avons été associés d'assez près à l'activité gouvernementale. Le Front Populaire a été, dans une assez large mesure, notre Front Populaire. Nos faits et gestes, qui, au premier abord, pourraient apparaître comme de la « petite histoire », éclairent donc la plus large histoire, dévoilent son mécanisme interne, laissent filtrer ses secrets.

J'encours aussi le reproche d'avoir donné une importance exagérée aux luttes de minorités et de fractions.

Mais ces luttes ne sauraient être passées sous silence parce que leur narration aide à atteindre la vérité cachée : les vices congénitaux du Front Populaire, les causes de sa défaite ne peuvent être surpris qu'à travers les affrontements de minorités qui, contrairement aux grandes formations politiques aveugles ou béates, étaient, sans relâche, en quête de démystification et de redressement. L'une d'elles s'incarnait en un homme à l'expérience révolutionnaire universelle. Ne pas soupeser attentivement les jugements portés par Trotsky sur les étapes successives du Front Populaire serait — même quand il lui arrivait de faire erreur — aberrant.

On m'en voudra, enfin, d'avoir écrit un livre qu'anime encore la fureur des combats. Mais, en matière de luttes sociales, l'odeur de la poudre met des siècles à se dissiper. Ainsi l'histoire de la grande Révolution française est-elle toujours un champ de bataille. Je n'aurais pu écrire un livre « détaché » que si j'étais détaché des idées de ma jeunesse. Sans doute ne trouverait-on pas ici une histoire « objective » du Front Populaire. Mon témoignage est partial, comme l'est tout témoignage, mais notre optique partisane nous a, peut-être bien, mis sur la trace de la vérité objective.



Les mots « révolution manquée » figurent dans le titre de ce livre. C'est Trotsky qui, le premier, a salué les grèves françaises avec occupation d'usines comme le commencement d'une révolution. Mais, pour d'autres, l'expression est impropre et ils doutent qu'il y ait eu, en Juin 36, une véritable situation révolutionnaire. Jean Guéhenno titrant un de ses livres : Journal d'une « Révolution » a cru devoir user de guillemets. Subjectivement, il est vrai, les masses laborieuses, quand elles cessèrent spontanément le travail pour appuyer un cahier de revendications somme toute limitées, n'avaient pas conscience de s'engager dans une révolution, et il est évident que les partis composant, au sommet, le Front Populaire — à commencer par Jean Guéhenno,

barde de leur mystifiante « mystique » — y songèrent encore moins. Mais, objectivement, l'arrêt généralisé du travail sous une forme qui remettait en cause la propriété capitaliste, l'unité ouvrière enfin scellée, l'alliance des travailleurs industriels avec la petite paysannerie et une large fraction des classes moyennes, l'adhésion, enfin, des intellectuels, tout concourait à frayer, par étapes, la voie d'une authentique révolution. Qu'ensuite elle ait été « manquée », cette révolution — ou « confisquée », comme le dira Marceau Pivert — ou ravalée à une « caricature », comme s'en gaussera Trotsky — ne modifie en rien sa nature au départ.

**

Devons-nous (comme aujourd'hui plusieurs de nos anciens coéquipiers) rougir de ce passé militant et devons-nous, par rapport à la tragédie mondiale dans laquelle a sombré le Front Populaire, nous frapper la poitrine ? Il est courant, dans certains cercles, de soutenir que les luttes sociales en France auraient paralysé la préparation de la guerre et qu'ainsi le Front Populaire porterait la responsabilité de la défaite de 1940; Léon Blum, devant le tribunal de Riom, s'est défendu pied à pied contre cette charge; fait comme il l'était, il ne pouvait que la prendre très au sérieux.

Il serait, hélas, plus exact, je crois, d'avancer que le Front Populaire — celui conclu au sommet entre partis politiques — a, largement, contribué au naufrage de la paix, fermé la porte, encore entrouverte, du désarmement; avalisé, et, ce qui est plus grave, fait avaliser par les masses, le maintien du statu quo de Versailles; brisé l'essor des luttes sociales au moyen du chantage à la guerre; affaibli ainsi les forces démocratiques et antibellicistes; enfin, par contre-coup, rejeté les travailleurs allemands — qui n'étaient pas tous nazis — dans les bras de leur dictateur.

L'équipe à laquelle j'ai appartenu pendant les années du Front Populaire s'est trouvée prisonnière d'une terrible contradiction — une contradiction dont nous

n'étions pas les fautifs, mais qui découlait de la nature même des choses. Nous étions à la pointe de l'antifascisme. Nous avons été les premiers à dénoncer le monstre de notre temps, à démasquer sa barbarie, à appeler les masses populaires à le combattre avec la plus extrême résolution. Les premiers à saisir et à mesurer l'étendue de la victoire hitlérienne en Allemagne. Les premiers, en France, après le 6 février, à appeler et à sceller le front unique antifasciste.

Et, cependant, nous nous sommes toujours refusé à pactiser, contre Hitler, avec notre classe dominante. Nous n'avons cessé de rappeler la part écrasante de responsabilité des gouvernements français dans la montée du national-socialisme. Et quand, faute d'un accord sur le désarmement, la colossale machine de guerre allemande s'est mise en marche, nous n'avons pas hésité à combattre de toutes nos faibles forces l'« union nationale », négation et trahison du Front Populaire, du vrai, de celui qui avait conquis ses lettres de noblesse dans la grève générale de Juin 36. Nous n'avons pas voulu combattre l'hitlérisme en enchaînant les travailleurs au char de leur adversaire de classe, en les sacrifiant sur l'autel de la patrie. A tort ou à raison, nous pensions détenir un moyen tout différent de lutte contre le « fascisme international », un moyen qui nous appartenait en propre, celui de l'internationalisme révolutionnaire. Attitude réaliste, au demeurant, malgré ses apparences chimériques, car, parmi les « patriotes » qui, en 1938-1939, nous exhortaient à l'union sacrée, plus d'un devait, ensuite, soit à la remorque de Moscou, soit à celle de Vichy, pactiser avec Hitler. Si notre position était difficile, scabreuse même, s'il n'était pas aisé pour nous de trouver — et de faire admettre — une ligne juste entre des données si contradictoires, que dire des palinodies ultérieures de ceux qui aboyaient à nos trousses ? Notre attitude, au moins pour ceux d'entre nous qui n'ont pas déraillé en cours de route, eut, à plus long terme, à défaut de popularité, le mérite de la constance et de la logique. Nous avons traversé la guerre, et nous en sommes sortis, sans avoir

renié notre internationalisme, ni baissé pavillon devant l'un ou l'autre des képis providentiels.

La vivacité des reproches dont nous harcelions les « staliniens » d'alors ne devrait pas indisposer les communistes d'aujourd'hui. Sans doute une fatalité veut-elle que quelques-uns des vétérans du P.C. aient vu, depuis, leur bail indéfiniment reconduit. Mais le procès que nous intentions s'adressait au seul Staline, au seul stalinisme, et notre peu tendre réquisitoire était loin d'atteindre à la rigueur de celui prononcé depuis, à Moscou même, contre le tyran déboulonné. Au surplus, nous nous sommes toujours efforcés de distinguer P.C. et stalinisme. Avec le premier, nous avons toujours prôné et pratiqué l'unité d'action, toujours été prêts à le défendre contre les coups d'un anticommunisme réactionnaire. Par contre, nous n'avons pas hésité à dénoncer le stalinisme comme « une véritable syphilis du mouvement ouvrier ».

Ce témoignage risque, par ailleurs, de peiner certains socialistes, demeurés fidèles au souvenir de Léon Blum. L'homme avait reçu en partage les dons les plus rares. Le gouvernement porté au pouvoir par les élections de 1936 valait, certes, infiniment mieux que la série noire de ses successeurs. Bien qu'il s'en soit un peu abusivement attribué les mérites, il reste associé dans la mémoire de la classe ouvrière aux conquêtes sociales arrachées par elle, de haute lutte. Et, dans ce sens, Blum n'eut pas entièrement tort de contester, rétrospectivement, l'échec, de tirer argument d'une « modification profonde de la vie nationale », d'une « transformation des rapports sociaux », d'un nouveau style de vie. Ces traits relativement positifs de son « expérience » seraient, paraît-il, des raisons suffisantes pour s'abstenir de le censurer, pour le nîmber d'une auréole légendaire. Comment le Front Populaire renaîtrait-il un

jour si nous nous appliquions, par avance, à le dénigrer, à le rendre suspect, si, ne celant rien des circonstances et des causes de son final reflux, nous développiions chez les militants d'aujourd'hui, qui n'y sont, déjà, que trop enclins, un « complexe d'échec » ?

Tels sont les arguments que l'on va m'opposer. Mais, à mon avis, la vérité seule compte, la vérité seule est révolutionnaire. Dangereuses sont les légendes, et trompeuses les auréoles. Plus prestigieux le leader, et plus coupable sa carence. Nous avons un impérieux besoin de connaître, tels qu'ils ont été, aussi bien les événements que les formations politiques et les hommes. Ainsi seulement pouvons-nous tirer pleinement la leçon du cours pris par les uns, des erreurs ou des faiblesses des autres. Ainsi, surtout, si l'occasion d'un « nouveau Front Populaire » nous était donnée, pourrions-nous éviter de retomber dans les mêmes trappes et, partant des mêmes prémices, tenir le gouvernail d'une main, cette fois, plus experte et plus ferme.

Après Thermidor, les héritiers des hommes de 93, les babouvistes, étaient partagés entre deux attitudes : les uns croyaient nécessaire d'idéaliser le souvenir de Robespierre pour les mêmes raisons, exactement, qui incitent certains socialistes d'aujourd'hui à glorifier Léon Blum; mais les autres, les durs, les conséquents, pour qui comptait avant tout la recherche des causes profondes de la défaite essuyée par les « sans-culottes », n'hésitaient pas à dénoncer les coups portés à la Révolution par l'« Incorruptible » lui-même. A travers le XIX^e siècle et jusqu'à la Commune, ce fut la perspective des seconds qui, finalement, l'emporta; et ce fut grâce à ce travail, non de dénigrement, mais de démystification, que la Commune de 1871, continuatrice de celle de 1793, tenta de se donner un contenu, non plus bourgeois et jacobin, mais social et prolétarien.

Faire aujourd'hui la critique du Front Populaire de 1936 me paraît tout aussi nécessaire; une telle entreprise est la condition préalable d'un nouveau départ socialiste.

PROLOGUE

(1930-1934)

*VISITE A LÉON BLUM — NÉOPHYTE A BELLEVILLE
— DEUX EXCEPTIONS: ZYROMSKI, MARCEAU PIVERT
— LA NAUSÉE DE L'ÉLECTORALISME — LA « GRANDE
DÉPRESSION » — UN PACIFISME RÉVOLUTION-
NAIRE — LA RÉVOLTE DES COLONISÉS — MONTÉE
DU FASCISME EN ALLEMAGNE — LA PESTE BRUNE
— INCRÉDULITÉS — FRONT COMMUN ANTIFAS-
CISTE — UN CONGRÈS MONDIAL POUR RIEN —
VISITE A TROTSKY — LA FOLLE SOIRÉE DU SIX
FÉVRIER — LE GRAND CAPITAL AU POUVOIR — LA
GAUCHE PRISE A L'IMPROVISTE — LA RIPOSTE DES
9 ET 12 FÉVRIER — DORIOU ET LA QUERELLE DU
FRONT UNIQUE — LE PACTE SOCIALISTE-COMMU-
NISTE — FASCISME OU SOCIALISME.*

C'EST en 1930, au retour d'un voyage en Indochine, alors mutinée, que je fais mes premiers pas dans le mouvement ouvrier et socialiste, me familiarisant avec ses données essentielles, prenant conscience de ses faiblesses, me liant avec quelques-uns de ses protagonistes qui, plus tard, seront ceux du Front Populaire.

Visite à Léon Blum.

A commencer par Léon Blum. Je me hasarde à lui écrire. De mes années de jeunesse j'ai conservé un faible pour lui, un faible dont je serai long à me délivrer, un faible que, plus tard, à travers les déceptions du Front Populaire, il me faudra réprimer et qui confèrera à mon « antiblumisme » la vivacité des amours déçues. J'écris donc à Blum. Lui, j'en suis sûr, me comprendra. Je lui expose que je suis un « fils de famille », et je précise de quelle famille. Je viens d'embrasser le socialisme. J'ai jeté mon froc littéraire aux orties. Je brûle de m'intégrer dans le mouvement, et de servir. Le grand homme me convoque un matin, à son appartement du boulevard Montparnasse. Chemin faisant, le cœur battant à grands coups, j'évoque des images lointaines : le Blum, au chapeau à larges bords et lorgnon, qui, filialement, donne le bras au très vieil et déjà irréal

Anatole France, dans la cour mal pavée du Palais Mazarin, le Blum héroïque de janvier 1923, tenant tête, du haut de la tribune parlementaire, à une réaction « bleu horizon », hurlante et déchaînée; le Blum, sensible et tendre, s'essayant à reconforter, sur le même trottoir du boulevard Montparnasse, ses voisins, les parents de la jeune Annie Ménard, fauchée avant l'âge.

Blum approche maintenant de la soixantaine. Ce matin-là, à la surprise du visiteur, il est encore au lit. Des oreillers lui donnent une position assise. Autour de lui, sur les draps, des journaux, des papiers. Il est vêtu d'un pyjama de couleur mauve, tacheté d'or. Son accueil est chaleureux, presque expansif. Derrière le pince-nez, la bonté irradie, une bonté familière et pourtant distante, aristocratique. Le charmeur met tout de suite le néophyte à l'aise, le traite en vieille connaissance. Et lui fait incontinent deux propositions : la première, de s'inscrire (il l'y introduira) à la section S.F.I.O. du XX^e arrondissement, quartier éminemment prolétarien; la seconde, ébouriffante celle-là, de tenir la page sociale du quotidien du Parti, *Le Populaire*. Blum n'était pas trop satisfait du titulaire de cette rubrique. Cette offre dont, certes, je n'étais pas digne mais qui, de but en blanc, m'eût ouvert les portes du mouvement ouvrier, devait avorter, un peu par ma faute. Elie Halévy (le frère de Daniel), mon ancien professeur à l'École des Sciences politiques, avait eu la malencontreuse idée de me recommander à Jean-Baptiste Séverac, bras droit de Paul Faure au Secrétariat général du Parti socialiste, pédagogue hypocrite et ombrageux. Dans ma candeur, j'avais vendu la mèche. Pouvais-je savoir qu'à cette époque déjà une lutte sourde, mais vive, opposait Blum à Paul Faure ? Révéler, comme je le fis, à mon interlocuteur — c'est-à-dire à *l'appareil* du parti — l'intérêt que voulait bien me porter le directeur du *Populaire* était une sinistre gaffe.

Néophyte à Belleville.

Seule donc la première proposition aboutit. Je m'ins-

cris au groupe de Belleville de l'importante section du XX^e, subdivisée en plusieurs quartiers. Un homme y pontifie, doux, mélancolique et paternel : le député et conseiller municipal Alexandre Luquet. Blum savait ce qu'il faisait en me confiant à lui. Il a un passé de syndicaliste révolutionnaire et de socialiste de gauche. Animateur de la Fédération des Coiffeurs, il a été, un moment, en 1906, trésorier de la C.G.T. Il a le mérite d'être intègre, ce qui n'est pas le cas des « topazes » S.F.I.O. du XIX^e et du XX^e : Fiancette (un ancien cocher de fiacre devenu multimillionnaire), Levillain et Loyau. Il habite une petite place provinciale, à l'ombre de l'église de Belleville. Je lui ai été tout spécialement recommandé, et son accueil n'est pas décevant. Mais Luquet, à qui j'ai, d'emblée, donné ma confiance, ne tarde pas à être enlevé prématurément par la mort et son dauphin au groupe de Belleville, l'inquiétant Robert Jardel, n'est qu'un petit fonctionnaire de parti, à l'onction ecclésiastique, médiocre, filandreux et roublard. J'ai perdu un parrain.

Je m'accroche à une équipe de Jeunes Socialistes qui font preuve d'un certain dynamisme et qui ont lu Marx — ce qu'on ne saurait dire des autres. Parmi eux, Daniel Mayer, qui ira loin, sa femme, Livian, son beau-frère. Le plus instruit en marxisme est un certain Vagemont, un israélite originaire de l'Europe orientale. Il me confie avec une sorte de joie mystique qu'après avoir ingurgité *Le Capital*, ses yeux ont commencé à « voir », comme s'il avait « subi l'opération de la cataracte ».

Mais les membres adultes de la section sont beaucoup plus décevants. Parmi eux, relativement peu d'ouvriers d'industrie. Petits artisans ou petits fonctionnaires, leurs horizons intellectuels et spirituels ne vont guère au-delà de la cuisine électorale ou de la défense de leurs intérêts corporatifs. Ils ne se passionnent vraiment que les jours où sont débattus une candidature ou un désistement. Leur patriotisme est obtus et borné, leur haine de leurs rivaux « bolcheviks » sans bornes. Dans ces quartiers prolétariens du XIX^e et du XX^e, en tolérant les agissements de leurs topazes, en laissant apparaître le

Parti socialiste comme gangrené, ils font le jeu de leurs rivaux staliniens.

Les jours où, par contre, je vais rôder dans les couloirs et les meetings de la « Bellevilloise », la coopérative ouvrière que gèrent alors les communistes, j'ai la joie de m'y trouver face à face avec de vrais « prolos ». Ils appartiennent aux couches les plus défavorisées de leur classe. Mais leur tenue vestimentaire un peu trop arsouille marque aussi une volonté délibérée de couper tous les ponts avec la société bourgeoise. Elle illustre à merveille les slogans ultra-gauchistes de la « troisième période » de l'Internationale communiste : *classe contre classe*. Numériquement, le P.C. est pauvre, mais les gars qu'il recrute sont des manuels, des manœuvres, des bagarreurs, des irrécyclables. Il me faudra des années pour que mon cœur cesse d'être attiré par l'« ouvriérisme » de ce parti, dont pourtant ma raison ne cesse de me représenter les grossières outrances idéologiques, l'incapacité à conquérir le gros de la classe, la soumission mécanique aux ordres du Kremlin.

La désignation du candidat à la succession de feu Luquet fait soudain de la section socialiste un champ clos d'intrigues et d'empoignades nauséabondes. En est comme empesté le « Salon des Prévoyants » (Noces et Banquets) où nous tenons nos assises plénières rue des Pyrénées (style 1900, pierres trop blanches, gerbes de roses horriblement stylisées, sculptées sur la façade, grandes baies prétentieusement arrondies aux angles).

Pour écarter la candidature d'un militant qui n'a pas l'heur de plaire aux édiles de la S.F.I.O., ces étranges élus de la classe ouvrière lancent une injure surprenante dans une bouche socialiste :

— Ce Schnitzer n'est qu'un primaire !

Deux exceptions : Zyromski, Marceau Pivert.

Heureusement pour moi, j'ai trouvé un refuge dans un tout petit bureau de la rue Feydeau, en plein centre de la capitale, auquel on accède par un escalier étroit

et raide : le local de la Fédération socialiste de la Seine. Le secrétaire fédéral, Jean Zyromski — il vient d'atteindre la quarantaine — est un « guesdiste » de la vieille école, sanguin, hirsute, tonitruant, quelque peu démagogue. A la tribune, il frappe du poing, le visage empourpré, les yeux injectés, sa voix de stentor près de s'étrangler. Il a introduit dans la fédération de la Seine un style nouveau. Que la S.F.I.O. ait perdu sa base ouvrière au profit du Parti communiste et soit en passe de devenir un parti petit-bourgeois, qu'elle ne soit plus qu'une « fédération de comités électoraux », il ne peut, lui, s'y résigner. Il faut, tonne-t-il, disputer au bolchevisme les couches ouvrières les plus exploitées. Pas d'anti-bolchevisme borné. C'est sur le terrain de l'action révolutionnaire, de la démocratie ouvrière qu'il faut se placer pour arracher au sectaire « bolchevisme » l'âme des prolétaires. Ce langage, qui correspond à mes préoccupations et à mon attente, me surprend et m'enchanté.

Tandis que la droite du Parti, chaperonnée par Pierre Renaudel, défend, dans un organe de tendance, *La Vie Socialiste*, des conceptions social-patriotes et, au Parlement, collabore activement à la « défense nationale », la gauche mène contre elle une lutte au fleuret moucheté, dans la *Bataille Socialiste*, dont les rédacteurs les moins académiques sont Jean Zyromski et Marceau Pivert.

Je prends, à première vue, Marceau Pivert, son adjoint à la Fédération de la Seine, pour le disciple de Zyromski. Il ne l'est que dans une certaine mesure et, plus il mûrira, plus il s'affranchira de son mentor. Les deux hommes ne sont pas pétris dans la même pâte. Marceau fait jeune : il n'a pas plus de trente-cinq ans. Il est séduisant : corps élancé, regard clair, mise soignée, lèvres sensibles que ponctue une petite moustache bien taillée, teint pâle et narines pincées d'ancien « gazé ». Dans la rue, il se coiffe d'un martial béret basque. Enseignant, cavalier servant de l'école laïque, il professe, dans l'enseignement primaire supérieur, les mathématiques et la physique, disciplines auxquelles, sans doute, il

doit ses manières posées et méthodiques, son goût passionné de la vérité et aussi une logique rigoureuse qui le fait s'indigner lorsque les mauvais bergers du prolétariat violent systématiquement les lois élémentaires de la science politique¹.

Il est, à la fois, délicat et résolu, courageux et faible, humain et dévoué corps et âme à une cause qui l'absorbe totalement. Nulle affectation : en lui quelque chose de simple, de sobre, de sincère, qui, dès le prime abord, inspire la confiance et lui attache fortement, aussi bien ses élèves à l'École Normale d'instituteurs que, dans le Parti, les militants de base. Les impératifs de la politique ne laissent guère de place à l'amitié. Peu d'hommes, à ma connaissance, ont suscité, et conservé, autant d'amitié parmi les socialistes du rang. Il a réussi à grouper autour de lui une sorte de chevalerie. Il a fait, notamment, de sa section du XV^e un petit bastion de socialisme activiste, où chacun lui est totalement attaché. Le revers de la médaille sera l'hétérogénéité de ses partisans, liés à lui moins par une claire identité de vues politiques que par une allégeance personnelle. Dès notre première rencontre de 1930, ce qui naît entre lui et moi, c'est, aussi, je crois, de l'amitié. Une amitié qui, par-dessus les vicissitudes de l'action politique, au-delà de désaccords épisodiques, nous permettra de franchir, au coude à coude, l'épreuve du Front Populaire.

Du point de vue idéologique, Zyromski est, et restera, un socialiste autoritaire, un jacobin marxiste louchant vers les « bolcheviks ». A la fin, il n'y tiendra plus et il trouvera sa véritable voie. A l'heure où j'écris, il appartient toujours au P.C. Marceau, en dépit de sa formation social-démocrate et de son affiliation maçonnique, a, bien plutôt, des affinités luxembourgistes et libertaires. Il a été un syndicaliste avant de s'adonner à l'action politique. Il aspire à un socialisme par en bas ; au-delà des écrans que forment les partis, il cher-

1. Marceau PIVERT : *Où va la France ?* Mexico, août 1940, en espagnol.

che toujours à s'insérer dans le « mouvement autonome des masses ». Cependant, il demeurera, en dépit de ses oscillations, avec plus ou moins d'à-propos et de succès selon les circonstances, fidèle à l'objectif que nous fixait Zyromski en 1930 : déborder le stalinisme par la gauche, à travers et au sein de l'authentique prolétariat.

La nausée de l'électoralisme.

Les élections de Belleville, où doivent être désignés les candidats à la succession de Luquet tant au Conseil municipal qu'au Palais-Bourbon, font éclater une crise qui couvait depuis quelque temps dans les entrailles de la Fédération socialiste de la Seine. Après le premier tour de l'élection législative, le Conseil fédéral a maintenu, à une forte majorité, la candidature de Robert Jardel, bien que celui-ci n'ait obtenu que 3 673 voix, contre 4 246 au candidat communiste, Maurice Thorez. En signe de protestation, Zyromski et Marceau Pivert abandonnent le secrétariat fédéral en claquant la porte. Dans un numéro de la *Bataille Socialiste*¹, ils s'expliquent longuement sur les raisons de leur démission. Le candidat S.F.I.O., en refusant de se désister en faveur du candidat communiste, s'est *exposé à réunir, sur son nom, les voix des défenseurs de l'ordre social bourgeois.*

N'y tenant plus, j'avais tenté d'empêcher l'irréparable. En ma modeste et nouvelle qualité de militant de base de la XX^e section, je m'étais rendu au Palais de Justice, où plaidait Blum, afin de l'adjurer d'obtenir le retrait de la candidature Jardel. Le grand homme a déjà revêtu sa robe noire et il arpente les couloirs, serviette sous le bras, précédé de sa moustache tombante et de son pince-nez pourfendeur. Il met la main sur mon épaule, m'enlace d'un geste paternel, comme si son besoin d'affection trouvait enfin un exutoire. Mais, quand je lui expose le pourquoi de ma démarche, il

1. 27 octobre 1930.

fronce les sourcils, prend un air désabusé et protecteur, me serre plus fort contre son sein, me confie que lui aussi, dans sa lointaine jeunesse, a connu de telles heures où seule compte la fidélité aux principes. Mais le privilège de l'âge n'est-il pas de savoir se résoudre à certains compromis ? Je m'en vais, penaud. Je m'accuse d'être un naïf et c'est contre « Zyrom », comme nous l'appelons, que se retourne ma cuisante déception. Ce dernier n'a maintenant qu'un seul tort à mes yeux : c'est d'avoir attendu octobre 1930 pour, enfin touché de la lumière divine, se mettre si fort en colère. Son indignation à retardement me paraît un peu risible. Car, enfin, ce n'est pas d'aujourd'hui que la S.F.I.O. collabore avec la bourgeoisie. Pourquoi charger le malheureux Jardel de tous les péchés d'Israël ? Dans un parti essentiellement électoraliste et petit-bourgeois, les *bons* « socialistes » sont les professionnels de la cuisine politique anticommuniste, les Fiancette et les Levillain, inspirateurs du candidat bellevillois. Les *mauvais* « socialistes » sont ces secrétaires fédéraux prêts à sacrifier l'assiette au beurre à un principe révolutionnaire. Lestée de Zyromski et de Marceau Pivert, la Fédération de la Seine va tourner délibérément le dos au recrutement dans les masses prolétariennes, à l'action de classe, à l'unité ouvrière. Je tire une conclusion : peut-être est-ce mieux ainsi ; la situation est désormais plus nette et plus franche.

**

Entre-temps, j'ai fait la connaissance de nouveaux amis : les syndicalistes révolutionnaires groupés autour de Pierre Monatte et de Maurice Chambelland. Par eux, j'accède à un nouveau terrain d'action militante, celui du syndicalisme « pur ». Pour leur cause, je déserte l'action spécifiquement politique et avec eux je me lance, à corps perdu, dans une grande et passionnante bataille : la campagne pour la reconstitution de l'unité syndicale¹. Le Comité dit des « 22 », qui en a pris

1. Cf. *Mémoires d'un jeune homme dérangé* (à paraître).

l'initiative, ne m'éloigne d'ailleurs qu'à peine de mes amis de la gauche socialiste : Jean Zyromski et Marceau Pivert le secondent de leur mieux, ouvrent les colonnes du *Populaire* à nos manifestes, participent à nos délibérations. Mais, obnubilé par les vertus de l'action purement syndicaliste, écoeuré, au surplus, par l'électoratisme de la S.F.I.O., j'ai cessé, en mars 1931, un peu étourdiment, de cotiser à la section du XX^e. Si je conserve avec les deux leaders de la gauche socialiste des liens étroits et fraternels, formellement, j'ai cessé d'être des leurs.

La « grande dépression ».

Dès ces années 1930-1931, le mouvement ouvrier se trouve soumis à un certain nombre de données qui conditionneront toute l'évolution ultérieure et forment comme un prologue aux grandes batailles sociales du Front Populaire.

Tout d'abord, la crise économique mondiale. En quelques mois, le fameux « paradis américain » s'est brutalement effondré, transformant le pays le plus riche du monde en une immense terre de mendiants. C'est la faillite d'une colossale chimère. Le capitalisme a cru pouvoir redorer son blason, il s'est vanté d'avoir trouvé les moyens de surmonter son anarchie et ses contradictions. Il s'est lancé à corps perdu dans la « rationalisation ». Aux Etats-Unis, le ministre du Commerce, Hoover, a osé un bouleversement complet des méthodes industrielles. Le formidable bond en avant de la production américaine a été son œuvre. Porté à la Maison-Blanche dans une sorte d'enthousiasme mystique, il a incarné le mythe de la prospérité. Son optimisme béat, son orgueil boursouflé ont été à l'image du capitalisme rénové et triomphant.

La réussite a été telle que sa griserie a gagné l'Europe. La religion nouvelle a pénétré jusque dans le « monde du travail ». Ce que les Etats-Unis ont fait, pourquoi les pays d'Europe ne le feraient-ils pas ? a

demandé naïvement le pape du syndicalisme réformiste, Léon Jouhaux. (Il échappe, d'ailleurs, à ce myope, que l'Europe morcelée est sans point de comparaison avec les États-Unis et que c'est pure folie d'y « rationaliser » les productions nationales avant d'avoir, au préalable, rationalisé l'économie européenne et fait l'Europe.) L'ex-ouvrier Hyacinthe Dubreuil (un cuistre qui s'écoute parler gravement) est allé en pèlerinage au paradis yankee. Les socialistes eux-mêmes se sont mis au diapason. Le polytechnicien Jules Moch a rendu son augure : la saturation du marché est « infiniment éloignée ». Et son alter ego, Charles Spinasse, futur ministre de l'Économie du Front Populaire, sourd aux avertissements du chômage « technologique », a célébré « la disparition progressive du chômage qui caractérise les économies anarchiques ». Toute cette mythologie s'est effondrée un beau matin d'octobre 1929 avec le krach boursier de New York. La crise ainsi déchaînée, le président Hoover a commencé par la nier; puis, après l'avoir niée, il a essayé de l'enrayer et, en retardant par mille artifices l'heure de la nécessaire « pénitence », il n'a fait que la prolonger et l'aggraver. La rationalisation, qui se proposait pour but d'harmoniser production et consommation, de stabiliser et d'organiser l'économie, aboutit à un plus grand désordre : de périodique, la crise économique devient structurelle; de nationale, elle devient universelle : quinze millions de chômeurs dans le monde à la fin de 1930, dont cinq en Allemagne et deux et demi en Angleterre.

En colonisant économiquement l'Allemagne de Weimar, en lui imposant, à coups de dollars prêtés, ses méthodes de rationalisation, l'Amérique l'a entraînée dans sa chute. Il a suffi d'une panique boursière, de la simple défaillance d'une banque pour que s'y écroule le fragile château de cartes du crédit. L'économie allemande est entrée en léthargie. Elle prend l'aspect d'un grand corps dans lequel le sang ne circule plus. Quant à la France, prémunie par l'état relativement arriéré et artisanal d'une grande partie de sa production, par

un protectionnisme de couveuse qui isole son économie du reste du monde et ne la pousse à rénover ni son équipement industriel ni ses structures agricoles, elle n'entre encore que très lentement dans la crise. Mais déjà, à la fin de 1930, on assiste aux premières banqueroutes financières et l'on enregistre les premiers symptômes du chômage, de la chute des prix de gros, tandis qu'alternent, au pouvoir, dans une pestilence d'arbitraire, de corruption et de scandale, les équipes gouvernementales réactionnaires d'André Tardieu et de Pierre Laval.

Un pacifisme révolutionnaire.

L'extension de la crise mondiale, l'exaspération des antagonismes impérialistes font mûrir dangereusement les germes de guerre et de fascisme. Aux élections allemandes du 14 septembre 1930, les hitlériens ont recueilli 6 400 000 suffrages (au lieu de 800 000 en 1928) et enlevé 107 sièges (au lieu de 12). Entre la France, puissance nantie, et l'Italie mussolinienne, nation frustrée, la tension est extrême, soulignée par d'inquiétants branlebas de combat. La perspective d'une conjonction entre les chemises noires et les chemises brunes apparaît chaque jour plus probable, celle d'une intoxication chauvine des masses françaises d'autant plus à redouter qu'elle risque de prendre appui sur un sentiment légitime et démocratique : l'antifascisme.

Les obsèques du maréchal Joffre, le 7 janvier 1931, sont, à mes yeux, prémonitoires. Où donc est-elle la « radicalisation des masses » annoncée par les communistes ? Les masses ? Mais elles se pressent le long du cortège, acclament éperdument et en bloc les vieux maréchaux décrépits, la jument du défunt, le haut-de-forme de « Gastounet ¹ ». Des hommes et des femmes ont passé la nuit dans la rue, debout, malgré le froid, la fatigue, pour voir de plus près passer la dépouille

1. Le Président de la République était alors Gaston Doumergue.

d'un « héros », des ouvriers ont renoncé à des heures de paie pour être présents à la grande hystérie collective. Il y a, bien sûr, dans le million de spectateurs, beaucoup de badauds, d'amateurs de cirque gratuit. Mais cette parade entretient, de toute évidence, l'indéracinable chauvinisme, le culte du guerrier. Comment réveiller ces somnambules, malléables entre les mains de leurs conducteurs, déjà prêts pour une nouvelle saignée, alors que des élus de la classe ouvrière font de la surenchère nationaliste, tel Paul-Boncour, fleuron de la S.F.I.O., pour qui la « grande paix organisée » est « mise en péril par des partis de dictature et de philosophie brutale¹ » ? N'est-ce pas, sous une forme nouvelle et encore plus insidieuse, l'argument mensonger de 1914 : tous à la boucherie pour préserver, contre l'impérialisme des Habsbourg et des Hohenzollern, la paix et la liberté ? En ces temps lointains de mon enfance, dont j'ai gardé un vif souvenir, on marchait la main dans la main avec l'autocrate russe comme demain on nous enverrait au « casse-pipe » contre Mussolini et Hitler, pour secourir la dictature du général yougoslave Zigkovitch ou celle du maréchal polonais Pilsudski. On oublie seulement qu'à l'origine de ces périls il y a l'inique Traité de Versailles et que, si plus de six millions d'Allemands viennent de voter pour Hitler, ce n'est pas seulement à cause du chômage, mais aussi parce que les alliés, face à une Allemagne finalement désarmée, n'ont pas tenu leurs promesses de désarmement, parce qu'à la frontière orientale du Reich se dresse une Pologne provocante, armée et financée par la France, parce qu'un couloir, véritable défi géographique, coupe en deux la Prusse orientale. Demain peut-être ce sera contre un Hitler au pouvoir qu'on nous mobilisera pour la « liberté du monde ». Non, la guerre, si elle éclatait un jour, ne serait pas notre guerre. De 1930 à 1939, notre pacifisme révolu-

1. Peu après, Boncour devait quitter le Parti Socialiste, pas assez social-patriote à son gré, et fonder un fantomatique Parti Socialiste Français.

tionnaire n'a jamais abdiqué. Nous avons été, mes coéquipiers et moi, des antifascistes pour qui c'était une erreur mortelle de combattre le fascisme par le moyen de la guerre impérialiste.

La révolte des colonisés.

Une autre donnée, qui devait conditionner toute l'évolution ultérieure et conférer une tonalité dramatique à l'âge du Front Populaire, c'est la révolte des peuples colonisés. Je revenais d'Extrême-Orient, en 1930, avec une expérience vécue. Sans perdre un instant, je la consignai par écrit sous le titre : *Tempête sur l'Indochine*. Manuscrit à la main, j'allai frapper, 50, rue Etienne-Marcel, à la porte de l'hebdomadaire *Monde*, directeur Henri Barbusse. C'était une feuille volontairement éclectique. L'argent venait de Moscou, mais les intellectuels de gauche y étaient accueillis sans discrimination, dans la mesure où leur nom et leur talent pouvaient élargir la zone d'influence du stalinisme. La rédaction, fort brillante, était, en conséquence, un véritable pot-pourri. On y rencontrait des bourgeois libéraux comme Gaston Bergery, Bertrand de Jouvenel, Philippe Lamour, Emmanuel Berl, Francis Delaisi, etc., des vétérans du socialisme comme Paul Louis ou du Komintern comme l'Italien Tasca (qui signait : A. Rossi), des écrivains révolutionnaires mais non stalinien comme Magdeleine Paz, Léon Werth, et mon camarade de jeunesse, le critique cinématographique Georges Altman. La rédaction en chef était assurée par un Belge taciturne et sensible, au visage immobile et glabre, Habaru, future victime de la barbarie hitlérienne, et l'administration accaparée par un aventurier, à l'hypocrite rondeur, qui sera tour à tour crypto-stalinien, trotskyste, socialiste de droite et, enfin, hitlérien : Francis Desphelippon. Barbusse, tartuffe décharné, rongé par la tuberculose, ne faisait que de peu fréquentes apparitions.

En conclusion de mon rapport indochinois, j'aver-

l'issais que la révolte en était à ses débuts et qu'elle finirait un jour dans un bain de sang. De façon plus générale, j'insistais sur le réveil des peuples asiatiques pour lesquels le besoin d'indépendance était devenu une idée-force, une idée contre laquelle ne pouvaient prévaloir ni les répressions, ni les concessions, ni le simple appât de l'enrichissement. Et je voyais succéder, à bref délai, en Asie, au nationalisme bourgeois rêvant d'une décolonisation à son seul profit, la lutte de classes, le socialisme.

Ainsi mis en selle, j'ouvris dans le *Cri du Peuple*, hebdomadaire du syndicalisme révolutionnaire, une chronique régulière d'Indochine, où je dénonçai, avec une outrance pathétique, l'atroce répression qui s'abat-tait alors sur la terre d'Annam. Dans cette campagne, je me montrais sans indulgence pour mes confrères de la presse bourgeoise. A Louis Roubaud, dont les articles du *Petit Parisien* laissaient pourtant, malgré mille précautions, percer la vérité sur le drame indochinois, je reprochais, en termes cinglants, d'avoir rendu visite au gouverneur général Pasquier. Le séjour parisien du gouverneur me portait, en effet, sur les nerfs. M. Pasquier avait pu impunément atterrir au Bourget, se pavaner à l'Aéro-Club, s'attarder cinq longs mois dans la capitale. N'y tenant plus, je montai un jour l'escalier de l'immeuble de la plaine Monceau où résidait le proconsul. Le hasard me servit. Au moment précis où je parvenais sur le palier, la porte de l'appartement s'ouvrit et le gouverneur, qui s'apprêtait sans doute à sortir, étala sa grande barbe grise. *Assassin, Assassin !* lui criai-je littéralement sous le nez, qui devint blême. A ce vacarme, son épouse accourut, le prit à bras le corps, le repoussa vers l'intérieur, claqua la porte tandis que je dévalais l'escalier, soulagé par mon « geste individuel ».

L'indifférence de la masse ouvrière française à l'égard de l'Indochine ensanglantée me mettait dans un état d'exaspération. Laisserons-nous faire ? Ferons-nous notre devoir ? Serez-vous complices ? Êtes-vous sourds ? Ces petits Annamites qui meurent sur l'échafaud —

si singuliers que puissent vous paraître leurs yeux bridés, l'ombre de leur peau, et leur visage énigmatique — ne voyez-vous pas qu'ils sont les ennemis de vos ennemis ? Tels étaient les thèmes, cent fois répétés, de mes impatientes mais vaines adjurations.

Elles ne devaient d'ailleurs pas demeurer toujours vaines. Un certain nombre d'écrivains, d'intellectuels, de militants se décidèrent à unir leurs efforts contre la répression indochinoise. Le « Comité d'amnistie » qu'ils formèrent, et dont je devins membre, groupa, autour de Francis Jourdain, son animateur, André Malraux, Andrée Viollis, Magdeleine Paz, Léon Werth, Félicien Challaye, Paul Rivet, Marius Moutet, etc.

Bientôt ce fut la répression au Maroc qui m'inspira de non moins vives imprécations. En mai, le résident général Lucien Saint avait fait signer à un jeune sultan de dix-neuf ans, le futur Mohammed V, un *dahir* (décret) visant à désislamiser les Berbères pour les opposer aux Arabes. Une ardente jeunesse estudiantine avait manifesté bruyamment contre cette tentative de « diviser pour régner ». On l'avait jetée en prison ou fouettée en public. Au nom du « laïcisme », il me fut reproché par certains lecteurs de *Monde* de m'immiscer dans une querelle religieuse. Mais, à travers celle-ci, c'était, de toute évidence, la conscience politique du peuple marocain qui s'éveillait. Le colonisateur, ici encore, se voyait signifier que les temps de la domination sans frein étaient révolus. L'Islam, sans doute, était une institution rétrograde. Mais qui, sinon le colonialisme, laissait volontairement les populations autochtones dans une ignorance et une misère crasses ? Le progrès humain, répondais-je à mes contradicteurs, les colonisés ne pourront y accéder que par eux-mêmes, au moyen de l'autodétermination et de l'indépendance.

Je tenais mes informations de jeunes étudiants marocains de la Sorbonne avec qui j'avais noué des relations de cordiale amitié : Mohamed El Ouezzani, Ahmed Balafrej, Omar Ben Abdeljalil, El Kholti, etc. Ces fils de grands bourgeois, orgueilleux et de haute civilisation, découvrirent le syndicalisme ouvrier en

assistant pécuniairement le *Cri du Peuple*; en contrepartie je les aidai à rédiger et à publier une brochure, *Tempête sur le Maroc*, qui parut sous le pseudonyme « Mouslim Barbari » (Berbère musulman). Ce fut l'acte de naissance du mouvement national au Maroc, l'embryon de ce qui devait devenir le « Comité d'Action marocaine », plus tard, l'Istiqlal.

Montée du fascisme en Allemagne.

Une autre donnée, qui devait peser si fort sur notre destin, c'était la montée du fascisme en Allemagne. Au cours d'un voyage outre-Rhin, en août-septembre 1932, j'assistai, la mort dans l'âme, à l'agonie de la république allemande.

Ce péril d'un nouveau genre était fort mal compris de ceux qu'il menaçait, pourtant, d'éradication. Les socialistes, derniers avocats de la démocratie et du parlementarisme bourgeois, semblaient ébaubis par la forme ultime que prenait, sans leur permission, l'adversaire de toujours. En Allemagne, pitoyable était leur riposte. Après avoir fait, par leurs capitulations successives, le lit de l'hitlérisme, était-ce leurs poitrines qu'ils opposaient aux chemises brunes ? Songeaient-ils sérieusement à abréger, en prenant eux-mêmes le pouvoir, la sanglante dernière étape d'un système agonisant ? Point. Ces épigones d'un mouvement qui, naguère, avait voulu violenter la société bourgeoise, s'accrochaient aux détroques de la bourgeoisie la plus vêtuste; c'était d'un maréchal de Guillaume II qu'ils imploraient aide et protection.

Quant aux staliniens, ils mettaient dans le même sac fascistes et socialistes, traités, pour les besoins de la cause, de « frères jumeaux », et, ce qui pis est, il leur arrivait même, alors qu'ils refusaient obstinément l'unité d'action avec les uns, de *flirter* avec les autres : au cours d'un référendum, en août 1931, ils n'avaient pas hésité à déposer dans l'urne un bulletin de même couleur que les nazis. Et puis, les deux systèmes de

gouvernement présentait de troublantes similitudes : capitalisme d'Etat, l'un et l'autre, dictature d'un parti unique tous deux, se singeant mutuellement dans le recours à la terreur. Il n'était pas exclu qu'un jour les frères ennemis fussent tentés de pactiser. En attendant, le régime fasciste en Italie (Hitler n'avait pas encore pris le pouvoir) et le régime stalinien se faisaient des politesses, se prêtaient des techniciens, brocantaient l'un avec l'autre tandis que des officiers allemands, fascistes jusqu'à la moelle, accomplissaient, secrètement, des stages d'entraînement dans l'Armée Rouge. (Ils continueront à se former en U.R.S.S. après l'avènement d'Hitler.)



Mais de toutes les erreurs qui conduisaient au tombeau la démocratie allemande, la plus flagrante, et pour nous la plus lourde d'enseignements, c'était l'incapacité des frères ennemis à cimenter, à défaut d'« unité organique », une « unité d'action » contre leur redoutable adversaire.

Pourtant, en Allemagne, au cours de l'été 1932, un courant unitaire avait pris naissance à la « base ». Les travailleurs sentaient d'instinct que la mise en commun de leurs forces contre la marée hitlérienne était, pour eux, une question de vie ou de mort. En juillet et en août, le front unique « au sommet », c'est-à-dire d'organisation à organisation, fut spontanément scellé en maints endroits. Mais, chaque fois, à peine conclu, il s'était disloqué. Ailleurs, des pourparlers entamés avaient été, presque aussitôt, interrompus. Les directions centrales des deux partis ouvriers — malgré la forte pression de la « base » — étaient demeurées irréductiblement hostiles à l'unité d'action : les social-démocrates, par peur de perdre la direction de leurs troupes, les communistes par obéissance servile aux ordres de Moscou et, aussi, la crainte de se déjuger en négociant avec des camarades que, la veille encore, ils traitaient de « social-fascistes ».

Et, chaque fois, le prétexte invoqué pour refuser le front unique avait été la question brûlante de la « trêve des critiques » : les communistes se refusant à cesser leurs attaques idéologiques contre les réformistes et ces derniers n'encaissant le front unique que sous la forme d'une confortable « trêve de Dieu » où l'expression d'aucune opinion divergente n'égratignerait leur trop sensible épiderme.

Pourtant, en deux occasions particulièrement dramatiques, le Parti Communiste s'était résolu à proposer au Parti Social-Démocrate l'organisation d'une grève générale commune. Mais la social-démocratie s'y était refusé et la grève générale tentée par le seul P.C. allemand avait été un cuisant échec. Comment, en effet, eût-il pu faire quitter brusquement le travail à des ouvriers entretenus dans la haine du « social-fascisme » en guise de protestation — comme ce fut le cas après le 20 juillet 1932 — contre l'expulsion, *manu militari*, de ministres « social-fascistes » du gouvernement local de Prusse ? En outre, cet échec avait fait la preuve que l'influence du P.C., assez forte sur les chômeurs, était, sur les travailleurs organisés, quasi nulle : de toute évidence, la grève générale, sans le concours des ouvriers réformistes, était impossible. Et, précisément, sa tactique sectaire interdisait au P.C. allemand de trouver l'audience de ces travailleurs.

Il fallut attendre le dénouement tragique du début de 1933 : l'arrivée de Hitler au pouvoir, l'incendie du Reichstag, la mise hors la loi du P.C. pour que Moscou autorisât enfin ses exécutants berlinois à *renoncer aux attaques contre les organisations socialistes durant l'action commune*. Mais ce revirement de la dernière heure vint trop tard : la peste brune avait déjà tout submergé.

La peste brune.

Au printemps de 1933, je me hasarde à entreprendre un nouveau tour d'Allemagne. Je voudrais voir de mes yeux les ravages exercés par la marée hitlérienne.

Bien que n'appartenant plus au Parti Socialiste, j'ai été rendre visite à Léon Blum, au siège du Parti, 9, rue Victor-Massé. Je franchis la lourde porte de l'ancien hôtel particulier, au style faussement Renaissance, où la S.F.I.O. a eu l'idée fantasque de se nicher. Et me voici, un peu angoissé, face au directeur du *Populaire*, séparé de lui par son large bureau. Dès les premiers mots, avec résolution, il opine du bonnet. Il a pu se tromper dans certains de ses pronostics avant la prise du pouvoir hitlérienne. Mais, maintenant, il a réalisé toute la dimension du désastre. Mon reportage sur l'Allemagne hitlérienne paraîtra dans le quotidien du Parti. Muni de ce viatique, il ne me reste plus qu'à tenter l'aventure, à mes risques et périls. A bicyclette à travers l'Allemagne, je pédale comme à travers des décombres, et j'en dresse le lugubre inventaire. Le colosse ouvrier — social-démocratie, Parti Communiste, syndicat aux millions d'adhérents — s'est effondré, ou a été balayé, comme un château de cartes. Ses insignes, ses journaux, son matériel de propagande, ses livres flambent sur les autodafés des places publiques. Ses membres peuplent les camps de concentration. Ses somptueux locaux hissent le pavillon rouge à croix gammée. J'assiste à un crépuscule des dieux.

Dans les grands centres, je rencontre, en cachette, des militants et j'assiste à mainte réunion clandestine. J'ai pris l'habitude de dissimuler dans le tube du cadre de mon vélo les tracts illégaux que me remettent, à titre documentaire, mes amis antifascistes. Un jour, à Berlin, sur un trottoir cyclable, j'entre en collision avec une pédaleuse; et le choc brise tout net mon cadre. Comme j'aperçois, dans le lointain, le casque en cuir bouilli d'un « Schupo », je ne demande pas mon reste et je file, à pied, portant sur l'épaule mon engin hors d'usage. Dans les réunions national-socialistes, j'ai une façon toute particulière de veiller à ma sécurité : je lève le bras avec tout le monde et, la rougeur au visage, dans la honte que m'inspire ce blasphème, je gueule, chaque fois qu'il sied : *Heil Hitler !*

Incrédulités.

Ce terrible et passionnant voyage, je n'en ferai pas ici la narration détaillée, puisque les articles parus dans le *Populaire* du 25 juin au 13 juillet 1933 ont été, depuis, réunis en brochure ¹. Simple témoin d'une catastrophe sans précédent, je me suis contenté, comme un opérateur de cinéma, de tourner la manivelle, de prendre des vues. Mon témoignage n'est rien de plus qu'un « documentaire ». Pourtant, l'opinion publique, en France, est, alors, si mal renseignée sur l'hitlérisme, si sceptique, si indifférente que, même dans les milieux socialistes, on se refusera à me croire sur parole. Oreste Rosenfeld, alors rédacteur en chef du *Populaire*, m'a révélé, depuis, avoir reçu, tandis que paraissaient mes articles, de nombreuses lettres de protestation : J'« exagérais », pestaient acrimonieusement ces correspondants, j'étais « de parti pris ».

Il est vrai que ma conclusion heurte de front beaucoup de préjugés alors solidement ancrés. Je vois, les mêmes causes engendrant les mêmes effets, le fascisme gagner la France à larges enjambées. Chez nous, son lit est déjà creusé. Et j'apostrophe un peu trop rudement mes lecteurs : Attendez-vous, ici, que pleuvent les coups de matraque ? Le fascisme est essentiellement offensif : si nous le laissons prendre les devants, si nous restons sur la défensive, il nous assommera. Mais le philistin socialiste ne voit pas plus loin que le bout de son nez. Le calvaire de la lointaine Allemagne ne trouble guère sa digestion : il s'imagine que les « macaronis » italiens se sont donnés à Mussolini parce qu'ils ont le goût de la bravade et du superlatif. Les « boches » ont succombé aux charmes d'Hitler parce qu'ils ont le vice du pas de l'oie. Nous autres, Français, nous sommes trop « fortiches » pour tomber dans le panneau. Au congrès socialiste de Mulhouse, en 1935, Vardelle, de la Haute-Vienne, osera soutenir qu'en Allemagne le fas-

1. *La peste brune a passé par là*, réédition en préparation.

cisme a pu faire ce qu'il voulait, chose qui ne se passerait pas en France où il y a une autre maturité politique. Et, lorsque j'évoquerai devant elle la leçon encore saignante de l'Allemagne, Suzanne Buisson, bonne dame dévouée et glapissante de la Fédération Socialiste de la Seine, s'écriera, dans son petit réduit de la rue Feydeau : *Mon petit ami, à force de crier au péril fasciste, vous allez le faire naître !* Elle mourra quelques années plus tard aux mains des bourreaux nazis.

Quant aux « clercs » français, en pleine trahison, comment puis-je m'attendre à les émouvoir avec mes descriptions des autodafés où j'ai vu flamber la pensée libre allemande ? Ces confrères sont déjà enclins à renier la culture sur laquelle Gœbbels pointe son revolver. La plupart des écrivains bourgeois qui visitent le « Troisième Reich » : Philippe Barrès, François Le Grix, André Germain, etc. dissimulent à peine leur complaisance à l'égard de la peste brune. La solidarité de classe prévaut chez eux sur l'humanisme. Derrière l'ultime incarnation du capitalisme dont ils tentent d'estomper la hideur, d'instinct ils serrent les coudes. Leur masque d'esthètes et de dilettantes prétentieux tombe de leur visage où s'allume une mauvaise joie et ils se trémoussent, avec un masochisme complice, devant les bottes hitlériennes.

Front commun antifasciste.

Pourtant, un certain nombre de militants et d'intellectuels commençaient à comprendre la leçon d'Allemagne et à tenter de s'armer contre le péril fasciste. Tandis que je parcourais les routes allemandes, un radical-socialiste démissionnaire, le maigre et pâle Gaston Bergery, personnage équivoque qui devait finir « vichyssois », réunissait, à la Mutualité, le 26 mai 1933, des hommes de gauche de toutes tendances et il constituait avec eux un « Front commun » contre le fascisme. Parmi eux, le jeune et sémillant Georges Monnet, socialiste proche de Léon Blum, futur ministre de l'Agri-

culture du Front Populaire; Bernard Lecache, de la Ligue contre l'antisémitisme (L.I.C.A.); des crypto-stalinien tels que le professeur Langevin et l'écrivain Jean-Richard Bloch; l'auteur dramatique et poète Charles Vildrac. Le Parti Communiste avait envoyé officiellement en « observateurs » le syndicaliste unitaire Benoît Frachon et le rétif Jacques Doriot, futur champion du « front unique » en attendant de capoter dans le fascisme. C'était la première des tentatives plus ou moins hétéroclites qui, deux ans plus tard, devaient aboutir au Front Populaire.

Le manifeste de « Front commun » était d'ailleurs rédigé avec beaucoup d'éclat et, en comparaison, ceux du Front Populaire paraissent timorés. Il avait une tonalité franchement anticapitaliste. Le fascisme y était, à juste titre, traité de vicellerie. Du neuf ? seul le socialisme pouvait l'apporter, un socialisme à tendances libertaires. Au contraire du fascisme, ce socialisme s'affirmait l'adversaire de l'étatisme bourgeois et il condamnait l'étouffement de la liberté individuelle. Les signataires du manifeste terminaient par un pathétique appel à l'unité : ils ne voulaient pas revivre l'expérience allemande, les fractions du prolétariat écrasées séparément et s'injuriant encore, alors qu'elles tombaient sous les coups des mêmes assassins.

Sur le plan théorique, « Front commun » se proposait d'étudier les causes du fascisme, sa marche, ses méthodes de prise du pouvoir, afin de lui mieux barrer la route. Ce vœu fut, en partie, exaucé lorsque, peu après, s'ouvrit, avenue de l'Observatoire, avec l'assistance financière de Moscou, un « Institut pour l'étude du fascisme », qui mit à la disposition des chercheurs une excellente bibliothèque et publia, en français comme en allemand, d'utiles informations, voire de solides études sur le fascisme. Néanmoins la faillite pitoyable du parti de Thälmann y était soigneusement escamotée, et tenues sous le boisseau les troubles raisons pour lesquelles Staline, plus méfiant à l'égard des Occidentaux que des Germains, rêvant déjà d'une alliance entre les deux dictatures, n'avait pas tenté grand-chose pour

empêcher Hitler d'accéder au pouvoir. Ainsi s'ouvrait, en France, dans une ambiance de réticence et de mensonge, la lutte contre le fascisme.

Un congrès mondial pour rien.

A l'automne de 1933, le « Congrès mondial de la Jeunesse », organisé à Paris à l'instigation de Moscou, fut une nouvelle manifestation des mortelles équivoques qui obéraient le mouvement de lutte antifasciste.

Tout, bien entendu, n'était pas à rejeter ou à blâmer dans ce rassemblement de jeunes venus du monde entier pour clamer leur horreur du fléau. Pendant trois jours, furent réunis des garçons et des filles de tous pays, de toutes races, de toutes langues. Des Anglo-Saxons un peu raides, aux lunettes attentives; des Américains nasillards, parmi lesquels un Noir; des Asiatiques aux yeux bridés et de très blonds Scandinaves; deux filles remarquables, polyglottes jamais en défaut, représentant la jeunesse soviétique; et surtout une délégation allemande, aux vestes courtes de globe-trotters dont une bonne partie arrivait en droite ligne de l'Allemagne hitlérienne, pour, ensuite, repartir vers l'enfer. Bref, toute une jeunesse prête, jusqu'au sacrifice, à la lutte contre le fascisme — à condition que l'on sût, et que l'on voulût, l'orienter.

Mais l'habile Willy Münzenberg avait, de main de maître, organisé une fort déplaisante parade au profit de Staline — dont il était alors l'homme à tout faire et qu'il ne devait renier qu'après les sanglants procès de Moscou. Sur l'estrade, une couronne de fleurs blanches enrubannées en hommage aux victimes du nazisme. Et les numéros de music-hall de se succéder : deux troupiers en bleu horizon, dont une étoile soviétique rouge dissimule le chiffre du képi; pour eux, on cueille une rose dans la couronne : « Camarade, nous te donnons cette fleur, etc. » Dans la salle, un délégué suédois endosse le gracieux uniforme de sa marine nationale. *Internationale*, poings serrés. Toutes les dix minutes,

à chaque nouvelle exhibition, le rituel se répète. Pendant trois jours on se gargarise de mots, dans toutes les langues de la terre, que captent à la vitesse du vent les deux jeunes interprètes soviétiques.

J'attends en vain une allusion aux fautes du passé, un semblant d'examen de conscience. Quand l'orateur, chargé de conclure les débats, lance, en guise de péroraison : « Unité ! Unité ! Unité ! », je ne me contiens plus et je crie que cette unité-là, il eût mieux valu la réaliser en Allemagne *avant* le triomphe de Hitler. Comme par enchantement, l'ambiance fraternelle s'est évanouie. Une meute déchainée me conspue : *Salé trotskyste !* Cependant, je réussis à accéder à la tribune. J'y dénonce les rumeurs qui circulent d'une alliance militaire franco-soviétique en gestation. Plus tard, à une séance de commission, le délégué officiel de la « Jeunesse Soviétique », Kossakov, déclare que les bruits dont je me suis fait l'écho « ressemblent à des provocations ». Je proteste. Il me répond, quelque peu gêné, jurant que son pays ne *conclurait jamais d'alliance militaire avec aucun pays capitaliste*. Un serment dont un proche avenir fera un parjure.

Quand les derniers lampions de la parade sont éteints, les jeunes Allemands restent groupés dans l'ombre. Et avant de se séparer, de repartir pour le royaume de la peste brune, ils chantent, dans la nuit, comme ils savent chanter, les vieux airs révolutionnaires de leur pays. C'est beau. La larme à l'œil, je me joins à eux. Mais, en dépit de ces moments émotionnels, ç'a été un congrès pour rien, puisque toute la vérité n'a pas été dite et que, par ordre supérieur, on n'a pas voulu faire de *mea culpa*.

Visite à Trotsky.

A la fin de 1933, je suis admis à l'honneur de rencontrer Trotsky. L'Exilé, qui a débarqué à Marseille, le 24 juillet, venant de l'île de Prinkipo, en Turquie,

s'est installé, discrètement, en novembre, à Barbizon, à l'orée de la forêt de Fontainebleau. Dans le plus strict incognito, il vient de temps à autre à Paris consulter un praticien. Il en profite pour y prendre contact avec des militants et des intellectuels d'extrême gauche qu'il ne saurait rencontrer en Seine-et-Marne, sous peine de dévoiler sa retraite. Il vient d'avoir un entretien avec Simone Weil. Bientôt il affrontera André Malraux. Je n'ai qu'un seul titre à la bienveillance du « Vieux » : m'être lié d'amitié avec son fils Sedov, un brave garçon, actif et efficace, qui n'a pas hérité du génie paternel, mais qui lui est totalement dévoué et qui paiera de sa vie cette allégeance.

La première fois qu'il m'avait été donné de croiser la route de Trotsky homme d'action, ç'avait été au début de 1931. Nous venions de lancer, à l'instigation de Pierre Monatte, la campagne pour la reconstitution de l'unité syndicale. Le « Vieux » m'avait alors estomaqué par un déconcertant mélange de lucidité et de sectarisme. Il n'avait jamais très bien compris le syndicalisme ouvrier et l'occasion était pour lui trop belle de prêter aux « 22 » les intentions manœuvrières et sectaires qui n'étaient que trop familières à son « Opposition communiste ». Pour lui, Monatte avait *franchi de Rubicon*. Il s'était allié, dans sa campagne unitaire, à des ennemis de la révolution prolétarienne. Il ne visait pas seulement à rétablir formellement l'unité syndicale. Ce qu'il voulait créer, c'était une fraction politique, une secte, afin d'y rassembler les fatigués, les désabusés, tous ceux qui avaient perdu la foi en la Révolution. Les « courtiers de l'unité » n'étaient en réalité que des anti-communistes, des agents camouflés de Léon Jouhaux.

Trotsky se trompait, assurément, lorsqu'il sous-estimait la portée révolutionnaire du « mot d'ordre formel » de l'unité et lorsqu'il prêtait à Monatte des intentions politiciennes, si éloignées de sa véritable nature. Mais cet extra-lucide ne manquait pas de clairvoyance lorsqu'il discernait chez les initiateurs du Comité des « 22 » des signes de désillusion et de lassitude qui, en fin de compte, après l'échec de la campagne pour l'unité,

devaient les faire choir — effectivement — dans les bras de Jouhaux.

Depuis cette confrontation, je nourrissais à l'égard du « Vieux » des sentiments ambivalents, faits de vénération et d'une incoercible défiance. Cependant, les admirables analyses qu'il avait consacrées, depuis, à la défaite allemande, avaient atténué la défiance, confirmé la vénération.

Mon cœur bat, lorsque je monte le petit escalier modeste de l'immeuble où habite Robert Ranc, le camarade choisi pour héberger notre entrevue. Dans l'antichambre, de jeunes lieutenants pérorent avec gravité et importance. Parmi eux, le maigre et ascétique Pierre Naville, au cœur pur, au visage de chien battu; et son rival, le gras et trépidant Raymond Molinier, aventurier balzacien, à qui Trotsky n'a pas encore retiré sa confiance, car, doté d'une ingéniosité roublarde et sans scrupule, il n'a pas son pareil pour débrouiller les problèmes financiers et matériels les plus scabreux.

Enfin, je suis introduit. Vêtu d'un ample complet gris clair, grand, massif, un peu voûté, affable, souriant, mon interlocuteur n'a rien de l'aspect redoutable que suggèrent les portraits historiques. Peut-être, tout simplement, parce qu'il a coupé sa célèbre barbe. Une simple moustache grise, un peu longue, encadre sa lèvre supérieure. Sa voix est aux antipodes de celle que j'imaginai. Est-ce parce que sa santé laisse à désirer ? Toujours est-il que cette voix ne tonne pas. Elle n'est guère timbrée : un peu nasillarde, avec un soupçon d'accent *yiddish*. Mais je suis surtout surpris, et fasciné, par ses yeux bleu de ciel, sous le verre des lunettes, des yeux qui déconcertent, à la fois perçants et lumineux de bonté.

L'homme que j'ai devant moi n'est pas le Trotsky de la légende, le Trotsky que, depuis tant d'années, j'imagine lorsque je lis ou que je prononce son nom. Il m'est impossible, en un clin d'œil, de renoncer à l'autre image. Durant tout l'entretien, je verrai donc, à la fois, deux Trotsky, l'idéal et le réel. Ils n'ont pour moi, de commun, que le nom. En dépit de mes efforts

ultérieurs, ils demeureront toujours dissociés dans ma mémoire. Peut-être, d'ailleurs, y a-t-il *réellement* deux Trotsky : celui, surhumain, lançant des éclairs, de son époque révolutionnaire, de ses écrits ou discours politiques, et le Trotsky à l'échelle humaine, du *Journal intime*, des pages sur son fils Sedov, des dernières paroles murmurées à sa femme à l'heure du suprême adieu.

Avec une vive sollicitude, nullement affectée, où l'on sent percer une vieille et solide amitié, une estime profonde que les années, et même les articles sur le passage du Rubicon n'ont pas refroidie, Trotsky me demande :

— Comment va Monatte ?

Je lui raconte combien le vieux syndicaliste a été affecté par ses furieuses diatribes de 1930-1931. Trotsky me paraît gêné, voire ému, en tout cas hypersensible au souvenir du vétéran.

Nous parlons, à bâtons rompus, de l'Allemagne, du péril fasciste qu'il voit approcher à grands pas en France et au barrage duquel il entend participer activement. Trotsky se fait utilitaire. Avec la gentillesse un peu impérieuse dont il doit, j'imagine, user vis-à-vis de ses collaborateurs immédiats, il me demande si j'ai du temps libre. Sur ma réponse imprudemment affirmative, il me propose de dresser — pour lui — une sorte de tableau, d'inventaire détaillé, de la vie politique en France, département par département, qui sera pour lui un instrument de travail. Je bredouille un acquiescement. Paternel, un peu olympien, le « Vieux » me reconduit jusqu'à la porte. Je ne le reverrai jamais plus. Mais, à distance, avec ou sans communication directe, le dialogue avec lui sera constamment renoué, à travers toute la période du Front Populaire. Aussi bien sur le plan théorique que sur celui de l'action militante, il restera, jusqu'à sa mort, pour nombre d'entre nous, un excitateur en même temps qu'une fêrule.

Quelques mois plus tard, en mars 1934, la police envahira grossièrement sa résidence de Barbizon, feignant de la découvrir. Un arrêté d'expulsion sera pris contre lui. Mais il parviendra, non sans peine, en grand

secret, à se maintenir en France, dans l'Isère, jusqu'à son départ pour la Norvège en juin 1935. Les admirables écrits qu'il consacra à la situation politique après le coup de force du 6 février paraîtront sans signature, comme s'il s'agissait d'un texte collectif : mais cet anonymat, un peu trop transparent, ne trompera personne.

La folle soirée du 6 février.

Dans la soirée du 6 février 1934, en effet, le fascisme fait son apparition en plein cœur de Paris. La distance est grande entre une prophétie et son accomplissement, tout comme paraît longue la durée qui sépare un éclair lointain du premier coup de tonnerre. Sur le papier, je me suis persuadé que le péril fasciste n'épargnerait pas la France. Mais quand j'ai soudain devant moi le monstre en chair et en os, je dois me frotter les yeux, éberlué.

J'allais dîner lorsque j'apprends que l'on se bat place de la Concorde. J'enfourche mon vélo et j'y cours. Le pont qui mène au Palais-Bourbon est barré par d'importantes forces de l'« ordre », à pied et à cheval. Je ne puis distinguer ce qui s'y passe. Je n'aperçois qu'un rideau noir de manifestants qui, à cette heure, ne me semble plus avoir une grande importance numérique et, derrière ce rideau, une barrière de jets d'eau, provenant de lances d'incendie et formant de grandes taches blanches. Sur la place même, non loin de l'Obélisque, un autobus rougeoyant achève de se consumer, tandis que des escarpes, aux silhouettes douteuses, s'amuse à souffler dans les tuyaux du moteur. Des débris divers, des pavés jonchent le sol. Des conduites de gaz, déterrées on ne sait comment, brûlent à leur extrémité comme un chalumeau. La police se contente de barrer le pont de la Concorde, mais, en fait, elle livre la place aux émeutiers. A l'angle de la rue Royale, une fumée épaisse se dégage du rez-de-chaussée du ministère de la Marine, tandis que les pompiers s'affairent. Une camionnette, stationnée providentiellement devant

le ministère, sans être le moins du monde inquiétée, a amené à pied d'œuvre les incendiaires.

Et, vers 22 heures, voici que débouche sur la place, venant de la rue Royale et occupant toute la largeur de la rue, une colonne qui brandit des drapeaux tricolores. Au milieu de la chaussée, des messieurs d'aspect mûr et respectable, arborant leur Légion d'honneur, braillent *la Marseillaise*. Ils ne font pas du tout « émeutiers ». Sur les bords, les encadrant, de jeunes travailleurs, en chandail et casquette, entonnent, eux, *l'Internationale*. Aucune des deux variétés de choristes ne semble incommodée par la présence de l'autre, ni indisposée par cette bizarre cacophonie. Ils donnent bien plutôt l'impression de manifester ensemble, au coude à coude, et de communier dans une même fureur contre le pouvoir et contre le service d'ordre. Ce sont, me dit-on, des « anciens combattants », les uns de droite, les autres d'extrême gauche. Pourtant la plupart des « titis » qui entonnent l'hymne rouge ne sont pas d'âge à avoir fait la guerre.

Ce cortège, n'ayant pu ni atteindre ni franchir le pont, ne s'éternise pas sur la place de la Concorde. Et celle-ci, bientôt, est livrée à des badauds clairsemés, venus voir les dégâts provoqués par l'émeute. Mais, brusquement, vers 23 h 30, le rideau noir des manifestants toujours visible, au loin, sur le pont, reflue vers nous, en déroute. Sous l'impulsion, paraît-il, d'un colonel de gendarmerie qui, posant pour l'Histoire, hurle : « A moi ! en avant ! », deux colonnes d'argousins passent à l'attaque. L'une s'élançe du Cours-la-Reine vers les Champs-Élysées, la seconde passe entre les chevaux de Marly où les manifestants, en début de soirée, ont édifié un embryon de barricade, et elle entreprend de « nettoyer » les bosquets des Champs-Élysées en direction du théâtre des Ambassadeurs. Une pétarade formidable éclate. Une folle panique s'empare des badauds. J'ai tout juste le temps de saisir mon vélo sur l'épaule, de prendre, comme tout le monde, mes jambes à mon cou, de franchir, tant bien que mal, vu le poids de ma machine, la simili-barricade de l'entrée des

Champs-Élysées et au pas de course, parmi de très nombreux fuyards, j'essaie de gagner l'avenue Gabriel. Les balles crépitent dans le verre des réverbères qui vole en éclats. À côté de moi, des gens tombent sur le dos, les quatre fers en l'air. D'autres rampent sous la rafale. Un jeune homme, un peu plus loin, se plaint d'une brûlure à l'oreille : il y porte une main, aussitôt ensanglantée.

Ici s'intercale un épisode burlesque. Ayant mission, sans doute, de protéger le palais de l'Élysée, des flics forment un barrage sous les arbres et, nous interdisant la direction de l'avenue Gabriel, nous refoulent vers les Champs-Élysées, c'est-à-dire vers la trajectoire du tir. Je renâcle. Alors les cognes s'emparent de mon vélo et le piétinent sur un rythme de danse nègre. Mais un des plus costauds, soudain, me reconnaît. C'est le champion de lutte Jean Jourlin, qui gagne sa matérielle comme gardien de la paix. Modérant ses collègues, me restituant, avec force excuses, ma machine quelque peu détériorée, il me souffle :

— Allons, Daniel, file, file au plus vite !

Quand j'arrive au rond-point des Champs-Élysées, toutes les conduites à gaz brûlent dans un bel éclairage rouge. Une Américaine d'âge mûr, drapée dans un manteau de vison, contemple avec une extase sadique cet étonnant spectacle et me lance, avec un accent traînant et guttural :

— Ah ! que j'aime Pa-ri-s !

Comme la pétarade se rapproche, je me réfugie dans un petit café au coin de l'avenue qui portait alors le nom de Victor-Emmanuel ; et, du sous-sol, je téléphone à Marceau Pivert, à la Fédération Socialiste de la Seine, pour lui faire un bref rapport.

Quand je quitte cet abri, et que j'entreprends la traversée de la capitale, j'aperçois, place Saint-Augustin, un monsieur en melon et gants beurre frais, un authentique fasciste celui-là. Il a une balle dans la joue qui la fait ressembler à un ballon. Mais, au lieu d'aller se

faire panser, il demeure planté sur le refuge, bêlant comme un automate : « Assassins ! Assassins ! »

La fusillade finale semble avoir été la plus meurtrière. Elle a fait un nombre respectable de morts et de blessés. J'ai le sentiment que les premières victimes, celles du début de la soirée, n'étaient pas tout à fait suffisantes pour provoquer la forte commotion politique qui renverserait le ministère Daladier, baptisé « gouvernement de fusilleurs », et hisserait au pouvoir le régime pré-fasciste de Gaston Doumergue. Le petit massacre manigancé au terme de cette folle journée a permis de la clore sur une note hautement dramatique qui, dès le lendemain, sera exploitée politiquement par les meneurs du jeu.

Sans attendre même que se soit levée l'aube, un homme surexcité capitalise déjà les morts. Je l'apercevrai vers deux heures du matin, les mains derrière le dos, la barbe en pointe, parcourant seul, comme un bolide, les grands boulevards, enjambant, fort en colère, les débris qui jonchent le sol, trébuchant contre les pavés, gesticulant comme s'il criait vengeance : mon oncle Daniel Halévy, qui, hors de ses gonds, perdant toute retenue, rejetant tout masque, s'avoue publiquement d'extrême droite.

Le grand capital au pouvoir.

Telle a été « mon » 6 février. Je n'ai pu voir que ce qui se déroulait dans un minuscule champ visuel et je suis incapable de donner, au moins sous forme de témoignage direct, une vue d'ensemble de cette journée historique.

Par contre, il m'est moins malaisé d'en rappeler les causes. La crise mondiale avait fini, avec un retard considérable, par frapper assez durement la France; la production industrielle, tout comme le montant total des revenus distribués, fléchi d'environ 30 pour 100 par rapport à 1929. Le chômage s'était aggravé. Les classes moyennes urbaines : commerçants, artisans, chefs d'entreprises modestes étaient particulièrement touchés. Et,

comme cela s'était passé en Allemagne, ces petits bourgeois devenaient enragés.

Au même moment, les scandales politiques et financiers se succédaient. A la suite de l'émission de faux bons par le Crédit Municipal de Bayonne, l'escroc Alexandre Stavisky avait pris la fuite. Il avait été protégé par deux ministres radicaux en exercice, le ministre des Colonies, Dalimier et le Garde des Sceaux, Raynaldy. Tous deux durent démissionner. Le frère du président du Conseil, Camille Chautemps, avait été un des avocats de l'aventurier; son beau-frère, le procureur Pressard, ne s'était pas moins « mouillé ». Il fallait à tout prix empêcher Stavisky de parler. Quand les policiers enfoncèrent les portes de la villa où il s'était réfugié à Chamonix, l'escroc, providentiellement, s'était déjà tiré une balle dans la tête.

A la fin janvier, le ministère entier, éclaboussé par le scandale, devait se retirer. L'extrême droite exploita à fond la boue dont s'était maculée la gauche et qui avait rejailli sur le Parti Socialiste lui-même, Léon Blum s'étant obstiné à couvrir Chautemps. Elle perpétra, durant tout le mois de janvier, des manifestations de rue, mollement contenues par la police, et qui tournèrent parfois à l'émeute. Daladier, lorsqu'il succéda à Chautemps, voulut justifier sa réputation de « taureau de la Camargue ». Il fendit l'oreille au préfet de police, Chiappe, qui avait, depuis longtemps, installé solidement le fascisme à la « tour pointue ». Le petit Corse jappa : « Vous me retrouverez dans la rue ! »

Mais derrière cette façade politique, les hommes du grand capital préparaient, de sang-froid, une opération d'envergure. Stimulés par l'exemple allemand, ils aspiraient à un « gouvernement fort », capable de résoudre la crise au profit des possédants et de pratiquer, autoritairement, par décrets-lois, une politique de « déflation » aux dépens des masses populaires. Leur porte-parole était Ernest Mercier, magnat de l'Electricité et du Pétrole, qui, depuis longtemps, subventionnait le « Redressement français », officine de corruption politique.

C'était par la volonté des trusts que les bandes fascistes, « Croix de Feu » de l'ineffable colonel de La Rocque, camelots du roi et autres groupuscules activistes, avaient, le soir du 6 février, tenté de franchir le pont de la Concorde et de faire pression sur le Parlement. L'objectif n'était pas encore, à proprement parler, fasciste. Il s'agissait, pour l'instant, de renverser la majorité parlementaire (depuis les élections « Bloc des Gauches » de 1932, la France était gouvernée par les radicaux-socialistes, avec soutien S.F.I.O.) et d'amener au pouvoir un gouvernement de droite, dit de « trêve ». L'émeute du 6 février atteignit pleinement ses véritables objectifs. Traité de « fusilleur », le gouvernement Daladier, bien que soutenu par une confortable majorité, céda la place. Les communistes, le matin même, avaient contribué à sa chute en faisant chorus avec les royalistes pour réclamer son châtiment; quant aux dirigeants socialistes et démocrates, ils voyaient avec stupeur s'effondrer l'ultime barrage en lequel, naïvement, ils avaient mis tous leurs espoirs. On fit rentrer dare-dare dans la capitale, de sa lointaine retraite provinciale, un invalide politique : « Gastounet », l'ancien président de la République, Gaston Doumergue. Le grand capital avait trouvé ses hommes liges. Autour de lui se pressèrent tous les chevaux de retour de la réaction, les chefs de gouvernement déshonorés pour avoir trempé dans les scandales des années 1930 : Tardieu, Flandin, Laval. Le parti de la guerre était représenté par Louis Barthou, la Haute Banque par Germain Martin, l'industrie lourde par Louis Marin, l'armée par le maréchal Pétain, que dévorait une ambition sénile. Les radicaux, amadoués par la conservation du ministère de l'Intérieur, passèrent sans sourciller de l'union des gauches à l'union nationale. Le tour étant joué : l'opération chirurgicale de la déflation allait pouvoir être menée par simples décrets-lois.

La Gauche prise à l'improviste.

La gauche ouvrière avait été prise à l'improviste et,

tout d'abord, décontenancée. Les communistes criaient plus fort que les émeutiers fascistes eux-mêmes : « A bas les voleurs ! » et leur sympathie allait à tout manifestant, quel qu'il fût, qui se heurtait à la police. Le matin du 6 février, leur journal se bornait à donner la consigne d'aller manifester « au Rond-Point des Champs-Élysées », plongeant ses lecteurs dans la confusion la plus absolue et la plus dangereuse. Après le massacre, André Marty tenta d'accréditer une version fantaisiste : les fascistes étaient tombés, « par erreur », sous les balles destinées à la classe ouvrière. Quant aux chefs socialistes, Paul Faure en particulier, il leur fallut quelque temps pour retrouver la vue. Mais Léon Blum, lui, reprit assez rapidement ses esprits et essaya de réparer l'erreur fatale qu'il avait commise en s'accrochant aux basques de la démocratie bourgeoise, en cautionnant un président du Conseil taré. Par contre, à la Fédération Socialiste de la Seine, Jean Zyromski et Marceau Pivert furent les premiers à comprendre la gravité du péril fasciste et à agir en conséquence. *Quid* des trotskystes ? Empêtrés dans leurs schémas théoriques, ils traitèrent successivement de « bonapartistes » le gouvernement Daladier, puis celui de Doumergue, comme en Allemagne ils avaient baptisé, l'un après l'autre, « bonapartistes », les cabinets Brüning, Papen et Schleicher. Cette définition « passe-partout » n'aidait guère à comprendre pourquoi, dans les deux pays, les maîtres du jeu avaient cru devoir essayer, tour à tour, tant de variétés de « bonapartisme ».

De fait, l'objectif ultime du gouvernement Doumergue était de doter le pays d'une constitution autoritaire. Mais, en 1934, la gauche, enfin réveillée, fit avorter le plan. Et « Gastounet » dut, au bout de quelques mois, réintégrer sa retraite de Tournefeuille. Cependant, sous la houlette de ses successeurs, Pierre-Etienne Flandin, puis Pierre Laval, la politique de la « grande pénitence » devait être aveuglément poursuivie, soulevant la colère des masses et creusant ainsi le lit du Front Populaire.

La riposte des 9 et 12 février.

Dans la nuit du 6 au 7 février, tandis que je fais mon rapport téléphonique à Marceau Pivert, les commissions exécutives des Fédérations Socialistes de Seine et Seine-et-Oise siègent fiévreusement dans le petit local de la rue Feydeau. Elles lancent un appel sur le thème : *Trêve aux divisions, unité d'action loyale !* Peu après minuit, elles envoient une délégation au Parti Communiste, lui proposant, à titre de riposte immédiate, une manifestation de rue pour le 8 février. Au même moment, au Comité central du P.C., Renaud Jean et Jacques Doriot pressent la direction de proposer aux socialistes une contre-manifestation rapide. Mais Maurice Thorez, qui a des ordres et qui, au surplus, n'a encore rien appris, s'obstine : pas de front unique « à la tête ». Les communistes refusant de s'associer à la manifestation du 8, celle-ci est annulée. Ils veulent leur manifestation à eux. Elle aura lieu le 9 au soir, à partir de la place de la République. En dépit du sectarisme stalinien, nombre de militants socialistes de la Seine, pour la plupart des « pivertistes », se sont joints, dans la rue, aux manifestants communistes.

Tout le quartier de la République est en état de siège. Pendant cinq heures, de sept heures à minuit, nous nous battons violemment avec les flics. Nous dressons un peu partout des barricades et échangeons avec la police force coups de feu. L'émeute fait tache d'huile jusqu'aux faubourgs ouvriers du XX^e. Dans les ruelles avoisinant les rues de Belleville et de Ménilmontant, on se bat furieusement : charges et contrecharges. J'ai l'impression — à la fois excitante et un peu terrifiante — que le quartier, qui m'est si familier, a repris son visage du temps de la Commune. Le bilan est lourd : six morts, plusieurs centaines de blessés. Les combattants ont fait preuve de courage. Par ce « baroud d'honneur », le Parti Communiste se flatte à la fois de racheter son inconduite du 6 février, et de prouver l'inutilité du front unique « à la tête ». Mais ce ne sont pas les

maigres effectifs dont il dispose qui peuvent suffire à barrer la route au fascisme. Là où les sectes politiques sont impuissantes, la *classe* elle-même va entrer en scène.



La grève générale du 12 février a été manigancée, le 7 au matin, par le ministre de l'Intérieur de Daladier, Eugène Frot, avec Léon Jouhaux et Léon Blum. A l'origine, ses objectifs sont limités et nullement révolutionnaires : elle vise à faire contrepoids à la pression exercée par les ligues factieuses sur un gouvernement qui n'est pas encore démissionnaire. Mais, à l'insu, ou au-delà de l'attente, de ses initiateurs, elle va prendre figure de formidable démonstration de masses. A travers la France, quelque cinq millions de travailleurs se croisent les bras. A Paris, ni journaux, ni spectacles, ni moyens de transport. J'ai passé, pour ma part, toute la journée du 11 à rouler dans les rames du métro, avec en bandoulière une grosse gibecière de cuir, qui servait à mon grand-père pour la chasse, et que j'ai bourrée de tracts de la C.G.T. L'accueil des voyageurs, leur chaude sympathie, leurs encouragements fraternels m'ont déjà permis de prendre la température des masses; le triomphe de la journée du lendemain ne me surprendra pas.

L'après-midi du 12, en pleine grève, les socialistes ont organisé une manifestation au cours de Vincennes. Les communistes, tempérant, enfin, leur hargne sectaire, ont décidé de s'y rallier. Une marée humaine déferle sur la place de la Nation. C'est le premier des rassemblements gigantesques qui marqueront l'âge dit du Front Populaire. Le cortège communiste tourne autour du rond-point dans un sens, le cortège socialiste dans le sens contraire. Puis, quand ils se rencontrent, leurs flots se rejoignent, se fondent, au cri de « Unité ! Unité ! ». Leur masse avance maintenant, en rangs serrés, sur toute la largeur du cours de Vincennes, chantant *l'Internationale*.

Quant à chacun de nous, fétus de paille au milieu de cet océan, la confiance nous gonfle la poitrine. Enfin,

pour la première fois, nous agissons ensemble. Ce dont le mouvement ouvrier allemand s'est révélé incapable, jusqu'à la dernière minute, contre Hitler, nous venons de le faire, nous. Les fascistes et leurs complices policiers peuvent s'amuser à allumer des incendies sur nos places publiques : ce sont là jeux de gamins. Nous, nous venons de prouver que nous sommes capables de paralyser toute la vie du pays. Nous voilà délivrés, enfin, des complexes d'infériorité qui, depuis si longtemps, nous inhibaient : nous découvrons que nous sommes forts.

Mais nous ne le serons que si nous ne nous bornons pas à rester sur la défensive. Nous ne vaincrons le fascisme que si nous sommes plus offensifs que lui. La défense des libertés n'est qu'un point de départ, un minimum. Les occupations d'usine italiennes, en 1920, l'ont démontré : la grève générale peut être une arme à double tranchant. Il faut pousser plus loin. Ou le fascisme prendra le pouvoir, ou ce sera nous. Ou nous exorciserons la guerre, ou nous subirons la guerre.

Doriot et la querelle du Front unique.

Malgré le pas en avant fait par la direction du P.C. le 12 février, celle-ci continuait à se cramponner à la tactique puéride et stérile du « front unique à la base » et à substituer à la véritable unité d'action les comités paracomunistes du mouvement dit Amsterdam-Pleyel. Le ton de ses polémiques avec les chefs socialistes ne s'était guère adouci. N'était pas davantage épargnée la gauche de la S.F.I.O., qui, pourtant, appelait obstinément à un rapprochement avec les communistes. Marceau Pivert, en particulier, était leur tête de turc. Il jouait, à leurs yeux, un « rôle néfaste ». Il essayait de briser la vague d'« unité d'action » (à la manière stalinienne). Ce n'était qu'en le démasquant et en le combattant impitoyablement que le P.C. réussirait à entraîner les ouvriers socialistes dans le front unique « à la base ».

Mais, à l'intérieur même du Comité central, Jacques

Doriot et ses amis s'élevaient de plus en plus vivement contre ce sectarisme insensé. Depuis la fin janvier, ils s'étaient persuadés que le front unique « à la base » ne suffisait pas et qu'il fallait le compléter par des accords au sommet. Le succès de la grève générale du 12 février les avait renforcés dans leur conviction. Cette fois, c'étaient les réformistes et les socialistes qui avaient pris l'initiative de la bataille. Les troupes socialistes n'avaient pas perdu confiance dans leurs chefs. Affirmer le contraire, c'était sous-estimer dangereusement le « réformisme », son emprise sur des masses importantes. La grève avait revêtu le caractère d'un immense mouvement d'unité d'action, d'*organisation à organisation*, masses et chefs compris. Seuls à la tête des masses, les communistes, par contre — tout comme en Allemagne —, auraient été incapables de réussir une grève générale¹. A travers la France s'étaient constitués spontanément des « comités de vigilance », groupant les organisations ouvrières, politiques et syndicales. Doriot n'en dénombrait pas moins de trois mille. Dans le XV^e arrondissement de Paris, c'était Marceau Pivert qui avait réussi à en constituer un; à Saint-Denis, c'était Jacques Doriot. Le 18 mars, Benoît Frachon osa qualifier de « crime » cette dernière initiative. Le 6 avril, *L'Humanité* dénonça hystériquement la politique de bloc avec la social-démocratie : c'était *abandonner les positions du bolchevisme pour retomber au vomissement social-démocrate*.

Le 26 avril, Doriot riposta en organisant à Saint-Denis, la ville dont il était maire, un grand meeting d'unité d'action. Nombreux dans la salle étaient les socialistes de la Seine. Les interrupteurs stalinien vociféraient et menaçaient. Ainsi l'un d'eux, m'ayant défié : « Ose gueuler *vive Doriot !* pour voir... », je poussai à pleins poumons le damnable cri, ce qui me valut, dégoulinant sur mes joues, un visqueux crachat.

Et, pourtant, je pouvais difficilement passer pour un « anticommuniste ». Quelques semaines plus tôt,

1. *Pour l'unité d'Action !* Préface de Jacques Doriot, 9 avril 1934.

j'avais adhéré, dans ma localité des Lilas, au comité de lutte antifasciste, affilié au mouvement Amsterdam-Pleyel¹. En cette qualité, j'avais contribué à organiser une liaison permanente entre les organisations ouvrières des quatre communes du canton de Pantin. Notre propos était le dépistage des bandes fascistes, l'identification de leurs membres, la surveillance de leurs permanences, le repérage et la mise « hors d'état de nuire » de leurs crieurs de journaux, le lacérage de leurs affiches et, en cas de « provocation » de leur part, notre riposte immédiate.

Je crois bien avoir été logique avec moi-même en épousant la querelle de Doriot contre son Comité central. C'était toujours pour la même bonne cause : celle de l'unité d'action. Sous le titre : « Saint-Denis a crié : casse-cou ! », j'écrivis, pour le journal du rayon de Saint-Denis, *L'Emancipation*, un article. C'était avec émotion et espoir que nous avions participé au meeting du 26 avril. Ce n'était pas une personnalité ni une politique de clocher que nous étions venus applaudir. Un seul fait s'imposait à nous : pour la première fois, une voix s'élevait dans l'Internationale communiste en faveur du front unique, du *vrai*. L'événement dépassait de beaucoup les limites de la « ville rouge ». Dans les rangs mêmes du Parti communiste allemand, de nombreux camarades, dans leur for intérieur, avaient désapprouvé la tactique antiunitaire de leur direction. Mais ils *s'étaient tus*. Saint-Denis avait parlé. Telle était la différence. A mes yeux, le problème du front unique, qui occasionnait un si vif désaccord entre la direction du P.C. et son plus fort rayon, n'était pas un problème secondaire, artificiellement hissé au premier plan : c'était le problème fondamental de la résistance ouvrière au fascisme. Dans sa solution — si ardue fût-elle — résidait notre seule chance de victoire. Tout le problème

1. Dans une lettre d'adhésion, reproduite par *L'Humanité* du 12 avril, je protestais contre une affiche de la C.G.T. de la région parisienne affirmant qu'entre elle et les communistes il ne pouvait y avoir « rien de commun ».

consistait à lutter ensemble contre l'adversaire commun sur quelques points communs, précis et clairement définis, tout en gardant intactes nos idéologies respectives, tout en revendiquant sur tous les autres points une liberté d'action entière. Le Comité central du Parti français, par son incompréhension, répétait la même tragique erreur qui avait coûté la vie au Parti frère allemand. En freinant le courant qui, à la base, entraînait les travailleurs vers l'authentique unité d'action, il faisait, en réalité, le jeu des réformistes. Ce qu'il fallait, c'était entraîner dans la bataille les troupes socialistes et réformistes, non par-dessus la tête de leurs chefs, mais, tout au plus, *malgré* leurs chefs. En persistant dans une tactique sectaire, les communistes s'isoleraient davantage encore des larges masses. Il était temps que l'Internationale communiste, si elle voulait réellement parer la menace fasciste, révisât de fond en comble sa conception du front unique.

Un mois plus tard, au défilé traditionnel du Mur des Fédérés, Doriot, en bras de chemise, marcha en tête de ses cohortes dionysiennes, grand gaillard jeune encore et robuste, les cheveux en brosse, lunettes sur les yeux. La veille même, afin de faire juges ses électeurs, il avait donné sa démission de maire de Saint-Denis et abandonné son mandat au conseil municipal.

Mais Staline s'empressa, selon son habitude, de couper l'herbe sous le pied du rebelle et de s'approprier sa plate-forme. Dès le 31 mai, *L'Humanité* publiait la traduction d'un article de la *Pravda* en faveur du front unique hier honni. L'Internationale communiste, à laquelle Doriot en avait appelé, estimait maintenant que le P.C. français *pouvait* et *devait*, devant la menace fasciste, proposer le front unique de lutte à la direction du Parti Socialiste. Agir autrement eût été commettre un crime à l'égard de la classe ouvrière. Mais, pour Doriot, soutenait le document, il ne s'agissait qu'en apparence du « front unique » ; ce qu'il voulait, le renégat, c'était entraîner les travailleurs dans la voie du « trotskysme », c'est-à-dire de l'avant-garde de la contre-révolution.

Le Pacte socialiste-communiste.

Moscou ayant parlé, le P.C. se hâta d'obéir. Le 11 juin, il entamait avec la S.F.I.O. des négociations en vue de l'unité d'action. Pour la première fois Blum et Thorez siégèrent autour d'une même table. Mais, comme les dirigeants socialistes se faisaient encore un peu tirer l'oreille, la Fédération de la Seine n'hésita pas, sous l'impulsion jamais en défaut de Jean Zyromski et de Marceau Pivert, à organiser en commun avec les communistes de la région parisienne, un meeting, le 2 juillet, à la salle Bullier. L'affluence fut telle qu'il fallut, en toute hâte, improviser une seconde réunion au gymnase Huyghens. Ce fut une soirée inoubliable, un enthousiasme indescriptible. Le mouvement ouvrier français, enfin réconcilié avec lui-même, prenait un nouveau départ. Le 27 juillet, les dernières résistances des social-démocrates enfin surmontées, un pacte d'unité d'action était signé entre les deux Partis.

Ainsi se trouvait exaucé le vœu des intellectuels qui, dès le 12 février, avaient réclamé « un organisme capable de faire de l'unité d'action une réalité et une arme ». Ces intellectuels, le 12 mars, s'étaient rassemblés, pour fonder « un Comité d'Action antifasciste et de Vigilance », sous la direction de Paul Rivet, professeur au Museum, du philosophe Alain et du savant Paul Langevin, professeur au Collège de France et notable crypto-communiste. L'antifascisme de ces « vigilants » n'était pas seulement défensif : *Il ne s'agissait pas de conserver le monde présent, mais de le transformer.* Deux mille après le 6 février, les « vigilants », un an plus tard, avant même la formation du Front Populaire, avaient triplé.

En septembre 1934, la presse ouvrière publiait un appel en vue de faire échouer, le soir même, dans le XX^e arrondissement, une réunion des Jeunesses Patriotes. Au cours des bagarres qui s'ensuivirent, un jeune militant socialiste, Villemin, fut tué. Ce meurtre donna lieu à une grande manifestation. Je nous vois

encore défilant sur toute la largeur de la rue des Pyrénées avec, en tête de notre imposant cortège, André Malraux et Jean Guéhenno. A un moment donné, un barrage de police s'interposa. Les deux jeunes écrivains négocièrent un peu longuement avec la gradaille policière et nous pûmes enfin passer, tout fiers, et de notre puissance, et d'avoir « les écrivains avec nous ».

L'unité d'action des partis et des syndicats ouvriers, à laquelle se joignaient les intellectuels, était capable, non seulement de barrer la route au fascisme, mais peut-être aussi de renverser la conjoncture politique et, dans un élan irrésistible, de s'emparer du pouvoir. Malheureusement ce formidable potentiel, comme il sera conté au prochain chapitre, allait être galvaudé.

Fascisme ou socialisme.

Un intellectuel, qui est en même temps un militant, doit-il donner la priorité à l'action ou à l'étude ? Car les deux activités, hélas, sont assez peu compatibles. A tort ou à raison, je crus devoir me retirer temporairement de la mêlée pour combattre le fascisme au moyen de recherches « érudites ». Exposer les véritables raisons de la victoire fasciste, démasquer, sans ménagement, les défaillances des partis ouvriers vaincus, que d'autres s'obstinaient à camoufler, convaincre le lecteur qu'on ne pouvait pas combattre le fascisme en s'accrochant à la planche pourrie de la démocratie bourgeoise, qu'il fallait donc choisir entre fascisme et socialisme, tel était mon propos.

Mais, pour mener à bien cette entreprise, il fallait, tout d'abord, diagnostiquer la *véritable nature* du fascisme. Le fascisme était, à mes yeux, une maladie. Pour décrire un mal encore nouveau et mal connu, le médecin n'a d'autre ressource que d'en comparer minutieusement les symptômes observés sur divers patients. C'est ce que je tentai de faire. Mes patients furent, comme de juste, l'Italie et l'Allemagne. Cette autopsie souleva des critiques. Maurice Chambelland m'adressa

une lettre aigre-douce où il me reprochait de couler dans un même moule deux pays aussi différents que l'Italie et l'Allemagne et de verser dans les systématisations qui avaient déconsidéré le Komintern; à son tour, Jean Bruhat, dans *L'Humanité*, cria au schématisme : mon livre avait l'inquiétant défaut d'être trop clair. Mais comment éviter de s'exposer à cette grogne si l'on voulait, par un effort d'abstraction, essayer de dégager les lois du phénomène fasciste ?

J'avais eu la présomption de vouloir appliquer la méthode dite du matérialisme historique. D'autres me cherchèrent querelle sur ce point. La superstructure, disaient-ils, ne pouvait si aisément s'expliquer par l'infrastructure. Pour ces idéalistes, le fascisme était un phénomène en soi, qui se déroulait dans l'« âme » et n'avait que de très lointains rapports avec les conditions économiques et le mécanisme des rapports de classe. Leur bonne foi, me semble-t-il, était douteuse, car je n'avais pas pris moins de peine à analyser ce qui se passait au fond des consciences qu'à décrire l'infrastructure matérielle.

Des naïfs, enfin, m'accusèrent d'avoir faussé le phénomène fasciste en l'accouplant tendancieusement au grand capital. Le fascisme était bel et bien, à leurs yeux, une *révolution*. Ces impostures, génératrices de chimères, et qui firent trop longtemps des dupes, devaient, enfin, s'écrouler en même temps que le Troisième Reich, pour ne se plus jamais relever.

A la vaste confrontation dans laquelle je m'engageais, les écrits récents de Trotsky servirent de guide¹. Ils m'aidèrent à comprendre le problème, si complexe, des classes moyennes oscillant entre le prolétariat et la bourgeoisie et que la crise économique, d'une part, la carence ouvrière, de l'autre, rejetaient vers les desperados de l'extrême droite. Ils me mirent également sur la voie qui m'amena à décrire comment le fascisme,

1. C'étaient, à part les brochures de Trotsky sur l'Allemagne déjà mentionnées, *Où va la France ?* et *La IV^e Internationale et l'U.R.S.S.* (1934).

une fois au pouvoir, élimine les plus gauchistes de ses « plébéiens » et, cette purge opérée, aboutit finalement, au moins dans une certaine mesure, à une dictature militaire et policière de type classique.

Deux autres ouvrages me furent d'un grand secours : tout d'abord, une analyse théorique du fascisme italien, remarquable par sa précision, sa documentation, sa lucidité et son style, qu'Ignazio Silone, émigré en Suisse, avait publiée en langue allemande, sous le titre *Der Faschismus*; ensuite, un écrit du disciple espagnol de Trotsky, Andrés Nin : *Les Dictatures de notre temps*, que Pierre Naville avait traduit en français et dont il m'avait confié le manuscrit (demeuré depuis inédit). Ce fut Nin qui m'enseigna les rôles respectifs de l'industrie légère et de l'industrie lourde dans la marche du fascisme vers le pouvoir et les raisons pour lesquelles le « grand capital » avait plus besoin que les autres groupes de pression économique de l'« Etat fort » fasciste.

L'ouvrage terminé, comme il arrive généralement dans ce cas, je perdis un temps précieux à lui trouver un éditeur. J'aurais sans doute dû renoncer à mettre au monde *Fascisme et grand capital* si la montée en flèche du Front Populaire n'avait créé un climat favorable à sa publication et si, pour cette raison, André Malraux n'était intervenu en sa faveur auprès de Gaston Gallimard.

Malheureusement, le livre — si tant est qu'un livre puisse exercer, au moins dans l'immédiat, une quelconque influence sur les forces élémentaires du champ de bataille social — parut trop tard. Quand, en juillet 1936, il atteignit l'étalage des libraires, alors que l'intellectuel avait, depuis belle lurette, repris sa tâche de militant, le mouvement ouvrier était déjà fourvoyé, irréparablement, dans une direction contraire à celle qu'on l'adjurait de prendre¹; sous couleur de combattre le fascisme, il s'était accouplé avec une démocratie bourgeoise en putréfaction.

1. Voir aux Annexes l'article de Marceau Pivert.

ACTE I

Les deux Fronts Populaires

(1935-1936)

L'HYPOTHÈQUE DE VERSAILLES — LE PACTE LAVAL-STALINE — EN FLÈCHE CONTRE LE PACTE — DU PACTE AU FRONT POPULAIRE — UNE MÉSALLIANCE — PROGRAMME RABOUGRI — MAUVAISES EXCUSES — NAISSANCE DE LA « GAUCHE RÉVOLUTIONNAIRE » — TROTSKY ET NOUS — MÉTÉORES DANS LE PARTI SOCIALISTE — NOS DÉSACCORDS AVEC LE « VIEUX » — NOUS VOULONS ÊTRE LIÉS AUX MASSES — POUR OU CONTRE LE FRONT POPULAIRE ? — UNITAIRE OUI, MAIS RÉTICENT — NOUS SERVONS TROP LOYALEMENT — UN EMBRYON DE PARTI RÉVOLUTIONNAIRE — UN PETIT « BRAIN-TRUST » — SYNDICALISTE AVANT TOUT — DU FRONT POPULAIRE A L'« EXPÉRIENCE BLUM » — UNE MYSTIQUE — « EXERCICE » ET « CONQUÊTE » — TOUT EST POSSIBLE — UN FIL A LA PATTE — BLUM « FRAPPÉ AU VISAGE » — SAVOIR TERMINER UNE GRÈVE — NOUS AVONS MANQUÉ LE COCHE — UN « SOVIET » EN BANLIEUE — UN SIGLE MAGIQUE : C.G.T. — LA COLONISATION STALINIENNE — EXAMEN DE CONSCIENCE — A LA RECHERCHE D'UN POUVOIR RÉVOLUTIONNAIRE.

LE grand mouvement antifasciste, à composante essentiellement ouvrière, qui prit son essor avec la grève générale du 12 février 1934, était notre œuvre, notre trésor, notre victoire. Nous entendions ne nous le laisser ravir par personne. Il trouva son apogée dans la bataille sociale de juin 1936, par laquelle la condition ouvrière, en France, fut relevée.

Mais, au sommet, sur le plan parlementaire, le « Front Populaire » fut moins l'aboutissement, ou le renforcement, de l'unité d'action de 1934, que sa *distorsion*. Le cartel électoral formé en 1935 fut une opération de politique intérieure essentiellement motivée par des considérations de politique extérieure. Il nous ravit notre trésor. Il nous dépouilla de notre victoire. Ce qu'on nous avait ainsi dérobé, nous n'eûmes plus qu'une pensée : le reconquérir.

L'hypothèque de Versailles.

Quelles étaient ces considérations de politique extérieure ? L'accession au pouvoir de l'auteur de *Mein Kampf* ne fut pas, comme certains se l'imaginent superficiellement aujourd'hui, la seule cause de tension internationale. Il y en avait une autre, d'origine beaucoup

plus ancienne : la paix de Versailles, que les vainqueurs avaient imposée par la force aux vaincus. En 1933, la question brûlante, c'était moins la révision des clauses territoriales du Traité, encore à l'arrière-plan, que le *désarmement*. Les puissances alliées s'étaient engagées solennellement à faire suivre le désarmement de l'Allemagne de la réduction de leurs propres armements. De l'aveu de deux chefs militaires français, le maréchal Foch et le général Nollet, l'Allemagne avait, pour sa part, tenu les engagements pris et son désarmement, au début de 1927, était effectif ¹.

Mais les gouvernements réactionnaires que les marchands de canons firent subir à la France manifestèrent avec éclat leur intention de ne pas honorer la parole donnée. Depuis 1925, une commission préparatoire à une conférence générale du désarmement discutait, palabrait, se congratulait, émettait des vœux, imprimait des montagnes de rapports et, en fait de résultats positifs, n'accouchait que d'un poste de T.S.F. en cas de conflit et d'un luxueux annuaire militaire. Sous des prétextes divers, les militaires français s'arrangeaient pour toujours reculer l'heure de mettre bas les armes. Leur thèse était que la « sécurité » devait précéder le désarmement. Comme la « sécurité » était une notion indéterminable et qu'elle supposait, en tout cas, une Allemagne renonçant, de façon irréversible, à la révision du *Diktat* versaillais, il était aisé de toujours s'en déclarer frustré.

Mais, un jour, il fallut bien se résigner à la convocation, pour le 4 février 1932, d'une conférence générale du désarmement, maintes fois renvoyée aux calendes grecques. A l'avance, le président du Conseil d'alors, André Tardieu, l'homme qui avait rédigé le Traité de Versailles, s'empressa de la torpiller. Le 15 juillet 1931, il alluma la mèche d'un explosif mémorandum exposant pourquoi la France ne désarmerait pas. Il n'était pas question de réduire les armements français au niveau

1. Maréchal Foch à la Commission de l'Armée de la Chambre des députés, 17 février 1927; — Général Charles NOLLET : *Une expérience de désarmement : cinq ans de contrôle en Allemagne*, 1932; — cf. D. G. : *Contre la guerre et l'union sacrée*, mai 1938.

de ceux imposés à l'Allemagne par les traités et, mieux encore, si l'Allemagne s'avisait de dépasser en quoi que ce soit ce niveau, elle rendrait impossible le maintien des « réductions » déjà faites par la France, qui saisisrait aussitôt le prétexte pour armer davantage. Peu de temps après, Aristide Briand, l'homme du rameau d'olivier tendu hypocritement à l'Allemagne, était évincé de la scène politique, par la disgrâce, puis par la mort. Le bellicisme sans masque avait, à Paris, les coudées franches.

Mais les élections de mai 1932 ramenèrent au pouvoir une majorité de gauche et les radicaux-socialistes, qui devaient compter avec le soutien socialiste, mirent une sourdine aux provocations du militarisme français. Le 22 mai 1933, le gouvernement Daladier proposa à Hitler une transaction cousue de fil blanc et qui signifiait en substance : Nous vous interdisons le moindre réarmement. Quant à nous (vous voyez comme nous sommes accommodants), nous verrons dans quatre ans (mais pas avant) si notre sacro-sainte sécurité nous permet de faire un pas dans la voie du désarmement. Hitler riposta du tac au tac : Ou bien commencez votre désarmement, tenez enfin vos promesses, ou bien je commence moi-même à réarmer. Le résultat fut qu'à la conférence du désarmement, le 14 octobre, à Genève, les ponts furent coupés. L'Allemagne quitta, en claquant la porte, et la conférence, et la Société des Nations. Le gigantesque réarmement allemand se mit en marche.

A cette époque, les communistes, qui n'avaient pas encore arboré les trois couleurs, soulignèrent que l'impérialisme français portait la responsabilité de la rupture. *C'est, écrivit Gabriel Péri, la politique de Versailles, c'est la politique de la « sécurité impérialiste » qui produisent aujourd'hui leurs fruits amers. Voilà ce que les prolétaires français ne doivent jamais oublier*¹.

Au lendemain du 6 février, la réaction avait repris

1. *L'Humanité*, 16 octobre 1933.

le pouvoir en France. André Tardieu — toujours lui — en profita pour arracher à ses collègues du gouvernement Doumergue, le 17 avril 1934, une déclaration qui mettait fin à toute négociation avec Hitler sur le désarmement. L'Allemagne était accusée de porter seule la responsabilité de la rupture. La France enterrait, sans appel, la conférence du désarmement. Elle devait désormais « placer au premier plan de ses préoccupations les conditions de sa sécurité propre ».

Cette déclaration, qui avait soulevé les protestations pathétiques de la gauche française, Daladier y compris, trouva un soutien inattendu : celui du délégué soviétique à la moribonde conférence du désarmement : Maxime Litvinoff. L'U.R.S.S. faisait ainsi une entrée, encore discrète, dans la « ronde » formée contre Hitler par les puissances occidentales : pour les besoins de la cause elles avaient cessé, dans le jargon moscovite, d'être des *impérialismes*; elles étaient devenues des *démocraties*. Plus tard, au début de l'hiver 1935, le même Litvinoff, dans une note diplomatique, jeta par-dessus bord le désarmement au profit de la sécurité basée sur l'assistance mutuelle — qui était, précisément, le cheval de bataille du militarisme français.

Le Pacte Laval-Staline.

Un coup de théâtre, en effet, était en train de se jouer entre le dictateur russe et le gouvernement ultra-réactionnaire de Pierre Laval, qui avait succédé à celui de l'émeute du 6 février. Engagée à fond dans sa politique belliciste, la bourgeoisie française en venait à admettre de s'allier, contre Hitler, avec le diable. Par ailleurs, une fraction importante du grand capital, celle même qui, l'année précédente, sous la houlette du magnat Ernest Mercier, avait subventionné les ligues factieuses, se prenait soudain d'admiration pour la Russie soviétique, alléchée par la perspective de fructueuses commandes. Staline, de son côté, était en mal d'alliés. Il avait tenté de toutes ses forces, en 1933, de devenir celui d'Hitler, faisant bon marché des commu-

nistes allemands. Mais la main tendue sans vergogne avait été repoussée. Le Führer faisait alors du charme à la perfide Albion, s'offrant à jouer le rôle de bouclier de l'Europe contre le bolchevisme. Depuis longtemps, l'homme du Kremlin avait enterré l'internationalisme prolétarien et il ne se fiait plus qu'aux cyniques combinaisons de la politique de puissance. La rebuffade essuyée le décida à changer son fusil d'épaule. Il entra dans les bonnes grâces de Pierre Laval, signa avec la France, le 2 mai 1935, un Traité d'assistance mutuelle en cas d'agression allemande. Quelques jours plus tard, le chef du gouvernement français était l'hôte de Moscou. Dans un communiqué officiel, les deux partenaires déclarèrent sentir le devoir « de ne laisser en rien affaiblir les moyens de leur défense nationale », pour ajouter : *A cet égard, M. Staline comprend et approuve pleinement la politique de défense nationale faite par la France pour maintenir sa force armée au niveau de sa sécurité.* Le maître du Kremlin, sans aucun égard pour le prolétariat français, s'alliait ouvertement avec la bourgeoisie française, comme, plus tard, il devait réussir, enfin, à pactiser avec Hitler.

La nouvelle du voyage de Pierre Laval éclata comme une bombe. Elle bouleversa toutes les données de la politique internationale comme de la politique intérieure française. Tout d'abord, elle rapprocha l'échéance de la guerre. Le Pacte franco-soviétique, dès sa ratification, le 27 février 1936, devait servir de prétexte à Hitler pour remilitariser la Rhénanie, démilitarisée depuis le Traité de Versailles.

En France, sans que leur maître lointain eût même pris la peine de les prévenir, les staliniens avaient dû faire un tête-à-queue complet. Monmousseau, secrétaire de la C.G.T.U., avait, en juin 1934, repoussé avec horreur, comme une *monstrueuse trahison, pire que celle de 1914, l'hypothèse d'une alliance militaire avec l'U.R.S.S. ayant pour résultat l'union sacrée sous le couvert de la défense de l'U.R.S.S.*¹ Peu de semaines

1. Discours au Congrès de la Fédération unitaire de l'Enseignement, Montpellier.

avant le pacte, le 15 mars 1935, Maurice Thorez s'affirmait encore « défaitiste révolutionnaire », et il s'opposait vigoureusement au service de deux ans. Du jour au lendemain, le Parti proclama que « Staline avait raison ». La lutte contre les deux ans fut discrètement abandonnée. Le défaitisme révolutionnaire devint un motif d'exclusion du Parti. Un langage nouveau, fort surprenant sur leurs lèvres, apparut dans les discours des tribuns communistes. Le P.C. devenait le « Parti de la nation française » et il œuvrait pour « une France libre, forte et heureuse ». Face à la menace hitlérienne, il fallait désormais considérer comme impossible une politique qui risquerait de mettre en jeu la sécurité de la France¹. Tout fut subordonné au souci de renforcer la puissance militaire du pays². Dans toutes ses permanences, ses manifestations, ses cortèges, ses fêtes, et jusque dans les usines en grève, le Parti associa désormais au drapeau rouge le drapeau tricolore, la Marseillaise à l'Internationale. Maurice Thorez alla jusqu'à « tendre la main » aux catholiques et même aux anciens combattants « Croix de Feu », comme lui « fils du peuple »³.

Les socialistes étaient aux anges. Sans doute Staline avait-il manqué de tact en décernant à un Premier ministre de droite un certificat de bonne conduite; mais Blum clama que la déclaration de Moscou lui donnait raison, que le fossé avec les communistes sur la défense nationale était comblé, qu'un pont venait d'être jeté vers l'unité ouvrière. Les syndicalistes réformistes, Jouhaux en tête, n'exultèrent pas moins et cessèrent, comme par enchantement, d'opposer leur ancien veto à l'unité syndicale.

Quant aux radicaux-socialistes, qui la veille encore s'étaient faits les complices de l'opération issue du

1. Article de Gitton, « Tout n'est pas possible », dans *L'Humanité* du 29 mai 1936.

2. C'est ce que devait souligner, plus tard, notre jeune camarade Pierre Stibbe dans un schéma de Propagande, *Bulletin Intérieur* du P.S.O.P., n° 6, mai 1939.

3. Discours radiodiffusé du 17 avril 1936.

6 février et avaient accepté servilement le rôle d'otages dans le gouvernement d'« union nationale », ils se découvrirent soudain pour les communistes, devenus nationaux, des trésors d'indulgence.

En flèche contre le Pacte.

Seul manifesta énergiquement sa réprobation un « Comité de liaison contre la guerre et l'union sacrée », créé pour la circonstance, qui groupa un certain nombre d'écrivains, tels qu'Henry Poulaille, Simone Weil, Magdeleine Paz, Jean Giono, etc., la gauche socialiste de Marceau Pivert, les trotskystes, les syndicalistes révolutionnaires de Pierre Monatte, et quelques libertaires. Pour ma modeste part, j'avais, enfin, retrouvé un terrain d'action militante, conforme à mes convictions pacifistes révolutionnaires. Je participai activement aux deux conférences contre la guerre et l'union sacrée que le Comité organisa, la première à Saint-Denis les 10 et 11 août 1935, la seconde au Palais de la Mutualité à Paris, le 28 septembre.

Le langage que nous tenions dans nos manifestes n'était point tendre. La classe ouvrière était ligotée dans sa lutte contre le capitalisme par les conséquences désastreuses de l'alliance franco-soviétique. Sous la double pression du stalinisme et du réformisme, le prolétariat était invité à renoncer à toute action révolutionnaire contre la guerre. Au lieu d'orienter son unité d'action dans la voie d'une profonde transformation sociale, on voulait en faire la base d'une union sacrée dans la guerre contre l'Allemagne pour la défense du Traité de Versailles. Bien que nous haïssions le régime hitlérien d'une haine implacable, ce n'était pas d'une guerre impérialiste mais de la lutte révolutionnaire internationale que nous attendions sa chute.

Quant au prudent Comité de Vigilance des intellectuels, son attitude fut beaucoup plus nuancée. Toujours soucieux, comme il se l'était promis à sa fondation, de

« demeurer uni par-dessus toutes divergences », menacé, au surplus, depuis le Pacte, d'une dissidence des intellectuels staliniens conduits par Jean Baby et André Wurmser, il évita de prendre à son sujet une position tranchante. Il esquiva toute polémique autour de la déclaration de Staline et concéda que le Pacte franco-soviétique valait mieux que des accords européens d'où l'U.R.S.S. serait dangereusement exclue. Mais à condition de servir de préface à des négociations générales. Comme Hitler, pour contrer le Pacte, se mettait soudain à reparler désarmement¹, les intellectuels insistaient pour que ces appels du pied, même intéressés, ne fussent pas écartés ou ignorés, mais pris au mot. Agir autrement eût été mettre aux mains du dictateur une arme supplémentaire.

La Gauche Socialiste était partagée au sujet du Pacte. Zyromski, après avoir adjuré les soviétiques de ne point ressusciter l'alliance franco-russe d'avant 1914, mis au pied du mur, s'y ralliait. Marceau Pivert oscillait entre une position d'hostilité catégorique que lui dictait son pacifisme révolutionnaire et une attitude plus hésitante, que lui inspiraient, à la fois, un souci unitaire voisin de celui des intellectuels et son amitié pour Zyromski. Lors de la ratification du Pacte, au début de 1936, il déclara, devant l'organisme directeur du Parti Socialiste, vouloir *en dégager les éléments qui servent la paix et combattre ceux qui pourraient servir la guerre*. Mais Staline servait-il la paix en s'alliant avec le militarisme qui, depuis quinze ans, maintenait l'Europe sous son hégémonie et qui, par son refus de désarmer, portait une si lourde part de responsabilité dans la tension internationale ? Était-ce servir la paix que de laisser le maréchal Toukhatchevski déclarer, après une visite à l'arsenal de guerre du Creusot : « Il faut être forts » ? M'inquiétait encore bien davantage un accord secret qui, s'il fallait en croire un orateur de la Chambre des Communes, venait d'être conclu entre le maréchal et

1. Discours d'Hitler du 21 mai 1935.

l'état-major français. Cette ténébreuse annexe au pacte autorisait l'U.R.S.S. à se servir, en cas de besoin, des bases militaires aériennes de la Tchécoslovaquie devenue « porte-avions russe » et ne pouvait qu'exaspérer chez Hitler la psychose d'encerclement. Mais ce qui portait au comble mes alarmes, c'était la manière dont les Soviétiques poussaient leurs partenaires de Paris à une politique de force vis-à-vis de l'Allemagne hitlérienne, repoussant énergiquement toute négociation et allant jusqu'à préconiser une guerre préventive. Je conclus l'article où je rassemblais mes objections en suggérant que, si le Pacte était vraiment un instrument de paix, il était temps, grand temps qu'en fussent offertes des preuves plus tangibles. En aucun cas, bien entendu, nous ne devons confondre notre action avec celles des fascistes français, adversaires du Pacte parce qu'ils étaient, eux, partisans d'une alliance franco-allemande contre l'U.R.S.S. Mais nous devons combattre sans compromis toute politique belliciste, aussi bien celle qui mènerait à la guerre contre l'U.R.S.S. en alliance avec l'Allemagne que celle qui mènerait à la guerre contre l'Allemagne en alliance avec l'U.R.S.S. ¹.

Sur le désarmement, je n'étais pas moins en flèche. J'apostrophais Léon Blum ². Pendant des années, le leader socialiste avait soutenu que la sécurité ne conditionnait pas le désarmement, mais que c'était le désarmement qui créait la sécurité. Or Hitler venait, au début d'avril 1936, de renouveler ses propositions antérieures en vue de freiner la course aux armements. Peut-être, en effet, ces appels du pied n'étaient-ils, comme le soutenait Blum, que « cruelle dérision ». Mais plus que jamais, à mon humble avis, il fallait prendre au mot le sanglant dictateur, le mettre au pied du mur, l'obli-

1. D. G., « Le Pacte franco-soviétique instrument de paix ? », *La Gauche Révolutionnaire*, n° 7, avril 1936. L'article fut publié en « tribune libre », avec un prudent chapeau de Marceau Pivert, qui le présentait comme une contribution à une « discussion loyale ».

2. D. G., « Toi aussi, Léon Blum », *La Gauche Révolutionnaire*, n° 7, avril 1936.

ger à passer des paroles aux actes. C'était faire son jeu que de lui laisser le privilège d'apparaître en Europe comme le dernier, comme le seul partisan du désarmement. Voilà ce qu'eût dit, il n'y avait pas si longtemps, Léon Blum. Pour lui, maintenant, tant que l'Allemagne ne donnerait pas de gages à la sacro-sainte sécurité, il n'était plus question de désarmer.

Du Pacte au Front Populaire.

La politique menée sur le plan extérieur par Pierre Laval devait inévitablement conduire à un renversement de la politique intérieure, l'« union nationale », née du 6 février, céder la place au Front Populaire. L'alliance de toutes les gauches et leur accession au pouvoir, rendues enfin possibles par le tournant social-patriotique du Parti Communiste et par les très larges subventions que l'allié moscovite allait désormais faire pleuvoir sur l'antifascisme français, telles étaient les conséquences logiques du Pacte Laval-Staline. Conséquences si évidentes que l'on s'étonne qu'elles aient pu échapper à son fourbe promoteur. D'ailleurs, une fois le Pacte signé, le maquignon ne mit aucune hâte à le ratifier. Il multiplia les contacts avec le Troisième Reich : sur le chemin du retour de Moscou, il avait eu, en Pologne, un long conciliabule avec le maréchal Gœring. Les accords militaires franco-russes qui inculquèrent toute sa virulence au Pacte ne furent conclus qu'après la chute de Pierre Laval.

Mais quels qu'aient été les troubles mobiles de l'Auvergnat, le Pacte franco-soviétique eut une conséquence directe et presque immédiate : la formation du Front Populaire.

Une mésalliance.

La mésalliance du Parti Radical-Socialiste et du Parti Communiste, consommée au cours de l'été 1935, avait

été annoncé, assez longtemps à l'avance, par des signes avant-coureurs. Au cours d'un meeting qu'ils tinrent, à la salle Bullier, le 10 octobre 1934, les staliniens exhibèrent un programme de revendications immédiates (défense des salaires et traitements, mesures d'aide aux petits paysans et commerçants) qui surprit par sa modération et son empirisme. Jetant par-dessus bord, ou ajournant à des temps meilleurs, toute socialisation, toute mesure touchant à la structure même du régime capitaliste, ne retenant qu'un impôt exceptionnel sur les grosses fortunes, ils s'appliquaient à faire risette aux classes moyennes tout en se gardant de les effrayer.

Parmi les critiques qu'avant le grand « tournant » unitaire le P.C. avait lancées contre Marceau Pivert, figurait une calomnie : le leader de la Gauche Socialiste aurait essayé d'orienter la lutte antifasciste vers un bloc avec la bourgeoisie de « gauche »¹. Ce ne fut pas Marceau Pivert, mais le socialiste de droite Frossard qui, en ce mois d'octobre 1934, lança l'idée d'une résurrection du Cartel des Gauches entre socialistes et radicaux en vue de « sauver la République ». Et ce fut Zyromski qui, dans le *Populaire*, reprocha vivement à Frossard cette tentative d'élargissement à droite du pacte d'unité d'action. Mais, ô surprise, Maurice Thorez en personne, au meeting de Bullier, parlait maintenant d'« étendre l'alliance aux classes moyennes » et lançait un appel pour la constitution d'un « Front Populaire du travail, de la liberté et de la paix ». Quelques jours plus tard, le 24 octobre, à Nantes, à la veille du congrès du P.C., il mettait les points sur les i : le Front Populaire projeté devait englober les « groupements radicaux hostiles à la réaction ». Le même jour, le vétéran Marcel Cachin, dans *L'Humanité*, préconisait, ouvertement, un bloc avec le Parti Radical-Socialiste. Nous ne pouvions en croire nos oreilles.

Quand les neiges de l'hiver eurent fondu, les embras-

1. Lucien CONSTANT : « La crise du Parti Socialiste », *Cahiers du Bolchevisme*, 15 mai 1934.

sades reprirent de plus belle. Les intellectuels, depuis le succès triomphal du professeur Paul Rivet, dans le cinquième arrondissement, aux élections municipales des 5 et 12 mai 1935, se posèrent en médiateurs et en arbitres. Ces idéalistes se flattaient d'« unir » par la magie de leur verbe et de leur foi. Il y avait dans leur comportement, découlant de leur fonction sociale, un mélange de vanité, de générosité et de naïveté. Il leur était d'autant plus aisé de survoler les « divergences » qu'ils avaient des véritables frontières de classe une notion extrêmement floue. Ils étaient faciles à manœuvrer. Ils participèrent d'enthousiasme à des concilia-bules où ils purent, tout à loisir, se donner de l'importance¹. Une initiative y fut entérinée, qui leur avait été, probablement, soufflée : l'organisation, pour la fête nationale du 14 juillet, d'une vaste manifestation populaire et tricolore.

Le matin du grand jour, au stade Buffalo, nous fîmes le serment, dans un langage emprunté à la creuse rhétorique républicaine, de donner au monde, entre autres, « la grande paix humaine ». L'après-midi, place de la Nation, aux cris de *Daladier au pouvoir !* s'exhibèrent, côte à côte, Daladier, Thorez et Pierre Cot, perchés sur un taxi, levant tous trois le poing. Mes amis et moi ressentîmes une fort pénible sensation de gêne que la contagion de l'enthousiasme populaire ne suffit pas à dissiper. De cette démonstration à grand spectacle sortit la constitution définitive d'un « Comité d'organisation du Rassemblement populaire », auquel le congrès radical des 24-27 octobre confirma son adhésion. « La nation, affirmait la déclaration adoptée par ces démagogues, se libérera des féodalités modernes, comme elle a jadis abattu celles de l'ancien régime. » Qu'il s'agit de la défense de la paix ou de la lutte contre les trusts, le mensonge coulait à pleins bords.

1. Cf. Jean GUEHENNO : *Journal d'une « Révolution », 1937-1938*, 1939, p. 207.

Programme rabougri.

Il ne suffisait pas de convoler en justes noces. Le Rassemblement Populaire dut se chercher un programme. Les socialistes l'avaient devancé en adoptant à l'unanimité (gauche y compris), au congrès de Mulhouse de juin 1935, une motion présentée par le redondant Vincent Auriol et qui visait, en des termes beaucoup plus démagogiques encore que ceux dont usèrent un peu plus tard les radicaux, à « briser, en prenant appui sur les masses laborieuses, les résistances du grand capitalisme bancaire et industriel ». Il s'agissait, s'inspirant tout à la fois du plan élaboré, en 1934, au congrès de Toulouse, par la S.F.I.O. et du Plan de la C.G.T., de promouvoir un certain nombre de nationalisations (crédit, assurances, chemins de fer, fabrications de guerre, mines, électricité). Ces mesures, hardies en apparence, avaient un côté trompe-l'œil car leur exécution intégrale était une question de rapport de forces entre bourgeoisie et prolétariat et les divers « plans », alors à la mode ¹, se gardaient de lever à ce sujet l'équivoque. Avait-on en vue des nationalisations dans le cadre du régime capitaliste ou après une prise du pouvoir par les travailleurs? Les résultats de l'opération, les bénéfices qu'en tiraient les masses populaires devaient, de toute évidence, être, dans l'un et l'autre cas, totalement différents. Cette redoutable équivoque, je ne me lassais pas, pour ma modeste part, de la dénoncer alors en des articles et des harangues ². Et, parfois même, je suscitai la réserve de mes amis les plus proches, tel Marceau Pivert qui s'offrait, lui, à « propager » le Plan de la C.G.T. ³ et relé-

1. Cette mode avait été lancée par le social-démocrate belge Henri de Man et ainsi créé un néologisme : le *planisme*.

2. D. G., *Le Fonctionnaire Syndicaliste* du 5 mai 1934; — « Démocratie économique et Fascisme », *La Révolution Proletarienne*, 10 février 1935; — « Le Plan et nous », *La Gauche Révolutionnaire*, décembre 1935.

3. Marceau PIVERT, « Tout se tient », *Le Populaire* du 18 mars 1935.

guait en « tribune libre » de notre revue mes diatribes contre la marotte « planiste ».

Mais, à la fin de 1935, ces réformes de structure, comme on les appelait alors, si aléatoires fussent-elles, étaient jugées encore trop audacieuses par les radicaux-socialistes et leurs alliés communistes. Jacques Duclos expliqua dans *L'Humanité* que les radicaux avaient raison de s'opposer à ce qu'on les inscrivit dans le futur programme du Front Populaire. Au sein du Parti Socialiste, beaucoup de militants — parmi les plus modérés — renâclèrent. Mais, dans l'organisme dirigeant de la S.F.I.O., le même Vincent Auriol, qui avait parrainé la tonitruante motion de Mulhouse, plaida avec le même feu son abandon par le Front Populaire. Les dirigeants S.F.I.O. se laissèrent faire, en fin de compte, « une douce violence¹ ».

Le programme du Rassemblement Populaire tel qu'il fut publié, le 18 janvier 1936, était, en conséquence, d'une insuffisance criante. Il formulait un certain nombre de revendications, il réclamait un certain nombre de palliatifs, destinés, notamment, à résorber la crise économique qui sévissait encore durement en 1935, mais il s'abstenait de définir les moyens de réaliser ce minimum. Quant aux mesures à prendre pour dompter les résistances du grand capital et venir à bout du sabotage qu'il ne manquerait pas d'exercer par la suite, il n'en était pas question. Dès l'origine, le Front Populaire, et le gouvernement auquel il devait donner naissance, étaient sévèrement handicapés.

Mauvaises excuses.

Les excuses invoquées par les staliniens pour tenter de justifier ce rabougrissement étaient, me semble-t-il, peu sincères.

Pour amener au pouvoir un gouvernement populaire, disait-on, il était indispensable de conclure une alliance

1. Jean Rous : « Note d'un militant », *Esprit*, mai 1956.

avec le Parti Radical-Socialiste. Les partis ouvriers à eux seuls n'étaient pas capables, sur le plan électoral, de renverser la vapeur. L'argument était douteux. Ses compromissions d'avant et d'après le 6 février avaient gravement entamé le prestige du Parti Radical. C'était l'occasion ou jamais de le désarticuler, de lui donner le coup de grâce. Au contraire, en le conviant aux noces du Front Populaire, les staliniens, loin de le « plumer », le repêchaient. Les résultats des élections de mai 1936 devaient être, de ce point de vue, fort éloquents. Les radicaux, grâce à l'aide des partis ouvriers, réussirent à décrocher 106 sièges métropolitains. Mais ils n'en perdaient pas moins, par rapport à la consultation de 1932, 51 sièges et plus de 400 000 voix. Si le Front Populaire ne leur avait pas fourni une occasion miraculeuse de redorer leur blason, leurs pertes eussent, sans doute, été beaucoup plus sévères. Et si les deux partis prolétariens s'étaient entendus sur des candidatures ouvrières uniques, ils eussent, sur la base des voix recueillies, conquis 35 sièges de plus. Un cartel électoral avec les radicaux eût pu, à la rigueur, trouver un semblant de justification dans une seule hypothèse : celle d'une ruse de guerre délibérée, visant à utiliser, l'espace d'un matin le Parti Radical, pour ensuite le déborder et le submerger sous un formidable mouvement de masses. Mais un tel calcul n'entra pas un instant dans la pensée des staliniens. Les raisons de politique étrangère, précisées un peu plus loin, qui leur faisaient rechercher l'appui des radicaux leur commandaient, au contraire, de jouer avec eux franc jeu — ce qu'ils ne firent pas toujours avec la S.F.I.O.

Il était indispensable, disait-on encore, pour se concilier les classes moyennes, pour les empêcher d'écouter les sirènes fascistes, de les ménager. L'argument, ici encore, était contestable. Car, de toute évidence, il ne pouvait être mis fin aux tribulations des classes moyennes qu'en portant des coups décisifs au capital monopoliste qui les ruinait. Par contre, si l'on se mariait avec des partis bourgeois qui ne voulaient faire nul bobo au régime capitaliste, tout en laissant la classe

ouvrière mener une action purement revendicative dans le cadre de l'ordre établi, on ne pouvait qu'aggraver — au lieu de la soulager — l'inconfortable situation des classes moyennes, coincées toujours davantage entre le capitalisme et le prolétariat, et les rejeter, par désespoir, vers le fascisme dont, précisément, on souhaitait les détourner.

Mais le slogan des classes moyennes n'était pour les dirigeants stalinien qu'un prétexte. La véritable raison de leur collusion avec les chefs radicaux était tout autre. Leur stratégie, bien qu'à usage interne, émanait du dehors. Le Kremlin était impatient de se concilier les politiciens français supposés partisans à la fois d'une politique de « fermeté » vis-à-vis de l'Allemagne hitlérienne et du Pacte franco-soviétique. Il avait hâte de compléter ce dernier par une alliance militaire devant laquelle rechignait Pierre Laval.

Les radicaux-socialistes, de ce point de vue, étaient jugés plus sûrs que les socialistes : le bellicisme de Blum n'était pas encore, à cette date, suffisamment éprouvé, sa docilité à l'égard de Moscou fort douteuse ; de plus, la S.F.I.O. réchauffait dans son sein divers courants pacifistes, celui, fort équivoque, de Paul Faure, qui devait, plus tard, le conduire à s'acoquiner avec les « munichois », celui, tout autre, de Marceau Pivert et de ses amis, qui demeuraient fidèles au pacifisme révolutionnaire et qui, pour le moins, regardaient avec méfiance l'alliance franco-russe.

Pour ces raisons, les stalinien escomptaient bien davantage, aux élections à venir, la victoire des radicaux que celle des socialistes. Cette victoire, ils ne faisaient pas que la prévoir, ils l'appelaient presque ouvertement de leurs vœux et ils la favorisaient par tous les moyens. Avec le soutien communiste, nul doute que les radicaux au pouvoir pratiqueraient la politique extérieure énergique souhaitée — ou dictée — par Moscou¹. Mais les résultats du scrutin furent quelque peu

1. Cf. François HERBETTE, articles du 23 avril et du 4 juin 1936, in *L'Expérience marxiste en France, 1936-1938, 1959*, pp. 64, 80.

différents. Au soir du 3 mai 1936, dans l'entourage de Maurice Thorez, on dut rire jaune. Le Front Populaire triomphait, mais pas tout à fait comme on l'eût voulu. Quand, au printemps 1937, le gouvernement Blum tomba, les staliniens ne firent pas grand-chose pour le retenir et, par contre, au moins jusqu'à Munich, ils donnèrent carte blanche aux cabinets radicaux, celui de Daladier y compris.

Naissance de la « Gauche Révolutionnaire ».

Pour m'insérer dans l'aventure du Front Populaire, je ne pouvais continuer à faire cavalier seul. Où donner mon adhésion ? Le drame de nombreux militants de notre génération, ce fut la sempiternelle répugnance à opter pour l'une ou l'autre des deux grandes formations qui se réclamaient, abusivement, de la classe ouvrière. Le stalinisme et la social-démocratie nous rebutaient, chacun à sa manière. Et, pourtant, ceux des hommes du peuple qui éprouvaient le besoin de militer sur le plan politique se trouvaient organisés dans l'une ou dans l'autre. Les petites formations intermédiaires, les sectes extrémistes étaient vouées à des effectifs squelettiques et à l'impuissance. La S.F.I.O., malgré l'intégration de ses chefs dans l'ordre existant, avait, au moins, sur le Parti Communiste, un avantage, d'ordre formel : sa relative démocratie intérieure permettait, dans une certaine mesure, à un révolutionnaire de s'y exprimer, tandis que l'automatisme monolithique du stalinisme interdisait à un réfractaire d'y ouvrir la bouche et même de s'y maintenir.

Tant que la S.F.I.O. s'était montrée incapable de développer dans son sein une tendance révolutionnaire autre que la « Bataille Socialiste » de Jean Zyromski, un pot-pourri de démagogues inconséquents, plus ou moins liés à la fraction « blumiste » de la direction, j'avais hésité à réintégrer un parti dont je m'étais, à tort ou à raison, tenu éloigné depuis quatre ans. Mais,

au printemps 1935, je rejoignis une S.F.I.O. qui présentait un spectacle un peu moins désolant que par le passé : tout d'abord, elle s'était allégée de sa droite la plus compromettante : Paul-Boncour l'avait désertée le premier; les « néos » (Déat, Marquet, Renaudel) avaient poussé si loin le révisionnisme que Blum lui-même s'était avoué « épouvanté » : ils avaient été finalement exclus en novembre 1933, suivis, en juin 1935, par l'« attentiste » Frossard. Par contre, la petite secte que formaient les disciples de Trotsky, les « bolcheviks-léninistes », avait rejoint le Parti en août 1934 et avait, plus ou moins, réussi à en passionner les débats; enfin, et surtout, Marceau Pivert se différenciait et s'émancipait chaque jour davantage de son ex-tuteur, Zyromski, et, face au problème de la guerre notamment, il défendait des positions internationalistes de plus en plus tranchées. Dans un brillant discours au congrès de Mulhouse, en juin 1935, puis, au début de septembre, dans une brochure, il avait développé deux thèmes parallèles : le meilleur moyen de combattre le fascisme hitlérien, c'était de mener la lutte contre notre propre impérialisme et d'inciter, par l'exemple, le prolétariat allemand à en faire autant. Le meilleur moyen de défendre la Russie des Soviets, c'était, non pas de nous laisser embrigader par notre état-major, mais de conquérir le pouvoir dans notre pays. *Révolution d'abord !*

Lorsque les contours du Front Populaire tricolore se dessinèrent plus nettement, la rupture fut définitivement consommée entre Marceau Pivert et Jean Zyromski. Par ailleurs, les trotskystes, qui s'étaient introduits dans la S.F.I.O., venaient, à l'automne 1935, de s'en faire exclure. Dans le double vide ainsi créé au sein du Parti, par la capitulation social-patriote du leader de la « Bataille Socialiste » et le départ des « bolcheviks-léninistes », la nécessité se fit sentir de créer une nouvelle tendance, internationaliste et révolutionnaire. Au surplus, à l'extérieur de la S.F.I.O. les « pivertistes » venaient de tourner le dos à divers groupes

avec lesquels ils avaient fondé le « Comité de liaison et d'action contre la guerre et l'union sacrée » : Jacques Doriot amorçait l'évolution fatale qui devait le faire glisser de l'extrême gauche à l'extrême droite et il commençait à nouer des tractations équivoques avec des personnalités fascistes de France et d'Allemagne. Par ailleurs, les diverses formes de pacifisme de la Ligue syndicaliste et de la Ligue des Combattants de la Paix s'accordaient mal avec la lutte révolutionnaire qui, pour Marceau Pivert et ses amis, était inséparable de la lutte contre la guerre. Sur ce plan également, la nécessité d'un regroupement s'imposait. Ce fut la « Gauche Révolutionnaire du Parti Socialiste ».

Trotsky et nous.

Mais la radicalisation du « pivertisme » posait, de façon aiguë, le problème de ses rapports avec les trotskystes, qui, après leur départ de la S.F.I.O., se proclamaient maintenant section française d'une fantomatique « IV^e Internationale ». Nous étions d'accord, en gros, avec les « bolcheviks-léninistes » sur le fascisme et les moyens de lui barrer la route, sur la guerre et la façon révolutionnaire internationaliste de la combattre, contre la collusion du social-patriotisme et du national-communisme, contre le pacte conclu par le « Front Populaire » avec la bourgeoisie radicale, contre l'impérialisme et pour la libération des peuples colonisés, etc. Pour le « Vieux », nous n'étions qu'un « sous-produit du trotskysme¹ ». Mais, si nous étions très proches des trotskystes sur bien des questions, nous avions avec eux de sérieux désaccords en matière de tactique et d'organisation. Je crois utile de fournir quelques précisions sur ces divergences, car elles devaient peser assez lourdement sur l'avenir de la « Gauche Révolutionnaire ».

1. Le « trotskysme » et le Parti Socialiste Ouvrier et Paysan, article du 25 juillet 1939.

A travers toute l'aventure du Front Populaire, la grande figure de Trotsky, telle une statue du Commandeur, ne nous quittera pas des yeux, conseillant, gourmandant, tantôt nous infléchissant vers ses positions, tantôt nous braquant contre elles.

Pendant de longues années, Trotsky avait mené sa lutte contre le stalinisme en se refusant à rompre avec la III^e Internationale. Ses partisans s'y donnaient le sobriquet d'« Opposition communiste », bien que la terreur antitrotskyistes qui y régnait empêchât la plupart d'entre eux de militer au sein des divers partis communistes. Quand s'effondra le P.C. allemand, le « Vieux », après un flottement de plusieurs mois, proclama que, cette fois, la III^e Internationale était bien morte et, en mars 1934, ses partisans annoncèrent, par un manifeste, la naissance, sur le papier, de la « IV^e Internationale ». Les petites formations révolutionnaires qui n'appartenaient ni à la II^e ni à la III^e Internationale furent sommées impérieusement de rejoindre la nouvelle « Internationale », et, si elles hésitaient ou si elles s'y refusaient, elles s'exposaient aux foudres du rigoureux fondateur de la « IV^e » : elles étaient qualifiées, avec une intonation injurieuse, de « centristes ». Hanté, en effet, par les souvenirs de son époque lointaine, Trotsky avait tendance à transposer sans cesse le passé dans le présent. Le « centrisme » avait été, sous le tsar, le péché des révolutionnaires russes qui oscillaient entre le menchevisme et le bolchevisme. Trotsky s'était rendu lui-même coupable de cette « faiblesse » et c'est pourquoi, dans son âge mûr, il l'abhorrait, subodorant le « centrisme » chez tous les militants qui ne professaient pas sa rigueur sectaire.

Météores dans le Parti Socialiste.

Par un nouveau coup de théâtre, faisant fi de tout ce qu'il écrivait et préconisait la veille, Trotsky avait décidé, en août 1934, l'entrée dans la S.F.I.O. de ses partisans français, qui prenaient l'engagement d'y être

des adhérents « disciplinés ». Le Parti Socialiste cessait d'être une maison maudite dont, la veille encore, par un injurieux amalgame, on attribuait la direction contre-révolutionnaire au couple « Blum-Pivert ». La S.F.I.O. pouvait jouer, disait-on maintenant, « un rôle important pour le regroupement des forces révolutionnaires en France ». Les bolcheviks-léninistes entendaient ne pas rester à l'écart du vaste regroupement ouvrier qui s'opérait sous le signe de l'unité d'action.

Trotsky avait, d'ailleurs, préconisé l'entrée dans la social-démocratie à l'échelle internationale. S'il ne fut pas suivi par ses partisans espagnols, aux Etats-Unis, par contre, sa secte américaine lui obéit et adhéra au Parti de l'idéaliste Norman Thomas. La nouvelle tactique eût pu être féconde. En effet, à cette époque, la lutte antifasciste avait favorisé l'essor de la gauche socialiste dans plusieurs pays (notamment l'Espagne, l'Autriche, la Belgique, etc.) et, d'autre part, il était encore possible à un militant révolutionnaire français de s'exprimer dans la S.F.I.O. Malheureusement, le « Vieux » ne songeait nullement à une tentative sérieuse de rénovation socialiste ou, à défaut, à l'implantation profonde et, si possible, durable d'une minorité marxiste dans la social-démocratie. Aveuglé par des schémas datant des temps lointains où s'étaient affrontés holcheviks et mencheviks, il croyait la social-démocratie irrévocablement et totalement gangrenée et ce qu'il tentait (il en a fait l'aveu lui-même) c'était seulement une *manœuvre* — une manœuvre, allait-il jusqu'à préciser, calquée sur celles qu'opérait la machine stalinienne sur l'ordre de Moscou¹. En France, ses représentants dissimulèrent mal qu'ils étaient entrés dans la S.F.I.O. avec l'arrière-pensée d'en ressortir un jour prochain et l'espoir de grossir ainsi leurs maigres effectifs par le débauchage des meilleurs éléments de la gauche socialiste. En somme, le mouvement ouvrier était considéré par ces jacobins autoritaires comme un

1. Discussion des trotskystes américains avec « Lund » (Trotsky), 12-15 juin 1940, sténogramme ronéotypé (en anglais).

cobaye sur lequel on pouvait tenter, sur un simple ordre venu d'en haut, toutes sortes d'expériences chirurgicales. L'opération, qui ne tenait aucun compte de la psychologie des militants socialistes, devait inévitablement se terminer par un fiasco.

Cependant, tant qu'ils se maintinrent dans la S.F.I.O., les « bolcheviks-léninistes » ne perdirent pas leur temps et ne commirent pas que des bévues. Ils se montrèrent dévoués et combattifs; ils entreprirent une propagande en profondeur, qui toucha jusqu'aux plus lointaines provinces. Dans la Seine, en particulier, ils obtinrent le chiffre appréciable de 1 087 mandats contre 2 373 à la « Bataille Socialiste ». Et, surtout, ils exercèrent une influence souvent heureuse sur Marceau Pivert, l'infléchissant vers l'extrême gauche, s'appliquant à le soustraire au patronage de Zyromski, lui administrant une permanente douche écossaise, applaudissant les pas qu'il faisait vers le « trotskysme » pour le rappeler à l'ordre quand, selon leurs critères, il retombait dans le « centrisme ». En plusieurs circonstances (menace d'expulsion de Trotsky de France, sac par les fascistes du local fédéral de la rue Feydeau), Marceau Pivert prit publiquement des positions communes avec les trotskystes et, en mars 1935, il alla voir l'Exilé dans sa retraite de l'Isère. Lorsque les « bolcheviks-léninistes » furent menacés d'exclusion, il leur rendit courageusement justice.

Mais la secte opérait dans la S.F.I.O. avec une puérile et stérile maladresse. On le vit bien au congrès de Mulhouse en 1935. Souhaiter ou prédire la formation, à échéance relativement lointaine, d'un nouveau parti révolutionnaire et d'une nouvelle Internationale, préparer, patiemment et avec tact, les esprits à ce regroupement futur étaient une chose. Mais c'en était une autre que de faire ouvertement du battage, et jusqu'à la tribune d'un congrès, en faveur d'une « IV^e Internationale » que l'on proclamait déjà existante. Cette bourde avait le don d'exaspérer les bonzes de la social-démocratie. Les trotskystes eux-mêmes leur fournissaient

ainsi la preuve qu'ils étaient dans le Parti comme un « corps étranger ».

L'étiquette « groupe bolchevik-léniniste de la S.F. I.O. » n'était guère plus heureuse. Elle donnait l'impression que ce petit groupe était entré dans le Parti pour y reprendre le « noyautage » qui avait depuis si longtemps hérissé les social-démocrates contre les communistes, que son but était de démolir l'organisation socialiste pour la faire passer sous sa direction et lui imposer une structure antidémocratique ou, en cas d'échec, pour perpétrer une scission.

— *Mais il faut aller au bolchevisme. Qu'est-ce qu'il fait ici, ce garçon-là ?* lança le vieux social-démocrate Jean-Baptiste Lebas à Raymond Molinier.

Les attaques endiablées des trotskystes contre le stalinisme, si fondées fussent-elles, indisposaient, en outre, les hommes qui, depuis le Pacte Laval-Staline et le tournant tricolore du P.C., rêvaient d'épousailles avec leurs anciens adversaires.

— *Camarade Molinier, s'écria Blum, je vous dirai, sans aucune espèce de ménagement ni de précaution oratoire, que si l'unité organique pouvait s'établir entre les communistes et nous et que cette unité laissât en dehors d'elle-même le petit groupe où vous figurez, j'en prendrais très aisément mon parti.*

— *A la porte ! A la porte !* crièrent nombre de délégués.

Il n'était pas non plus très politique, au sein d'un congrès socialiste, de lancer, à l'adresse de Léon Blum, leader prestigieux, des mots tels que « crime » et « trahison ».

Enfin, les trotskystes laissèrent croire, en proposant, comme substitut au Front Populaire, l'armement du peuple, les milices et les soviets, qu'ils penchaient pour une aventure insurrectionnelle capable seulement, aux yeux des militants S.F.I.O., d'isoler le prolétariat.

Malgré leur courage et leur lucidité révolutionnaire, les « bolcheviks-léninistes », au congrès de Mulhouse, avaient joué le rôle de repoussoir à toute espèce de véritable orientation à gauche, et, à ce titre, servi la direc-

tion réformiste du Parti. S'ils n'avaient pas existé, Paul Faure eût dû les inventer ¹.

Obnubilé par un orgueil qui, quelquefois, touchait au fanatisme, Trotsky ne voulut jamais admettre que, durant leur court séjour dans le Parti Socialiste, ses exécutants français, sous la houlette de Pierre Naville et de Raymond Molinier, s'y étaient fort mal pris. Il repoussa du pied le jugement de Marceau Pivert selon lequel les balourds avaient accumulé les « erreurs psychologiques ». Pour lui, c'était Marceau Pivert qui commettait « une très grande erreur politique en idéalisant et en embellissant la « démocratie » hypocrite et mensongère de la S.F.I.O. ² ». Si l'on voulait tenter d'insuffler une pensée révolutionnaire aux socialistes, il eût fallu les prendre tels qu'ils étaient, sans les idéaliser, certes, ni les embellir, mais en tenant compte de leur mentalité particulière, de leurs traditions, de leur formalisme, de leur patriotisme de parti — toutes choses dont les trotskystes étaient incapables.

Nos désaccords avec le « Vieux ».

Pour me part, malgré toute l'admiration que m'inspiraient la personne et la pensée de Trotsky, j'étais particulièrement critique en ce qui concerne le mot d'ordre de la « IV^e Internationale ». Bien sûr, les bureaucraties de la II^e et de la III^e avaient donné le spectacle d'une lamentable banqueroute. Pourtant, — c'était un fait que l'on pouvait déplorer, mais non pas ignorer — dans tous les pays, les masses laborieuses demeuraient obstinément attachées à l'une comme à l'autre. Se ranger sous la bannière d'une « IV^e Internationale » dont Trotsky convenait lui-même que la base en était encore « bien étroite ³ », c'était prendre le risque de se couper des masses. Dans une lettre adressée au « Vieux » en

1. Cf. Aimé PATRI, *Spartacus*, juin-juillet 1935.

2. *La Vérité*, 23 août 1935.

3. *Ibid*, 20 avril 1934.

août 1935, Marceau Pivert exprima la conviction que les masses ouvrières groupées dans la II^e Internationale étaient *capables d'évoluer, de modifier leurs perspectives et leurs tactiques et de reformer une avant-garde révolutionnaire sous le fouet de leur propre expérience.*

Si nous avions été, en 1935, à la veille d'une révolution prolétarienne à l'échelle mondiale — comme Lénine, en 1919, avait pu, avec trop d'optimisme d'ailleurs, l'escompter —, le regroupement, en dehors des deux Internationales banqueroutières, de révolutionnaires résolus, prêts à tout, même temporairement peu nombreux, eût pu, selon moi, se justifier. Mais la situation de 1935 nous paraissait sans points de comparaison avec celle de 1919. Nous n'avions pas non plus pour enfanter une nouvelle Internationale le prodigieux forçeps d'une révolution victorieuse du type de celle d'Octobre. Loin de chercher à nous isoler des larges masses, il nous fallait nous mêler étroitement à elles, essayer de les gagner peu à peu à l'idée d'un nouveau regroupement révolutionnaire. Cette rude tâche, nous ne pouvions l'entreprendre qu'au sein des formations existantes. Et puis la raideur autoritaire qui avait inspiré la fondation de la prétendue « IV^e Internationale » heurtait profondément nos penchants libertaires. Les trotskystes, à nos yeux, malgré la lutte à mort qui les opposait aux staliniens, pratiquaient des méthodes et professaient des conceptions de l'organisation intérieure qui ne les différenciaient guère du stalinisme. Chez eux comme chez les staliniens, le mouvement n'était pas propulsé de bas en haut, mais de haut en bas. Les chefs (ou plus exactement le chef prestigieux) donnaient les mots d'ordre et les troupes n'avaient plus qu'à emboîter le pas. Or ces méthodes étaient désastreuses partout où on les mettait en œuvre et, elles l'étaient, en particulier, dans la S.F.I.O. Elles ne pouvaient que provoquer chez les socialistes un réflexe de défense qui les conduisait à piétiner à leur tour la démocratie.

Les jeunes disciples de Rosa Luxembourg, qui militaient dans les Jeunesses socialistes, avaient, en des termes fort heureux, formulé publiquement à l'égard

des « bolcheviks-léninistes » les mêmes critiques. Ils croyaient à la valeur propre de la démocratie intérieure. Ils répudiaient la conception militariste et dictatoriale de l'organisation centralisée par en haut et ils luttèrent pour des formes d'organisation qui permettent le plein épanouissement de la spontanéité révolutionnaire de la classe ouvrière. Pour eux, le rôle de l'avant-garde était d'éveiller et d'orienter cette spontanéité — non de l'étouffer. Ils se refusaient à considérer la classe ouvrière comme une simple masse de manœuvre au service d'une « élite » de révolutionnaires professionnels investis en vertu d'un quelconque droit divin. Ils estimaient néfaste à la classe ouvrière l'idéologie du chef infallible qui, d'une manière autoritaire, dirige la politique d'une fraction ou d'un parti ¹.

Nous voulons être liés aux masses.

Les météores trotskystes n'avaient vraiment réussi dans la S.F.I.O. que sur un seul terrain : celui de la jeunesse. Aussi la Conférence nationale des Jeunesses Socialistes, réunie à Lille, le 30 juillet 1935, prononça-t-elle l'exclusion de treize camarades de la Seine, de tendance trotskyste. Mis en appétit, le secrétaire général de la S.F.I.O., Paul Faure, fit connaître, le 13 septembre, qu'une « demande de contrôle aux fins d'exclusion » avait été déposée contre treize militants adultes « à cause de la campagne menée par *La Vérité* en faveur de la constitution d'une IV^e Internationale ² ». Quelques-uns des sanctionnés avaient déjà été exclus, à Lille, au titre de la Jeunesse. L'exclusion, prononcée le 1^{er} octobre, fut confirmée par le Conseil National du 17 novembre. Au moment même où la bureaucratie du Parti perpétrait son coup de force, nous venions de fonder la « Gauche Révolutionnaire ». Dès ses premiers conci-

1. « Les Bolcheviks-léninistes et nous », *Spartacus*, n° 8, avril-mai 1935, article anonyme.

2. *La Vérité*, 27 septembre 1935.

liabules, la nouvelle formation eut à débattre de ses rapports avec les trotskystes. La solidarité avec les exclus n'était contestée par personne. Mais fallait-il fusionner avec le groupe ou, simplement, coordonner notre action avec la sienne ? Et, pour nous le concilier, quelle était la limite des concessions à lui faire ? Devions-nous au Conseil National nous « compromettre » au point de présenter avec lui une résolution commune ? Les organisations révolutionnaires ont un faible pour le formalisme et la chinoiserie. Nous eûmes sur ces questions byzantines des discussions oiseuses, au terme desquelles les partisans d'une prudente réserve furent finalement les plus nombreux. Ce furent d'ailleurs les trotskystes eux-mêmes qui, en fin de compte, nous tirèrent d'embarras. Ils repoussèrent du pied nos offres. Ils décidèrent avec hauteur la constitution d'une « nouvelle direction révolutionnaire du prolétariat » affiliée à la IV^e Internationale¹. Et pour nous qui entendions développer notre lutte à l'intérieur de la S.F.I.O., ils n'eurent qu'injures et sarcasmes. Pivert avait choisi de capituler. La « Gauche Révolutionnaire » n'avait rien appris et elle prêchait l'union dans un même parti de ceux qui veulent désarmer la classe ouvrière et de ceux qui veulent l'armer pour le combat. Elle s'imaginait que le parti révolutionnaire se formerait par la grâce du Saint-Esprit, par l'association de l'eau et du feu. Sous le couvert de quelques mots d'ordre ronflants, elle se faisait la complice de Paul Faure et de Léon Blum. Son langage révolutionnaire couvrait une politique de trahison devant l'unité sacrée².

Intervenant personnellement dans ce concert d'injures, Trotsky nous enveloppait, à la manière des staliniens, dans un amalgame : *Pivert s'accroche à Zyromski, qui s'accroche à Blum, qui ensemble avec Thorez s'accroche à Herriot, qui s'accroche à Laval*. Il fallait démasquer impitoyablement la politique antirévolutionnaire de la soi-disant « Gauche Révolutionnaire ». Cette

1. *La Vérité*, 20 novembre 1935.

2. *Ibid.*, 26 janvier 1936.

grande colère avait un motif précis. Nous étions une concurrence dangereuse. En nous regroupant au sein de la S.F.I.O., en voulant nous lier aux masses populaires, nous retenions avec nous les militants socialistes de gauche et nous les empêchions de rejoindre la « IV^e Internationale¹ ».

Était-il sérieux, riposta Pivert, de considérer notre « Gauche Révolutionnaire » comme un paravent dont les réformistes se servaient pour tromper les travailleurs ? Notre seule existence, dans le Parti, depuis trois mois, *remuait* les masses. Le passage des trotskystes dans la S.F.I.O. avait été plus négatif que positif. Là, au contraire, où la « G.R. » passait ou passerait, le Parti s'enrichirait, en nombre comme en capacité de combat². L'avenir devait nous donner, au moins en partie, raison et les trotskystes, et Trotsky en personne, se mordre les doigts de ne pas avoir su ou voulu demeurer avec nous, de s'être ainsi davantage isolés³. Marceau Pivert de son côté, regrettera, rétrospectivement, que leur sectarisme les ait empêchés de contribuer à une avance plus rapide de la Gauche socialiste⁴.

Sur un point, cependant, notre position demeurait fragile et Marceau Pivert en avait conscience. Nous étions résolus — et c'était l'article le plus intransigeant de notre programme — à ne jamais capituler devant la guerre, à ne jamais propager son acceptation. Si la lutte contre la guerre, si le défaitisme révolutionnaire, et non leurs « erreurs psychologiques » avaient été le *véritable* motif de l'exclusion des trotskystes, alors nous avions, pour l'avenir, à tirer, en ce qui nous concernait, une grave leçon : en dépit de notre souci de respecter la démocratie intérieure du Parti, malgré notre loyauté *socialiste*, nous nous exposions, *nous aussi, et pour le même motif*, à être un jour rejetés de la S.F.I.O.

1. Article du 26 novembre 1935, in *Ecrits*, t. III, p. 106-108.

2. *La Gauche Révolutionnaire*, 25 février 1936.

3. Entretiens sténographiés avec C.L.R. JAMES, avril 1939, Université de Harvard, T. 4560.

4. *Où va la France ?* brochure publiée en espagnol à Mexico, août 1940.

Marceau Pivert, avec une lucidité prophétique, lança l'avertissement (en usant d'un futur qui était, plutôt, un conditionnel) : [...] *Nous comprendrons qu'il faudra lutter autrement qu'à fleuret moucheté contre les adversaires de tendance qui voudraient nous chasser en dehors de la communauté socialiste avant peut-être d'entraîner le prolétariat dans un nouveau 1914*¹.

Pour ou contre le Front Populaire ?

La plate-forme de départ de notre minorité était centrée principalement sur le Front Populaire. Nous étions, à son sujet, dans une situation plutôt embarrassante. Ce vocable, en effet, recouvrait deux marchandises de nature fort différente, sinon incompatible : d'un côté, le puissant mouvement populaire, l'« unité d'action » antifasciste, dont les organisations ouvrières, politiques et syndicales, secondées par les intellectuels, avaient pris l'initiative — mouvement réellement *populaire* en ce sens qu'il entraînait derrière la classe ouvrière une fraction non négligeable des petits bourgeois et petits paysans; de l'autre, la mésalliance, sur le plan parlementaire et électoraliste, du radicalisme bourgeois et du stalinisme, sous le signe de la défense nationale, mésalliance à laquelle la S.F.I.O. avait eu la faiblesse de se prêter. Il y avait même, dans une certaine mesure, une troisième marchandise, extra-parlementaire celle-là, qui consistait en un réseau national de comités locaux de Front Populaire; mais ces organismes de « masses », comme l'avaient été les comités Amsterdam-Pleyel, n'étaient que des trompe-l'œil manipulés habilement par les communistes, au service de leur social-patriotisme. La même étiquette recouvrant des marchandises si différentes, nous étions empêtrés dans des difficultés de vocabulaire. Nous ne pouvions entériner ni la collusion électorale ni les comités paracomunistes, mais nous ne pouvions pas non plus, en condamnant sans appel le

1. Lettre de Marceau PIVERT aux camarades frappés par le Congrès national des Jeunesses de Lille, *La Vérité*, 23 août 1935.

« Front Populaire », apparaît comme nous isolant du formidable mouvement, issu du plus profond des masses, qui, depuis 1934, revigorait la France et qui venait de se traduire, en août 1935, par des manifestations violentes contre les décrets-lois du ministère Laval, tournant, à Brest comme à Toulon, à l'émeute révolutionnaire. Nous étions des adversaires résolus du Front Populaire n° 1 et des partisans enthousiastes du Front Populaire n° 2.

Si nous avions été aussi sectaires que le prétendaient nos adversaires réformistes et staliniens, nous eussions condamné le Front Populaire en bloc, à cause de la présence dans son sein de la bourgeoisie radicale-socialiste. Mais, par égard pour le Front Populaire n° 2, nous nous laissâmes entraîner à participer loyalement — trop loyalement — au Front Populaire n° 1. Nous trouvions à ce compromis une apparence de justification. Il fallait que nous fussions présents dans le n° 1 pour le propulser et l'amener à se confondre avec le n° 2. Nous crûmes trouver une solution à nos difficultés de vocabulaire en nous faisant les champions d'un « Front Populaire de combat » qui devait dissiper les illusions électorales et faire passer les masses à l'action directe extra-parlementaire, à la lutte sous toutes ses formes, depuis les démonstrations de rue jusqu'à une grève générale déclenchée en accord avec les syndicats. Mais la formule était bâtarde. Malgré les deux mots complémentaires que nous accolions, nous nous distinguions insuffisamment du « Front Populaire » n° 1; nous aidions ainsi, dans une certaine mesure, à la propagation d'une duperie.

Plus tard, nous trouvâmes commode de baptiser « Juin 36 » le mouvement autonome des masses dont nous nous réclamions et dont nous appelions la résurgence. Nous en fîmes même le titre de notre journal hebdomadaire. C'est dans le même esprit et avec la même intention que mes amis Jacques Danos et Marcel Gibelin devaient reprendre ce titre pour leur histoire du Front Populaire¹. Mais se définir par le nom d'un

1. 1952.

mois et le millésime d'une année ne suffisait pas à dissiper l'équivoque. Car Juin 36 ne nous appartenait pas en propre : aucun des constituants de l'alliance électorale tricolore n'avait osé désavouer, au moins ouvertement, la gigantesque grève avec occupation d'usines.

Sur un autre point, nous étions fort en peine. Nous réclamant des traditions libertaires du prolétariat français, nous affirmions notre défiance innée à l'égard et des idéologies et des méthodes imposées de l'extérieur, mais donnions la priorité à l'action directe de classe. Pour nous, aucune transformation révolutionnaire ne se décrétait d'en haut et ne s'effectuait par des méthodes bureaucratiques. Aussi appelions-nous les travailleurs à constituer partout leurs comités populaires, comités locaux de salut public, comités d'usines, que nous considérions comme de futurs organes de gestion, de direction et de coordination, comme les embryons du pouvoir populaire se substituant à la vieille machine d'État.

Mais ici encore nous nous débattions dans une dangereuse contradiction, car les stalinienx eux aussi, mais dans un tout autre but, prônaient la formation de « comités populaires ». Et notre authentique conception de la démocratie du type soviétique risquait de servir l'imposture des prétendus partisans des « soviets partout ».

Unitaire, oui, mais réticent.

Sur le problème de l'unité, notre position n'était pas moins inconfortable. Encore mal affranchis de l'envoûtement qu'avait si longtemps exercé Zyromski sur Marceau Pivert, nous proclamions la nécessité urgente de la fusion des deux partis dits « prolétariens ». C'était de l'intérieur du mouvement ouvrier unifié que nous voulions rechercher les possibilités de redressement révolutionnaire. Notre argument : la fusion des deux partis ne manquerait pas d'attirer des milliers de prolétaires encore inorganisés et elle contribuerait à élever la volonté combative de la classe.

Pour ma part, j'étais plus réticent. Certes, je croyais

toujours, comme je n'avais jamais cessé d'en avoir la conviction depuis mon entrée dans le mouvement ouvrier, à la dynamique de l'unité. N'étant pas d'accord avec les trotskystes sur la nécessité d'une « IV^e Internationale », je ne pouvais pas ne pas souhaiter le rapprochement des deux Internationales antagonistes. Mais je me méfiais extrêmement de ce que j'appelais l'unité « à la sauce Zyromski », l'unité issue de la grande embrassade avec Staline. Cette unité-là se ferait sous le signe du « sac au dos contre Hitler » et nous avions beau poser comme une de ses conditions « la plus large démocratie intérieure », elle s'alignerait, sans aucun doute, sur le centralisme stalinien : nous nous trouverions très rapidement rejetés d'un parti unique reconstitué sur de telles bases. Dans une lettre adressée à Marceau Pivert, je crus devoir déplorer qu'au Congrès national extraordinaire du Parti, tenu à Boulogne-Billancourt les 1^{er} et 2 février 1936, nos délégués n'eussent pas suffisamment différencié leur position sur l'unité de celle de Zyromski. Nous devons, à mon avis, vouloir l'unité fanatiquement, oui, mais en soulignant qu'elle supposait un redressement de la politique catastrophique du Parti Communiste (en même temps que de celle de notre propre Parti). Autrement nous ferions le jeu de Staline. Il me paraissait paradoxal que les partisans les plus enthousiastes du mariage électoral avec les staliniens eussent été, à ce congrès, les porte-parole de la « Gauche Révolutionnaire », c'est-à-dire les militants que séparaient des staliniens les différends idéologiques les plus irréductibles.

Si cette complaisance à l'égard de l'« unité organique » relevait de la simple manœuvre, était-elle si habile ? Elle n'empêcherait pas les moscoutaires de tirer sur nous à boulets rouges, de nous couvrir de boue, de nous qualifier de « trotskystes », de saboteurs et de traîtres. Elle n'empêcherait pas non plus le Parti Communiste, aux prochaines élections, de présenter partout, au premier tour, ses propres candidats, rejetant l'appel aux candidatures ouvrières uniques qu'avait lancé Marceau Pivert.

Nous servons trop loyalement.

De même, sur la question de l'unité syndicale, les événements allaient nous placer en porte à faux. Nous ne pouvions qu'applaudir à la fusion de la C.G.T. et de la C.G.T.U. qui fut, enfin, consommée au congrès de Toulouse, le 6 mars 1936. En ce qui me concerne, un ancien militant du « Comité de propagande pour l'unité syndicale » de 1930-1931 ne pouvait que se réjouir de voir enfin accomplie l'unité pour laquelle nous nous étions battus si à l'avance. Mais cette fusion ne devait pas tarder à produire des fruits empoisonnés. Les communistes de la C.G.T.U. s'étaient engagés solennellement à renoncer à créer des fractions dans le mouvement syndical unifié. Mais, dès que la C.G.T. unique eût été grossie par l'afflux de millions de nouveaux syndiqués, les stalinien s'empressèrent d'oublier leurs promesses; ils firent main basse sur les syndicats et transformèrent les jeunes recrues ouvrières, encore tout feu tout flamme, en automates aux ordres de Moscou.

Sur un dernier point, notre position était particulièrement scabreuse. Dans un article où il exposait ce qu'était la « Gauche Révolutionnaire du Parti Socialiste S.F.I.O. », Marceau Pivert jurait que rien ne nous ferait porter atteinte, à l'intérieur de notre Parti, aux principes de libre discussion et de démocratie intérieure et que nous respecterions nos frères de combat même quand ceux-ci se trompaient. Il lançait un appel sentimental au travailleur « à la recherche de son salut » pour qu'il entre au Parti Socialiste et y adhère à notre tendance ¹. Ainsi nous nous posions en militants loyaux de la S.F.I.O., nous recrutions pour elle, nous poussions l'esprit de dévouement et de sacrifice jusqu'à défendre publiquement des positions du Parti que nous n'approuvions pas. Nous vendions à la criée, dans les rues, les cours et même les escaliers — avec plus de dévouement et de succès que les autres militants du Parti ² —, le

1. *La Gauche Révolutionnaire*, n° 1, 25 octobre 1935.

2. *Ibid.*, supplément au n° 14, janvier 1937.

journal *Le Populaire*, dont la prose était loin de combler nos vœux (pour ma part, je n'oublierai jamais certaines réunions électorales où, la honte au visage, je m'entendais mentir, ni la vente du journal, par brassées, le dimanche matin, aux Lilas, enrôlé d'avoir trop bien fait le camelot).

Mais, en même temps, nous dénoncions sévèrement la politique du Parti et nous lui en opposions une autre qui était aux antipodes de la sienne. Nous dansions ainsi sur la corde raide. Nous étions condamnés à sans cesse trébucher, soit que nous nous sentions obligés de faire à la direction social-démocrate des concessions excessives qui nous faisaient rougir et qui nous menaient au bord de l'opportunisme, soit que nous affrontions, et parfois même provoquions, le Parti avec une vivacité qui nous menait au bord de l'exclusion. Notre manque d'adresse, parfois, ressemblait étrangement aux ruades juvéniles qui avaient perdu les trotskystes, et il nous arrivait de commettre nous-mêmes ces « erreurs psychologiques » pour lesquelles nous avons cru devoir les morigéner.

Un embryon de parti révolutionnaire.

Nous nous donnions quelque peine, certes, pour sauvegarder les formes. Les statuts de la S.F.I.O. étaient, à cette époque, pleinement démocratiques. L'organisation des militants en « tendances » était admise. La représentation dans les organismes dirigeants et les assises du Parti était proportionnelle au nombre de voix recueilli par chacune d'elles. Chacune pouvait disposer d'un périodique à la seule condition de ne le faire circuler qu'à l'intérieur du Parti. En nous constituant en « Gauche Révolutionnaire », nous ne violions donc pas expressément la loi de la S.F.I.O. Tout au plus la tournions-nous un peu en publiant notre organe mensuel sous deux titres différents : La *Gauche Révolutionnaire*, réservée aux membres du Parti, et *Masses* qui, utilisant la composition des mêmes articles à l'excep-

tion de ceux à usage trop visiblement interne, circulait au-dehors. Mais les coûteuses précautions que nous prenions ne parvenaient pas à dissimuler, sur le plan politique, notre provocante hétérodoxie. Nous nous donnions beaucoup de peine pour ne pas apparaître comme un parti dans le Parti. Mais nos positions étaient si tranchées et exposées de façon si percutante qu'au sein d'une formation essentiellement électoraliste et intégrée dans l'ordre existant, nous faisons figure, tout comme il n'y avait pas si longtemps les trotskystes, de « corps étranger ». Nous n'étions pas encore un parti révolutionnaire, mais nous en étions déjà l'embryon.

Un petit « brain-trust ».

La « Gauche Révolutionnaire », ou plus exactement son comité directeur, avait coutume de se réunir, autour d'une vaste table, au premier étage du Café Auger, 6, rue des Archives. Grâce à l'impulsion de Marceau Pivert, nos débats se déroulaient, tout à la fois, avec une stricte méthode et un laisser-aller fraternel. Nous devisions comme une grande famille heureuse et unie, où un papa détendu jouait le rôle de trait d'union et distribuait avec discernement les tâches à sa progéniture. Grâce à notre esprit d'équipe, nous abattions un énorme travail. A l'époque, cette équipe était encore relativement homogène et les heurts entre nous peu fréquents. Plus tard seulement, les péripéties de l'aventure dans laquelle nous étions engagés, la guerre d'Espagne, la menace toujours plus lourde d'une nouvelle guerre mondiale, l'épée de Damoclès de l'exclusion suspendue au-dessus de nos têtes, enfin l'entrée chez nous d'une partie des trotskystes, creusèrent dans nos rangs de sérieuses différenciations. Mais, en cette fin de 1935, elles étaient encore si peu accusées qu'il serait, pour le moment, prématuré de tenter une classification de nos « têtes politiques » selon leur appartenance à des tendances nettement cristallisées. Il faudrait, plutôt, recourir à d'autres critères, d'ailleurs très approximatifs.

Il y avait, d'abord, les intellectuels de la « G. R. ». Parmi eux le couple Collinet : Michel, semillant professeur de mathématiques, cerveau encyclopédique, syndicaliste unitaire de l'enseignement, transfuge du trotskysme, qui, revenant d'Espagne, nous avait fait, à la fin de 1934, une passionnante conférence sur la grève des mineurs des Asturies, et sa compagne, Simone Kahn, au grand cœur et à l'esprit pointu; le brillant et juvénile Boris Goldenberg, réfugié allemand du S.A.P., qui signait « Gilbert » : assez bon théoricien marxiste, il prit une large part à la rédaction de notre plate-forme; Colette Audry, enseignante qui n'avait pas encore découvert sa vocation d'écrivain littéraire, fille intelligente, virile, agissante, d'une beauté méditerranéenne; Claude Beaurepaire, un petit homme à l'allure et à la moustache de Français moyen, polytechnicien à l'immense savoir et à l'ingénuité d'enfant, qui régnait sur la Régie des Tabacs mais, le cas échéant, n'hésitait pas à accepter les tâches les plus ingrates de militant de « base », à vendre le journal à la criée et à se battre comme un lion dans la rue; René Lefeuve, affable bohème, à la formation luxembourgist, lié aux réfugiés allemands du S.A.P., qui se chargeait de l'édition de nos périodiques; le couple Modiano, René et Hélène, qui ne formaient, tant leur union était étroite, qu'un seul militant bicéphale, pacifiste, sentimental, hanté par les marchands de canons et les livraisons secrètes de matières premières au camp fasciste; le couple Hérard, qui résidait à Dijon où Lucien — à la claironnante apparence sous laquelle se cachait la neurasthénie — enseignait et où Madeleine, si belle, si grande dame avec sa distinction naturelle et son écriture de duchesse, prodiguait aux réfugiés et autres victimes du destin révolutionnaire une bonté exquise pouvant aller jusqu'à la naïveté; Gaston Goldschild, un petit clown superficiel, brillant, versatile, remuant, insinuant, retors; frère du fameux Goldsky du *Bonnet Rouge* de 1917, il avait des attaches avec la social-démocratie autrichienne et témoignait à Blum une indulgence un peu flagorneuse; René Krihiff, instituteur israélite d'Algérie, pacifiste, obtus et

réticent à l'égard des mouvements d'émancipation arabes; André Weil-Curiel, jeune avocat, grand garçon frisé, beau et avantageux, dont les avis étaient souvent utiles, car ce franc-maçon, répandu dans les milieux les plus divers, connaissait assez bien les hommes et l'art de les manier; Jacques Enock, étudiant plus mûr que son âge, au caractère prudent et posé; le docteur Guy Hausser, spécialiste de la médecine du travail, un gentil garçon mou, plus tard assassiné par les nazis; enfin l'énigmatique Georges Soules, ingénieur écouté chez les techniciens socialistes et qui ne nous avait pas encore donné l'occasion de déchiffrer, au fond de ses yeux hagards, dissimulés sous des lunettes d'écaille, le futur écrivain de droite, visionnaire ésotérique, qui signera Raymond Abellio.

Plus tard, prendra de l'importance dans notre petit cercle la menue Suzanne Nicolitch, enseignante aux yeux de braise, qui écrivait dans un style romantique, parlait magistralement en public, croyait fanatiquement en la franc-maçonnerie, exerçait sur Marceau Pivert une influence de médium, pouvait tout aussi bien se montrer généreuse qu'ou perfide¹.

Dans l'ombre de ce *brain-trust*, nourrissant à son égard des complexes d'infériorité et une méfiance d'ailleurs légitimes, marchaient, les pieds sur la terre, les petits bourgeois S.F.I.O., moins intellectuels que réalistes, tels que Georges Floutard, Maurice Jaquier, René Ruhl, Henri Goldschild, Georges Gravier, Georges Gillet, Spinetta et beaucoup d'autres, car, en province, dans de très nombreux départements, nous avons des affiliés, la plupart militants hors ligne. Jaquier, qui en 1939 sera notre secrétaire national, avait une grosse tête de curé, prématurément dégarnie, des manières jésuitiques, du courage physique, des dons d'organisateur, l'étoffe d'un bureaucrate ouvrier.

Il y avait aussi le groupe des techniciens animateurs

1. Fille d'un instituteur et militant de la Loire, Alamercury, agrégée ès lettres, révoquée par Vichy, elle devait mourir, au moment d'atteindre la quarantaine, en 1942.

de l'U.T.S. (Union des Techniciens Socialistes) avec Claude Beaurepaire et Georges Soulès déjà nommés, François Moch (le frère de Jules Moch), l'illustre aviateur Édouard Serre, etc.

Et encore les syndicalistes, qui, à l'origine de notre « G.R. », se sentaient parfois un peu égarés dans un cercle d'origine bourgeoise et petite-bourgeoise : je nommerai les jeunes instituteurs du type Edmond Breuilhard et René Krihiff, les manuels, tels que Lucien Vaillant, de la Métallurgie; mais, par la suite, la part des travailleurs industriels devait s'accroître sensiblement au sein de notre équipe, qui acquit des antennes dans la plupart des grandes usines de la région parisienne.

Et aussi un noyau dynamique d'animateurs des Jeunesses Socialistes où ils avaient pris la relève des trotskystes en attendant d'être exclus à leur tour : Lucien Weitz, Pierre Stibbe, Lalande, André Cerf, Jean Meier, etc.; plusieurs d'entre eux avaient été, à l'École Normale d'instituteurs, les élèves de Marceau Pivert. Weitz fut la plus brillante recrue du groupe. Il était courageux et très actif. Bon journaliste au surplus.

Enfin, les hommes de main, les bagarreurs, qu'au lendemain du 6 février Marceau Pivert avait organisés et armés dans une milice de défense antifasciste, les T.P.P.S. (« toujours prêts pour servir ») et qui, parfois épris d'action pour l'action, manquaient, périlleusement, de sens politique.

Syndicaliste avant tout.

Pour ma part, je ne me sentais pas entièrement à l'aise au sein de cet aréopage de camarades. Chez les syndicalistes, j'avais souffert d'un manque de vues politiques générales; chez les « pivertistes », par contre, je souffrais de leur origine non ouvrière, de la distance relative qui les séparait de l'authentique prolétariat et de ses problèmes. Et, surtout, je n'avais guère confiance, malgré mon retour tardif à la S.F.I.O., dans l'action des

partis politiques. Ma réadhésion au Parti Socialiste n'avait été qu'un pis-aller, une tentative d'échapper à un isolement stérile. Mais les mœurs, le formalisme et la vétusté de cette « vieille maison » me rebutaient. Je n'étais pas à l'unisson de mes camarades « G.R. » lorsqu'ils jouaient le jeu du Parti, lorsqu'ils prenaient au sérieux son rituel désuet, lorsqu'ils pensaient en termes d'arithmétique de tendances, de congrès fédéral ou national, de tactique électorale, de statuts, etc.

Par contre, j'étais pleinement avec eux lorsqu'ils tentaient de s'implanter et de faire entendre leur message hors du Parti, au sein des larges masses ouvrières. Au fond, j'étais demeuré un syndicaliste révolutionnaire. La révolution menée par les syndicats était pour moi la meilleure des révolutions, celle qui éviterait le hiatus, l'arrêt prolongé du mécanisme de la production, qui assurerait la continuité technique grâce à des comités préparés à assumer la gestion, enfin, qui dispenserait les travailleurs de passer par les fourches caudines de théoriciens autoritaires. Tel était, en effet, pour moi, le dilemme : ou bien le syndicalisme serait en mesure de se substituer à l'Etat, de produire et de répartir lui-même les fruits du travail, de fournir les cadres et de s'identifier avec la structure de l'économie future, ou bien, pour éviter le chaos, la classe ouvrière serait assujettie à la dictature de quelques intellectuels. Le syndicalisme, à mes yeux, n'était pas une idéologie, mais une organisation, *l'organisation*, le rassemblement des producteurs sur le lieu du travail, l'ordre en face du désordre. Le jour où les militants ouvriers auraient une mentalité de *successeurs*, la révolution serait aux trois quarts accomplie.

En juin 1936, pendant quelques semaines, plus tard, non moins brièvement, au début de 1938, dans les groupes socialistes d'entreprises, il me fut donné de pouvoir concilier pleinement l'appartenance à un groupement politique (la « Gauche Révolutionnaire ») et l'identification avec la *classe*.

Du Front Populaire à l' « expérience Blum ».

Entre le radicalisme bourgeois et le national-communisme s'inséra Léon Blum. Le lecteur sait déjà que l'aventure du Front Populaire, dans l'optique stalinienne, devait prendre la forme d'un gouvernement à direction radicale où les ministres socialistes ne joueraient que le rôle de « brillants seconds ». A ce gouvernement les communistes accorderaient leur soutien sous condition qu'il pratiquât la politique extérieure de « fermeté » voulue par le Kremlin. Ces perspectives avaient suscité les vives appréhensions de Blum, plus enclin à l'unité organique (sous le signe du social-patriotisme) qu'à une valse dansée par-dessus sa tête par les deux autres parties prenantes du Front Populaire. Les résultats des élections des 26 avril et 3 mai 1936 le rassurèrent un tantinet. Les socialistes prirent la tête des partis de gauche avec 147 élus métropolitains (contre 106 aux radicaux et 72 aux communistes) 1. Le correspondant à Moscou du journal *le Temps* télégraphia : *Les milieux dirigeants ne manifestent aucun enthousiasme spécial... On déplore l'échec relatif des radicaux* 2. Quant à Trotsky, rappelant que socialistes et communistes avaient les uns escompté, les autres préparé un ministère radical, il souligna : *Qu'ont fait les masses ? Elles ont imposé aux socialistes et aux communistes un ministère Blum. Est-ce que ce n'est pas un vote direct contre la politique du Front Populaire* 3 ? Ainsi le gouvernement issu des élections allait être à direction socialiste, l'aventure du Front Populaire se confondre avec l'« expérience Blum ». Pendant une courte période, il y eut coïncidence — fortuite et éphémère — entre l'élan de tout un peuple impatient d'arracher de moins mauvaises conditions de travail et de vie, et la destinée d'un homme. Un homme qui n'était pas

1. Au total, compte tenu des petites formations de gauche, le Front Populaire disposait de 378 sièges contre 220.

2. *Le Temps*, 6 mai 1936.

3. Article du 5 juin 1936, in *Ecrits*, t. II, p. 133.

fait pour gouverner, un homme qui avait, tout au long de sa carrière politique, écarté avec appréhension l'éventualité redoutable du pouvoir et qui, maintenant, « sans perdre une heure », se forçait à être « prêt à constituer et à diriger le gouvernement de Front Populaire¹ ». Mais cet homme, visiblement, faisait contre mauvaise fortune bon cœur. A travers son assurance transparaissait une sorte d'accablement masochiste qu'il avouait et décrivait dans les termes mêmes par lesquels il s'appliquait à le démentir : *Je ne me présente pas à vous aujourd'hui comme un homme déjà accablé d'avance sous le poids des charges et des responsabilités, bien que, croyez-le, je les connaisse. Je ne viens pas ici en vous disant : « Eloignez de moi ce calice, je n'ai pas voulu cela, je n'ai pas demandé cela. » Si, si, j'ai demandé cela, et j'ai voulu cela, parce que cela, c'est la victoire de notre parti au sein d'une victoire républicaine². Blum allait se faire violence à lui-même, tenter une impossible mue : *Un homme nouveau doit surgir de moi*, avouait-il aux congressistes S.F.I.O.³. Trouverait-il en lui *la volonté, la substance d'un chef* ? Il n'en savait rien⁴. En juin 1938, il ne le saura toujours pas⁵.*

Car cet homme nouveau ne devait jamais naître. Celui qui allait prendre le pouvoir était bien plutôt Blum l'ancien : c'était le critique de la *Revue blanche*, l'esthète venu à la politique comme au plus passionnant des jeux de l'esprit ; c'était le néophyte amené par la fascinante contagion de Jaurès à un socialisme rassurant parce que censé naître de l'évolution pacifique des hommes et des choses ; c'était le grand bourgeois libéral, dernier représentant d'une brillante lignée de *debaters* parlementaires et admirateur des mœurs politiques anglaises ; c'était le juriste éminent, conseiller d'Etat

1. *Le Populaire*, édition spéciale, 4 mai 1936.

2. Conseil National S.F.I.O. du 10 mai 1936.

3. Discours au Congrès de Huyghens (30 mai-1^{er} juin 1936).

4. Discours du 6 septembre 1936, devant les socialistes de la Seine, à Luna-Park.

5. Discours au Congrès de Royan (4-7 juin 1938).

et avocat-conseil de grosses sociétés, rompu à considérer les problèmes sous leur seul aspect formel et juridique. Sur le champ de bataille de la lutte de classes, Blum allait, pendant un an, faire figure d'écartelé, avec, pour seule arme, une extraordinaire aptitude, sinon dans les actes, du moins dans le langage, à couvrir d'une séduisante dialectique, à la limite de la sincérité et de la mauvaise foi, ses oscillations et ses faiblesses. Il fuira, en fin de compte, le pouvoir, ou plus exactement la direction gouvernementale, incapable de soutenir plus longtemps la vue de son « calice ».

L'« expérience Blum » qui commence, ce ne sera ni le cartel social-patriote souhaité à Moscou ni la « transformation révolutionnaire » attendue par nous, qui devait libérer le peuple et lui éviter, tout à la fois, la honte du fascisme et les horreurs de la guerre, mais une tentative inédite de collaboration des classes et de relance économique, entreprise sous le signe du charme et du prestige personnels, par un imitateur — malheureux — du président Franklin Roosevelt.

Une mystique.

Le mythe Blum prend naissance le jeudi 13 février 1936. Ce soir-là, la voiture du leader S.F.I.O. se trouve arrêtée boulevard Saint-Germain par un cortège fasciste qui suit la dépouille mortelle de l'historien Jacques Bainville. Aux cris de « Blum à mort ! », un manifestant brise la lunette arrière de la voiture et, par un coup assez sérieux porté à la tête, confère au grand homme l'auréole du martyr. Le dimanche 16, nous déferlons, en signe de protestation, du Panthéon à la Bastille. Nous sommes, au bas mot, un demi-million. Marceau Pivert s'empresse d'affirmer que l'attentat et ses conséquences ont *puissamment renforcé les perspectives et les solutions que nous proposons obstinément au Parti*. Dans un sens, oui, puisque l'événement dérange les épousailles stalino-radicales. Mais ce n'est pas la « Gauche Révolutionnaire » qui en récoltera les

fruits. Nous avons contribué nous-mêmes à la sacralisation de Léon Blum. Sur l'initiative de Marceau, le Parti Socialiste consacre un film à l'attentat contre le chef vénéré, présenté comme un des *meilleurs serviteurs du peuple de France*, un des *meilleurs combattants pour le pain, pour la paix, pour la liberté*. Ses traits sont reproduits sur des panneaux gigantesques. Lorsque, au lendemain de sa présentation devant les Chambres, le 7 juin, il vient au Vélodrome d'Hiver, jurer au peuple de France de ne se jamais laisser déloger du pouvoir sans combat, une mise en scène extraordinaire salue son entrée. Des projecteurs sont braqués sur lui. Un orchestre joue *L'Internationale*. Les militants se métamorphosent en choristes. Les Jeunes Gardes en chemise bleue forment une double haie vibrante. Les fidèles scandent indéfiniment et à en perdre haleine : *Vive Blum ! ou Blum ! Blum !* L'artisan de ce culte est Marceau Pivert lui-même. Il croit aux techniques de propagande moderne. Il a fait la connaissance d'un hurluberlu dont le véritable nom est Serge Tchakhotine et qu'il introduit à la « Gauche Révolutionnaire » sous le pseudonyme de « Professeur Flamm ». Ce personnage a vécu en Allemagne. Il y a livré à la social-démocratie, qui, assure-t-il, n'a pas su s'en servir, le miraculeux symbole des trois flèches pourfendeuses de croix gammées. Il s'est mis à l'école du fascisme. Les hitlériens, selon lui, ont compris intuitivement la véritable nature de l'homme. La foule aspirerait à être violée. Il faut l'exciter par des « toxiques » visuels et sonores. Mussolini et Hitler ont employé ces artifices dans un but négatif, antihumain. Le socialisme doit répondre à ces armes « venimeuses » par des armes équivalentes et user contre le fascisme des mêmes méthodes d'« obsession provoquée¹ ». Marceau Pivert embauche le « professeur Flamm » au service du mythe Blum. Pendant le mois qui s'écoulera entre les élections triomphales et la prise effective du pouvoir par le gouver-

1. Cf. Professeur TCHAKHOTINE, *le Viol des foules par la propagande politique*, 1939, réédité en 1952.

nement de Front Populaire à direction socialiste, nous marcherons comme des somnambules et nous réagirons comme des drogués.

« *Exercice* » et « *conquête* ».

Au Congrès de la S.F.I.O. qui précéda immédiatement l'ouverture de l'« expérience », Blum eut la coquetterie de faire en sorte que s'assemblât autour de sa personne l'unanimité du Parti. Pour enjôler ses ouailles, et, tout particulièrement, la « Gauche Révolutionnaire », il dut mettre en œuvre une insurpassable dialectique.

Au centre de cette ratiocination il y avait le sempiternel problème du Pouvoir, dont les Pères de l'Eglise S.F.I.O. discutaient, depuis des années, avec autant de stérile ardeur que s'il se fût agi du sexe des anges. Selon la Révélation initiale, celle des congrès socialistes internationaux de 1900 et 1904, le socialisme ne devait pas participer au gouvernement dans la société bourgeoise. Mais, par la suite, Blum avait insidieusement tourné ce dogme. Il avait imaginé un subtil distinguo entre *l'exercice du pouvoir* et la *conquête révolutionnaire du pouvoir*. L'« exercice » ne serait qu'une simple « occupation » des organismes gouvernementaux. Le gouvernement socialiste se placerait dans la situation d'un gérant loyal qui s'efforcerait de tirer du régime le maximum de justice sociale compatible avec les institutions, mais qui ne pourrait porter la main sur elles et devrait toujours être prêt à les rendre en l'état où il les avait trouvées. Jamais, au grand jamais, les socialistes, une fois installés au gouvernement, n'en profiteraient pour transformer l'« exercice » en « conquête ». Ils étaient trop gentilshommes pour se permettre une telle « escroquerie ¹ ».

Mais, sous la pression de ses militants, la S.F.I.O. devait, après le 6 février, parler en langue plus déma-

1. Discours de Léon BLUM à la Bellevilloise, le 10 janvier 1926, cité par Colette AUDRY : *Léon Blum*, pp. 74-75.

gogique. Au Congrès de Toulouse de mai 1934, elle clai-ronna qu'une fois installé au pouvoir, le Parti, dominé par le sentiment de sa mission républicaine, ne pourrait se laisser enchaîner ou limiter par aucun plan ou par aucun programme. Et, au lendemain du Congrès de Mulhouse de 1935, Blum cessa, pour un temps, de considérer l'« exercice » et la « conquête » comme deux catégories étrangères l'une à l'autre, sans communication possible : le prolétariat n'avait intérêt, selon lui, à *exercer* le pouvoir que dans la mesure où il pouvait en user pour accélérer le rythme du mouvement politique qui conduisait à la *conquête*. A ce Congrès, le secrétaire-adjoint du Parti, Jean-Baptiste Séverac, avait décrit, avec encore plus de vivacité, le passage de l'« exercice » à la « conquête » : dès qu'un gouvernement prolétarien tenterait de prendre les premières mesures décisives dans la construction et l'édification de la société socialiste, il se heurterait à la force renaissante de la bourgeoisie abattue, mais non encore anéantie, et le prolétariat aurait alors besoin de toutes les forces de coercition de l'Etat pour abattre définitivement, pour anéantir complètement la classe vaincue, mais non encore détruite.

Mais, à la veille d'être intronisé, Blum, au Congrès de Huyghens, se replia prudemment sur l'ancien distinguo. A l'entendre, il y avait incompatibilité, de nouveau, entre l'« exercice » et la « conquête ». L'expérience qui commençait, c'était celle d'un exercice du pouvoir dans le cadre de la société capitaliste. Il fallait jouer la règle du jeu, ne pas abuser de la force qu'allait conférer la détention du pouvoir. On devait éviter à tout prix que les masses populaires ne confondent « exercice » et « conquête » et n'exigent une transformation révolutionnaire que le chevaleresque Parti Socialiste s'était défendu d'entreprendre.

La pilule n'était pas aisée à faire avaler aux militants, et notamment à notre « Gauche Révolutionnaire ». Car, bien entendu, nous ne nous faisons pas faute d'invoquer les autres textes théologiques, ceux qui reliaient, dans une dialectique révolutionnaire, l'« exercice » à

la « conquête ». Ce fut alors que Blum, au Congrès de Huyghens, joua le grand jeu destiné à forcer notre adhésion. Le problème que son « expérience » allait poser, c'était de savoir s'il était possible, par une action accomplie à l'intérieur du régime existant, de préparer, dans les esprits et dans les choses mêmes, l'avènement inévitable du régime socialiste, d'assurer un passage paisible, amiable entre l'un et l'autre. Ainsi l'idée de la liaison entre « exercice » et « conquête » était réintroduite, mais sous une forme hypothétique, dubitative.

Et, sur un ton larmoyant, où la mauvaise foi s'effaçait soudain devant la sincérité, Blum, en pleine victoire, annonçait déjà l'échec. Victime expiatoire offerte à l'avance aux coups de l'ennemi, il nous consolait, par anticipation, de l'effondrement de nos rêves en réchauffant notre foi socialiste à la vision d'un futur eschatologique. La salle, debout, l'acclama religieusement.

Mais cette argumentation spécieuse et quelque peu défaitiste ne pouvait troubler les cœurs que sous une forme orale, qu'à travers la voix de sirène qui la développait. Couchée sur le papier, elle était déjà moins soutenable. La perspective de l'échec n'a jamais galvanisé des militants. Aussi la motion offerte à Huyghens au vote unanime du Parti fut-elle rédigée en des termes assez différents : le Parti avait parfaitement conscience des réalités; il n'attendait pas de ses délégués au pouvoir la réalisation de sa doctrine et de son programme; mais l'avenir lui appartenait; il s'agissait seulement avec l'« expérience Blum » de « franchir une étape » au-delà de laquelle se profilait la marche vers *tout le pouvoir pour tout le socialisme*.

La « Gauche Révolutionnaire » était sur des charbons ardents. Elle se sentait empêtrée, une fois de plus, dans les contradictions qui l'avaient assaillie dès ses premiers pas. Dans la fièvre du triomphe, elle ne perdit pas entièrement son sang-froid. Elle n'était pas assez aveugle pour ne point déchiffrer dans le langage du chef prestigieux ses intentions véritables. Elle était assez clairvoyante pour prévoir qu'une « expérience » partant de telles prémices, était grosse, selon l'expression

que j'employais alors, d'« effroyables dangers ». Elle se souvenait, au surplus, de la triste manière dont en France, en 1924, un gouvernement radical à soutien socialiste, en Angleterre, en 1931, un gouvernement travailliste avaient buté contre le « mur d'argent » et cédé la place à une formation réactionnaire, dite d'« union nationale ». Et, pourtant, elle ne crut pas devoir fermer l'oreille à « certaines obligations tactiques ». Elle se persuada qu'il ne fallait ni présenter de fissures à l'adversaire, ni faire preuve d'un parti pris de critique systématique, que Léon Blum avait besoin d'une « autorité suffisante » et que seule la confiance de l'ensemble du Parti pouvait la lui conférer. Au Congrès de Huyghens, elle se rallia à la motion d'unanimité. Mais elle se trouva une justification supplémentaire. En politique, c'est à qui dupera l'autre. Elle crut habile d'exploiter à ses propres fins l'équivoque distinguo entre « exercice » et « conquête ». Elle était, certes, sans illusion aucune. Le pouvoir, elle en convenait, allait être exercé dans le régime bourgeois. Mais cet « exercice », elle le proclamait bien haut à l'avance, ne pouvait aboutir qu'à des palliatifs absolument insuffisants. Nous n'avions donc intérêt à exercer le pouvoir que dans la mesure où nous pourrions en user pour, preuves en main, accélérer le rythme de la marche vers la conquête du pouvoir et la transformation révolutionnaire. Ainsi, dès le début de l'« exercice », notre interprétation était aux antipodes de celle donnée par l'homme que nous déléguions au pouvoir. Il ne se fera pas faute, par la suite, de nous le rappeler ¹.

Tout est possible.

Nous avons une dernière excuse. La température populaire était montée à un degré tel que le passage de l'« exercice » à la « conquête » pouvait nous apparaître, en dépit de la casuistique blumiste, comme

1. Discours de Léon Blum au Congrès de Royan, 4-7 juin 1938.

imminent. Le distinguo allait être balayé. Nous nous installerions dans l'« expérience » pour, très vite, la déborder en prenant appui sur l'action directe des masses. Car, naïfs impénitents, nous ne pouvions écarter tout à fait un fol espoir : peut-être Blum ne s'en tenait-il à l'« exercice » qu'à l'usage externe, pour rassurer les radicaux, ménager le national-communisme, et nous suivrait-il pour peu que nous lui forcions la main...

Le 27 mai, écrivant dans *Le Populaire*, Marceau Pivert avait clamé que *tout était possible*¹ !

Dans les souvenirs qu'il écrira plus tard sur « ces heures exaltantes », Marceau ne se démentira point : *Oui, tout était possible ! Un prolétariat en pleine action, une paysannerie compréhensive, des intellectuels et des techniciens dévoués à la cause du peuple, des anciens combattants ardemment pacifistes et révolutionnaires, des petits boutiquiers empressés au service de la solidarité ouvrière, des hommes du rang, dans la police et dans l'armée, en absolue communion d'idées avec les combattants antifascistes, un mouvement syndical brusquement dressé sur ses jambes et se révélant à lui-même sa force, son efficacité, que n'avions-nous pas entre les mains ? Appuyé sur ces masses ferventes, Blum pouvait tout : aucune force parmi celles du grand capitalisme, du fascisme, de l'état-major, de l'Eglise, de la réaction n'aurait pu lui résister. S'il l'avait voulu, il n'avait qu'un mot à dire et des milices ouvrières et paysannes armées auraient surgi du sol jusque dans les moindres villages ; elles auraient protégé les conquêtes sociales, appuyé les grandes nationalisations, réduit à l'impuissance les trusts (...). Même l'influence stalinienne sur les centres industriels était à sa merci ; il n'avait qu'à ouvrir la voie, qu'à prendre la tête.*

Au Conseil National du 10 mai, le porte-parole de la « Gauche Révolutionnaire » avait littéralement adjuré Blum : *Nous avons confiance en vous. Nous savons que vous resterez toujours au service du peuple. Ecoutez ses aspirations, entendez ses cris, ses appels. Et s'il veut*

1. On trouvera cet article aux Annexes.

aller loin, restez toujours à sa tête. Se remémorant ce passé, Marceau Pivert commentera plus tard, avec aux lèvres, dira-t-il, un « goût d'amertume » : Mais il était Léon Blum. Il était trop « grand bourgeois », subtil, raffiné, pour devenir un chef révolutionnaire 1...

Un fil à la patte.

Léon Blum ne se contenta pas d'obtenir la caution de la « Gauche Révolutionnaire ». Il essaya de la neutraliser en offrant à son leader des fonctions officielles, sous l'astucieuse condition que leur détenteur conserverait son « droit de critique ». Marceau Pivert fut chargé, au secrétariat général de la Présidence du Conseil, du contrôle politique de la presse, de la radio et du cinéma, poste qui équivalait, sans le titre et sans participation aux délibérations gouvernementales, au portefeuille de l'Information. Notre chef de file, pressenti, consulta démocratiquement le Comité directeur de la « Gauche Révolutionnaire » : la « mission », après discussion, fut acceptée, moins une voix, par tous les présents. J'avais été le seul à voter contre². Nous nous étions laissé lier au gouvernement par un fil à la patte, erreur dont s'étaient gardés les staliniens. Comment pouvions-nous désormais, avec l'appui des masses, tenter de déborder tout à la fois l'« expérience Blum », le Front Populaire, le Parti Communiste ?

Blum « frappé au visage ».

Entre le triomphe électoral du 3 mai et son accession au pouvoir, le 4 juin, Blum avait perdu un temps précieux. A la commission administrative permanente du Parti Socialiste, le 6 mai, Marceau Pivert l'avait pour-

1. *Où va la France ?* cit.

2. Marceau PIVERT en a, depuis, témoigné : « Juin 1936 », *Revue Socialiste*, décembre 1952.

tant supplié d'agir « à toute vitesse ». Qu'il provoque la démission du ministère en exercice et se proclame immédiatement chef du gouvernement. Qu'il prenne sans tarder des mesures énergiques contre les grands féodaux capitalistes; qu'il prépare l'opinion, non seulement à accepter, mais à exiger, les nationalisations « à chaud », c'est-à-dire avec le concours de l'action directe des travailleurs; qu'il encourage publiquement toutes les initiatives en faveur du contrôle ouvrier et de la création de conseils d'usine, etc. Mais Léon Blum fit la sourde oreille. Les mesures de coercition lui répugnaient et il préférait ne pas créer une « situation délicate ». Il respecterait le jeu constitutionnel et attendrait que le Président de la République lui confie le pouvoir. C'était une partie qu'il fallait gagner par la patience et l'habileté. *En face d'un ennemi redoutable*, narre Marceau Pivert, *il manifestait une sorte d'élégance aristocratique de duelliste aux manchettes de dentelles. Il attendit donc un mois encore son installation à la présidence du conseil, un mois pendant lequel des privilégiés affolés prirent toutes sortes de dispositions de sécurité et firent passer en Suisse ou en Hollande quatre milliards de francs-or.* « Les sorties d'or ne m'impressionnent pas; l'or reviendra », répétait Blum, euphorique et impassible¹.

Le soir du 4 juin, l'élégiaque homme d'Etat avait enfin reçu l'investiture de l'Elysée. Mais il perdit encore deux jours et ce fut seulement le 6 qu'il lut devant le parlement la déclaration ministérielle. Cette fois, ce n'était plus Marceau Pivert qui s'alarmait de sa lenteur, mais M. Albert Lebrun et, derrière la marionnette présidentielle, le patronat. Il y avait de quoi. A travers tout le pays, les travailleurs étaient en grève, et ils occupaient les usines. Dans notre mensuel, *La Gauche Révolutionnaire*, René Lefeuvre, quelques mois plus tôt, observait que les travailleurs, dans divers pays, avaient trouvé une nouvelle forme d'action directe : la « grève

1. Marceau PIVERT, *Où va la France?* cit.; — compte rendu sténographique du Congrès S.F.I.O. de Marseille, 1937, p. 413.

sur le tas ». Ils l'avaient choisie eux-mêmes, en dehors et contre la bureaucratie syndicale, parce qu'ils estimaient à juste titre que ce moyen de pression serait plus sensible aux capitalistes que les simples grèves d'antan « dans le calme et la dignité¹ ». Au lendemain du 1^{er} mai, passant aux actes, les ouvriers de l'usine Bréguet, au Havre, avaient occupé les ateliers pour protester contre le licenciement de deux de leurs camarades qui avaient chômé la veille. Latécoère à Toulouse, Bloch à Courbevoie avaient suivi l'exemple. Le mouvement avait fait tache d'huile. Il avait pris très vite le caractère d'une vague de fond. Le pays que Blum s'appropriait à gouverner n'était déjà plus celui qui, quelques semaines plus tôt, avait porté le Front Populaire au pouvoir. Le rapport des forces sociales était bouleversé, nos vues luxembourgiennes sur le « mouvement autonome des masses » confirmées d'éclatante façon.

Cette grève générale, en effet, n'avait pas été ordonnée par les directions syndicales. Elle n'avait pas été manigancée, dans le secret d'une conspiration fractionnelle, par les staliniens, les « pivertistes » ou les trotskystes. Elle avait surgi spontanément de la conscience ouvrière et elle avait des mobiles élémentaires : la crise économique, d'une part, virulente jusqu'à la fin de 1935; d'autre part, les décrets-lois déflationnistes des gouvernements issus du 6 février qui avaient durement frappé les salariés. Les statistiques révélaient que plus d'un tiers des travailleurs recevaient un salaire « anormalement bas ». L'unité syndicale enfin scellée, l'arrivée au pouvoir d'un gouvernement populaire ouvrait à ces masses paupérisées la perspective d'un changement radical. De surplus, elles le savaient bien, le camarade Léon Blum ne ferait pas évacuer les usines occupées.

Le raisonnement du peuple était juste. Blum, au Congrès de Huyghens, se déclara *résolu à tout affronter, sauf une chose : une mésintelligence avec l'ensemble*

1. *La Gauche Révolutionnaire*, 25 février 1936.

de la classe ouvrière (...). Il lui semblait parfaitement naturel, surtout au sortir d'une longue période de misère et de souffrance, que la victoire remportée sur le terrain politique crée dans la classe ouvrière une impatience de voir réalisées les réformes mêmes que sa victoire politique lui permet d'escompter.

Mais, s'il eut la sagesse de ne pas user de la force contre les grévistes, Blum était loin d'être enchanté. Plus tard, il évoquera avec amertume *cette explosion sociale* qui, dès le départ, *était venue frapper au visage son gouvernement*¹. Quand, au Congrès de Huyghens, Marceau Pivert et Jean Zyromski lui présentèrent une motion de solidarité aux grévistes, cette proposition le laissa *soucieux et circonspect*². Habile courtier entre le capital et le travail, il allait s'efforcer, au grand soulagement du patronat, de ramener dans son lit le torrent populaire. Au procès de Riom, il s'expliquera sans ambages : *A ce moment, dans la bourgeoisie, et en particulier dans le monde patronal, on me considérait, on m'attendait, on m'espérait comme un sauveur. Les circonstances étaient si angoissantes, on était si près de quelque chose qui ressemblait à la guerre civile qu'on n'espérait plus que dans une sorte d'intervention providentielle; je veux dire l'arrivée au pouvoir d'un homme auquel on attribuait sur la classe ouvrière un pouvoir suffisant de persuasion pour qu'il lui fit entendre raison et qu'il la décidât à ne pas user, à ne pas abuser de sa force (...).* Son devoir apparut à Léon Blum *clair, impérieux* : éviter la guerre civile entre patrons et ouvriers³.

L'après-midi du 7 juin, le Président du conseil réunit, autour d'un tapis vert, les délégués de la Confédération Générale du Patronat et ceux de la C.G.T. Dans la nuit du 7 au 8, en grande hâte, les « accords Matignon » étaient bâclés et signés. Ils apportaient aux travailleurs la reconnaissance du droit syndical, le principe des contrats collectifs, l'institution de délégués ouvriers élus,

1. Léon Blum devant la Cour de Riom, 1945.

2. Commentaire parlant de Marceau PIVERT au film *Contre le courant*, novembre 1938.

3. Maurice RIBET, *Le Procès de Riom*, 1945, p. 167.

enfin un rajustement de salaires allant de 7 pour 100 à 15 pour 100 pour les catégories les plus défavorisées. Le patronat, trop heureux de s'en tirer à si bon compte, ne marchandait point sa signature. Tambour battant, Blum fit entériner par les Chambres conventions collectives et délégués du personnel, pour y ajouter deux nouveaux dons de joyeux avènement : la semaine de quarante heures, les congés payés.

Savoir terminer une grève.

Tout ce lest précipitamment jeté ne suffit pas à muse-ler le géant populaire. Il avait soudain pris conscience de sa force colossale et hésitait à mettre bas les armes. Au cours de deux réunions successives, les 9 et 11 juin, les délégués des ouvriers métallurgistes, en dépit des efforts conciliateurs de leur direction syndicale, estimèrent insuffisantes les concessions patronales et décidèrent de poursuivre la grève jusqu'à la satisfaction de toutes leurs revendications. Le bruit courut qu'ils allaient sortir en masse des usines et descendre sur la capitale. Bien qu'encore confuse, l'idée germa dans leur conscience de remettre en route les usines à leur profit exclusif. Mais ces vellétés d'appropriation collective et d'exploitation directe ne furent pas formulées clairement. Les résolutions adoptées se réduisirent finalement à un appel à la réquisition et à la remise en marche des entreprises sous autorité gouvernementale¹.

Pour ma part, à l'aube du 12 juin, je ressentis dans les tripes une sorte d'angoisse. Le mouvement était arrivé à un point critique. En prévision de troubles, le gouvernement acheminait des pelotons de gardes mobiles vers la région parisienne. Faute d'objectifs révolutionnaires clairement exprimés, les occupants risquaient de se fourvoyer dans une impasse. La paralysie de la production et du ravitaillement allait avoir sur leurs conditions d'existence l'effet d'un boomerang.

1. Jacques DANOS et Marcel GIBELIN, *Juin 36*, 1952, p. 165-166.

Déjà le combustible manquait à certaines entreprises où, le patronat ayant cédé sur toute la ligne, la reprise du travail avait été décidée. Jusqu'à ce jour, les classes moyennes s'étaient solidarisées avec les grévistes. Mais le malaise économique qu'entraînerait une prolongation de la lutte ne risquait-il pas de les retourner et d'être mis à profit par les provocateurs fascistes ? De tout évidence, nous ne pouvions plus piétiner. Nous avions été trop loin ou pas assez loin.

Pour les staliniens, c'était, bien entendu : trop loin. Dès le 29 mai, Gitton avait répondu à Marceau Pivert : *Non ! tout n'est pas possible. Et de dénoncer les tentatives faites par nos pires ennemis et aussi par les trotskystes pour essayer de nous entraîner à des actes inconsidérés (...)*¹. Achetant le journal, le matin du 12 juin, j'y lus que Maurice Thorez, la veille au soir, au gymnase Jean-Jaurès, avait donné le signal du repli : *Il faut savoir terminer une grève*. Au même moment, le gouvernement faisait saisir le journal des trotskystes : *La Lutte Ouvrière*, qui titrait sur la largeur de sa première page : « Dans les usines et la rue, le pouvoir aux ouvriers ! » Un mois plus tard, l'un de nous, Michel Collinet, critiqua vivement, dans une « tribune libre » du *Populaire*, non seulement les déclarations arrachées par le Sénat au ministre de l'Intérieur Roger Salengro contre les occupations d'usines, mais aussi leur mise à l'index par les communistes. Jacques Duclos somma derechef le Parti Socialiste de désavouer publiquement l'article subversif².

Nous avons manqué le coche.

Tout au long de la bataille sociale, la « Gauche Révolutionnaire » avait témoigné une solidarité active aux grévistes. Marceau Pivert avait fait voter à l'unanimité par le Congrès de Huyghens une motion saluant le grand

1. *L'Humanité*, 29 mai 1936.

2. *Le Populaire* du 16 juillet, — *L'Humanité* du 17 juillet 1936.

mouvement revendicatif, et soutenu que l'action directe de la classe ouvrière, loin de desservir le gouvernement, allait l'aider à briser toutes les résistances. Il avait multiplié ses visites aux usines et grands magasins occupés, haranguant avec flamme les travailleurs. Mais toute son éloquence fraternelle ne pouvait effacer le handicap initial : il appartenait à l'équipe gouvernementale; ses apparitions étaient celles d'un personnage consulaire apportant le salut d'en haut. Mais ce boulet au pied ne fut pas l'unique ni peut-être même l'essentielle raison de notre carence, raison que voici : la plupart des membres de la « G.R. », de par leur origine sociale ou leur profession, ne purent jouer le rôle d'un ferment révolutionnaire inséré dans les masses, issu d'elles, faisant corps avec elles. Notre organisation sur le lieu du travail était, à cette époque, rudimentaire. Il nous fut impossible de rivaliser avec les délégués ouvriers communistes, hommes du rang, et quand ceux-ci prêchèrent la reprise du travail, les nôtres ne furent pas qualifiés pour pousser à la continuation de la lutte.

Nous avions, pourtant, beaucoup d'atouts en main. Les minuscules sectes, trotskystes ou anarchistes, étaient condamnées à l'impuissance. L'admirable article de Trotsky : « La révolution française a commencé », paru dans le numéro saisi de la *Lutte ouvrière*, ne fut lu que par un quarteron d'initiés. Si nous avions vraiment rempli notre mission au sein du mouvement populaire, nous disposions, nous, d'autres moyens de nous faire entendre. Le stalinisme n'avait pas encore consolidé son empire sur les millions de nouveaux syndiqués et nous eussions pu entrer en compétition avec lui. Les masses en grève, sans doute, n'étaient pas révolutionnaires de façon consciente. Elles étaient poussées par des mobiles d'ordre immédiat : pain et dignité humaine. Sans doute aussi, les travailleurs français revenaient-ils de loin : ils avaient derrière eux de longues années de division, d'impuissance, d'inorganisation, de désaffection à l'égard des syndicats et des partis, et les jeunes une totale ignorance de l'action économique ou politique. Mais, même aveugle ou, pour le

moins confus, le comportement des masses était révolutionnaire en ce qu'il rompait avec l'ordre établi. Comme nous l'avions déclaré solennellement le 15 juin 1936 : *En réalité la grève généralisée pose la question même de l'existence du capitalisme que tous les partis du Front Populaire ont cherché à esquiver.* C'était donc à nous d'aider les travailleurs à passer de l'inconscience ou de la demi-conscience à la pleine conscience. En Juin 36, nous avons manqué le coche de l'Histoire. Comme le dira Marceau Pivert : *La révolution prolétarienne passait à portée de nos mains : nous n'avons pas su la saisir*¹.

Un « soviet » en banlieue.

De Juin 36, j'ai gardé une double vision : une vision d'ensemble, celle d'un membre du comité directeur de la « Gauche Révolutionnaire » ; une vision fragmentaire, locale, celle d'un responsable du Comité syndical des Lilas. Après la première vision — un peu aérienne — je dois au lecteur la seconde — la proche, la vivante.

A l'origine, les Comités de Propagande et d'Action syndicales avaient été créés dans la banlieue parisienne pour affirmer la présence de la C.G.T. dans les localités. Ils étaient des parents pauvres, sans existence statutaire, sans représentation aux échelons supérieurs, sans voix délibérative. Simples organes d'exécution, ramifications locales de l'Union des Syndicats de la Région parisienne, ils avaient à appliquer les consignes qui leur étaient transmises d'en haut. Leur rôle se bornait à une propagande générale en faveur du syndicalisme, au recrutement syndical dans les petites entreprises que ne pouvaient toucher directement les divers syndicats. Mais l'adhésion d'un nouveau membre, aussitôt obtenue, était transmise au syndicat compétent et, dès ce moment, le Comité local n'avait plus aucun lien organi-

1. Commentaire au film *Contre le Courant*, cit.

que avec l'adhérent : il ne pouvait prélever sur lui aucune cotisation syndicale. En temps de « paix » et d'effectifs squelettiques, les comités locaux végétaient dans un demi-sommeil. En ce temps de « guerre » et d'afflux massif des postulants, le Comité local eut soudain une tâche immense à remplir. Les responsables des syndicats étant débordés, accaparés par mille tâches, c'était le Comité local, le plus souvent, qui prenait contact avec l'entreprise en grève, recueillait les bulletins d'adhésion du personnel, aidait le comité de grève à engager des pourparlers avec le patron, organisait le ravitaillement et les loisirs des « occupants », négociait, au nom de la C.G.T., avec les pouvoirs publics (municipalité, police), prenait l'initiative de grands meetings et de fêtes, publiait un petit journal de lutte et d'éducation ouvrière, etc.

Quelques mois avant Juin 36, je m'étais mis à la disposition du Comité local des Lilas, en ma qualité de correcteur syndiqué, afin de consacrer au syndicalisme une part de mon activité militante. Le camarade Morin, ouvrier du bâtiment de tendances libertaires, assumait alors, en brave homme qu'il était, le secrétariat du Comité et je lui fus adjoint. Les dirigeants d'alors de l'Union des Syndicats, le vieux Gaston Guiraud et le jeune Robert Lefèvre, m'encourageaient, me facilitaient la tâche. Quand éclata la grande bagarre sociale, Morin, trop peu résistant pour soutenir une besogne aussi écrasante, et fort tiède, aussi, à la perspective d'avoir à se frotter quotidiennement aux staliniens, passa la main. Et je devins, assisté de quelques camarades dévoués, le responsable d'un organisme dont les événements et nos tendances personnelles firent assez vite un petit « soviét ». Notre bureau était installé dans une salle municipale, située en sous-sol derrière le corps du bâtiment principal de la mairie des Lilas. Ainsi hébergés officiellement au cœur de la commune, il nous fut facile de devenir un centre de ralliement, et bientôt un second pouvoir communal, se mesurant avec le premier.

Presque chaque matin, je suis éveillé avant l'aube.

Des coups puissants ébranlent ma porte. Qu'est-ce encore ?

— Viens vite ! Il y a une nouvelle boîte en grève. C'est chez X !

Je m'habille en hâte. Cette fois, l'entreprise qui a « débrayé » est une toute petite manufacture d'articles en caoutchouc. Elle n'emploie que des femmes, dans une atmosphère qui, la veille encore, devait être paternaliste. Mais, ce matin, le patron et son épouse, apeurés, se sont retranchés dans leur minuscule bureau : les ouvrières en blouse blanche, calmes, sûres d'elles, parcourent les couloirs. Elles se sont réparties les tâches : élection d'une délégation, piquet de grève, drapeau hissé à l'entrée. Sans transition, sans hésitation, elles ont passé de leur ancienne fonction d'esclaves à leur nouveau rôle de souveraines populaires. Quelque chose dans leur vie, dans leur âme, a changé pour toujours.

Nous avons organisé nous-mêmes le ravitaillement des usines en grève, emprunté des voitures à bras avec lesquelles nous avons collecté chez les commerçants de l'alimentation les dons les plus divers. Et quand, dans l'allégresse générale, la grève est enfin gagnée, nous chargeons sur nos attelages les sacs de pommes de terre, les provisions en rabiote et nous partons en cortège, à travers les rues de la petite ville, chantant, criant et blaguant, pour ravitailler une autre entreprise où les gars sont encore en lutte. Quand nous arrivons, ils nous font fête. Les boutiquiers, les passants nous saluent et applaudissent.

Chez Fradet, une fabrique de jouets, tout le personnel est féminin, à l'exception d'un ouvrier, grand gaillard, bon enfant et embarrassé par ses formes herculéennes. Comme il est le seul mâle, c'est lui qui prend en main l'organisation de la grève et le recrutement syndical. Mais la direction est opiniâtre. L'« occupation » dure plusieurs semaines. Les femmes résistent. Elles ont établi un tour de roulement. Un tiers environ garde les ateliers, tandis que les deux autres vont se retremper dans leurs foyers. La lutte s'éternisant, les ouvrières

ont les nerfs à fleur de peau. Depuis quelques jours, je les vois tendues, faisant effort pour se maîtriser. Un jour, une fille qui porte une pile d'assiettes en heurte par mégarde une seconde, occupée à une autre corvée alimentaire. L'orage, qui couvait, éclate. Les deux filles s'injurient, en viennent aux mains. Et soudain, par un fantastique phénomène d'hystérie collective, toutes les femmes entrent dans la mêlée. Cris, horions, vaisselle cassée, larmes. A ce moment, tout à fait par hasard, je fais mon entrée. La fureur est telle que je passe inaperçu. Secondé par l'athlète, j'essaie de séparer les combattantes, j'écope quelques coups. Et soudain, comme par enchantement, le calme revient. La crise est passée. Les femmes s'affairent à réparer les dégâts sur leurs personnes aussi bien que sur le matériel, et, à mon adresse, elles se confondent en excuses. Dès le lendemain, s'étant cotisées à mon insu, elles offriront à ma femme des layettes destinées à notre futur enfant.

Un sigle magique : C.G.T.

Sur la place, non loin de notre local, le chantier du métro Mairie des Lilas est livré à de jeunes terrassiers à la puissante musculature, aux larges pantalons de velours. Je m'étais retenu de frayer avec eux, appréhendant leur indifférence à l'égard des syndicats, et aussi trop intimidé par leur rude prestance pour oser les interpeller. Miracle : voici qu'ils se mettent en grève à leur tour, arborent le drapeau rouge. Le bras ceint de mon brassard, rouge lui aussi, je me trouve soudain un des leurs, mêlé à eux, fraternisant avec eux. Et, pour eux, le fils de bourgeois attiré par les jeunes ouvriers que j'avais été naguère devient, aujourd'hui, par la force des choses, plus qu'un frère : je représente, en effet, à leurs yeux une puissance ascendante, providentielle, l'image d'eux-mêmes multipliée à des millions d'exemplaires : la C.G.T.

Quand les coiffeurs en grève mettent à mal des

« jaunes » qui continuent à manier le ciseau et le peigne, le commissaire de police des Lilas, flanqué de quelques sbires, fait mine de les disperser. Mais dès qu'il me voit surgir avec mon brassard et que je décline mon titre magique : la C.G.T., il rougit, balbutie, se confond en excuses, se retire. Le maire des Lilas, Eugène Decros, vieillard pontifiant, hostile d'abord, réticent ensuite, me témoigne une considération qui augmente à vue d'œil. Il me mande dans son bureau et, avec une déférence qui me laisse pantois, m'adjure d'intervenir auprès du syndicat compétent pour que l'entreprise Kalker, qui a repris le travail après la victoire ouvrière, puisse être favorisée d'une livraison de mazout.

Avons-nous pleine conscience de la force qui est la nôtre ? La petite bourgeoisie est neutralisée ou acquise. Les politiciens tremblent. Les fascistes se sont terrés comme par enchantement. Les autorités sont à nos pieds. Un nouveau pouvoir s'ébauche. Une révolution commence. Beaucoup, qui n'avaient que le mot « révolution » à la bouche quand elle était encore lointaine, ne la reconnaissent plus quand elle est là.

Les vieux syndicalistes révolutionnaires à la Morin, qui ont en poche leur carte syndicale depuis des dizaines d'années, font grise mine aux millions de nouvelles recrues, à ces maudits « inorganisés » d'un passé trop récent, à qui ils ne pardonnent point d'avoir tant attendu pour trouver le chemin du syndicat. Attitude absurde, mesquine, stérile et qui fera, en fin de compte, le jeu de la « colonisation » stalinienne.

Les militants majoritaires de la section S.F.I.O. ne sont pas plus clairvoyants. Certes, ils inscrivent, à l'instar de la petite bourgeoisie boutiquière, leur obole sur les listes de souscription qui circulent en faveur des grévistes. Mais leur incompréhension du gigantesque mouvement est totale. Les travailleurs ne sont pas « gentils », pas « raisonnables » d'avoir jeté ces grèves dans les pattes de notre camarade Léon Blum. Ce sont, une fois de plus, les bolcheviks, qui, par leurs perfides manigances souterraines, essaient de mettre en échec le so-

cialisme. Même ceux des militants de la section qui ont adhéré à la « Gauche Révolutionnaire » semblent sous-estimer l'importance de la bataille, ne s'insèrent pas dans la lutte, la regardent de haut, de loin, s'obstinant à dédaigner le syndicalisme qui, pour eux, n'est que l'« école primaire » du socialisme.

La colonisation stalinienne.

Les staliniens mettent à profit cette carence et se hâtent de tisser, au sein du mouvement des masses, un puissant réseau fractionnel. Ils réussissent très vite à happer dans leurs filets les jeunes ouvriers qui viennent de découvrir le syndicalisme et qui, dans les comités de grève, se sont soudain révélés des meneurs d'hommes; cette merveilleuse matière première humaine, vierge, riche en potentialités immenses, ils la transforment, au nom d'une « discipline » que le travailleur respecte car elle a permis sa libération, en automates au service d'une église rigide. A ces pousses fraîchement écloses et gonflées de sève, capables d'initiative créatrice, on fait seulement exécuter des consignes. La méthode inverse eût permis — permettra un jour — de renouveler le monde.

Au sein du Comité local, les émissaires du Parti Communiste ne tardent pas à mener un travail de sape contre une direction dont le seul tort, à leurs yeux, est de n'être pas stalinienne. Peu à peu, lorsque de nouvelles grèves éclatent, les responsables des syndicats de métier (tous communistes) évincent purement et simplement les représentants du Comité local et, par contre, invitent des députés communistes à discourir devant les grévistes. Des militants sont semoncés, contraints même à démissionner, parce qu'ils se sont montrés trop bienveillants à notre égard. Quand nous sommes soumis à réélection, la « fraction » indique en sous-main les noms des candidats à biffer.

En séance, on psalmodie, la main sur le cœur : « Unir ! Unir ! Unir ! » Mais dans la coulisse on mur-

mure le vocable infamant : « trotskyste ». Dans l'Union des Syndicats de la Région Parisienne, il se chuchote que quelques comités locaux sont « indésirables », par exemple celui des Lilas. La « colonisation » stalinienne étend peu à peu ses tentacules, accapare tout, absorbe tout, élimine systématiquement les réfractaires. La C.G.T. tend de plus en plus à se confondre avec le Parti Communiste. Et cette mainmise sur les syndicats n'a pas pour objectif le développement de l'action révolutionnaire, le dépassement de Juin 36, mais, tout au contraire, la *paix sociale*, le « Front des Français », à travers lesquels les travailleurs, désarmés, vont perdre la majeure partie de leurs conquêtes.

J'essaierai longtemps de me cramponner, de faire face à mes adversaires de tendance. Non point par naïveté, ni par complaisance, mais parce que des liens d'amitié et d'estime, nés dans la bataille menée ensemble, m'attachent à beaucoup de jeunes communistes des entreprises lilasiennes. Le 16 février 1937, je réussirai à organiser, au « Ciné-Magic », une grande soirée au profit des chômeurs locaux. Devant une salle comble et vibrante, je ferai passer sur l'écran un film documentaire pris sur le vif, par les soins de la C.G.T., dans les usines en grève. Les spectateurs qui, pour la première fois, s'aperçoivent qu'ils sont en même temps acteurs, se reconnaîtront et s'acclameront eux-mêmes avec allégresse. Ensuite, comme il faudra doser les tendances, je ferai haranguer la foule, à tour de rôle, par le réformiste René Belin et le stalinien Eugène Hénaff.

Mais la situation de secrétaire d'un comité local, à qui est interdite toute fonction d'orientation et qui ne peut être qu'un organe d'exécution, deviendra, sous la houlette stalinienne, vite intenable. Et, le 24 novembre 1937, au cours d'une assemblée générale convoquée spécialement à cet effet, je démissionnerai avec éclat, en même temps que huit autres membres de notre commission exécutive, non sans avoir, au préalable, vidé mon sac, défoulé tout ce que nous avions sur le cœur, stigmatisé, sans mâcher nos mots, la « colonisation » de la C.G.T.

Examen de conscience.

C'est à mon tour de faire sur Juin 36 un examen de conscience. Dans ma modeste sphère d'activité, au Comité intersyndical des Lilas, je me suis gardé de *politiser* les grèves. Je ne croyais pas possible, en adoptant une attitude intéressée, de gagner la confiance des masses ouvrières qui déferlaient vers les syndicats. Il eût été contraire à ma nature et, au surplus, aussi malhonnête que maladroit de profiter d'une fonction syndicale pour faire du battage en faveur du Parti, ou de la tendance, à laquelle j'appartenais. J'ai respecté scrupuleusement l'indépendance du syndicalisme et les travailleurs dont j'avais la charge n'ont jamais eu l'occasion de suspecter mes intentions ou mes propos. Mon seul écart — sur lequel sautèrent les staliniens — fut, une fois, de patronner des « Jeunesses Syndicalistes », de tendances libertaires.

Par contre, si j'ai évité la « politique » au sens vulgaire du terme, j'ai essayé, dans la faible mesure de mes moyens, d'orienter les grèves vers une issue révolutionnaire. J'ai essayé de faire de chaque entreprise un petit bastion de résistance, de notre Comité local un embryon du « nouveau pouvoir ». Dans les éditoriaux de notre minuscule journal mensuel, *La Voix des usines des Lilas*, je n'ai cessé d'exhorter nos lecteurs à consolider leurs conquêtes, à ne pas tomber dans le piège de la paix sociale, à ne pas mettre bas les armes, à ne pas oublier que l'ennemi de classe était à terre, mais non vaincu, que si un coup décisif avait été porté au droit divin du patronat, la condition ouvrière n'était pas abolie.

Cependant mon poste syndical m'enfermait dans une contradiction, dont je n'ai pas toujours pu ou su m'évader. Négocier avec les patrons, signer des accords mettant fin aux grèves quand les revendications essentielles étaient satisfaites, n'était-ce pas, dans une certaine mesure, conclure des accords Matignon à l'échelle locale ? N'était-ce pas, à mon tour, ramener le

torrent dans son lit ? A plus longue échéance, aider les travailleurs à conquérir, *sans plus*, les congés payés, les quarante heures avec, pour corollaire, l'organisation des loisirs, la culture et le tourisme populaires, n'était-ce pas émousser le tranchant de leur lame ? Enfin, les nouvelles recrues qu'en si grand nombre j'introduisais dans le syndicalisme, j'acceptais de les perdre aussitôt après les avoir conquises. Je les ventilais, pour les livrer, car tel était un des devoirs de ma fonction, aux appareils bureaucratiques des divers syndicats, qui allaient, eux, s'empressez de canaliser, puis de briser leur élan.

Lorsque les premiers symptômes se manifestèrent d'une lutte sourde entre les « colonisateurs » et la vieille garde de Jouhaux, je ne pus éviter, car il n'existait pas encore sur le plan syndical de troisième force, de m'appuyer, dans une certaine mesure, sur les réformistes contre les staliniens : au meeting du Magic-Ciné, sur Belin contre Hénaff¹. C'était jouer Charybde contre Scylla. Situation intenable, à laquelle j'eus hâte de mettre fin.

De cette expérience, je devais tirer, en définitive, une leçon. Mais avec un certain retard. Mais trop tard. Car, à ce moment, le raz de marée aura depuis longtemps reflué. Dans le feu de la lutte, je n'avais guère eu le temps de méditer, ou peut-être même de lire, le lumineux article de Trotsky qui parut le 12 juin 1936, dans le numéro, saisi, de la *Lutte ouvrière*. Le « Vieux » invoquait le précédent historique des soviets de députés ouvriers. D'atelier en atelier, d'usine en usine, de quartier en quartier, de ville en ville, il appelait les comités ouvriers à établir entre eux une liaison étroite, pour aboutir à un congrès de tous les comités de France. Tel était le nouvel ordre qui devait remplacer l'actuelle anarchie.

1. L'hebdomadaire réformiste de combat contre la colonisation stalinienne, *Syndicats*, parut à partir d'octobre 1936. Plus tard, une « troisième force » se manifesta sur le plan syndical : le *Cercle Syndicaliste Lutte de classes*. Mais elle demeura une minorité relativement faible, bien qu'agissante.

Ces liaisons *latérales* en vue d'un organisme fédérateur, nous avions négligé de les établir au Comité des Lilas. Nous n'avions emprunté que la voie verticale, la voie hiérarchique. Nous avions joué trop scrupuleusement le jeu de la légalité syndicale. Nous n'avions pas osé lui substituer un embryon de légalité nouvelle : celle des « soviets ». Dix-huit mois s'écouleront avant que la réflexion et le recul me permettent de mûrir, puis de rédiger, un *mea culpa* ¹.

L'expérience de Juin 36 avait été pour nous une leçon un peu humiliante, mais salutaire. Le brusque essor des masses nous avait pris 'au dépourvu. Nous avions été débordés. Malgré des improvisations merveilleuses, dont le mérite revenait à l'instinct de classe, à l'ingéniosité des travailleurs, il avait manqué, à l'heure décisive, l'essentiel : une coordination entre les divers éléments en lutte, une direction d'ensemble de la bataille. Et ce fut pourquoi les organisations traditionnelles, s'étant enfin ressaisies, purent aussi facilement museler la classe. Comment, à l'avenir, éviter de répéter les fautes commises ? Ce que nous avons appris, c'était que les structures essentiellement *corporatives* de l'organisation syndicale, indispensables en période « normale » pour la défense des intérêts professionnels immédiats des travailleurs, ne suffisaient plus en période de lutte généralisée. D'abord, parce qu'en de tels instants, le moteur du mouvement doit être *à la base* : or dans les syndicats la pression de la base risque d'être passablement amortie par la forte armature bureaucratique ; ensuite, parce que les cloisonnements corporatifs deviennent, dans une situation révolutionnaire, autant d'entraves et que ce qui compte alors, c'est la combinaison de toutes les forces ouvrières, tendues, au-dessus de tout particularisme corporatif, vers un but unique.

C'est pourquoi il me semblait, qu'au cours d'un « deuxième round » social, les comités intersyndicaux

1. D. G., « Une révolution ne s'improvise pas », *Les Cahiers Rouges*, février 1938.

locaux pourraient jouer un rôle infiniment plus important que celui dans lequel les enfermaient les statuts cégétistes. Parce que mieux adaptés aux exigences de la lutte, ils feraient éclater leur cadre constitutionnel et se hisseraient au premier plan. De même que les entreprises enverraient des délégués à chaque comité local (comme nous l'avions pratiqué aux Lilas), à leur tour les comités locaux éliraient des délégués à un Conseil central des délégués ouvriers de la région parisienne.

A la recherche d'un pouvoir révolutionnaire.

Cette représentation ouvrière serait-elle exclusivement *syndicale* ? Laisserait-elle de côté les partis qui se réclament de la classe ouvrière ? Aux heures de crise, le formalisme perd de son importance. L'organisation la plus efficace est celle qui fait preuve du maximum de souplesse. Chaque comité intersyndical pourrait fort bien s'adjoindre les représentants locaux des partis ouvriers. Et, m'adressant, en conclusion, à mes camarades de la « G.R. », j'insistais — dans une intention de critique rétrospective — sur les devoirs qui incomberaient à des socialistes révolutionnaires dans les divers rouages du « nouveau pouvoir ».

Marceau Pivert, lorsqu'il écrira plus tard ses souvenirs, conclura parallèlement : *Il n'y avait pas d'organisation spécifiquement révolutionnaire, sachant agir résolument, rapidement, méthodiquement. C'est cet élément décisif qui a fait défaut en Juin 36*¹.

Quelle « organisation révolutionnaire » ? Lorsque notre Parti Socialiste Ouvrier et Paysan (P.S.O.P.) sera fondé en juillet 1938, Marceau invitera les travailleurs à créer des comités de base, ébauches d'un *futur pouvoir révolutionnaire*, à la découverte duquel notre Parti voudra seulement les *préparer*². Mais dans

1. *Où va la France ? op. cit.*

2. *Juin 36, 22 juillet 1938.*

une lettre à Trotsky, au début de 1939, notre chef de file emploiera une formule moins claire : il présentera le P.S.O.P. comme l'instrument de libération qui avait fait défaut en Juin 36¹.

Une précision est donc ici nécessaire afin de dissiper toute équivoque — une équivoque dont Marceau Pivert n'est pas responsable, mais Lénine et Trotsky, car ce sont eux qui ont confondu deux notions peu compatibles : le pouvoir des soviets et celui de l'« avant-garde dirigeante ». L'absent de Juin 36, ce n'était pas, je le crois, une direction autoritaire, émanant d'une fraction ou d'une secte, mais une direction socialiste libertaire, issue en droite ligne des usines occupées. Le péché de la « Gauche Révolutionnaire », ce ne fut pas tant d'avoir été incapable, dans son impréparation, de se transformer en un « parti révolutionnaire » du type léniniste ou trotskyste, mais de n'avoir pas su, ou pu, *aider* la classe à trouver, face à l'imposture du Front Populaire n° 1, sa forme propre de pouvoir.

1. Lettre du 26 janvier 1939.

ACTE II

Le Reflux

(1937-1938)

UN GOUVERNEMENT DÉBILE — HARO SUR LES GRÈVES — APPRIVOISER LES CAPITAUX ? — LES CLASSES MOYENNES TRINQUENT — PAS DE « SOUFFLE RÉPUBLICAIN » — UN PARTI SE CONFOND AVEC LE POUVOIR — NOUS CAUTIONNONS NOS MINISTRES — DU PACIFISME AU SOCIAL-PATRIOTISME — BLOCUS DE L'ESPAGNE — NOUS DEVENONS GÉNANTS — LE SANG COULE A CLICHY — SANCTIONS CONTRE NOS JEUNES — UNE SCISSION PRÉMATURÉE — LE MIRAGE DE L'« AVENANT » — FINALY TOMBE LE PREMIER — BLUM DÉSERTE — LE LUGUBRE CONGRÈS DE MARSEILLE — UN BOULET AU PIED — STALINE ÉTRANGLE LA RÉVOLUTION ESPAGNOLE — LES PROCÈS DE MOSCOU — ON NE TIENT PAS PAROLE AUX COLONISÉS — SEUL A LA COMMISSION COLONIALE — EXÉCUTION D'UNE BREBIS GALEUSE — UNE SOIRÉE MÉMORABLE — BLUM CHAMPION DE L'UNION NATIONALE — AU CŒUR DU « DEUXIÈME ROUND » — BLUM A REPRIS LE POUVOIR — A BAS LE SÉNAT ! — BLUM TOMBE POUR LA SECONDE FOIS.

UNE révolution qui cesse d'avancer est condamnée à refluer. En incitant les combattants de Juin 36 à ne pas pousser plus loin leur victoire, en jetant sur les grèves avec occupation (à défaut d'un recours à la force publique qui se produisit, épisodiquement, un peu plus tard) une sorte d'interdit moral, en prônant la « paix sociale », l'« unité française », les Blum, les Thorez, les Jouhaux, chacun à sa façon et tous ensemble, ont désarmé la classe ouvrière. Ils l'ont livrée, pieds et poings liés, à un adversaire impatient de prendre sa revanche. Comme le dira Marceau Pivert : *Un moment désarçonné par ce choc imprévu, le capitalisme reprend vite conscience, d'autant qu'il s'aperçoit qu'il a devant lui des adversaires peu disposés au combat*¹.

Un gouvernement débile.

Mais, de toutes les erreurs commises, la plus néfaste fut de faire accroire aux travailleurs que le gouvernement de Front Populaire à direction socialiste et active participation radicale était, en quelque sorte,

1. Commentaire au film *Contre le courant*, cit.

leur gouvernement. Comme l'a souligné Trotsky, les ouvriers furent incapables de reconnaître l'ennemi, car on l'avait déguisé en ami. Leurs chefs entourèrent le pouvoir bourgeois d'un écran qui dissimula sa véritable nature, le rendit méconnaissable, donc invulnérable. Marceau Pivert conviendra, à son tour, que la notion permanente de l'Etat, de sa structure, de ses fonctions, de ses appareils administratifs, policiers, judiciaires, n'avait pas été clairement perçue, ni en haut ni en bas. Parce que des leaders « prestigieux » s'étaient installés dans un certain nombre de bureaux ministériels, l'illusion fut répandue que cet Etat n'était plus un Etat de classe, mais un Etat providentiel. Pourquoi, disait-on aux foules, vous obstiner à vouloir vous sauver vous-mêmes, puisque le gouvernement à direction socialiste s'apprête à faire votre bonheur ? Soyez donc bien sages, attendez, patientez, abstenez-vous de gêner, par des réflexes immodérés, le grand camarade qui va faire pleuvoir sur vous ses bienfaits. Ainsi les masses ont-elles été détournées de se sauver elles-mêmes, de dépasser le stade d'une grève générale purement revendicative, de rechercher leur forme spécifique de pouvoir. Ainsi la révolution qui venait de commencer s'est-elle trouvée freinée, arrêtée, finalement « confisquée¹ ».

Ce gouvernement providentiel sera, en réalité, un gouvernement débile. Ecartelé entre des masses encore relativement turbulentes (malgré tous les appels à la « concorde » lancés à leur seule adresse) et un patronat décidé à sabrer les conquêtes sociales, il ne disposera d'aucun appui vraiment stable, et il en sera réduit à pratiquer un perpétuel jeu de bascule : maintenir le contact avec les masses, tout en freinant leur élan; rechercher le soutien des groupes capitalistes les moins réactionnaires, mais en subissant leurs conditions²; accorder une valse à son cher ami le banquier Horace

1. TROTSKY : « L'heure de la décision approche », *La Lutte ouvrière*, 6 janvier 1939; — MARCEAU PIVERT, « Juin 36 », *La Revue Socialiste*, décembre 1952; — D. G., *Juin 36*, 20 mai, 17 juin 1938.

2. D. G., « Blum tel qu'il est », *Cahiers Rouges*, août-septembre 1937

Finaly et l'autre à son cher ami Léon Jouhaux, tel sera le pénible « exercice du pouvoir », pour parler son langage, auquel s'astreindra Blum. Pendant les longs mois que durera ce calvaire, il ira de recul en recul, pour, en désespoir de cause, s'effacer finalement devant des cabinets radicaux de plus en plus inféodés au grand capital. La retraite opérée sous le drapeau du Front Populaire s'achèvera en une écrasante défaite.

Mais, la dialectique des luttes sociales étant complexe, cette évolution ne sera ni rectiligne ni unilatérale. Pendant toute une période, la classe ouvrière continuera, dans une certaine mesure, à aller de l'avant. Elle se démystifiera. Elle consolidera son organisation, ses points d'appui, ses systèmes de solidarité. Elle poursuivra son recrutement, atteignant le chiffre record de cinq millions de syndiqués. Elle réagira avec vigueur contre les coups que lui porteront, tantôt la réaction, tantôt les fascistes. Elle n'hésitera pas à recourir en maintes occasions, le plus souvent malgré ses mauvais bergers, à l'arme de la « grève sur le tas ».

Et nous-mêmes, à la « Gauche Révolutionnaire », nous renforcerons nos cadres et notre préparation idéologique, nous étendrons notre influence au sein du Parti jusqu'à menacer dans son existence la bureaucratie socialiste; et, surtout, parce que nous nous serons nous aussi, grâce à l'expérience vécue, passablement démystifiés, nous saurons et nous pourrons, enfin, mettre à la disposition de la classe ouvrière une équipe de militants d'origine prolétarienne; nous nous ferons entendre d'elle; nous prendrons, surtout dans la région parisienne, une part active à ses luttes; nous réussirons parfois à déborder par la gauche le national-communisme. Bref, nous accomplirons un tant soit peu de ce dont nous avons été incapables en Juin 36. Mais, en dépit des réveils spasmodiques de la classe et de tous nos efforts pour la stimuler, il n'y aura pas de nouveau Juin 36. L'occasion unique que nous avons manquée une fois ne se reproduira plus. Et chimériques seront nos tentatives pour ressusciter l'âge d'or.

Haro sur les grèves.

L'ordre lancé par Maurice Thorez, le 11 juin, d'en terminer avec les grèves n'avait été que très incomplètement suivi. Pendant la seconde quinzaine de juin et tout le mois de juillet, les « grèves sur le tas » continuèrent à faire boule de neige. Après l'accalmie du mois d'août, pendant lequel l'application des congés payés provoqua, pour la première fois, la fermeture de nombreuses entreprises, les « occupations » reprirent de plus belle. Elles avaient partout une cause bien précise : le patronat violait ou tournait à qui mieux mieux les nouvelles lois sociales; pour imposer, dans le cadre de l'atelier, le respect de leurs conquêtes, les travailleurs ne voyaient pas d'autre moyen que de riposter par la tactique qui avait fait merveille en juin.

Ces « occupations sans cesse renaissantes » avaient le don d'indisposer les banquiers dont la trésorerie du gouvernement Blum avait un si pressant besoin. Leurs porte-parole radicaux ne cessaient de récriminer et d'exiger. Le 7 juillet, au Sénat, le sénile Bienvenu-Martin avait sommé le gouvernement de condamner les occupations d'usines. Et le ministre de l'Intérieur, le socialiste Salengro, avait juré d'y mettre un terme « par tous moyens appropriés ». Cette menace ayant paru inadmissible aux bureaucraties syndicales, Salengro dut aussitôt amender ses propos : après épuisement des efforts de conciliation et de persuasion, on enverrait contre les grévistes des gendarmes, non sans les avoir « préalablement désarmés ». Le 29 septembre, les sénateurs étant revenus à la charge, Blum adjura la classe ouvrière de lui épargner l'emploi de la force. Le 7 octobre, il passa néanmoins des gémissements aux actes : deux cent cinquante gardiens de la paix forcèrent la porte de la Chocolaterie des Gourmets, rue Violet, à Paris et, après une dure bagarre, en expulsèrent les « occupants ». Un précédent redoutable était créé.

Pour le président du Parti radical, César Campinchi, la « grève sur le tas » était une « brimade humiliante »

qui risquait « de faire du patronat un ennemi ». Nous n'avions que faire de ce risible argument paternaliste, mais, à nous aussi, les « occupations » sporadiques, sans lien entre elles, paraissaient indésirables : elles étaient des combats en ordre dispersé, où la classe gaspillait, à tort et à travers, son capital d'énergies. Et elles risquaient, à la longue, comme le prédisait mon bourgeois libéral de père, *d'amener une réaction fasciste*. Tout en protestant énergiquement contre les évacuations d'usines par la force, nous suggérions la transformation des batailles partielles en batailles d'ensemble, coordonnées, disciplinées, embrassant toute une corporation, ou même toutes les corporations à la fois, avec des objectifs généraux, tels que *l'échelle mobile des salaires* (rendue indispensable par la hausse incessante du coût de la vie) et le *contrôle ouvrier* (pour mettre en échec le sabotage des lois sociales, les licenciements de délégués du personnel, etc.)¹. Mais un « deuxième round » de Juin 36 était précisément ce dont ne voulaient à aucun prix les chefs du national-communisme, apôtres, fraîchement convertis, de la « paix sociale ».

Apprivoiser les capitaux ?

Pour reprendre aux travailleurs ce qu'ils avaient arraché, les maîtres du jeu disposaient d'une arme beaucoup plus efficace encore que le sabotage sur le lieu du travail, l'arme invisible chère au père Ubu : la « Phynance ». Sa politique financière fut le talon d'Achille du gouvernement Blum et, en fin de compte, la cause directe de sa chute, le ministre des Finances, le pitoyable Vincent Auriol, le chaînon le plus faible de la débile équipe ministérielle. L'expérience des pays totalitaires, celle notamment de l'Allemagne hitlérienne, démontrait, au même moment, que, par des

1. D. G., « Le gouvernement contre les occupations d'usines ». *La Gauche Révolutionnaire*, 20 janvier 1937.

moyens d'autorité, il était techniquement possible, sans outrepasser les cadres du régime capitaliste, de diriger la monnaie, de stabiliser les prix, de stopper les exodes de capitaux. Les rédacteurs du Programme du Rassemblement Populaire avaient été du même avis qui, se gardant comme de la peste de toute mesure socialiste, s'étaient néanmoins prononcés pour le *contrôle des sorties de capitaux* et la *répression de leur évasion par les mesures les plus sévères allant jusqu'à la confiscation des biens dissimulés à l'étranger ou de leur contre-valeur en France*. Mais les banquiers sur qui Blum avait choisi de s'appuyer pensaient autrement. Le grand capital ne se résigne aux mesures de contrainte que lorsque leurs désagréments sont compensés, dans d'autres domaines, par de substantiels avantages, tels les bienfaits de toutes sortes qu'Hitler faisait alors pleuvoir sur l'industrie lourde allemande. Il n'en allait pas de même pour le gouvernement Blum : supportable, à titre temporaire, pour les avoir sauvés en Juin 36, il était loin d'être, aux yeux des trusts, le meilleur des gouvernements possible, et Blum lui-même dut finalement convenir que, malgré tous ses efforts, il n'était *pas arrivé à s'attirer la confiance du grand capital*¹. En lui refusant tout moyen de contrainte, on aurait, à coup sûr, sa peau. A peine intronisé, on le fit s'agenouiller devant les lois sacro-saintes, mais inopérantes et périmées, du « libéralisme économique ». En dépit des adjurations de Marceau Pivert, le nouveau chef de gouvernement n'avait pas voulu avancer la date de son accession au pouvoir pour arrêter l'hémorragie épuisante des sorties d'or. Il se flattait, suivant sa propre expression, d'*apprivoiser* les « oiseaux migrateurs », et, par la seule force de sa sorcellerie, d'arrêter leur fuite ou de provoquer leur rapatriement². Quand il comprit enfin que ce charme n'opérait pas, quand le Parti Socialiste fut guéri de son « illusion », quand il reconnut son « erreur psychologique », il était déjà

1. Discours au congrès de Royan, 4-7 juin 1938.

2. Discours à la Chambre, 15 juin 1937.

trop tard¹. Les réserves d'or étaient épuisées. L'expérience Blum avait capoté.

Blum, au parlement, s'était engagé solennellement, dans le style fleuri qui lui était propre, à ne jamais couvrir les murs « des affiches blanches de la dévaluation, des affiches d'un coup d'Etat monétaire² ». Mais le 1^{er} octobre 1936, sans crier gare, Vincent Auriol dut amputer la monnaie nationale de 37 pour 100³. L'opération fut, pudiquement, camouflée en « alignement monétaire », baptisée « traité de paix financière » et Jules Moch eut même l'audace de la présenter comme une mesure « démocratique⁴ ». En fait, elle se traduisit par une hausse des prix de détail qui, d'avril 1936 à avril 1938, atteignit 53,6 pour 100 pour les denrées alimentaires et 73,3 pour 100 pour l'habillement. Les augmentations de salaires de Juin 36, accordées par le patronat d'une main, étaient reprises de l'autre.

Blum, un jour de fermeté relative, avait pesté contre les *mauvais citoyens* qui avaient essayé de tirer leur épingle du jeu et encombré de titres ou de lingots d'or les coffres-forts des banques étrangères. Il les avait rejetés aigrement de la communauté nationale. *Nous n'avons pas besoin d'eux et nous ne voulons pas d'eux*⁵. Mais il dut vite renoncer à cette hargne. Le 5 mars 1937 une nouvelle pression des banques contraignit Auriol qui, tels les bourgeois de Calais, n'avancait plus que la corde au cou, à une nouvelle capitulation : après la dévaluation, il avait tenté, en vain, de faire payer au fisc par les thésauriseurs d'or la différence entre l'ancien et le nouveau cours du métal précieux. Maintenant, levant la seule restriction existante, il rétablissait le marché libre de l'or, ce qui revenait à verser une prime à la désertion monétaire. Sous la plume de Robert

1. Cf. les interventions de Pierre Brossolette, de Roucaÿrol, de Paul Rives, etc., au Congrès S.F.I.O. de Marseille, juin 1937.

2. Discours à la Chambre, 6 juin 1936.

3. La valeur en francs du kilo d'or fin fut portée de 16 800 à 23 200.

4. Le *Populaire*, 26 et 27 septembre 1936.

5. Discours du 19 juillet 1936.

Prieur, alors chef de Cabinet de Paul Faure, le Parti Socialiste eut le front de travestir cette défaite en une « victoire » du socialisme : *Au lieu de fuir, l'or rentre; chacun se précipite pour apporter le sien. Quel miracle ! Le gouvernement du peuple a stérilisé l'or et réali- sé son asservissement, tout à la fois* ¹.

Les classes moyennes trinquent.

Les démagogues du Front Populaire avaient fait risette aux classes moyennes et c'était, disaient-ils, pour les mieux allécher que les partis ouvriers étaient tombés dans les bras de la bourgeoisie radicale. Mais l'« expérience » n'était vieille que de quelques mois et, déjà, les classes moyennes demandaient grâce. Les nouvelles charges sociales pesaient beaucoup plus durement sur les petits producteurs et les petits commerçants que sur les trusts. Seules les entreprises les plus robustes résistaient et profitaient de la déconfiture des autres. Mieux encore, le ministre socialiste de l'Économie nationale, Spinasse, favorisait ouvertement le grand capital qu'il affirmait capable de « fournir encore une longue course » et auquel il offrait, grâce à un projet d'ententes industrielles, un moyen supplémentaire de se renforcer par la concentration et l'absorption des petites entreprises ².

Par ailleurs, la dévaluation, la hausse brutale du coût de la vie frappaient, plus encore que les salariés, les bénéficiaires de revenus fixes : rentiers, épargnants, retraités qui, eux, ne pouvaient faire grève pour obtenir le rajustement de leurs maigres rentes ou pensions.

Le sort de la petite paysannerie n'était pas plus enviable. Elle était spoliée par la hausse des prix industriels. Le Sénat avait émasculé un projet de loi déposé par le ministre socialiste de l'Agriculture, Georges Monnet,

1. *Bulletin d'Information Socialiste*, mars 1937.

2. Cf. Marceau PIVERT, in *Quatre discours, un programme*, 1937, p. 44.

et qui comportait des mesures contre les gros intermédiaires et spéculateurs. Par ailleurs, malgré la création toute récente d'un Office du Blé, les denrées autres que cette céréale avaient fait l'objet d'une revalorisation insuffisante.

Au début de 1937, j'eus l'occasion de donner à la Radio une série de courtes causeries sur la paupérisation des classes moyennes dans les pays fascistes. Je reçus, de petits bourgeois tondus par le Front Populaire, après avoir, sans doute, donné leurs voix au Front Populaire, des lettres virulentes, et souvent pathétiques : *Le gouvernement actuel, m'écrivait un correspondant parisien, a été élu sur sa promesse solennelle qu'il ne dévaluerait pas. La dévaluation a été un de ses premiers actes. Il avait promis à maintes reprises que les lois qu'il a fait voter n'auraient pas de répercussion sur le coût de la vie. Or le coût de la vie a augmenté de plus de 30 pour 100 et ce n'est pas fini. Il avait promis de protéger les petits épargnants et les classes moyennes. Or il a écrasé les petits épargnants et ne s'est nullement préoccupé des classes moyennes; il a traité avec les magnats de l'industrie...*

De toute évidence, si le Front Populaire persévérait dans cette voie, il finirait par dresser contre lui, avant longtemps, la plus grande partie de la petite bourgeoisie; il fournirait lui-même au fascisme, jusqu'alors impopulaire, une base populaire¹.

En administrant les verges aux régimes fascistes, j'avais fourni à mes auditeurs l'occasion de me les appliquer sur l'échine. Dans cette inconfortable position, j'engageai le dialogue avec ces mécontents qui, hier encore avec nous, n'étaient peut-être pas tout à fait perdus pour nous.

Il est exact, leur disais-je, que nous n'avons pas jugulé les trusts. Il est évident que vous risqueriez d'être les victimes de l'expérience du Front Populaire si celle-ci

1. D. G., « Socialisme ou fascisme », *La Gauche Révolutionnaire*, 15 décembre 1936.

se continuait sous sa forme actuelle — les victimes, non de la classe ouvrière à qui vous ne pouvez reprocher d'avoir cherché à améliorer ses dures conditions de vie, mais du grand capital qui fait retomber sur vous les « charges sociales » nouvelles. En régime démocratique comme en régime fasciste les trusts s'entendent à résoudre sur votre dos leurs difficultés : d'où le parallélisme qui vous a frappés entre certains points de l'expérience italienne ou allemande et de l'expérience française. Mais c'est justement la raison pour laquelle nous estimons indispensable et urgent de passer à une deuxième étape. Contrairement au fascisme qui, lui, n'a pas tenu ses promesses, *nous voulons aller plus loin que les nôtres*. Nous voulons, nous, en finir avec le grand capital qui vous pressure : seule la nationalisation des industries-clés, du crédit et des assurances peut permettre d'apporter des remèdes efficaces à votre détresse, freiner la hausse des prix, garantir votre pouvoir d'achat, protéger vos épargnes. C'est pourquoi vous nous suivrez jusque-là ¹.

Sur les ondes de la tour Eiffel, je dégoisais, en somme, comme si j'étais le gouvernement. Je jurais que nous irions « au-delà de nos promesses » alors que, dans mon for intérieur, je savais pertinemment que le gouvernement de Front Populaire ne tenait pas, et ne tiendrait pas, ses promesses. Mais j'étais, plus ou moins comme nous l'étions tous, à la « Gauche Révolutionnaire », captif de l'« expérience » : nous nous condamnions à ne pas dire sur elle toute la vérité, à ne pas nous en désolidariser, car nous entretenions toujours la chimère que, de l'intérieur, nous parviendrions à la redresser. Mais quand nous nous exprimions entre nous, et non plus à l'adresse de l'extérieur, notre optimisme était beaucoup plus mitigé. Dès le 10 octobre 1936, dans une déclaration à l'usage des membres du Parti, nous ne mâchions pas nos mots : *L'absurdité qui consistait à promettre le pain, la paix et la liberté aux masses populaires sans toucher au régime capitaliste*

1. Texte radiodiffusé repris dans *La Vague*, 1^{er} mars 1937.

(...) produit aujourd'hui ses effets catastrophiques (...). Ou le gouvernement de Front Populaire s'attaquera au grand capitalisme en socialisant les industries-clés et en réalisant le contrôle ouvrier, ou le gouvernement tombera.

Le gouvernement Blum avait bien opéré quelques « nationalisations », mais elles étaient caricaturales. La Banque de France avait fait l'objet d'une réforme qui consistait surtout à élargir l'éventail des groupes capitalistes représentés dans son Conseil général. Les usines d'armement et d'aéronautique avaient été étatisées, mais elles avaient conservé sensiblement la même direction après indemnisation des actionnaires. Un exemple : la firme d'armement Brandt, généreusement indemnisée, avait fomenté une société nouvelle, avec à sa tête le gendre du patron, pour continuer à vendre aux gouvernements étrangers, sans ingérence de l'Etat, le matériel qui portait son nom¹. Une Société Nationale des Chemins de Fer fut créée, avec à sa tête le dynamique porte-parole du néo-capitalisme : Raoul Dautry. Dans ses conseils comme dans ceux des diverses filiales d'approvisionnement et de réparation, on retrouvait les anciens magnats du Rail.

Pas de « souffle républicain ».

A travers l'administration publique, le « souffle républicain » annoncé n'avait point passé, ou, plutôt, il n'avait soufflé que sur nos illusions. Les réactionnaires, les fascistes continuaient à être solidement installés dans les rouages de l'Etat. Ceux qui, durant la tempête de Juin 36, s'étaient attendus à être limogés relevaient maintenant la tête et se sentaient à nouveau les maîtres. Une brochure du Parti Socialiste destinée à célébrer, en termes lyriques, l'œuvre du gouvernement de Front

1. Cf. M. PEYRETHON, « Le bluff des nationalisations », *Juin 36*, 4 juin 1938.

Populaire¹, était obligée de concéder que la bureaucratie avait « une puissance énorme de résistance ». Certes, les fascistes, s'ils triomphaient jamais, ne s'embarrasseraient pas de considérations morales ou légales; mais les socialistes, continuait la brochure, ne leur ressemblaient pas. Ils se complaisaient à laisser en place leurs plus redoutables ennemis. Marceau Pivert, chargé du contrôle de l'Information à la présidence du Conseil, était obligé de constater que la Radio était « infestée de fascistes », alors qu'il ne parvenait pas à y introduire les nombreux techniciens en chômage que possédait le Parti².

A mes yeux, cette carence n'était pas faite pour surprendre. Epurer la haute administration, l'armée, la police, la magistrature de tous les complices ou cachés du fascisme, c'eût été vider l'ossature de l'Etat bourgeois de sa moelle, paralyser les forces répressives indispensables pour assurer la pérennité de l'Etat de classe³. C'avait été folie, en vérité, de croire que l'occupation de l'Etat pouvait conférer le *pouvoir réel* et la possibilité d'utiliser la machine étatique dans l'intérêt de la classe opprimée. Le gouvernement à direction socialiste ne gouvernait qu'en façade. Le vieil appareil, intouchable et intouché, conservait la réalité du pouvoir.

Je pouvais m'en rendre compte par moi-même quand mes fonctions à la Commission Coloniale du Parti m'amenaient à rendre visite au ministre des Colonies, Marius Moutet. Dans son bureau somptueux de la rue Oudinot, l'excellence socialiste était le jouet de ses bureaux. Le sabotage s'exerçait dans les deux sens : de haut en bas, les ordres qu'il croyait donner n'étaient pas exécutés ou ils l'étaient tendancieusement; de bas en haut, les rapports qu'il recevait n'étaient que tissu

1. *Le gouvernement à direction socialiste*, fin 1936.

2. Discours au Conseil National du 8 novembre 1936, supplément au n° 12 de la *Gauche Révolutionnaire*, 20 décembre 1936.

3. D. G., article cité, *Gauche Révolutionnaire*, 15 décembre 1936.

de mensonges. Moutet ne prenait aucune décision sans décrocher son téléphone et consulter le tout-puissant directeur des Affaires politiques, M. Gaston Joseph¹. L'éminence grise correspondait, à titre clandestin et privé, avec les gouverneurs coloniaux, à l'insu et par-dessus la tête de son ministre. Le président de la République, Albert Lebrun, ancien ministre des Colonies, faisait de même. Pour ma part, je ne pouvais franchir sans remords le seuil de la rue Oudinot : n'avais-je pas été de ceux qui, par l'intermédiaire de Maurice Paz, avaient insisté auprès de Blum, en mai 1936, pour que le portefeuille des Colonies fût confié à notre ancien collègue du Comité d'Amnistie aux Indochinois ?

Un Parti se confond avec le pouvoir.

Quant à notre Parti Socialiste, il était devenu une simple filiale de ce gouvernement de façade. Sa vie propre était absorbée par la vie ministérielle. Son secrétaire général cumulait ses fonctions avec celles de ministre d'Etat. Les affaires de la S.F.I.O. se réglaient à l'hôtel Matignon. Il arriva à Paul Faure de faire écrire par son chef de cabinet, sur papier ministériel, une lettre au secrétaire de la Fédération de la Seine, lui demandant de « maintenir la discipline dans la Fédération ». Quelle discipline ? Celle de l'Etat ou celle du Parti ? De même, deux fonctionnaires détachés au cabinet de ministres socialistes furent mis à la disposition de notre Fédération pour y remplir des fonctions de permanents et, sans doute, contrôler son activité. Tel personnage qui avait un pied dans le Parti et l'autre dans le gouvernement n'hésitait pas à se servir de rapports de police pour espionner l'activité politique des militants du Parti et, le cas échéant, déchaîner contre eux les

1. Le successeur, au début de 1938, de Marius MOUTET au ministère des Colonies, Georges MANDEL, se montra plus indépendant : il lui arrivait de réveiller brutalement M. Gaston JOSEPH et, en pleine nuit, de le convoquer à son domicile privé.

foudres convergentes du Parti et du gouvernement¹. De peur d'entraver l'action de ses délégués au pouvoir s'il n'approuvait pas sans réserve tous leurs actes, le Parti se traînait à la remorque du char étatique. La C.A.P., qui eût dû assurer la direction politique entre les Congrès, n'était plus qu'une annexe du groupe parlementaire. Les excellences socialistes, de leur côté, oubliaient de plus en plus qu'elles étaient socialistes. Au Congrès de Marseille, en 1937, un orateur de Meurthe-et-Moselle, Lafond, fit entendre d'amères doléances. Les militants sentaient avec angoisse que, plus les camarades ministres s'élevaient, plus ils s'éloignaient de leurs mandants. Quand on leur demandait quelque chose en faveur des travailleurs, ils ne daignaient pas répondre eux-mêmes ou, plutôt, ils faisaient répondre — avec arrogance et mépris — par les préfets.

D'ailleurs le Parti au pouvoir ne ressemblait guère à celui d'avant mai 1936. Comme il avait le vent en poupe et qu'il était installé dans le fromage gouvernemental, il avait attiré à lui, en six mois cent mille, en un an deux cent mille nouveaux venus. Parmi eux, il y avait des sincères, des combatifs, qui vinrent bientôt grossir les rangs de notre minorité. Mais l'emportaient les opportunistes, les gourmands. A nous l'avancement, à nous les faveurs ! clamait cette meute. Les courtisans et les arrivistes eurent souvent la priorité sur la vieille garde, sur les militants clairvoyants et désintéressés. Les recrues les plus suspectes envahirent nos sections, et même notre « Gauche Révolutionnaire ». Tel émissaire de la Banque de Paris et des Pays-Bas, hâtivement converti au socialisme, que venait-il donc faire dans notre galère ?

Nous cautionnons nos ministres.

Dans la nuit du 16 au 17 novembre 1936, un événement tragique démontra tout à la fois l'intégration de

1. D.G., « Parti et Gouvernement », *Les Cahiers Rouges*, janvier 1938.

la S.F.I.O. dans l'ordre établi, sa dépendance vis-à-vis de l'opinion bourgeoise et son incurable faiblesse à l'égard de l'adversaire fasciste. La presse d'extrême droite s'avisa que, pendant la guerre mondiale, le ministre de l'Intérieur, Raoul Salengro, aurait franchi les lignes ennemies et « déserté ». Pour un social-patriote, une telle accusation, mensongère ou non, était infamante. Salengro, au lieu de coffrer ses calomniateurs, préféra se donner la mort. Etrange socialiste qui s'afflige d'être qualifié de « déserteur » mais n'hésite pas, en pleine bataille, à désertir un poste-clé de l'équipe gouvernementale. La « Gauche Révolutionnaire », comme elle l'avait fait lors de l'attentat manqué contre Blum, crut devoir ériger Salengro en martyr de la lutte antifasciste¹. Une fois de plus, nous avons contribué, non à démystifier, mais à mystifier.

Certes, nous dénonçons, en termes de plus en plus virulents, la carence du gouvernement et celle de notre Parti et, dans les Conseils nationaux, nos motions explosives faisaient quelque tapage. Mais, en même temps, nous nous obstinions à excuser nos ministres et nous nous efforcions de *sauvegarder leur prestige socialiste*. S'ils étaient les prisonniers du pouvoir, ce n'était pas leur faute, mais la faute des *contradictions du régime*². C'était à nous de leur rendre leur liberté, de les *délivrer*. *S'ils le voulaient*, leur action, du dedans, pourrait se conjuguer avec l'action, au-dehors, des masses révolutionnaires³. Avec une naïve générosité nous nous offrions à tirer d'une captivité dorée des détenus qui y semblaient fort à l'aise et qui ne levaient pas le petit doigt pour s'en évader.

Du pacifisme au social-patriotisme.

Le cheval de bataille n° 1 de la « Gauche Révolution-

1. *La Gauche Révolutionnaire*, 20 novembre 1936.

2. Marceau PIVERT au Conseil national du 14 avril 1937.

3. D. G., article cité, *La Gauche Révolutionnaire*, 15 décembre 1936.

naire », c'était la lutte contre la guerre. C'était aussi un des terrains sur lesquels notre position était la plus forte. Les masses populaires, en particulier dans les campagnes, malgré les slogans staliniens, étaient demeurées foncièrement pacifistes. Ici au moins, nous pouvions invoquer le sacro-saint programme du Rassemblement Populaire. Par bonheur, en effet, l'aile pacifiste du Comité de Vigilance des Intellectuels avait réussi à glisser dans cette timide plate-forme, en dépit du national-communisme, quelques couplets en faveur du désarmement et de la révision du Traité de Versailles.

Dès le Congrès de Huyghens, nous avons posé comme condition à notre vote d'unanimité le retour au service d'un an et la réduction des crédits militaires au chiffre de 1933. A la tribune, nous avons réclamé, en outre, le renversement total de la politique extérieure et, notamment, la dénonciation du Traité de 1919 — ce traité que le Parti Socialiste avait été le seul à refuser de ratifier. Nous souhaitions que le premier acte du gouvernement de Front Populaire fût une déclaration solennelle de paix et de désarmement à tous les peuples de l'Europe.

Blum nous avait donné, bien avant son accession au pouvoir, quelques timides gages de pacifisme. A la Chambre, le 15 mars 1935, il s'était prononcé, en vain d'ailleurs, pour le maintien du service d'un an. Dans un discours radiodiffusé, le 21 avril 1936, il avait persuadé le corps électoral que socialisme et guerre étaient deux termes contradictoires : le socialisme incarnait la lutte contre la guerre, la volonté d'extirper les racines mêmes de la guerre. Hôte de l'American Club, il y avait déploré une résolution agressive de l'Internationale socialiste qui, sous la pression de l'émigration allemande, tournait le dos à la lutte pour le désarmement et à la condamnation de la guerre. Son ami Jean Longuet confia aux congressistes de Huyghens : *Blum n'a jamais désespéré du désarmement. Il faut arracher à Hitler l'initiative de la paix.* A la tribune de la Société des Nations, à Genève, le 1^{er} juillet, le président du Conseil français avait nié la fatalité de la guerre et

concedé, trop discrètement, certes, que, si la « sécurité collective » (chère au militarisme français) était la condition du désarmement, la réciproque n'était pas moins vraie : le désarmement était la condition d'une sécurité collective complète. Mais, dans un effort stérilement sentimental pour ménager la chèvre et le chou, il avait paru presque honteux de relancer l'idée du désarmement à travers une Europe toute résonnante du fracas des armes, où l'on sentait l'atmosphère s'alourdir, l'ombre s'étendre. Et, qui pis est, il avait accepté l'éventualité de la guerre pour sauver la paix. Commentant ce discours, un de ses proches collaborateurs écrivit : *Pour la première fois un homme d'Etat français a proclamé que la paix ne peut être sauvegardée que si les pays pacifistes sont résolus à employer tous les moyens contre l'agresseur, y compris la guerre*¹.

Encore au début de septembre, à Luna-Park, devant les militants de la Fédération de la Seine, il avait rompu des lances avec Maurice Thorez, qui venait de lancer l'idée d'un « Front des Français » allant jusqu'à Paul Reynaud : *Nous avons des amis qui nous disent qu'il faut résister, raidir et exalter la volonté nationale (...). Tout ce qui resserre entre Français le sentiment de solidarité vis-à-vis d'un danger possible, je le conçois. Mais l'excitation du sentiment patriotique, mais l'espèce de rassemblement préventif en vue d'un conflit qu'au fond de soi on considère comme fatal et inévitable, cela non ! Pour cela, il n'y aura jamais, je le dis tout haut, à tout risque, ni mon concours ni mon aveu.*

Tandis que le leader prestigieux nous endormait ainsi avec une phraséologie teintée de pacifisme qu'il devait lui-même, plus tard, renier — qu'il démentait déjà par l'incohérence de ses propos —, la préparation à l'union sacrée allait bon train. Peu de jours après le discours de Luna-Park, le gouvernement à direction socialiste faisait voter, à l'unanimité, par le parlement vingt milliards de nouveaux crédits militaires répartis sur quatre

1. André LEROUX, *Populaire* du 13 juillet 1936. (André LEROUX était l'ancien communiste italien Tasca, alias A. Rossi.)

ans. Et, dans la rue, les manifestations de chauvinisme se multipliaient. La célébration du 14 Juillet 1936 avait été le *nec plus ultra* des fêtes du Front Populaire. Elle avait réuni plus d'un million de participants. Notre Marceau Pivert, toujours prêt pour « servir », toujours enclin à prouver son dévouement au Parti, avait cru devoir s'en faire le metteur en scène. A la tribune érigée place de la Nation, ce fut lui qui présenta les divers orateurs à la foule en délire. *Un peuple entier veut la paix !* écrivit-il, avec exaltation, au soir de cette mémorable journée. Mais, le matin même, la revue du 14 Juillet avait été une flamboyante manifestation d'« union de la nation française ». Nos braves soldats avaient été ovationnés par une double haie de communistes au poing levé et de fascistes à la main tendue, aux cris alternés de *vive l'armée républicaine* et *vive l'armée* tout court. L'après-midi, les trois couleurs l'avaient nettement emporté sur le drapeau rouge, la *Marseillaise* sur l'*Internationale*. On avait promené le portrait de Rouget de Lisle et fait défiler les jeunes vierges communistes sur des chars bleu-blanc-rose¹.

Le 11 novembre fut plus déplorable encore. Le Conseil des Ministres en ayant décidé ainsi, une commission d'anciens combattants, allant des royalistes aux communistes, avait été chargée d'organiser les cérémonies dites « de la victoire, du souvenir et de la paix ». Sur les Champs-Élysées défilèrent côte à côte les fascistes et les staliniens, les enfants des écoles publiques et les enfants de chœur. Jamais encore l'atmosphère d'union sacrée n'avait été aussi marquée. Pour nous la coupe était pleine. *Nous percevions, enfin*, comme en convint Marceau Pivert, *les premiers symptômes de la déviation du courant populaire vers le nationalisme*². Au début de 1937, Marceau Pivert abandonna avec éclat sa « mission » à la présidence du Conseil. Dans une lettre de démission rendue publique, il fut aussi virulent qu'il

1. Articles de Marceau PIVERT et de René MODIANO, in *La Gauche Révolutionnaire*, juillet-août 1936.

2. Commentaire au film *Contre le Courant*, cit.

avait été patient : *Le Rassemblement Populaire n'a pas été créé pour faire avaler au prolétariat la pilule des crédits militaires et de l'union nationale. Non ! Je ne serai pas un complice silencieux et timoré. Non ! Je n'accepte pas de capituler devant le militarisme et les banques. Non ! Je ne consens ni à la paix sociale, ni à l'union sacrée*¹.

Enfin le cordon ombilical qui nous attachait au pouvoir était sectionné. Nous avons retrouvé notre liberté d'action. Ceux qui ne s'étaient jamais résignés aux fonctions officielles de Marceau Pivert et qui, depuis des mois, le pressaient de s'en démettre, respirèrent.

Blocus de l'Espagne.

Mais, au moment même où nous rompions avec Blum sur une position nette et tranchée de lutte contre la guerre, la révolution espagnole mettait durement à l'épreuve, à la fois notre pacifisme révolutionnaire, notre internationalisme, et aussi l'unité de notre tendance. Le 18 juillet 1936, le coup d'Etat militaire du colonel Franco ouvrait, en Espagne, la guerre civile. Le risque était gros que les puissances fascistes ne soutiennent militairement l'officier rebelle. Une guerre mondiale pouvait surgir de leur intervention. Blum, un peu par pacifisme, beaucoup pour rassurer la « City » de Londres qui possédait en Espagne d'énormes intérêts capitalistes, imagina de proposer à tous les gouvernements intéressés un chevaleresque accord de « non-intervention ». La France s'engageait à ne pas aider les républicains espagnols à condition que les autres puissances, « piquées d'honneur » (*sic*), promettent d'observer une attitude de neutralité similaire. La frontière des Pyrénées fut fermée, l'exportation de matériel de guerre à destination de l'Espagne interdite. Mais, bien entendu,

1. *La Vague*, 1^{er} mars 1937; — *La Gauche Révolutionnaire*, 1^{er} mars 1937; — supplément aux n^{os} 6 et 7 des *Cahiers Rouges*, décembre-janvier 1938.

les Etats fascistes violèrent avec entrain la « non-intervention » et armèrent l'Espagne franquiste. Blum — il le reconnaîtra plus tard — avait fait un marché de dupes. Marceau Pivert, déchiré entre son pacifisme et son internationalisme, commença par tenter de justifier l'embargo¹. Il dénonça l'incontestable danger de guerre immédiate en Europe que comportait toute intervention dans la guerre civile espagnole. Mais, au sein de notre « Gauche Révolutionnaire », cette caution accordée à Blum suscita de vives critiques. Michel Collinet prit la tête de l'opposition à Marceau Pivert, avec le slogan : *A bas l'embargo !* Le seul argument valable de Marceau, c'était que la guerre pouvait sortir de l'émulation des fournitures d'armes à l'Espagne; mais une politique de *fausse neutralité* ne réduisait en rien les dangers de conflit. L'étonnant, c'était que des militants socialistes qui, par ailleurs, critiquaient durement les faiblesses du gouvernement, approuvaient son attitude dans l'affaire d'Espagne. *Curieux strabisme !* lançait Collinet².

Marceau Pivert avait repris à son compte, pour tenter de justifier sa position, le fameux *distinguo* entre un gouvernement qui, exerçant le pouvoir dans la société bourgeoise, ne peut rien faire par lui-même, et les masses populaires qui, elles, devaient aider leurs frères espagnols par l'« action directe », par une intervention rapide et efficace, visant à empêcher le ravitaillement des rebelles et à organiser leurs propres fournitures clandestines³. Pour Collinet, cette conception — que Marceau, d'ailleurs, s'étant très vite ressaisi, ne tarda pas à abandonner — était empruntée aux rêveries révolutionnaires des anarchistes d'autrefois. Elle ne tenait pas compte des réalités. En fait, les organisations ouvrières internationales ne réussirent jamais à imposer un embargo « prolétarien » et l'aide « sous le man-

1. *Bulletin Intérieur* de la « Gauche Révolutionnaire », août 1936 ; — discours au Conseil National du 18 avril 1937.

2. *La Gauche Révolutionnaire*, 20 novembre 1936.

3. Supplément au n° 12 de la *Gauche révolutionnaire*, 20 décembre 1936.

teau », malgré le dévouement de certains camarades, demeura dérisoire.

Situation paradoxale : ceux des socialistes qui firent passer des armes à travers la frontière avaient à déjouer la surveillance de sbires aux ordres du gouvernement à direction socialiste. Il est vrai que, parfois, la main droite voulait ignorer ce que tramait la main gauche. Ainsi, à l'hôtel Matignon, Jules Moch, secrétaire général de la présidence du Conseil, me reçut gentiment et confidentiellement, flanqué de Germaine, son épouse : il voulait bien donner un coup de pouce à de miens amis qui projetaient d'enfourer des armements au fond d'un lac pyrénéen, en attendant leur transfert ultérieur en Espagne. Mais cette comptabilité en partie double eut relativement peu d'effet. Au Congrès de Marseille de juin 1937, Edouard Serre, directeur technique d'Air France, qui savait ce dont il parlait, car il s'était largement dépensé au service de l'Espagne républicaine, s'écria : *Il faut en finir avec cette plaisanterie d'une aide occulte et importante que l'on n'a pas le droit d'avouer en raison de la situation internationale. Non, ça n'est pas passé ! Non ! ça ne passe pas !*

Et l'orateur d'affirmer avec force qu'une aide aux révolutionnaires espagnols ne risquait pas de conduire à la guerre, mais à une condition : que le gouvernement de Front Populaire se décide, en même temps, à déclarer la paix au monde et à dénoncer le Traité de Versailles. Hélas, le national-communisme, qui réclamait à grands cris des armes pour l'Espagne, n'était pas disposé à soutenir des initiatives aussi pacifiques.

Quant à moi, j'avais cru devoir prendre une position qui se distinguait à la fois de Marceau Pivert et de Michel Collinet : la meilleure façon d'aider la Révolution espagnole, c'était, à mes yeux, de poursuivre la révolution commencée en France. Cette révolution, je regrettais de voir tant de camarades de notre « Gauche Révolutionnaire » la sous-estimer et, par l'accomplissement d'un légitime devoir internationaliste, consacrer tout leur temps, toutes leurs énergies à la solidarité avec l'Espagne, alors qu'en France même nous étions si peu

K

et si mal enracinés dans les profondeurs de la classe. Mais Collinet traitait ma position d'« abstraite » et de « fataliste » et me rétorquait que la révolution en France était impossible si le prolétariat n'aidait pas l'Espagne; pour lui, et ses amis du « Comité d'Action Socialiste pour l'Espagne¹ », la lutte contre l'embargo était un levier de l'action révolutionnaire des masses.

Quand, beaucoup plus tard, Marceau Pivert fera son examen de conscience, il refusera à Léon Blum l'excuse du « risque de guerre ». Cette excuse avait impressionné une grande partie des socialistes, en général plus pacifistes que révolutionnaires. Mais, avec le recul des années, il lui était impossible d'admettre la sincérité du chef de gouvernement de 1936 : car le même Blum, plus tard, ne devait-il pas, sans la moindre hésitation, préparer, voter, soutenir la guerre impérialiste² ? Et Marceau de convenir que le *voile de chasteté de la non-intervention* avait couvert le blocus de la Révolution espagnole³.

Nous devenons gênants.

D'un village de Catalogne non loin de Barcelone, Michel Collinet avait, en septembre 1936, adressé à quatre de ses camarades, dont Marceau Pivert et moi-même, une lettre politique assez véhémement. Il y témoignait de l'amertume profonde ressentie par les révolutionnaires espagnols à l'égard de l'embargo. Il ne s'y montrait tendre ni pour Léon Blum, ni pour le Parti, ni même pour Marceau Pivert à qui il reprochait l'appui donné à la politique de non-intervention et qu'il souhaitait voir quitter au plus vite la présidence du Conseil. Il

1. Ce comité groupait, à côté de social-patriotes tels que Jean ZYROMSKI, Louis LÉVY et Jean LONGUET, un certain nombre de membres de la « Gauche Révolutionnaire » tels que Michel et Simone COLLINET, Colette AUDRY, André WEIL-CURIEL, Claude BEAUREPAIRE, Edouard SERRE, Jean PRADER, Lucien WEITZ. Il publia, à partir du 16 avril 1937, un journal : *L'Espagne socialiste*.

2. *Où va la France ?*, cit.

3. Manifeste du Front ouvrier international contre la guerre, Mexico, 7 novembre 1940.

insistait sur la nécessité de nous implanter davantage dans les usines et employait à l'égard de nos groupes ou « amicales » d'entreprises un mot imprudent parce que honni par les social-démocrates, celui de « cellules ». Il invitait enfin la « G.R. » à opérer un redressement. Mais cette missive privée, confidentielle, rédigée à l'emporte-pièce, se défendait explicitement de toute intention scissionniste : nous n'étions pas un parti indépendant, nous entendions demeurer une tendance du Parti Socialiste. Par des procédés relevant du cabinet noir, un exemplaire de ce « document-massue » fut intercepté et utilisé par la bureaucratie S.F.I.O. contre notre tendance. Des extraits arbitrairement juxtaposés furent répandus perfidement dans les assemblées du Parti. Nous exigeâmes la publication intégrale de la lettre. C'était le premier acte du long procès que l'Inquisition socialiste allait mener contre nous jusqu'à l'excommunication finale.

Un assez violent article de Marceau Pivert, dans *Le Populaire* du 12 janvier 1937, fut, pour la première fois, censuré. Notre critique publique des reniements du gouvernement à direction socialiste, et aussi les progrès que notre tendance faisait au sein du Parti, alarmaient, à juste titre, la bureaucratie dirigeante. A la Commission administrative permanente du 13 janvier 1937, Paul Faure confia ingénument ses angoisses : *Il ne fallait pas croire que l'action de la « Gauche Révolutionnaire » n'était pas dangereuse et qu'une écrasante majorité se dégagerait toujours contre elle.*

Quelques jours plus tard, le 19 janvier, le secrétaire du Parti envoyait aux sections et fédérations une circulaire¹. Notre redoutable action s'exerçait *au sein du Parti et hors du Parti*. Nous nous livrions à des tentatives de désagrégation, à des attaques injustes et systématiques. Nous fournissions, par nos articles et propos, des munitions aux ennemis du socialisme. Nous tirions dans le dos des hommes que nous avions mis en avant.

1. Dite « n° 273 ».

Conclusion : il faudrait, *au besoin*, prendre contre nous de *nécessaires sanctions*.

Nous devenions de plus en plus indésirables, au fur et à mesure que le gouvernement à direction socialiste, sous l'aiguillon de la crise financière, avançait dans la voie de l'apostasie. Le 13 février 1937, dans un discours aux fonctionnaires, Blum lança une nouvelle formule : un « temps de pause » était nécessaire. Renoncer à progresser, c'était se condamner à reculer. La « pause » ne pouvait être qu'une retraite de la classe ouvrière, un avantage remporté par le capitalisme. La « Gauche Révolutionnaire » engagea contre cette abdication une offensive endiablée. Réquisition générale des moyens de production, contrôle des changes, monopole du commerce extérieur, appui direct sur les masses organisées : telles étaient nos solutions à nous, plus « dures » que la « pause », certes. Mais, pour ce combat-là, nous nous déclarions prêts ¹.

Le sang coule à Clichy.

Le 5 mars, nouvelle reculade. Le gouvernement, pour tenter de rassurer les détenteurs de capitaux, abandonna divers projets de philanthropie sociale. Au ministère des Finances, l'infortuné Vincent Auriol fut flanqué d'« experts » du grand capital : MM. Rist, Rueff et Baudouin. Chassées par la porte, les « 200 familles », comme on disait alors dans le style « Front Populaire » étaient réintroduites par la fenêtre. Alors que l'emprunt précédent dit « emprunt Auriol » avait été boycotté par la Haute Banque ², une nouvelle émission, gagée cette fois sur l'or et non plus sur une fondante monnaie, fut abondamment souscrite. Nous fîmes flèche de tout bois : le gouvernement a capitulé devant les trusts. Nous prédisions que cette nouvelle concession aux banques, loin de sauver le ministère Blum, ne ferait que précipiter sa

1. Claude BEAUREPAIRE, *La Gauche Révolutionnaire*, 1^{er} mars 1937.

2. Il avait rapporté 4 milliards au lieu des 10 prévus.

chute : *Nous, nous n'acceptons pas de voir ce gouvernement tomber dans quelques semaines ou quelques mois, à bout de souffle et de popularité, humilié, déchu* ¹.

Quelques jours plus tard, c'était le massacre de Clichy. Le soir du 16 mars 1937, le « Parti Social Français », version nouvelle des « Croix de Feu » du colonel de La Rocque, osait tenir meeting au cœur de la cité ouvrière. Le comité local du Front Populaire invita la population, par affiches, tracts, appels dans la presse, à une contre-manifestation devant la mairie. Par une lettre adressée au ministre de l'Intérieur socialiste, Marx Dormoy, il avait insisté pour que la réunion fasciste fût interdite afin d'« empêcher des incidents inévitablement graves ». Dans l'atmosphère de capitulation créée le 5 mars et, pour ne pas s'attirer à la Chambre les interpellations de l'extrême droite, le camarade Dormoy ne pouvait que laisser les fascistes provoquer les travailleurs de Clichy. Dix mille manifestants se battirent dans la rue contre une police d'autant plus déchaînée qu'elle se sentait enfin les mains libres et que des provocateurs fascistes s'étaient glissés dans la foule. Cinq morts et des centaines de blessés restèrent sur le pavé. Le peuple fit à ses morts des obsèques de titan. Une militante socialiste et « Gauche Révolutionnaire », Solange Demangel, avait été atteinte d'une balle au cervelet, dont elle devait mourir six semaines plus tard. Le jour de l'Ascension nous la conduisîmes, dans une rage recueillie, au cimetière de Pantin. Nous n'étions que quelques centaines, les organisations du Front Populaire ayant organisé autour de ces funérailles d'une « pivertiste » la conspiration du silence ². La fureur des cogens n'épargna pas même le chef du cabinet du président du Conseil, André Blumel, qui fut frappé à la tête. Blum, qui s'était rendu à l'Opéra pour applaudir l'exécution d'une symphonie de Haydn, quitta en hâte le concert pour verser de vaines larmes. Clichy fut, pour

1. Déclaration à la C.A.P., « Vie du Parti » (Supplément du *Populaire*), 6 avril 1937.

2. *La Vague*, 15 mai 1937.

le mouvement qui avait atteint son apogée en Juin 36, l'heure de vérité. Ainsi donc, sous un gouvernement de Front Populaire à direction socialiste et un ministre de l'Intérieur socialiste, des militants socialistes étaient assassinés par l'appareil policier de l'Etat. Tels étaient les fruits empoisonnés de l'« exercice du pouvoir ».

Sanctions contre nos jeunes.

La Jeune Garde, organe des Jeunesses Socialistes, publia, sans perdre un instant, un flamboyant numéro spécial qui titrait :

Huit milliards pour l'emprunt

Cinq morts à Clichy

L'argent de la bourgeoisie se paie avec le sang des ouvriers.

Le numéro fut aussitôt saisi par la police.

Au Conseil National S.F.I.O. qui suivit, Dormoy, loin de faire amende honorable, se plaignit de *recevoir traitreusement dans le dos les coups des membres de la Gauche Révolutionnaire*. Nous fîmes observer que le ministre de l'Intérieur se portait quand même mieux que Solange Demangel¹.

Pour leur numéro spécial, les vingt-deux militants les plus actifs de l'Entente des Jeunesses Socialistes de la Seine furent exclus et l'organisation dissoute. Leur crime ? Ils avaient osé *accuser les hommes que le Parti avait unanimement délégués au gouvernement de trahir et d'assassiner la classe ouvrière*. Marceau Pivert, qui avait, certes, trempé dans cette « unanimité » mais qui avait été aussi le maître de plusieurs de ces jeunes gens, revendiqua hautement sa responsabilité personnelle dans leur « subversion ». Il écrivit en leur faveur une de ses plus belles pages : un éducateur digne de ce nom n'était-il pas *forcé d'aimer un peu comme ses propres enfants ces belles figures de grands élèves ? Le maître véritablement affranchi ne cherche-t-il pas à préserver*

1. *La Vague*, 2 mai 1937.

ses disciples contre la terrible maladie du « conformisme », sclérose qui détruit toute jeunesse d'esprit ? Les exclus demandèrent à leurs camarades, tout en restant liés intimement à la « Gauche Révolutionnaire » du Parti Socialiste, de se préparer idéologiquement à la constitution future d'un *parti révolutionnaire*. La bureaucratie S.F.I.O. sauta, bien entendu, sur cette téméraire suggestion.

Une scission prématurée.

Pour ma part, je ne croyais pas encore le moment venu de nous lancer dans l'aventure d'une nouvelle formation révolutionnaire. Voici comme je raisonnais (ou déraisonnais) : notre influence croissante dans le Parti est due au fait que nous sommes les seuls à dire — et depuis longtemps — certaines vérités, les seuls à avoir raison. Gagnons du temps, coûte que coûte, car le temps travaille pour nous. Restons là où se trouvent les masses. Il y a encore bien des militants à gagner et dans le Parti et dans le Front Populaire. Les foudres de Paul Faure, la menace d'exclusion sont pour nous une formidable publicité gratuite. En province, elles n'ont fait que cristalliser l'opposition à la direction S.F.I.O. Dans l'hypothèse où nous quitterions le Parti, un grand nombre de nos militants ne nous suivraient pas. Si, comme il en est question, notre tendance est dissoute, si notre organe mensuel est interdit, qu'à cela ne tienne : nous exigerons que nos textes soient insérés dans la « Vie du Parti ¹ ». S'il le faut, nous donnerons nos articles, sans les signer, à l'hebdomadaire *La Vague* ². Et si l'on

1. Supplément du *Populaire* servi exclusivement aux porteurs de la carte S.F.I.O.

2. *La Vague* réunissait, à part quelques membres de notre « Gauche Révolutionnaire », des pacifistes, des syndicalistes et des « pupistes » (du nom du minuscule « Parti d'Unité Proletarienne » qui vivait sous la direction du vétéran Paul-Louis). Son premier numéro parut le 15 novembre 1936 et elle ne vécut qu'un an.

nous oblige à nous enfouir dans la clandestinité, nous inspirerons des journaux d'usine, la presse syndicale, nous plongerons plus profondément nos racines dans la classe ouvrière au moyen des « amicales » socialistes d'entreprise. De toute façon, nous ne nous laisserons pas étrangler. Nous serons plus diaboliques que notre Saint-Office.

Malheureusement Marceau Pivert, dont le pendule oscillait avec la même impétuosité d'un extrême à l'autre, crut devoir pousser les concessions plus loin que nécessaire. La direction du Parti, les ministres socialistes essayaient insidieusement de le dissocier de ses coéquipiers. (Au Congrès de Marseille, quelques mois plus tard, Vincent Auriol, du haut de la tribune, devait lui faire cette confidence ou plutôt cet appel du pied : *J'ai peur, Marceau Pivert, non pas de toi, mais de tous ceux qui te poussent...*) Notre porte-parole fit le *mea culpa* de nos « imperfections ». Il proclama notre amour du Parti, notre *loyauté absolue*, notre *attachement indéfectible*. Il était disposé à reconnaître la portée positive de l'effort du gouvernement. Il répudiait formellement ceux qui, se réclamant abusivement de notre tendance, demanderaient le retrait de nos délégués du gouvernement ou la dislocation du Front Populaire. Il ne répudiait pas moins tout langage qui comporterait des accusations injurieuses à l'égard de nos camarades ministres et de Léon Blum dont il savait le tranquille courage et la volonté pacifique. Ces « camarades », il les jugeait capables de tenir compte des courants d'opinion qui s'exprimaient à l'intérieur du Parti et d'améliorer dans une mesure considérable leur action politique. Nous ne disons pas : « Allez-vous-en ! » mais au contraire : « Restez et faites mieux. »

En dépit de ce langage combien modéré, la « Gauche Révolutionnaire » fut dissoute. Au Conseil National tenu le 18 avril 1937 à Puteaux, l'exposé des motifs déclara « inadmissible » et « intolérable » qu'il existe au sein même du Parti des organisations portant au-dehors des attaques publiques contre les ministres socialistes. Ainsi éclatait la contradictions dans laquelle nous nous étions

enfermés depuis la constitution de notre tendance. Mais la bureaucratie du Parti demeurerait, au moins jusqu'à nouvel ordre, prisonnière de la même contradiction : si l'on nous enlevait notre raison sociale, nous n'étions pas exclus pour autant et les statuts mêmes de la S.F.I.O. nous garantissaient notre « liberté d'appréciation et d'expression à l'intérieur du Parti ». Nous fîmes aisément peau neuve. Nos résolutions devinrent celles de la « minorité de la C.A.P. ». Et notre organe mensuel n'eut qu'à changer de titre : *La Gauche Révolutionnaire* fut rebaptisée *Les Cahiers Rouges*.

Un rédacteur de *La Vague* ayant conté, en termes d'un humour fort vif, les débats du Conseil National baptisé par lui « Auberge des Adrets », Marceau Pivert crut devoir, dans le numéro suivant, marquer son *désaveu total de certains procédés de polémique*¹. Notre reculade fut traitée par plusieurs rédacteurs de ce journal de « capitulation ». On nous reprocha d'avoir « raté notre sortie »². Mais, quelques semaines plus tard, au Congrès de Marseille, l'un des nôtres, Lucien Hérard, constatera, non sans ironie, que les divers orateurs s'obstinaient à nous désigner sous le vocable de « Gauche Révolutionnaire ». Les sanctions visant à nous bâillonner n'avaient été qu'un coup d'épée dans l'eau. Ou, plus exactement, la bureaucratie, sous la pression d'une « base » elle-même fort mécontente, s'était vue contrainte de nous accorder un sursis.

Le mirage de l'« avenant ».

Pour tenter d'ouvrir une soupape de sûreté à la mauvaise humeur et à l'impatience des militants du rang, Paul Faure avait fait miroiter la perspective d'un « nouveau programme ». Cet « avenant » serait proposé par le Parti au Rassemblement Populaire et comporterait les fameuses « nationalisations » honnies, l'année pré-

1. *La Vague*, 2 et 15 mai 1937.

2. *Ibid.*, 2 mai 1937.

cédente, par la coalition du radicalisme bourgeois et du national-communisme¹. La « Bataille Socialiste » de Zyromski, secouant soudain sa torpeur gouvernementaliste et tricolore, emboîta le pas. Elle réclama un gouvernement de combat, qui ne se contenterait pas de gérer les intérêts de la société bourgeoise, mais qui entendrait imprimer une impulsion vigoureuse aux mesures de transformation économique et sociale représentées par la nationalisation des industries-clés².

Le slogan de l'« avenant » n'était, en réalité, qu'une manœuvre démagogique renouvelée de celle de Mulhouse. Paul Faure ne fut jamais sincère en le lançant et, une fois le « nouveau programme » entériné par le Congrès de Marseille, la bureaucratie S.F.I.O. mit une singulière mollesse à solliciter son adoption par le Rassemblement Populaire. Quant à Zyromski, il s'empressa, pour être agréable à ses amis staliniens, d'oublier sa ronflante plate-forme de la veille. L'« avenant » fut enterré à jamais dans des cartons poussiéreux.

Notre « minorité de la C.A.P. » fut la seule à y croire, ou à affecter d'y croire. En politique, c'est à qui sera le plus « ficelle ». Il nous parut habile de prendre au mot Paul Faure aussi bien que Jean Zyromski et de capter cet « avenant » pour lui donner une teinte plus rouge.

On voulut m'assagir en me faisant tenir la plume de cette grande manœuvre. Dans une « tribune du Parti » de notre quotidien, je soutins qu'une simple discussion autour du tapis vert de la commission du programme n'aboutirait pas à grand-chose sans l'intervention active des masses. Il fallait donc faire délibérer la commission sous la pression d'une foule ardente et résolue. Si les négociations traînaient en longueur ou s'avéraient laborieuses, il serait du devoir strict du Parti de dénoncer publiquement toutes les responsabilités d'où qu'elles vinssent et d'entreprendre une vigoureuse campagne

1. Paul FAURE, discours à Puteaux, *Le Populaire* du 17 février 1937.

2. *Le Populaire* du 9 mai 1937.

d'agitation. Sans attendre d'en être réduit à cette ultime ressource, le Parti devait d'ores et déjà puiser dans le soutien des masses son énergie et son audace, aller à elles, leur faire comprendre directement, « et par-dessus certaines têtes rétives », la nécessité du miraculeux « avenant », l'urgence des grandes nationalisations. Elles seules pouvaient aider le Parti à briser toutes les résistances. Et comme Jean-Baptiste Séverac nous avait insidieusement accusés de pousser à la démission des ministres socialistes, je fis la concession d'affirmer le contraire : inviter Blum à quitter le pouvoir, « ce serait admettre l'échec de l'expérience et par là même la banqueroute du Parti. Or nous voulons que l'expérience réussisse. Or nous voulons que le Parti vive. Et c'est pourquoi nous pensons tout au contraire que Léon Blum et ses collaborateurs socialistes doivent conserver les leviers de commande quoi qu'il arrive. Et c'est pourquoi nous espérons encore qu'ils renverseront la vapeur avant qu'il soit trop tard; qu'ils prendront résolument la tête des masses ¹... »

Je m'étais gardé de lancer des fleurs à Léon Blum et mon texte du *Populaire*, dont l'optimisme de commande risquait d'abuser bien des lecteurs, était racheté par une dernière partie. Cette rallonge incendiaire, nous n'osâmes point la faire paraître dans le quotidien du Parti et elle fut insérée (sans signature) dans notre nouvelle revue : *Les Cahiers Rouges* ². Elle était empreinte d'un pessimisme qui tranchait avec le reste de l'article : *Si notre appel n'était pas entendu, si la « pause », de provisoire devenait définitive, alors, sans doute, c'en serait fini de l'expérience, des immenses espoirs soulevés l'an dernier, c'en serait fait du Parti lui-même. Les possédants, après s'être servis du gouvernement de Front Populaire à direction socialiste,*

1. D.G., « Front Populaire de combat », *Populaire* du 15 mai 1937.

2. *Les Cahiers Rouges*, n° 1, mai 1937. Parallèlement, nous avons rédigé, pour l'usage externe, un appel en vue d'un « Front Populaire de combat », qui fut signé, avec nous, par des pacifistes, des syndicalistes, des ligueurs des Droits de l'Homme. (*La Vague*, 1^{er} avril 1937.)

après l'avoir soumis à leurs volontés, après l'avoir discrédité en l'obligeant à rompre avec les masses, le rejetteraient comme un outil usagé, confieraient à d'autres, à la réaction, voire au fascisme, la défense de leurs privilèges. Et le Parti serait définitivement compromis aux yeux des masses, peut-être même, comme la social-démocratie allemande, condamné à un suicide sans gloire...

Nous offrons au Parti une ultime occasion de rédemption. Mais les plus « risque-tout » de notre équipe l'avertissaient que, s'il persévérait dans la voie de l'abandon, que si, parallèlement, il étouffait la voix des minorités sous *l'arbitraire d'une bureaucratie omnipotente*, ce serait hors de ses rangs, sous une forme ou sous une autre, que nous forgerions notre organisation de combat¹. Paul Faure avait l'ouïe fine. Cet avertissement un peu trop appuyé ne tomba pas dans les oreilles d'un sourd.

Finaly tombe le premier.

Quelques semaines plus tard, le Sénat conservateur que nous avons omis, quand tout était possible, de juguler, renverse le gouvernement Blum. L'ingrate bourgeoisie congédie son sauveteur de Juin 36.

Cette mutation politique fut précédée d'une mutation sur le plan bancaire. Le capitalisme forme rarement un bloc homogène. Des intérêts opposés s'affrontent, plus ou moins secrètement, dans ses sordides coulisses. Une fraction, qui avait à sa tête Horace Finaly, le directeur de la Banque de Paris et des Pays-Bas, soutenait l'« expérience » Blum, non seulement parce que des liens d'amitié unissaient, de longue date, les deux hommes, mais parce que le groupe Finaly avait jugé habile de canaliser le mouvement des masses, par la collaboration des classes, afin de le détourner de l'issue révolutionnaire. Il avait médité l'échec de la « déflation » menée

1. Gaston GOLDSCHILD, « Capitulations », *La Vague*, 2 mai 1937.

par les gouvernements issus du Six Février, et qui avait été à deux doigts de provoquer, par réaction, des réformes de structure. A cette désastreuse politique, la « Banque intelligente » préférait une politique de « reflation » ou d'« inflation », et de relance économique. En période d'instabilité monétaire, la Banque de Paris (elle l'avait déjà prouvé au temps lointain du Cartel de 1924) s'entendait à fructueusement spéculer. Finally avait donc joué la carte du Front Populaire. Mais le groupe rival de l'industrie lourde n'était pas du même avis. La monnaie fondante gênait les industriels. Le Front Populaire avait conféré un pouvoir énorme, fort incommodant pour le grand patronat, à la C.G.T. La réforme de la Banque de France, opérée par le gouvernement Blum, avait fait entrer dans son nouveau Conseil la Banque de Paris, où ses rivaux de l'aile conservatrice du capitalisme régnaient naguère sans partage. Au début de juin 1937, Horace Finaly, mis en minorité, fut délogé de son poste de directeur général par un certain Moreau, l'homme des anciens régents de la Banque de France, et qui représentait, à la Banque de Paris et des Pays-Bas, le groupe Lehideux, catholique et réactionnaire¹.

Sans perdre une minute, Robert Louzon, toujours perspicace et bien informé, commenta l'importance de cette mutation et en prédit l'inévitable suite : *On peut être à peu près assuré que les jours du gouvernement Blum sont comptés*. L'article s'achevait sur un post-scriptum : *La note ci-dessus était écrite depuis près de huit jours lorsque le ministère Blum est tombé*².

Blum déserte.

Au début de juin, la situation financière s'est aggravée : les sorties d'or s'accroissent, les banques retirent leurs dépôts du Trésor public. Blum et Auriol, avec

1. Hélène et René MODIANO, « Les mystères de la Banque de Paris », *Les Cahiers Rouges*, n° 2, juin-juillet 1937.

2. *La Révolution Proletarienne*, 25 juin 1937.

une velléité d'énergie bien tardive, réclament du parlement des pleins pouvoirs financiers relativement draconiens. La Chambre les leur accorde, le 15 juin, par 346 voix contre 247. Mais le 19, le Sénat les leur refuse; la Chambre les leur confirme à la même majorité. Mais le Sénat les leur dénie à nouveau. C'est quand la bataille est déjà jouée que la Fédération Socialiste de la Seine se décide enfin, trop tard, à manifester contre le Sénat. Plus de dix mille militants se battent contre le service d'ordre, de la porte Maillot à la Concorde. *Les travailleurs*, racontera plus tard Marceau Pivert, *attendaient un ordre de combat. Blum n'eut plus qu'une hâte : fuir le risque et chercher un refuge*¹.

Au parlement, le président du Conseil, s'il ne voulait pas violer la constitution, ne manquait pas de ressources de procédure. Il pouvait revenir une troisième fois devant la Chambre pour obtenir d'elle un vote de confiance. Il pouvait ordonner la démission en bloc des députés socialistes. Il pouvait faire prononcer la dissolution de l'assemblée suivie d'une consultation électorale qui l'eût plébiscité. Il n'a recours à aucun de ces moyens. Il se démet sans réunir au préalable, pour le consulter, le Conseil National du Parti, ou à défaut, l'organe exécutif, la C.A.P., sans même prendre l'avis de l'ensemble des ministres socialistes. Marceau Pivert révélera qu'à l'heure de la fatale décision, le ministre de la Santé Publique, Henri Sellier, a été tenu à l'écart, pour avoir vainement adressé à son chef de gouvernement des lettres d'avertissement prophétiques. A bout de nerfs, soulagé d'en finir avec « les jours sans répit et les nuits sans sommeil », de voir enfin son « épreuve terminée² », Blum annonce soudain qu'il démissionne et qu'il passe la main au radical Camille Chautemps. Toutefois, cette décision brusquée n'eût pas dû surprendre les militants qui eussent prêté attention aux confidences faites par leur prestigieux leader au Conseil National du 14 février 1937 : il avait alors posé

1. *Où va la France ?* cit.

2. Discours de BLUM au Congrès de Marseille, juillet 1937,

devant le Parti, comme il le dira lui-même, *en termes un peu enveloppés, mais pourtant bien clairs, la question de savoir si, à partir du moment où la pause était (inévitabile), c'était une direction socialiste qui devait prendre en main le gouvernement chargé de la régler*¹. Depuis longtemps, Blum méditait sa retraite, et nous avions été joués.

Le lendemain, 22 juin, le Conseil National S.F.I.O., enfin convoqué, est mis devant le fait accompli. A Marceau Pivert qui le pousse dans ses derniers retranchements, Blum ouvre plaintivement son cœur. Qu'on ne lui force pas la main, qu'on ne tente pas de lui faire jouer un rôle qui ne peut être le sien. Jamais lui, Blum, n'ouvrira les vannes au torrent populaire, ne jettera le pays dans la lutte révolutionnaire : *Vous savez que j'ai toujours tout fait pour mon Parti. Vous savez aussi que je ne suis pas un lâche. Mais ne me demandez pas cela...* Et, d'un de ces gestes de grand seigneur dont il a le secret, Blum ajoute : *Ce serait la guerre civile, ici comme en Espagne*².

Mais il ne se contente pas de cet aveu qui laisse atterré son trop confiant interlocuteur. Il exerce ensuite, comme le racontera Marceau Pivert, *une pression insolente sur les sentiments véritables des militants pour leur faire accepter une participation ministérielle jusqu'alors constamment repoussée par les congrès (...). Mais les délégués résistent. La pilule est amère. Les fonctionnaires du Parti, pourtant dociles, sont réticents; le jeune député du Tarn, Malroux, pleure de rage. Les détenteurs de gros paquets de mandats, dont dépend le vote, s'insurgent. Des négociations se poursuivent dans le plus grand secret : Lebas, Paul Faure et Dormoy (...) marchandant avec Camille Chautemps; celui-ci voudrait bien éviter de prendre dans sa combinaison le médiocre Lebas. Mais les sept cents mandats de Lebas représen-*

1. BLUM aux congrès de Marseille, juillet 1937, et de Royan, 4-7 juin 1938.

2. D. G., « Léon Blum tel qu'il est », *Les Cahiers Rouges*, août-septembre 1937; — Colette AUDRY, *Léon Blum*, cit., p. 148; — Marceau PIVERT, *op. cit.*

*tant la Fédération du Nord peuvent faire pencher la balance du résultat : s'il vote contre la participation, le gouvernement Chautemps est impossible. Alors, donnant donnant, Paul Faure, Dormoy et Lebas feront partie du ministère Chautemps. Ils rentrent au Conseil National et votent pour la participation*¹...

Cependant, le Conseil, après s'être prêté, avec une résignation dépourvue de conviction, à ce nauséabond maquignonnage, met une condition expresse à la participation : il ne l'accepte que si Chautemps ne fait pas appel à des hommes qui ont combattu le gouvernement du Front Populaire. Mais Blum, le rideau une fois tombé, ne tient aucun compte de cette condition. Dans la nouvelle équipe ministérielle, écrira Marceau Pivert, et en violation de la décision qui vient d'être prise par le Conseil National, des ministres adversaires du Front Populaire sont introduits. C'est le cas de Georges Bonnet qui, en septembre 1936, a combattu farouchement le cabinet Blum, et d'Henri Queuille, qui, en Corrèze, a pris la tête d'une coalition électorale contre le Front Populaire. Quand, au ministère des Finances, le même Georges Bonnet prendra, sans tarder, contre la classe laborieuse de sévères mesures dites de « déflation », le quotidien du Parti Socialiste entérinera cette politique et, mieux, niera qu'elle fût déflationniste². Le vice-président socialiste du Conseil sanctifiera, par sa présence au gouvernement, la « grande pénitence ». Tout comme, au début de juillet, il s'associera, dans une atmosphère d'union sacrée, aux réceptions officielles grandioses qui accueilleront en France le cardinal Pacelli, le futur Pie XII. Depuis la séparation de l'Eglise et de l'Etat la République ne s'était pas agenouillée devant un légat du Pape. Avec son ami Marx Dormoy, Blum, également, couvrira Edouard Daladier, ministre de la Défense Nationale, compromis dans le scandale des « Cagoulards », une organisation secrète d'activistes qui avait des ramifications multiples au sein de l'armée et

1. *Où va la France ?* cit.

2. *Le Populaire*, 22 juillet 1937.

était en relation avec les chefs militaires les plus haut placés. Quelques comparses, lampistes ou hommes de main, seront arrêtés. Mais Blum et Dormoy ne voudront pas remonter une filière qui les eût conduits jusqu'au Conseil Supérieur de la Guerre et au maréchal Pétain ¹.

Enfin, Blum endossera deux décrets du 21 décembre 1937 qui légaliseront de graves entorses à la semaine de quarante heures, une des principales conquêtes de Juin 36.

Une page est tournée. Réduit au rôle d'otage d'un gouvernement à direction radicale de plus en plus réactionnaire, Léon Blum a cessé d'être un moment de l'Histoire.

Le lugubre Congrès de Marseille.

Quand le Congrès S.F.I.O. s'ouvrit, à Marseille, le 10 juillet 1937, dans la salle de l'Opéra, l'atmosphère était lugubre. La mystique Blum n'avait pas résisté à l'épreuve de sa désertion. Le Parti n'était pas seulement dégrisé, mais en pleine révolte. Des militants, qui avaient jusqu'alors suivi la bureaucratie dirigeante, et qui n'étaient ni « Bataille Socialiste » ni « Gauche Révolutionnaire », crièrent leur stupeur et leur indignation. Malroux, du Tarn, fut un des plus véhéments : *Lorsque le gouvernement a capitulé devant le Sénat, j'ai eu tout de suite l'impression, non seulement que quelque chose d'essentiel venait de casser dans le Front Populaire, mais que le Parti Socialiste ne tenait plus ses promesses (...). Combien de fois, dans les premiers mois du gouvernement de Front Populaire, avions-nous fait savoir aux masses que leur devoir était d'être derrière leur gouvernement, prêtes à toutes les éventualités, décidées à crever dans l'œuf toute tentative de la réaction capitaliste ou sénatoriale (...). Partout les vieux nous écrivent leur colère et crient à la trahison.* Cette poli-

1. Cf. Marceau PIVERT, *Où va la France ? cit.*; — D.G. « Les chefs de l'armée patronnaient les Cagoullards »; *Juin 36*, 23 décembre 1938 — Marx Dormoy devait, le 26 juillet 1941, sous Pétain, être assassiné par les « Cagoullards ».

tique risquait d'amener la désaffection, l'indifférence, bientôt l'hostilité, et avec elle le fascisme. Et, se tournant vers Blum, l'orateur l'apostropha : *Vous serez obligé d'aller de concessions en concessions. Je crie : casse-cou !*

Pierre Brossolette exhala sa rancœur en termes encore plus sévères : *Nous pensions que le Parti n'était pas un parti comme les autres, que son chef n'était pas un homme comme les autres, qu'il ne pouvait tomber comme les autres, et que la crise ouverte par sa chute ne pouvait se résoudre comme les autres. On n'a pas le droit de capituler quand on parle au nom de la misère humaine. Nous voulons que le Congrès dise que jamais le Parti ne se permettra à nouveau de pareilles faiblesses.*

Dagain, de la Nièvre, enregistra : *Le Front Populaire est brisé. Les radicaux l'ont brisé.* Roucayrol invita les ministres socialistes, le jour où serait formé un gouvernement de combat, à faire preuve de *plus d'énergie, plus de fermeté, plus de décision* que pendant l'année qui venait de s'écouler.

A bout de nerfs, le Congrès, n'osant manquer de respect à l'idole déchuë, passa sa mauvaise humeur sur Paul Faure : le gnome fut vivement houspillé. La « Gauche Révolutionnaire », soumise à la compétition d'un tel tollé, ne pouvait guère hausser davantage le ton que les anciens moutons de Léon Blum. Mais elle accomplit un acte — l'acte même devant lequel notre excessif opportunisme avait trop longtemps reculé : elle demanda le retrait des ministres socialistes. Zyromski, éternel velléitaire, emboîta le pas, à la différence qu'il n'exigeait pas, lui, un retrait « immédiat », mais « le plus rapide possible ». La motion finale de la « Bataille Socialiste » blâmait explicitement les délégués au Conseil National du 22 juin de n'avoir pas empêché la formation d'un gouvernement « qui n'est pas à l'image du Front Populaire ». Blum, sentant qu'il allait être mis en minorité, s'en tira par un artifice indigne de lui : il fit en sorte, après une longue et risible bataille de procédure, que les voix recueillies par la « Bataille »

et par l'ex-« G.R. » ne fussent pas totalisées. Mais, additionnées après coup, elles donnaient tout de même 2 439 mandats oppositionnels contre 2 949 à la motion Blum-Paul Faure. Encore cette faible majorité était-elle truquée, car les deux plus grosses fédérations, le Nord et les Bouches-du-Rhône, ainsi que plusieurs autres, avaient bloqué tous leurs mandats en faveur de la direction du Parti, étouffant ceux de leurs propres minoritaires. Un vote honnête, c'est-à-dire conforme à l'arithmétique des tendances, eût mis en minorité les capitulards S.F.I.O.

Sentant passer le vent de la défaite, les « majoritaires » laissèrent la pègre marseillaise se livrer à des agressions scandaleuses contre les délégués de notre minorité. Des balcons et des galeries des chaises furent lancées. Dans les tribunes, des « Jeunesses Socialistes » assenèrent leur poing sur des spectateurs qui avaient applaudi Marceau Pivert. Des individus firent même irruption dans l'enceinte réservée aux congressistes, se jetèrent sur les « pivertistes », menaçant de les « sortir », les traitant de tous les noms, brisant leurs accessoires, et jusqu'à leurs stylos, brutalisant des femmes. On n'avait jamais assisté à de telles scènes dans un congrès socialiste.

Un boulet au pied.

Nous étions, en effet, devenus réellement dangereux. L'influence que nous avions conquise dans le Parti représentait bien davantage que les 892 mandats recueillis par nous au Congrès. Dans les mois qui suivirent, la justesse de notre position allait apparaître de plus en plus clairement aux militants du Parti, nos effectifs comme notre prestige s'accroître.

Cependant, le cordon ombilical qui nous liait au Parti nous interdisait de faire ouvertement devant le pays le procès des hommes qui nous avaient conduits à la déroute. Je ne peux évoquer sans un certain sentiment de honte ma participation à la campagne électorale en

vue des élections cantonales des 10 et 17 octobre 1937. Aux électeurs de Corneilles-en-Parisis, par exemple, mon exposé, bien que partiellement exact, tendit à rejeter tous les torts sur les autres partenaires du Front Populaire, et à disculper ainsi la S.F.I.O. Ce n'était pas dire toute la vérité. Ce n'était pas dissiper les illusions qui retardaient encore la prise de conscience des masses laborieuses. L'appartenance à ce Parti nous rivaît un boulet au pied.

Staline étrangle la Révolution espagnole.

Tandis que se disloquait le Front Populaire en France, les événements d'Espagne n'étaient pas moins lourds de conséquences. Staline menait dans la péninsule une politique dont la noirceur était aggravée par l'hypocrisie dont elle s'entourait. Il soutenait, en façade, les républicains, mais les privait des moyens de vaincre. Ses livraisons d'armes, faites au compte-gouttes et contre espèces sonnantes et trébuchantes, comportaient de strictes contreparties politiques : l'élimination des révolutionnaires espagnols. Pour le dictateur du prolétariat mondial, l'Espagne en était à l'étape de la révolution *bourgeoise* et c'était un crime que d'y vouloir planter les jalons de la révolution prolétarienne. Cet immobilisme obtus n'avait pas sa source dans la seule théorie; ce n'était pas seulement parce que l'adversaire inexpiable de Trostky haïssait l'idée de la « révolution permanente » qu'il voulait briser en Espagne l'authentique socialisme. Il obéissait à des mobiles plus concrets: dansant la « ronde des démocraties » avec Albion, il ne voulait pas offusquer sa cavalière en plantant le drapeau rouge sur une des chasses gardées de la « City » de Londres. Il craignait enfin les répercussions possibles d'une révolution ouvrière en Espagne sur son propre pouvoir bureaucratique.

À Barcelone, au début de mai, les staliniens n'avaient pas hésité à provoquer le prolétariat révolutionnaire et libertaire de Catalogne, pour le désarmer, lui arracher

ses positions stratégiques, l'empêcher de s'engager dans la voie du socialisme. Le sang ouvrier avait coulé. Le Parti Ouvrier d'Unification Marxiste, auquel nous attachaient des liens fraternels, avait été dissous, sa presse supprimée. L'un de ses dirigeants, André Nin, ancien disciple de Trotsky, avait été séquestré, puis assassiné.

Pour la première fois dans l'histoire du mouvement ouvrier international, une révolution était ouvertement étouffée par ceux qui se prétendaient les porte-parole mondiaux de la Révolution. Ils y parvenaient d'autant plus aisément que la grande leçon d'Octobre leur avait enseigné mieux qu'aux bourgeois les lois profondes du processus révolutionnaire : le consul de l'U.R.S.S. à Barcelone, Antonov-Ovséenko, pionnier de la Révolution de 1917, avait mis son expérience de la révolution au service de la contre-révolution. Aussi les journées sanglantes de Barcelone marquaient-elles un tournant de l'Histoire. Désormais les masques étaient jetés. Il était impossible à tout révolutionnaire honnête, ayant des yeux pour voir et des oreilles pour entendre, de considérer les hommes qui avaient ordonné ces crimes comme d'autres révolutionnaires, séparés de nous par de simples divergences de tactique. Staline n'était plus, à nos yeux, un adversaire « de tendance », mais un bandit. Dans tous les pays du monde, les socialistes révolutionnaires venaient d'apprendre que, le jour de la Révolution, ils n'auraient pas à affronter seulement la riposte bourgeoise la plus implacable, mais aussi les coups de nos prétendus « camarades ». « L'ère de la suppression physique des révolutionnaires était ouverte et nous étions tous des morts en sursis. » Ainsi m'exprimais-je au cours d'un meeting, à la salle Wagram, le 22 octobre 1937¹.

Dans deux « tribunes libres » du *Populaire*, sous notre double signature, Marceau Pivert et moi-même² avons alerté l'opinion socialiste sur ce drame. Après avoir houspillé ceux qui, dans le Parti, s'étaient laissé

1. Organisé par le Comité pour l'enquête sur le procès de Moscou.

2. 31 août et 7 septembre 1937.

prendre au mirage de la non-intervention, nous n'étions pas plus tendres pour les socialistes interventionnistes. Ceux-là étaient tombés, à notre avis, dans une autre erreur, également funeste : dans leur ardeur à dénoncer le blocus de l'Espagne républicaine, ils avaient trop négligé le *contenu de classe* de la Révolution espagnole; ils n'avaient pensé qu'aux armes nécessaires pour vaincre le fascisme, sans se poser la question : *entre les mains de qui sont ou vont ces armes ?* Or, précisément, les armes étaient *en train de changer de mains*. En juillet 1936, elles étaient entre les mains du prolétariat. Maintenant on les arrachait des mains du prolétariat et de l'avant-garde révolutionnaire.

Nos articles firent enrager les staliniens français. Dans *L'Humanité*, Georges Soria les traita de *provocation grossière* et notre alarme de *touchante dans sa perfidie*. Les révolutionnaires espagnols assassinés ou arrêtés étaient traités d'« espions trotskystes », d'« aventuriers sans scrupule » visant à désagréger le *Frente Popular* et le futur auteur dramatique, alors simple émule de Basile, prétendait posséder des documents prouvant leur liaison avec les rebelles et les agents de la Gestapo ¹.

Au début de novembre 1937, un certain nombre d'écrivains, parmi lesquels André Gide, Georges Duhamel, François Mauriac, Roger Martin du Gard et le professeur Paul Rivet furent pris à partie, dans les *Izvestia*, par Ilya Ehrenbourg, pour avoir protesté contre l'arrestation des « fascistes et provocateurs du P.O.U.M. ».

André Gide, collaborateur attitré de *Vendredi*, demanda à l'hebdomadaire de publier sa réponse à l'écrivain soviétique. Au nom de la rédaction, Jean Guéhenno refusa net. Il accusa Gide, venimeusement, de *se préférer à la révolution, à l'univers, de préférer sa propre cause à la cause du Front Populaire*. Le futur académicien, au nom de la « mystique du Front Populaire », s'interdisait d'épouser les querelles de Gide avec

1. *L'Humanité*, 25 septembre 1937.

l'U.R.S.S. et les communistes. Gide répondit avec dignité en s'affligeant de voir l'hebdomadaire *réduire son rôle à celui de miroir du Front Populaire, lorsqu'il en aurait pu être, et dû être, la conscience* ¹.

Les procès de Moscou.

Staline pataugeait partout dans le sang. A Moscou, après la première fournée de la vieille garde bolchevik « liquidée » en août 1936, le maréchal Touchatchevsky était exécuté, le 3 juin 1937, Hitler ayant, indirectement, fait accroire au dément du Kremlin que le brillant chef de l'Armée Rouge était un « traître ». La deuxième charrette de pionniers d'Octobre, celle où périt Boukharine, fut la pluie de sang qui fit déborder le vase : elle détacha de Staline quelques-uns de ses thuriféraires les plus obstinés ; tel, en mars 1938, mon vieil ami le correspondant des *Izvestia* à Paris, Charles Rappoport, et tel Willy Münzenberg, qui devait être assassiné mystérieusement, en France, au cours de l'été 1940.

L'entourage de Trotsky allait se rétrécir comme peau de chagrin : après l'Espagnol Andrés Nin, le trotskyste Ignace Reiss est assassiné près de Lausanne, l'extrotskyste Kurt Landau, et le secrétaire de Trotsky, Erwin Wolf, en Espagne ; le 16 février 1938, le propre fils du « Vieux », Léon Sédov, meurt à Paris, de façon inexpiquée ; un autre secrétaire de Trotsky, Rudolf Klement, est enlevé et assassiné dans la région parisienne. Plus tard, ce sera le tour du secrétaire de Trotsky en Norvège, Heinz Epe. J'avais connu personnellement la plupart d'entre eux. La mort rôdait autour de nous. Trotsky, à la veille de la guerre, était un mort en sursis.

Dès le mois de décembre 1936 était créé, avec notre participation, un « Comité pour l'enquête sur le Procès de Moscou » qui lança un *Appel aux hommes* et demanda la création d'une commission d'enquête internationale. Le fossé sanglant que Staline s'appliquait à

1. Jean GUÉHENNO, *Journal d'une « Révolution », 1939.*

creuser entre les travailleurs communistes et notre avant-garde accusée de complicité avec les agents fascistes, aggrava la division ouvrière, scinda le front révolutionnaire, contribua à notre isolement. Nous entrions dans un étroit défilé où, de tous côtés, nous étions vilipendés et menacés. Certains de nos militants supportaient mal d'être maudits et s'abandonnaient au désespoir.

On ne tient pas sa parole aux colonisés.

Pour la plupart des militants S.F.I.O., le problème de ce que nous appelons aujourd'hui la « décolonisation » était une question secondaire. Elle ne les touchait pas directement. Ils étaient imbus de préjugés plus ou moins colonialistes et, ne comprenant rien à la question nationale, ils soupçonnaient de « nationalisme » (au sens rétrograde du mot) les luttes libératrices des colonisés. A la « Gauche Révolutionnaire », grâce à l'insistance de quelques spécialistes, dont j'étais, le problème dit « colonial » avait cessé d'être sous-estimé. Sur ce grave sujet, dont l'actualité n'était pas moins brûlante alors qu'aujourd'hui, le Rassemblement Populaire n'avait accouché que d'une souris : sur un plan théorique, la reconnaissance d'un vague principe de « justice pour les indigènes des colonies » ; sur le plan pratique, la nomination d'une commission d'enquête. Tel était le maigre lest jeté par les radicaux-socialistes, qui trempaient jusqu'au cou dans la fange coloniale. Encore fallut-il attendre décembre 1936 pour que le Sénat se décidât à voter la création de cette commission d'enquête, et celle-ci ne fut envoyée qu'en Afrique occidentale, sans résultats tangibles.

La S.F.I.O., dans une large mesure sous notre impulsion, se montra un peu moins chiche. Au Congrès de Huyghens, à la veille de prendre le pouvoir, elle adressa un message solennel aux peuples colonisés. Elle s'engageait à mettre en vigueur dans les pays colonisés l'a b c de nos républicaines conquêtes : libertés démo-

cratiques, législation sociale. On n'avait jamais entendu au-delà des mers pareil langage, pareilles promesses. Leur retentissement, les espoirs suscités furent immenses.

Mais ce programme minimum, programme *démocratique* et non *socialiste*, qui s'inscrivait dans le cadre de l'ordre existant, n'en fut pas moins saboté par une administration demeurée impérialiste et ne reçut pas le plus petit commencement d'exécution. Tout au contraire, le Front Populaire, une fois au pouvoir, une nouvelle vague de répressions — emprisonnements, dissolution de mouvements, fusillades — s'abattit sur les colonisés. Un pauvre bougre d'Annamite fut même condamné à plusieurs années de prison pour avoir donné lecture à ses amis d'une brochure ancienne du président du Conseil¹.

En une série d'articles², je m'obstinais à dénoncer ce scandale qui, à vrai dire, ne nous surprenait guère. Nous nous étions associés au message de Huyghens, dû à la plume généreusement démagogique de Maurice Paz, mais nous savions que les féodalités capitalistes ne lâcheraient pas leur proie coloniale sans y être contraintes. Nous tendions une main fraternelle à ceux qu'elles opprimaient et qui lui résistaient : *tous les ennemis de nos ennemis sont nos amis*.

Seul à la Commission coloniale.

J'étais entré, après Huyghens, à la Commission coloniale, organisme purement « technique » et « consultatif », qui devait, en principe, transmettre des avis à la C.A.P. J'y étais l'unique représentant de la « Gauche Révolutionnaire » — position inconfortable dans un aréopage réformiste, assimilationniste, néo-

1. D. G. (sans signature), « Si loin... », *La Vague*, 2 mai 1937.

2. D. G., « Les colonies sont encore sous le joug », *La Vague*, 1^{er} décembre 1936; — « Les ennemis de nos ennemis sont nos amis », *ibid.*, 15 décembre 1936; — « Le gouvernement de Front Populaire et les colonies », *Les Cahiers Rouges*, mai 1937.

colonialiste. Ainsi Germaine Picard-Moch nous déclara, un jour, avec une moue butée, qu'au grand jamais elle ne voudrait mettre un bulletin de vote entre les mains d'illettrés algériens. Un autre membre, le gouverneur colonial Hubert Deschamps, chef de cabinet de Léon Blum, me retourna un cahier des revendications qui émanait authentiquement du *peuple* malgache avec un commentaire méprisant : il n'émanait, selon lui, *que d'un petit groupe sans mandat*. Quant au docte professeur Charles-André Julien, il nous confia, prenant prétexte d'incidents survenus en Tunisie entre les deux partis destouriens, qu'il *ne fallait pas donner trop vite la liberté aux indigènes*.

La plupart des membres de cette inopérante Commission étaient liés aux ministres socialistes par des liens personnels et même, parfois, professionnels, car plusieurs d'entre eux faisaient partie de cabinets ministériels. Bien que peu satisfaits, inquiets même, du tour que prenait la répression dans les pays colonisés, ils craignaient de parler trop haut, ils ne protestaient que lorsque l'abus était trop flagrant. Ils croyaient se mettre en règle avec leur conscience en se contentant de délibérations académiques, en vase clos, ou en émettant, leurs soirs d'audace, des ordres du jour platoniques, qui allaient mourir dans les paperasses du secrétariat du Parti.

Les ministres socialistes, par ailleurs, traitaient notre Commission par-dessus la jambe, n'accusaient même pas réception de nos résolutions et prenaient la plupart de leurs initiatives sans juger bon de nous consulter¹. A l'automne 1937, je déposai devant la Commission un texte rappelant à ces « camarades » les termes des motions « coloniales » de nos Congrès de Huyghens et de Marseille et exigeant l'exécution des promesses faites. Je fus, bien entendu, le seul de mon avis. Le cri d'alarme que je publiai ensuite en « tribune libre » du *Populaire* suscita l'ire de Maurice Paz, étroitement lié

1. D. G., « La Commission Coloniale du Parti », *Les Cahiers Rouges*, juin-juillet 1937.

au secrétariat du Parti. Il se refusait à *déplacer les responsabilités pour en accabler nos camarades délégués au gouvernement* et il soutenait que la Commission n'avait *aucun pouvoir de citer à sa barre les ministres socialistes pour leur adresser des remontrances*. Je voulais à toute force *faire œuvre de tendance*, ce qui n'était pas la meilleure façon d'aider les colonisés¹.

Je réussis, pourtant, à force d'insistance, à décider le ministre des Colonies, Marius Moutet, à se rendre, un soir, devant notre Commission. Le 25 octobre 1937, il se fit conduire rue Victor-Massé par un chauffeur qui, une fois l'excellence débarquée, ploya littéralement sous le poids des piles de dossiers mobilisés par la rue Oudinot pour se défendre, et me confondre. Pendant toute une soirée, je dus polémique seul, ou à peu près, contre un personnage entêté, venimeux, de mauvaise foi, souvent désarçonné, car il ne connaissait pas trop bien ses dossiers. D'accusateur, on essaya de me muer en accusé. Le procès de Marius Moutet faillit devenir le mien. Seul, le brave et courageux Jean Longuet vint, de temps à autre, bien que timidement, à ma rescousse.

Lorsqu'il était en veine de confiance, Moutet nous avouait volontiers, à Jean Longuet et à moi-même, dans le creux de l'oreille, qu'il était « prisonnier » de ses bureaux. Mais il lui arrivait de s'identifier avec l'officine colonialiste qu'il dirigeait nominalement et, par une sorte de don-quistisme, de défendre ses actes les moins défendables. Un jour il m'adressa une lettre fort vive, où il s'emportait contre ces *agitateurs* qui, disait-il, *dirigent leurs buts contre le Front Populaire, le gouvernement qui en est issu et l'administration coloniale dont je suis le chef*. Ce fut lui qui, le 19 septembre 1936, avait invité le gouverneur général de l'Indochine à maintenir l'ordre « par tous moyens » et à engager des poursuites contre les « fauteurs de trouble ». A Loubet, de la Commission coloniale, Mou-

1. D. G., « Colonies S.O.S. ! », *Populaire* du 12 octobre 1937; — Maurice PAZ, « Tendance S.O.S. », *ibid.*, 18 octobre 1937.

tet confia qu'il ne serait pas le fossoyeur des colonies, qu'il ne les ferait pas perdre à la France¹.

Les dirigeants staliniens n'étaient pas d'un avis sensiblement différent. Moutet me révéla que des députés communistes étaient venus tout exprès le voir pour me dénoncer auprès de lui comme un *dangereux personnage*. En prévision de la guerre des « démocraties » contre les dictatures, le Komintern veillait à ne pas priver l'allié impérialiste du soutien de ses colonies. Le Parti Communiste reçut l'ordre de renverser la vapeur dans ce domaine comme dans les autres et les organisations d'émancipation nationale, non inféodées à Moscou, donc jugées indociles, furent désormais en butte à l'hostilité systématique du stalinisme. Il combattit à boulets rouges l'Etoile nord-africaine et, dans la coulisse, exigea sa dissolution ainsi que l'arrestation de son leader, Messali Hadj. Au Maroc il ne fut pas étranger à la dissolution du Comité d'Action marocaine et à l'emprisonnement de ses chefs. A Madagascar, il désavoua publiquement les activités du mouvement national malgache, attirant sur lui les foudres colonialistes. En Indochine, il n'hésita pas à ordonner une scission au sein du groupe du journal la *Lutte*, dressant deux conseillers municipaux de Saigon, de tendance stalinienne, contre deux autres, de tendance trotskyste, pour ensuite appeler la répression des pouvoirs publics sur ces derniers. Averti par le ministre intérimaire des Colonies, Maurice Violette, des menaces de dissolution qui pesaient sur le groupe de Saigon, je m'étais rendu en hâte, le 1^{er} avril 1937, devant le « Rassemblement des Indochinois de France » pour alerter ses militants. Mais *le même jour* les staliniens ordonnaient à leurs affiliés de cesser de participer à ce Rassemblement : on les faisait se défilier au moment précis où était sollicitée, en faveur d'un groupe menacé par la répression, leur solidarité active².

1. D. G., « Fossoyeurs des colonies ou fossoyeurs du socialisme ? », *Les Cahiers Rouges*, août-septembre 1937.

2. « Si loin... », cit., — D. G., lettre au journal *La Lutte*, de Saigon, n° du 2 juin 1937.

Quant aux affaires algériennes, elles étaient du ressort du ministre de l'Intérieur, Marx Dormoy. Elles allaient fort mal, puisque le gouvernement de Front Populaire n'avait même pas osé tenir tête au Sénat pour lui imposer le vote du projet Blum-Violette. Ce texte, éminemment assimilationniste, était pour les « prépondérants » bien peu nocif, et pour nous bien insuffisant, puisqu'il visait simplement à écrémer les populations musulmanes de leurs « élites » les plus dociles, pour les verser dans le collège électoral français. Mais c'en était encore trop pour les partisans du double collège et de la suprématie de la représentation européenne. Tandis que le projet était enterré, la répression la plus brutale frappait le mouvement national de Messali Hadj. J'insistai pour l'audition de Dormoy par la Commission. Le ministre me répondit qu'il *causerait volontiers* de la question agérienne avec ses camarades de la Commission coloniale. Mais il ne daigna pas se déranger.

Le gouvernement de Front Populaire n'avait manifesté une certaine hardiesse décolonisatrice que sur un point : le « mandat » exercé par la France en Syrie. Pierre Viénot, sous-secrétaire d'Etat aux Affaires étrangères du gouvernement Blum, y était chargé des territoires sous protectorat et mandat (Tunisie, Maroc, Syrie). Il n'appartenait pas au Parti Socialiste, mais à un minuscule « Parti Socialiste Français » gravitant autour du social-patriote Paul-Boncour. Pourtant, il fit preuve de moins d'inconséquence que le « S.F.I.O. » Marius Moutet. N'hésitant pas à négocier directement avec les leaders du nationalisme syrien, il signa avec eux, le 22 décembre 1936, un traité qui mettait fin au « mandat » et proclamait l'indépendance de l'Etat syrien. Cet acte de sagesse faisait, d'ailleurs, la part assez belle aux intérêts impériaux : l'indépendance ne devait devenir effective qu'après une période « probatoire » de trois ans; pendant vingt-cinq ans la Syrie resterait liée à la France par une alliance politique et militaire. Mais le colonialisme se cabra. Pierre Viénot fut vitupéré; les gouvernements qui se succédèrent de

1936 à 1939 renièrent la parole donnée : le traité franco-syrien ne fut jamais soumis à la ratification du Parlement ¹.

Exécution d'une brebis galeuse.

Au Conseil National des 6-7 novembre 1937, la Fédération socialiste du Maroc m'avait donné mandat de la représenter. Elle constituait une exception remarquable. Contrairement aux autres fédérations des pays colonisés qui, composées presque exclusivement de « petits » Européens, voyaient d'un fort mauvais œil les mouvements d'émancipation nationale, celle du Maroc avait épousé résolument la cause des autochtones et elle militait en liaison étroite avec le Comité d'Action marocaine, le futur Parti de l'Istiqlal. Ses leaders : P. Chaignaud, Gaston Delmas, étaient pourtant des fonctionnaires, enseignant pour la plupart, mais leurs sympathies pour le marxisme, voire le trotskysme, avaient fait d'eux des internationalistes. Le mandat en question m'avait été expressément confié pour me permettre de faire à la tribune du Conseil National le procès de la politique « coloniale » du gouvernement de Front Populaire.

La Fédération du Maroc était, juste à ce moment-là, à couteaux tirés avec la direction du Parti comme avec le vice-président du Conseil socialiste. Le 22 octobre, son journal, le *Maroc Socialiste*, avait été saisi par la Résidence de Rabat pour avoir combattu la répression déchaînée par le général Noguès contre les nationalistes marocains. Le 25, André Blumel, chef de cabinet de Léon Blum, et Paul Faure, au nom du secrétariat du Parti, avaient téléphoné et télégraphié à Chaignaud et à Delmas pour leur signifier à la fois leur *approbation* de la politique autoritaire du résident, un militaire cher au cœur de Léon Blum, et leur *désapprobation* de l'atti-

1. Cf. Andrée PIERRE-VIÉNOT, « Un précédent : la Syrie », *Le Monde*, 7 mars 1958.

tude socialiste de la Fédération. Ainsi assuré de la confiance des ministres socialistes et du Parti lui-même, le général Noguès, le soir même, se décida à sévir, selon sa propre expression, de façon « impitoyable » ; les dirigeants du Comité d'Action marocaine furent jetés en prison ¹.

Tels étaient les faits que je m'apprêtais, au nom de la Fédération du Maroc, à produire à la tribune du Conseil National. La bureaucratie S.F.I.O. décida de me fermer la bouche. Un prétexte purement formel fut aisément trouvé. Pour être délégué, il fallait, aux termes des statuts, cinq années au moins de présence dans le Parti et, par suite de ma malencontreuse démission temporaire (de mars 1931 à mai 1935), je n'en comptais que trois et demie, et encore non consécutives. En vain ma section, bonne fille, avait-elle consenti à me laisser payer les cotisations dues pour la période où j'avais été démissionnaire. Mon étouffement parut à la direction du Parti affaire non négligeable puisqu'il fit l'objet d'un vote par mandats. Par près de 4 000 mandats contre 798, ma délégalion fut annulée ².

La brebis galeuse une fois exécutée, le Conseil National s'empressa de blanchir le camarade Marius Moutet. Il le félicita de *l'effort immense* qu'il avait accompli pour apporter aux populations indigènes plus de justice et plus d'humanité et lui fit confiance pour poursuivre l'application de ce programme en surmontant toutes les résistances.

Si j'ai cru devoir insister sur cet incident de procédure, c'est à cause de sa signification politique et des amers lendemains qu'il nous réservait : la démocratie, tant vantée, de la S.F.I.O., s'en allait en fumée dès que sa bureaucratie désirait étouffer des voix gênantes.

1. D.G., « Autour de la saisie du Maroc Socialiste : Inconscience ? » *Les Cahiers Rouges*, décembre 1937.

2. Lorsque les trotskystes, en 1934, étaient entrés dans la S.F.I.O., leur ancienneté dans le Parti Communiste leur avait été comptée et ils purent ainsi être délégués à la C.A.P. comme aux assises nationales, mais, n'ayant jamais appartenu au P.C., je ne pouvais revendiquer pareil privilège.

Une soirée mémorable.

A une heure où les deux partis « ouvriers », enlisés dans la paix sociale et la préparation de l'union sacrée, prêtaient une oreille inamicale aux porte-parole des colonisés, notre action en leur faveur nous valut des sympathies. Ils reportèrent sur nous les espoirs qu'on avait éveillé en eux et brutalement déçus.

A la fois pour l'éducation de nos militants et pour la coordination de la lutte anticolonialiste, la « Gauche Révolutionnaire » organisa, le 21 octobre 1937, une réunion d'information ouverte à tous les membres de la S.F.I.O. L'affluence était grande, l'atmosphère vibrante. Les principaux mouvements autochtones étaient représentés. Le pionnier de l'idée nationale algérienne, mon ami Messali Hadj, n'avait pu être parmi nous, car il venait d'être arrêté en Algérie pour « reconstitution de ligue dissoute », en vertu d'un texte législatif qui n'aurait dû être appliqué qu'aux seules organisations fascistes. Mais son « Parti du Peuple algérien », successeur de l'« Etoile Nord-Africaine » dissoute, avait délégué, à sa place, le jeune Radjef. Le « Rassemblement des Indochinois de France » avait pour porte-parole le brillant étudiant Vo-Than-Loc, à la savoureuse verve asiatique. Madagascar nous avait envoyé le vieux Paul Dussac, menu et ridé, héros du mouvement pour l'indépendance, qui, résidant depuis trente ans dans la grande île, était devenu Malgache de cœur et se montrait fier de ce mot d'un procureur général : « Vous êtes un colon raté. » Il était la bête noire des colonialistes, considéré par Moutet comme un dangereux « agitateur », et Maurice Violette, ministre des Colonies intérimaire, avait télégraphié au gouverneur de Madagascar de ne point tolérer l'« agitation » de ses amis et de prendre contre eux, le cas échéant, des « mesures sérieuses ». Le Comité d'Action marocaine était représenté par Ahmed Balafrej au noble profil bourbonien, dont j'étais le camarade depuis 1930, ministre des Affaires étrangères du Maroc à l'heure où j'écris, et la Tunisie par le leader

du « Néo-Destour », Habib Bourguiba. Le futur chef d'Etat, déjà plastronnant, de sa voix déjà explosive, affirma que ses compatriotes et nous avions les mêmes adversaires : ceux qui exploitaient le peuple français exploitaient le peuple tunisien avec encore plus d'impudeur. Ce n'était pas la faute du peuple français si les promesses du Front Populaire étaient demeurées lettre morte, si quinze mineurs tunisiens avaient été massacrés, le 7 mars 1937, à Metlaoui. Mais le jour où ce peuple aurait pris lui-même les leviers de commande et se serait affranchi de la tutelle des puissances d'argent, alors le peuple tunisien pourrait enfin établir avec lui des liens de collaboration qui ne seraient plus fondés sur la force. Nous eûmes, en somme, la primeur d'un *bourguibisme* avant la lettre.

Cette soirée mémorable scella l'alliance entre les colonisés et nous. Jusqu'à la veille de la guerre de 1939, nous devions maintenir avec leurs organisations une liaison toujours plus étroite.

Blum champion de l'union nationale.

Le Blum qui était fermement décidé à ne pas transformer en « conquête » l'« exercice du pouvoir » était déjà présent dans le Blum qui nous leurrait avec la perspective d'un miraculeux passage de l'une à l'autre. De même, le Blum qui avait résolu d'opposer à Hitler la force des armes et d'entrer, comme en 1914, dans l'union sacrée, était déjà présent dans le Blum qui nous leurrait avec ses plaintes sur le désarmement et sur la paix. Quand le « chef vénéré », pour la première fois, prôna ouvertement l'« unité française », nous n'en fûmes pas moins estomaqués.

Voici dans quelles circonstances. En janvier 1938, le gouvernement Chautemps-Blum fut l'objet des mêmes attaques financières que son prédécesseur, le gouvernement Blum-Chautemps. Retraits d'or massifs, crise de trésorerie, rien n'y manqua. Le président du Conseil, pour apaiser les possédants, crut devoir congédier les communistes de sa majorité. Les ministres socialistes

n'approuvèrent pas ce geste et donnèrent leur démission. Un Conseil National S.F.I.O., réuni le 17 janvier, refusa, par 4 155 mandats contre 4 035, toute nouvelle participation ministérielle. Le tandem Blum-Paul Faure était mis en minorité. C'était la première défaite subie par la bureaucratie S.F.I.O. et le petit secrétaire général, roquet rageur, jappa qu'il allait *f... le camp*.

C'est alors que Blum lança son ballon d'essai. Familier comme il l'était avec la vie publique anglaise, le précédent créé par Ramsay MacDonald le hantait. Porté au pouvoir en 1929, le leader travailliste d'outre-Manche avait, deux ans plus tard, au cours d'une dramatique crise financière, trahi son parti pour prendre la tête d'un gouvernement d'union nationale. Blum était prêt à la même palinodie mais en y mettant plus de formes : sa conscience de « juste » lui dictait de ne renier son credo socialiste qu'avec le blanc-seing de la S.F.I.O. Il s'agissait donc d'entraîner celle-ci dans l'union nationale. Depuis quelque temps, il en avait fait l'aveu au congrès de Marseille, il était sollicité de devenir *un grand homme d'Etat national en modelant sa majorité sur un type différent*. Sans aucun mandat du Parti, il suggéra un gouvernement, dirigé par lui, et qui irait *de Thorez à Paul Reynaud*. Dans un hebdomadaire, le président du groupe parlementaire socialiste, Albert Sérol, justifia cet élargissement inattendu du Front Populaire : *dans le cas d'une agression étrangère, l'union nationale était indispensable pour faire face, d'un seul bloc, à l'ennemi*¹. Mais l'initiative de Blum avorta, les radicaux se montrant peu enthousiastes à la perspective d'une participation communiste et Paul Reynaud voulant, quant à lui, élargir le Front Populaire encore plus à droite : jusqu'au fossile Louis Marin. Chautemps dut former un autre gouvernement, cette fois sans participation S.F.I.O.

Comme l'écrivit à Léon Blum, dans une lettre pathétique, le professeur Rivet, l'union nationale *comportait nécessairement le reniement des promesses solennelles*

1. Marianne, 9 février 1938.

*faites au pays; c'était la mise en sommeil des lois sociales et c'était l'absolution pour les fauteurs fascistes de guerre civile*¹.

Il revenait à la « Gauche Révolutionnaire » de prendre la tête de la lutte contre l'union nationale. Cette position intransigeante nous aida à conquérir la Fédération de la Seine. Nous ne dissimulions ni nos intentions ni notre drapeau. Vainqueurs dans la Seine, nous combattrions sans merci la nouvelle politique de Léon Blum. Le 23 janvier, par 7 450 mandats contre 4 087 à la « Bataille Socialiste » et 3 688 aux amis de Paul Faure, nous obtenions une majorité relative qui nous donnait la direction : en effet, les deux minorités s'accordaient trop peu pour s'unir contre nous. Je me souviens que nous fûmes nous-mêmes étonnés de notre victoire. Marceau Pivert assumait le secrétariat fédéral, assisté d'adjoints, dont j'étais. Dans la répartition des « portefeuilles », je fus chargé des groupes socialistes d'entreprises, qui avaient été affublés par nos prédécesseurs du déplaisant sobriquet d'« amicales ».

Au cœur du « deuxième round ».

A la « Gauche Révolutionnaire » nous savions toutes les insuffisances de la structure électoraliste du Parti. Le travail en profondeur au sein des masses prolétariennes ne pouvait se faire utilement qu'en s'adressant au producteur là où il peine et non plus seulement au « citoyen » là où il vote. Dans cet esprit, plusieurs sections animées par notre tendance, comme celle du 15^e arrondissement, avaient depuis quelques années créé dans les usines des « noyaux socialistes ». Mais les « Amicales », imaginées par la direction du Parti après l'avènement au pouvoir du gouvernement Blum, s'étaient vu assigner un tout autre objectif. Elles n'avaient pas pour but de faire rayonner dans les entreprises la pensée

1. Lettre citée dans Suzanne Nicolitch, *Front Populaire, Socialisme, Franc-Maçonnerie*, préface de Marceau PIVERT, septembre 1938.

socialiste, mais de *servir le gouvernement* comme une vulgaire « claque » de théâtre : en faisant voter des adresses de félicitations au « camarade Léon Blum », en prêchant aux ouvriers le *calme* et la *patience*. Le Comité national des Amicales socialistes était dirigé par Robert Prieur, chef de cabinet du ministre d'Etat Paul Faure, et André Blumel, chef de cabinet de Léon Blum. Il tenait, symboliquement, ses séances à l'Hôtel Matignon, et usait de bien étranges adjectifs possessifs : « A travers *votre* gouvernement, lançait-il aux travailleurs, c'est vous qui êtes menacés. Défendez-le et défendez-vous en vous groupant dans ses amicales d'entreprises ¹. » Les fonds secrets alimentaient fort généreusement ces point d'appui que le gouvernement s'était ménagés artificiellement au sein de la classe ouvrière.

Quand j'eus à prendre en main les Amicales de la Seine (avant même notre conquête définitive de la Fédération), je n'avais pas les coudées franches, car, bien qu'ayant élu domicile dans les locaux fédéraux du 7 rue Meslay, elles avaient jusqu'alors échappé à tout contrôle fédéral et, de surplu, elles étaient subordonnées au susdit Comité national dont l'exécuteur des hautes œuvres, en même temps que le bailleur de fonds, était Francis Desphelippon. J'ai engagé contre ce Robert Macaire (que je connaissais de longue date) un combat sans merci. Au terme duquel, avec des camarades tels que Lucien Vaillant et Maurice Jaquier, nous avons transformé les Amicales de la Seine en leur contraire : elles sont devenues les points d'appui sur le lieu du travail de notre « Gauche Révolutionnaire » ².

Marceau Pivert, dans une brochure, avait défini, en termes excellents, le rôle d'animateurs que devaient jouer nos militants : s'ils étaient bien « trempés », s'ils baignaient dans le courant populaire comme dans leur milieu naturel, s'ils étaient portés par la confiance des travailleurs, alors *rien ne pourrait résister à cette asso-*

1. D. G., « Où vont les Amicales Socialistes », *Les Cahiers Rouges*, décembre 1937; — « Sortons enfin de l'équivoque ! », *ibid.*, janvier 1938.

2. *Juin 36*, 5-20 mars, 7, 14 et 27 mai 1938.

ciation entre des éléments moteurs et des masses mobilisées ¹. De fait, là où cette « association » devint effective, il nous fut possible de rivaliser avec les staliniens en milieu ouvrier, mieux encore, de les mettre en échec et de les déborder par la gauche.

Le début de 1938 fut marqué par un renouveau des conflits du travail, un « deuxième round » de Juin 36, avec, toutefois, une différence : les travailleurs étaient ligotés maintenant par une puissante bureaucratie syndicale et la pratique d'un arbitrage en passe de devenir obligatoire ².

Le 23 décembre 1937, à Colombes, la gigantesque usine Goodrich fut occupée par son très nombreux personnel. Avec un sens de l'organisation et une discipline admirables, l'usine était mise en état de défense comme une forteresse assiégée. Le 30, à l'aube, le camarade Marx Dormoy, toujours ministre de l'Intérieur, fit encercler l'entreprise par six cents gardes mobiles, avec mission de déloger les grévistes. L'équipe de surveillance déclencha aussitôt les signaux d'alarme. Les sirènes appelèrent, de leur voix stridente, les ouvriers des autres usines du voisinage ainsi que l'ensemble de la population. En fin de journée, quelque trente mille ouvriers, accourus, entouraient le « fort » Goodrich. La nouvelle s'était répandue dans toute la région parisienne. Des débrayages spontanés eurent lieu un peu partout, des délégations ouvrières se présentèrent avec des vivres et des fonds de solidarité. L'opération d'évacuation était manquée. Les sbires de Dormoy durent battre en retraite. Mais les staliniens de l'Union des Syndicats de la région parisienne, Eugène Hénaff en tête, exigèrent, le 9 janvier, le respect d'une sentence

1. *Pour une Politique de classe*, octobre 1937.

2. Parmi les textes déposés le 28 janvier 1938 par le gouvernement Chautemps figurait un article pénalisant sévèrement les grèves poursuivies en dépit d'une sentence arbitrale. Mais cette disposition ne fut jamais votée. Par contre, le 4 mars 1938, fut promulgué un texte instituant un système de conciliation et d'arbitrage, obligatoire mais non assorti de sanctions. Celles-ci, d'ailleurs, eussent été superflues, puisque les dirigeants syndicaux acceptaient docilement les sentences arbitrales.

arbitrale de compromis qui équivalait à une capitulation. Les ouvriers reprirent le travail la mort dans l'âme, criant à la trahison¹.

Le 29 décembre, Paris se réveilla paralysé par une grève totale des services publics. Pas de transports, ni gaz, ni électricité. Le Parti Socialiste se scinda. Dans *Le Populaire*², Daniel Mayer déclara « inconcevable » un mouvement décidé à l'improviste et qui risquait de « ne pas paraître justifié aux yeux de la population », tandis que, sous notre impulsion, la Fédération de la Seine se plaçait résolument aux côtés des grévistes acculés à la lutte par les manœuvre patronales et la hausse vertigineuse du coût de la vie.

A leur tour les travailleurs de l'Alimentation entrèrent dans la bataille, une difficile bataille qui devait se prolonger plusieurs mois. Au cours d'une réunion tenue par les grévistes, à la mi-mars, je leur déclarai, au nom de notre Fédération de la Seine, qu'il était temps de ne plus laisser au patronat l'initiative de l'offensive et le choix du terrain. Les travailleurs de l'Alimentation avaient été jusqu'à l'extrême limite de la patience et de la conciliation, et même au-delà. Ils ne pouvaient pas transiger davantage. L'heure avait sonné de conférer aux luttes partielles, où l'on risquait de se laisser battre séparément, un caractère et un objectif d'ensemble³.

Le 24 mars, les métallurgistes — Citroën d'abord, Renault un peu plus tard — entrèrent à leur tour dans la danse et occupèrent leurs usines. Certains chefs socialistes insinuèrent que les communistes avaient jeté cette grève dans les jambes de Léon Blum au moment précis où il reprenait le pouvoir⁴. C'était faire aux staliniens trop d'honneur. En réalité, l'initiative de la grève avait

1. Cf. Marceau PIVERT, *Où va la France ?*, cit.; — *La Lutte Ouvrière* des 6 et 20 janvier 1938.

2. 29 décembre 1937.

3. Cf. D. G., « Les travailleurs ne peuvent plus transiger ! », *Juin 36*, 18 mars 1938; — Telle fut aussi la conclusion d'une brochure publiée par le Syndicat des Techniciens (C.G.T.), *Les grèves de la métallurgie de mars-avril 1938*.

4. Discours de Jean-Baptiste Lebas et Max Lejeune au congrès de Royan, 5 juin 1938.

été prise par les cadres syndicaux de base sous la pression des travailleurs depuis longtemps impatients de réagir. Mais les états-majors firent la grimace. *L'Humanité* affirma que la grève était l'œuvre des Amicales socialistes et des « provocateurs trotskystes », dont elle demandait au gouvernement rien moins que l'arrestation. Comme Léon Blum. avait repris le pouvoir depuis le 13 mars, avec le soutien du Parti Communiste, les staliniens du Syndicat des Métaux s'« étonnèrent » que *des groupements dont les attaches avec le parti actuellement au pouvoir sont connues publient et développent des mots d'ordre en contradiction avec les conseils donnés par le chef du gouvernement*¹. Le 28, la section locale de Renault dénonça dans un tract la « bête trotskyste » qui voulait entraîner les métallos dans la « grande aventure ».

Le Parti Socialiste, redevenu pour un temps parti gouvernemental, était, à nouveau, divisé en deux camps. Le chef de cabinet de Blum, André Blumel, convoqua à l'Hôtel Matignon les responsables des Amicales de la Métallurgie et leur déclara péremptoirement que, si le lundi 28 mars la grève n'était pas terminée, *Blum s'en ira et vous aurez Pétain*². Ce fatal lundi, *Le Populaire* publia, sous la signature de Francis Desphelippon, un article ordonnant aux « amicalistes » d'abandonner le mouvement et de cesser la grève. Notre bureau fédéral désavoua formellement cette initiative de « jaune » et renouvela sa solidarité totale avec les grévistes : le devoir de tous nos militants était, dans la discipline et le respect de l'autonomie syndicale, de mettre toutes leurs forces au service de cette « grande lutte » dont la « valeur démonstrative » était particulièrement importante. *Salut aux métallos en grève. En défendant leur pain ils protègent nos libertés et la paix.* Par ces mots se terminait notre tract que, pour ma part, voituré par

1. *L'Humanité* du 27 mars 1938; — D. G., « Les péripéties d'une grève », *Juin 36*, 22 avril 1938.

2. Relaté par D. G., « Nous les pestiférés », *Juin 36*, 1^{er} mai 1938.

mon ami Charles Lancelle, je répandis à profusion dans les usines métallurgiques de la région parisienne.

Bien que désavouée et sabotée par tous les états-majors, la grève s'obstina jusqu'au 19 avril, date où les métallos, la rage au cœur, durent reprendre le travail. Une sentence arbitrale avait été rendue qui allongea de cinq heures la semaine de travail pour les besoins de la « défense nationale ». C'était, Blum régna, un pas de plus dans la voie de l'assassinat des « 40 heures ».

Notre attitude militante au cours de ce conflit nous valut les attaques les plus fielleuses — ou, si l'on veut, les plus flatteuses — de l'ensemble de la presse. A l'en croire, c'était nous qui portions, seuls, la responsabilité de la cessation du travail de 150 000 ouvriers dans plus de cent usines de la région parisienne. J'adressai, dans notre hebdomadaire, nos sincères remerciements à ceux qui nous supposaient une telle influence et qui nous nimbaient d'une telle auréole. Mais je leur contestai tout sérieux. C'était leur incompréhension de l'action autonome du prolétariat qui leur faisait inventer le bouc émissaire « pivertiste ». Toutefois, en nous attribuant, à tort, tant d'autorité sur la classe, ils nous rendaient un hommage dont nous n'étions pas tout à fait indignes : malgré nos moyens et nos effectifs encore modestes au sein des masses travailleuses, nous étions les seuls à demeurer fidèles à l'esprit de Juin 36¹.

L'échec de la grève de la métallurgie, les conditions dans lesquelles elle avait été brisée, notre influence grandissante dans les entreprises provoquèrent des remous au sein même du Parti Communiste. Un député de Clichy, Honel, adressa une lettre publique à Maurice Thorez lui exprimant l'inquiétude grandissante des ouvriers devant l'offensive du patronat et de la réaction. Après avoir fait allusion, non sans inquiétude, aux difficultés supplémentaires résultant des *agissements trotskystes* qui s'efforçaient de nuire par tous les

1. D. G., « Nous les pestiférés », cit.

moyens au Front Populaire, l'auteur de cette lettre ajoutait : Le souci de vigueur s'exprime par le désir d'aller au-delà de la formation de Front Populaire par la constitution d'un Front ouvrier ou d'un Front révolutionnaire ¹.

Le moment était venu pour nous de tendre la main aux militants communistes de base dont ce document reflétait des préoccupations si proches des nôtres. Dans un article, je remerciai M. Daladier, le nouveau président du Conseil, de faire comprendre aux plus naïfs la duperie de ce Front Populaire que lui-même, un certain 14 juillet, avait tenu sur les fonts baptismaux et de nous aider, bien involontairement, à sceller un *Front Révolutionnaire*, dont nous avons été les premiers à répandre le bon grain ².

Blum a repris le pouvoir.

Il nous faut maintenant remonter de la base au sommet, des usines aux cimes du pouvoir. La pression du grand capital s'exerçant par les mêmes moyens qui avaient abattu les précédents gouvernements dits de Front Populaire, le président du Conseil Camille Chautemps sollicita, le 8 mars 1938, les pleins pouvoirs pour un nouvel « assainissement financier ». Cette fois, il ne s'agissait plus seulement d'ajourner, à nouveau, des projets de philanthropie sociale, comme l'avait fait le premier gouvernement Blum, mais de donner le coup de grâce à la semaine de 40 heures. La S.F.I.O. refusa son soutien et le ministère démissionna, sans qu'il y ait eu vote au Parlement.

Sur ces entrefaites, dans la nuit du 11 au 12 mars, les armées hitlériennes foncèrent sur l'Autriche. Blum

1. *L'Humanité* du 13 mai 1938. Thorez, inquiet du mécontentement que traduisait cette lettre, répondit par une série d'articles dans le même journal par lesquels il entrouvrait une « soupape de sûreté ». (Cf. *La Lutte Ouvrière*, 19 et 26 mai 1938 et l'article de Michel Collinet, *Juin* 36, 1^{er} juillet 1938.)

2. D.G., *Juin* 36, 20 mai 1938.

passa une nuit fort agitée de consultations politiques. Le matin du 12, devant un Conseil national S.F.I.O., il revint, pathétiquement, à l'idée qu'il avait déjà lancée en janvier : la gravité exceptionnelle des événements extérieurs, l'*Anschluss* exigeaient un « rassemblement national autour du Front Populaire ». Il fallait, pour empêcher l'union nationale de se faire « sans nous », la faire sous notre direction. Malgré les protestations de l'orateur, c'était un pas vers l'*union sacrée*, une union sacrée qui n'osait pas dire son nom, et qui, assurait-il, était destinée, non à faire la guerre, mais à l'empêcher. Alors qu'au mois de janvier, Blum avait été mis en minorité par la conjonction de la « Bataille Socialiste » et de la « Gauche Révolutionnaire », cette fois il obtint du Conseil National, à une énorme majorité (6 575 mandats contre 1 684) un « mandat illimité », une « pleine et entière confiance ». Zyromski avait apporté son adhésion enthousiaste à Blum. Le bouillant Jacobin s'était définitivement converti au bellicisme stalinien. La lutte de classes s'était, selon lui, « élargie ». Elle « débordait sur le plan international ». Fascisme et impérialisme se confondaient désormais. L'action directe du mouvement ouvrier devenait *inadéquate*. Contre Hitler, il était *conduit à admettre la nécessité d'utiliser l'appareil de force des Etats démocratiques*¹.

Par contre, Marceau Pivert vint lire à la tribune une déclaration qui répudiait *l'union nationale sous quelque forme qu'elle se présente*. En outre, nous affirmions que la décision prise ne correspondait pas à la volonté réelle des militants du Parti. Et nous citons un exemple : la puissante Fédération du Nord, qui avait le mandat de voter *contre* l'élargissement de la majorité de Front Populaire, avait, par ses délégués, appuyé la recherche de l'union nationale².

En fin de journée, Blum, armé d'un blanc-seing qu'il

1. Discours prononcé à Huyghens en février 1938, in Marceau PIVERT et Jean ZYROMSKI : *Deux Méthodes contre la guerre et le fascisme*.

2. *Les Cahiers Rouges*, mars 1938.

avait obtenu, grâce à la panique de l'*Anschluss*, en moins d'une demi-heure, n'hésita pas à se rendre au Palais-Bourbon et à haranguer une réunion plénière des députés de droite. Ce n'était pas la première fois qu'il coquetait avec ces messieurs. Déjà, le 6 décembre 1935, il avait conclu naïvement un pacte avec le fasciste Ybarnégaray par lequel les deux partenaires s'étaient engagés à supprimer leurs formations paramilitaires respectives, désavouant ainsi les groupes de défense, les fameux « T.P.P.S. » que, sous l'impulsion de Marceau Pivert, son propre Parti avait constitués. Cette fois, il venait supplier le même Ybarnégaray et ses acolytes de consentir à entrer dans un gouvernement d'union nationale à direction socialiste. Selon sa manière habituelle, il fit du charme, mais sur un ton « attristé ». Il ne pouvait pas croire que les résistances à son projet vinsent de la droite. Celle-ci allait-elle comprendre son véritable intérêt ? Si l'unité nationale à la Blum échouait, un front ouvrier ne manquerait pas de se former, qui diviserait la France et entraverait la préparation de sa défense. Que pouvaient craindre de lui ces bons conservateurs ? Des réformes de structure ? Mais les gouvernements de Front Populaire eux-mêmes n'avaient pu les opérer : à plus forte raison seraient-elles écartées par un gouvernement d'unanimité nationale. Les auditeurs ne furent ni séduits ni convaincus par ce langage où les masses laborieuses étaient troquées contre un plat de lentilles. Ils voulaient bien de l'union nationale, mais avec, à sa tête, un autre homme que Léon Blum. Délivrés de la grande peur des masses populaires, ils n'avaient plus besoin de leur sauveur de 1936. Ce fut avec mépris qu'ils repoussèrent la main qui leur était tendue¹.

Il ne restait plus à Blum qu'à constituer, la mort dans l'âme, un second gouvernement de Front Populaire à direction socialiste. Mais lui-même n'y croyait guère. Il

1. « Déclaration de Blum aux groupes de la minorité le 12 mars 1938 », *Les Temps Modernes*, septembre 1951; — Colette Audry, *op. cit.*, pp. 52, 152.

déclara publiquement qu'il faudrait un autre genre de ministère pour faire face aux difficultés de l'heure. Ce ministère, nécessaire, il n'avait pas dépendu de lui de le réaliser, et il était prêt à le réaliser encore¹. Plus tard, en juin, au congrès de Royan, il évoquera comme un cauchemar cette *combinaison de mars 1938 dont vous n'ignorez pas que je savais par avance à quels obstacles elle était destinée et dont nous sommes sortis sains et saufs par une espèce de miracle*. Comme s'il voulait démontrer par l'absurde la nécessité de l'union nationale, il réclama des pleins pouvoirs pour appliquer — enfin — une politique de coercition financière à laquelle il s'était refusé jusqu'à la veille de la chute de son premier gouvernement. A cet effet, un nouveau venu était introduit dans l'équipe ministérielle : le sous-secrétaire d'Etat au Trésor Pierre Mendès-France, radical-socialiste de gauche. Comme il fallait s'y attendre, les projets furent adoptés par la Chambre, mais à une majorité relativement faible (317 voix contre 250 et 56 abstentions). Restait le Sénat.

A bas le Sénat !

Le 26 mars, notre Bureau fédéral de la Seine avait adressé à Léon Blum une lettre publique l'assurant de son appui total *pour engager une lutte énergique, trop longtemps différée, contre le Sénat*. L'heure était venue de mobiliser les masses au service d'une politique authentiquement socialiste. *Il vous suffira de parler clair*, disions-nous à notre correspondant : *tous nos faubourgs et nos cités de banlieue répondront à votre appel et feront la démonstration de la puissance populaire*². A l'issue d'un conseil fédéral tenu le 5 avril, une délégation de notre Fédération essaya en vain d'entrer en contact avec le président du Conseil. Une autre délégation ne réussit pas davantage à se faire recevoir par

1. Cf. Herbet, article du 15 mars 1938, *op. cit.*

2. Juin 36, 8-22 avril 1938.

le secrétaire général du Parti. Mais le secrétaire-adjoint, Séverac, nous fit enfin savoir, dans la soirée du mercredi 6, que le Parti laissait à la Fédération la responsabilité d'organiser ou non une manifestation publique devant le Sénat. Sa seule objection était qu'elle risquait, si elle manquait d'ampleur, de se retourner contre nous. Notre décision fut aussitôt prise. Dans la nuit du 6 au 7, les colleurs commençaient à apposer nos affiches, 120 000 tracts furent distribués par nos militants ¹.

Un tract stalinien nous répondit, qui parlait de « provocation trotskyste ». Bien que livrés à nos seules forces, sans l'appui ni de notre Parti ni du Parti Communiste, sans l'aide d'aucun quotidien, il nous fut possible de mobiliser plus de 25 000 manifestants. Comme le ministre de l'Intérieur socialiste Marx Dormoy avait interdit la manifestation et massé des forces considérables autour du palais du Luxembourg, notre concentration s'opéra dans le quartier Latin qui, durant plusieurs heures, fut embouteillé. Une marée humaine recouvrit la chaussée et les trottoirs du « Boul'mich » où Marceau Pivert nous harangua du toit d'un édicule.

La démonstration avait été puissante et digne. Mais les fascistes, étudiants pour la plupart, se livrèrent à des provocations. Ils eurent pourtant la prudence de ne s'attaquer qu'à des militants isolés. Dans la rue de l'Ecole-de-Médecine, après la dispersion, je fus honoré d'un coup de poing assené en pleine figure : mes agresseurs, au préalable, m'avaient prié de chanter l'*Internationale*, et je m'étais exécuté avec un peu trop d'empressement.

Je dois avouer qu'à notre bureau fédéral, j'avais émis des réserves quant à l'opportunité de la manifestation contre le Sénat. Il me paraissait un peu naïf — et je me rapprochais sur ce point des trotskystes ² — de descendre dans la rue, aux cris de *Vive Blum !* pour le sou-

1. On trouvera le texte de cet appel aux Annexes.

2. Cf. « La Manifestation contre le Sénat », *La Lutte Ouvrière*, 14 avril 1938.

tien d'un homme qui prônait l'union nationale et d'affecter de croire, comme nous le lui avions écrit, qu'il était *arrivé, par la force des choses et par la volonté même de nos ennemis de classe, à renoncer à ses vaines tentatives*. En fait, Blum n'avait nullement abandonné ses desseins tricolores : il devait en faire la preuve, quelques semaines plus tard, au Congrès de Royan. Cependant, Marceau Pivert n'eut pas tort de souligner que *la manifestation contre le Sénat avait montré d'une manière éclatante que l'esprit de Juin 36 vivait toujours au sein des masses populaires et que leur cause aurait triomphé si les dirigeants l'avaient voulu*¹.

Blum tombe pour la seconde fois.

En dépit de notre « baroud d'honneur », le Sénat renversa, le lendemain 8 avril, le gouvernement Blum.

Pas plus qu'en juin 1937, le martyr du Luxembourg ne songea une seule minute à passer outre. Le surlendemain 9, au Conseil National S.F.I.O., il convint qu'il aurait pu résister au Sénat et lui imposer les pleins pouvoirs. Mais il y avait renoncé *pour des raisons de politique extérieure* et aussi pour une autre raison, quelque peu sibylline dans sa bouche : *parce que les forces les plus actives et les plus agressives n'auraient pas été dans cette crise entre les mains du Parti et de la C.G.T.* : autrement dit, parce que la S.F.I.O., aussi bien que la bureaucratie syndicale stalinienne, auraient pu être débordées par un mouvement de masses « incontrôlable » — dans le même style que notre démonstration de rue du 7 avril.

Le ministre de la Défense Nationale, Edouard Daladier, à la dévotion des chefs militaires, prit le pouvoir. Un Conseil National S.F.I.O. repoussa, par 4 320 mandats contre 3 763, la participation socialiste, mais autorisa le soutien : entre nous et Zyromski, un front minoritaire s'était, provisoirement, ressoudé. Le nou-

1. Commentaire au film *Contre le Courant*, cit.

veau ministre des Finances élaborera des projets bénéfiques pour les possédants, désastreux pour les masses laborieuses et qui comportaient, notamment, une nouvelle amputation du franc et de nouvelles entorses à la semaine de quarante heures, dite maintenant « loi de trahison nationale¹ ». *Nous n'avons pas de reproches sérieux à opposer à Daladier*, devait déclarer Blum à Royan. Non seulement la S.F.I.O. mais aussi le national-communisme accordèrent les pleins pouvoirs à un gouvernement de combat contre la classe ouvrière.

Commentaire de Marceau Pivert : *Après un bref retour du second gouvernement Blum qui s'en va sans combattre, la vieille chanson patriotique devient impérative. On aboutit bientôt, sur les ruines du Front Populaire, au retour des partisans de l'alliance traditionnelle entre le coffre-fort, le sabre et le goupillon²*. Le Front Populaire était mort et enterré. L'unanimité d'union sacrée s'était déglacée. La course à la guerre s'ouvrait.

1. Selon les termes de Robert Marjolin dans *l'Europe Nouvelle* : il n'y avait pas si longtemps, Marjolin, sous le pseudonyme de Marc Joubert, avait tenu la chronique économique du *Populaire*. Cf. D.G. : *Juin 36*, 4 juin 1938.

2. Commentaire au film *Contre le Courant*, cit.

ACTE III

La guerre, déjà

(1938-1939)

« JUSTE LE TEMPS » — FOUDES BUREAUCRATIQUES — NOUS RELEVONS LE GANT — NE PAS ENVENIMER LES CHOSES — LA FORTUNE SOURIT AUX AUDACIEUX — JEUNESSE AU CONGRÈS DE ROYAN — LA DERNIÈRE PASSE D'ARMES — NAISSANCE DU P.S.O.P. — LES HÉSITANTS — NOTRE CONFÉRENCE CONSTITUTIVE — NOUS NOUS DÉFINISSONS — COLÈRE DES STALINIENS — LA GUERRE FROLÉE DE PRÈS — LA « PAIX » DE MUNICH — LES MASSES SONT PACIFISTES — LA GAUCHE MUNICHOISE — LE TORCHON BRULE DANS TOUS LES PARTIS — ÉCHEC D'UNE GRÈVE GÉNÉRALE — SOUS LA FÉRULE DU « VIEUX » — DÉFAITE EN ESPAGNE — LA GUERRE QUI VIENT — FRONT OUVRIER INTERNATIONAL — UN PUISSANT LEVIER — ENCORE LES PACIFISTES — NOTRE PREMIER CONGRÈS —
ULTIME DIALOGUE PIVERT-TROTSKY.

NOTRE opposition irréductible à l'union nationale rendit finalement impossible la survie d'une « Gauche Révolutionnaire » dans la S.F.I.O. Si Jean Zyromski et certains de ses amis ne s'étaient pas, de plus en plus, identifiés avec le stalinisme, nous aurions bénéficié de leur soutien, non seulement à propos des mesures disciplinaires prises contre nous, mais aussi dans notre lutte politique contre l'union nationale, qui était la question essentielle. Mais Zyromski nous tourna le dos, en même temps qu'il isolait et affaiblissait sa propre tendance. Si, d'autre part, les ouvriers révolutionnaires du Parti Communiste avaient davantage lié leur action à la nôtre dans les batailles sociales, leur appui fraternel eût, sans doute, empêché notre isolement : mais la terrible pression de l'appareil stalinien, mitigée de quelques soupapes de sûreté habilement entrouvertes, réussit à neutraliser leurs velléités de rébellion, et cette même pression s'exerça sur la bureaucratie socialiste pour l'inciter à nous exclure.

Ce ne fut pas notre imprudence, notre maladresse, nos « erreurs psychologiques » qui nous firent expulser de la S.F.I.O., mais une incompatibilité politique devenue irréductible entre nos conceptions révolutionnaires et la dégringolade du Parti dans le social-patriotisme. Ce n'était pas nous qui avions changé. Nous n'avions pas fait, au moins à ce moment, un quelconque virage

« gauchiste » sous l'aiguillon d'un Trotsky. Devant le spectre de la guerre, c'était la S.F.I.O. qui perdait la tête.

« *Juste le temps* ».

Nous ne considérons pas la scission comme une panacée. Nous étions plutôt sceptiques quant aux bienfaits que nous-mêmes et la classe ouvrière pourrions en tirer — au moins dans un proche avenir. Nous n'étions pas absolument convaincus que la création d'un nouveau parti, même d'inspiration révolutionnaire, était opportune, ni que nous réussirions dans cette téméraire entreprise. Pour ma part, les arguments que j'avais développés, un an plus tôt, en faveur de notre maintien dans le Parti Socialiste n'avaient pas perdu toute valeur. Notre action stimulante au sein du prolétariat, dans les usines où nous avons tissé un réseau de militants désintéressés mis à la disposition de la classe, eût pu continuer à s'exercer au sein de notre minorité et, dans la région parisienne, à travers la Fédération que nous avons conquise. Si le Parti Socialiste Ouvrier et Paysan naquit, ce fut parce qu'on nous y obligea. Mais, tandis qu'une partie de nos adhérents nous lâcha quand sonna l'heure de la scission, qu'une autre n'entra dans la P.S.O.P. qu'avec hésitation et regret, nos camarades les mieux trempés relevèrent le défi, s'attelèrent, avec énergie et foi, à la construction d'un parti révolutionnaire imposé par les circonstances.

Deux facteurs, toutefois, nuisirent à notre effort : l'approche de la guerre creusa dans nos rangs de nouvelles différenciations, accentua l'hétérogénéité de notre composition ; et, surtout, la course à la guerre prit une allure si rapide que l'échéance nous surprit alors que nous avions à peine démonté nos échafaudages, inauguré notre édifice. Comme Marceau Pivert l'écrira en substance, non sans mélancolie, dans ses souvenirs, le P.S.O.P. a eu *juste le temps* entre sa création, au début de juin 1938, et le 1^{er} septembre 1939, de forger son

organisation intérieure, d'établir ses relations internationales, de se préparer à l'action clandestine imposée par l'état de guerre¹.

Foudres bureaucratiques.

Au lendemain du Conseil National du 12 mars qui avait donné à Léon Blum carte blanche pour ses projets d'union sacrée, le quotidien du Parti avait refusé d'insérer la déclaration de notre minorité lue par Marceau Viverit à la tribune de cette assemblée. C'est alors que la Fédération de la Seine décida d'alerter elle-même le Parti. Elle envoya à toutes les fédérations et à toutes les sections S.F.I.O. une circulaire, datée du 18 mars, qui titrait : *Alerte ! Le Parti est en danger !* Le Parti souverain n'avait pas dit son dernier mot. Les milliers de sections n'avaient pas donné leur avis. Il était encore temps de sauver la vieille maison de l'abdication et de la débâcle, de la rappeler à la fidélité au socialisme internationaliste. Notre position n'avait rien à voir, contrairement à ce qu'insinuaient nos adversaires, avec un pacifisme verbal ou un gandhisme impuissant. Nous tenions compte de la réalité des faits. Or c'était un *fait* que nous ne pouvions combattre le fascisme extérieur avec l'appui de notre propre réaction. Et nous ajoutions, prophétiquement : *d'une réaction prête à pactiser ouvertement ou sournoisement avec nos pires adversaires.* (Nous lisions dans l'avenir, non seulement de la bourgeoisie munichoise, puis vichyssoise, mais de Paul Faure lui-même, qui devait, avec plusieurs de ses lieutenants², se ranger derrière le maréchal Pétain.)

Parallèlement, nous adreptions, le 24 mars, aux camarades de la tendance « G.R. » une lettre ronéotypée où nous résumions la question posée à l'ensemble des militants S.F.I.O. : *oui ou non, le Parti va-t-il s'intégrer*

1. *Où va la France ?* cit.

2. Parmi lesquels l'ancien ministre Spinasse, les députés Allemane, L'Hévéder, Albert Rivière, Roucayrol, l'administrateur du *Populaire*, Gaillard, etc.

dans l'union nationale ? Et nous mettions les points sur les i : Pour nous, dès maintenant, nous pouvons dire que nous ne resterions pas dans un Parti qui la ferait.

Paul Faure, en possession d'un exemplaire du tract du 18 mars, somma, par lettre du 24, le secrétaire fédéral de ne pas le mettre en circulation. Notre commission exécutive décida de passer outre et Marceau Pivert répondit au secrétaire national que les expéditions en cours seraient continuées : notre circulaire n'était pas un tract public et il était contraire à la charte fédéraliste du Parti de dénier à une fédération le droit de communiquer ses idées à d'autres fédérations.

Certains camarades partisans de la conciliation nous reprochèrent, par la suite, de n'avoir pas cédé à l'injonction de suspendre l'expédition des circulaires. Était-il si difficile de les rendre à l'imprimeur et de remplacer la signature « Fédération de la Seine » par celle de Marceau Pivert ? Dans ce cas, ce n'était plus une fédération qui se rebellait contre un Conseil National, mais un simple militant qui poursuivait, conformément aux statuts, une lutte de tendance. La légalité du Parti était saine et sauve. Mais le même Deixonne, porte-parole de cette suggestion *a posteriori*, devait convenir qu'en agissant au nom de la Fédération de la Seine nous avions davantage de chances de galvaniser les éléments minoritaires épars dans le pays et que, si l'initiative n'avait pas été fédérale, l'opposition aurait été, au Congrès de Royan, moins nombreuse¹.

Le 31 mars, notre conseil fédéral, par 7 514 mandats (sur 13 910 exprimés) nous approuva d'avoir ainsi alerté les membres du Parti. Mais nous ne pouvions plus guère avoir d'illusions sur le sort qui nous était réservé. Paul Faure ne se gênait pas pour dire à qui voulait l'entendre que la « Gauche Révolutionnaire » devait être « foutue à la porte² ». La Commission Nationale des Conflits, saisie de notre « indiscipline », rendit, le

1. Maurice DEIXONNE, *La vérité sur la scission de Royan*, Aurillac, 1938.

2. Propos rapportés par Marceau Pivert à la C.A.P. du 30 mars 1938.

11 avril, sa sentence : Marceau Pivert était frappé de trois ans de suspension de délégations, les membres du bureau fédéral : René Cazanave¹, Georges Gillet, Henri Goldschild, Daniel Guérin, Maurice Jaquier, René Rul, André Weil-Curiel de deux ans de suspension de délégations. Un conseil fédéral fut aussitôt convoqué. Il décida, à une énorme majorité qui ressoudait, au moins provisoirement, la « Gauche Révolutionnaire » et la « Bataille Socialiste » (11 488 mandats contre 204 et 1 579 abstentions), le maintien en fonctions, jusqu'au prochain Congrès National, du Bureau fédéral suspendu. Le 13 avril, la C.A.P. riposta en prononçant la dissolution de la Fédération de la Seine et en constituant une fédération dissidente. Elle exauçait ainsi le vœu du réactionnaire Taittinger qui, dans *Le Jour*, avait réclamé pareille mesure. La légalité fédéraliste du Parti était bafouée : seul, en effet, le Congrès National, représentant l'ensemble des fédérations, avait le droit de dissoudre l'une d'elles. Sans même attendre la prise de position du prochain Congrès, Paul Faure, abusivement, présenta aux membres de la Fédération un engagement de respecter les « décisions du Parti ». Ceux qui refuseraient de signer ce « billet de confession » seraient considérés comme s'étant mis hors de la S.F.I.O.

Nous relevons le gant.

Notre réponse à ce coup de force fut l'occupation, par un service d'ordre formé de nos militants, des locaux fédéraux. Ils étaient la propriété de la Fédération et non du Parti, et nous étions la Fédération *régulière*. Cet acte énergique eut un certain retentissement dans l'opinion publique et nombreux furent les journalistes, en quête de sensation, qui accoururent 7 rue Meslay.

Le 22 avril, la Fédération dissoute organisa, au Centre des Loisirs du 18^e arrondissement, une réunion d'information réservée aux membres du Parti. L'affluence dépassa notre attente. Deux mille personnes s'entas-

1. René Cazanave, jeune instituteur, devait être fusillé, en 1943, par l'occupant hitlérien.

saient dans une salle comble et, malgré l'ouverture de deux salles supplémentaires, nombreux furent les militants qui durent se contenter de stationner dans la rue. Le 26, une nouvelle étape fut franchie, celle d'une réunion publique, à Montmartre, au Moulin de la Galette. Le succès fut plus vif encore, trois mille auditeurs chaleureux se pressaient au coude à coude. Après Lucien Chapelain, au nom des Jeunesses, René Rul, André Weil-Curiel, René Cazanave, je me risquai à lancer des mots fatidiques, qu'avaient esquivés les autres orateurs : si nous n'obtenions pas gain de cause à Royan, ce serait moins la volonté artificielle de tel ou tel militant que la loi même de l'Histoire qui ferait naître un nouveau parti révolutionnaire. Cette déclaration (qui se fiait un peu trop au déterminisme historique) fut abondamment reproduite par la grande presse. Marceau Pivert conclut de façon moins téméraire : il faisait confiance à la base du Parti pour réviser la sentence qui nous avait frappés et il insistait sur notre intention de ne « pas envenimer les choses ».

Ne pas envenimer les choses.

Dans *Juin 36*, notre chef de file pressa tous nos militants et sympathisants d'éviter tout ce qui pourrait aggraver les divisions au sein du Parti et de la classe ouvrière¹. Au cours d'une réunion à Nice, le 8 mai, ayant à faire face à un assaut de questions plus ou moins perfides lancées par le secrétaire fédéral, Jean Jacquot, il crut devoir démentir les intentions « trotskystes » qu'on nous prêtait généreusement de vouloir faire un parti révolutionnaire. Pour nous, s'écria-t-il, le parti révolutionnaire est tout construit : c'est le Parti Socialiste. Dans un appel solennel adressé à l'ensemble du Parti, la Fédération de la Seine demanda l'annulation des sanctions prises contre elle et affirma : nous sommes socialistes unifiés et voulons le rester².

1. *Juin 36*, 1^{er} mai 1938.

2. *Les Cahiers Rouges*, n° 11, 13 mai 1938.

Au congrès fédéral qui se tint le 15 mai, le désaccord entre les partisans du passé et ceux de l'avenir apparut à ciel ouvert. Alors que Marceau Pivert se contenta de broder sur le thème : *la Fédération continue*, je crus devoir tenir un autre langage. Nous nous trouvions en face d'un début de scission *effective*. Cette situation que nous n'avions pas voulue, que nous n'avions pas créée, nous étions bien obligés de la regarder en face, sans réticence et sans peur. Il me paraissait, contrairement à certains camarades qui se berçaient encore d'illusions, que la scission à Royan était inévitable. Car, même en admettant que, sur le plan de la procédure, nous fassions reculer la direction du Parti, la cause profonde de l'état de scission ne serait pas éliminée. Pour que nous puissions rester à la S.F.I.O., il faudrait que le Congrès adopte un texte signifiant de façon explicite un redressement fondamental de la politique du Parti, une condamnation formelle et catégorique de la collaboration de classes et de l'union nationale sous toutes ses formes. Or ce redressement me paraissait absolument chimérique. Rester au Parti dans de telles conditions, et, au surplus, sans garantie pour nous d'une totale liberté d'expression, telle était l'erreur que je conjurais mes auditeurs de ne pas commettre. Ce serait reculer, non pour mieux sauter, mais pour plus mal sauter. Car l'état de scission se reproduirait inévitablement, dans un court laps de temps et dans des circonstances beaucoup moins favorables pour nous : d'une part, nous aurions perdu nos éléments les plus combattifs, qui, démoralisés, nous auraient abandonnés; d'autre part, nous ne trouverions plus la même audience auprès des nombreux ouvriers communistes ou sans-parti qui traversaient, à ce moment même, une grave crise de conscience et qui cesseraient d'être attirés par nous s'ils nous voyaient nous engluer dans un nouveau compromis. C'est pourquoi nous devons aller à Royan parés pour toute éventualité : en un mot, prêts à nous constituer en un mouvement indépendant.

Certains camarades soutenaient qu'il était inopportun, prématuré, d'entrer dans le vif de ce sujet. Il serait

toujours temps à Royan de voir venir et de nous concerter. Une telle fuite devant l'avenir me paraissait très dangereuse. Si nous allions à Royan dans un état d'impréparation, nous serions pris au dépourvu, démunis de perspectives, à l'heure même où s'imposeraient des décisions immédiates et hardies. Je me faisais du souci moins pour nos cadres que pour nos militants de base. Si nous ne les préparions pas à une consommation définitive de la scission, ils refuseraient, peut-être bien, à la dernière minute, de se jeter à l'eau et ils seraient finalement perdus pour nous. Un parti révolutionnaire ne se fabrique pas artificiellement. Il ne peut surgir du cerveau de quelques théoriciens. Il ne devient réalité que si, au préalable, il s'est déjà inscrit dans le conscient, ou le subconscient, de nombreux ouvriers révolutionnaires : entraver, ajourner la maturation de cette notion nouvelle, ne pas la rendre familière dès maintenant aux travailleurs, ce serait nous fermer la seule voie qui, peut-être, nous restait ouverte. Ce serait nous suicider politiquement. Certes, notre responsabilité était lourde et nous en sentions tout le poids. Mais il est des heures où il ne convient pas d'avoir peur, des heures où il faut s'inspirer de l'adage : *La fortune sourit aux audacieux.*

La fortune sourit aux audacieux.

Cette thèse, qu'appuya notamment Michel Collinet, ne l'emporta qu'à moitié. Le conseil fédéral adopta une motion inspirée d'un esprit de compromis qui adjurait le Congrès de Royan d'annuler purement et simplement les sanctions. Mais la gauche obtint le vote d'un additif : s'il advenait que le Parti restât sourd à notre appel, qu'il cessât d'être le « Parti de lutte de classes et de révolution » voulu par sa charte de 1905, nous aurions devant nous un parti transformé dans son essence, et ce serait à nos délégués qu'il appartiendrait alors et sans tarder, à Royan même, de prendre toutes décisions *en vue d'assurer la continuité du Parti Socia-*

liste, « *parti de lutte de classes et de révolution* ». Cette formulation était relativement habile en ce qu'elle visait à amadouer les militants fidèles à l'esprit de la « vieille maison » ; mais, comme toutes les « ficelles » politiques, elle était entachée d'une grave équivoque : elle travestissait la réalité en faisant passer pour révolutionnaire, au moins jusqu'à la veille, une formation qui, depuis bien plus longtemps, avait cessé de l'être, et elle ancrerait dans les cervelles l'idée que le futur parti serait la simple continuation de l'ancien. Pourtant, cette habileté était encore trop audacieuse pour la « Bataille Socialiste » ; ses adhérents, s'étant solidarisés avec la Fédération dissoute, votèrent la première partie de la motion, mais non pas la seconde.

Cependant Marceau Pivert hésitait encore à s'engager dans une voie aux inconnues redoutables. Il conservait un attachement sentimental à cette S.F.I.O. qui avait été son bercaïl depuis ses premiers pas dans la vie militante. La perspective d'un nouveau Parti l'effrayait un peu et il ne se sentait peut-être pas de taille à en devenir le constructeur. Par ailleurs, il craignait, je l'imagine, d'y être débordé par les éléments trotskystes et « trotskysants » qui harcelaient son « centrisme ». Dans les coulisses, beaucoup d'intrigues se nouaient. Une partie de la « Bataille Socialiste » avec Pierre Commin et Andrée Marty-Capgras s'efforçait de jouer Blum contre Paul Faure afin d'obtenir que les sanctions prises contre nous fussent reconsidérées¹. La mystique Blum, qu'on eût pu croire à jamais éteinte, se ralluma dans l'âme sentimentale de plus d'un camarade : si l'homme providentiel de 1936 allait resurgir, se prêter au rôle de « médiateur suprême² »... Les éléments de notre tendance qui appartenaient à la franc-maçonnerie, sous la houlette d'une femme aussi agressive qu'intelligente, Suzanne Nicolitch, exerçaient une pression quotidienne sur Marceau pour le détourner de l'issue vers

1. Pierre Commin et Andrée Marty-Capgras, article de « tribune libre » dans *Le Populaire* du 5 mai 1938 ; — cf. *La Lutte Ouvrière*, 12 et 26 mai 1938.

2. Nicolitch, *op. cit.*

laquelle la force des choses et notre réflexion consciente l'entraînaient. Je me souviens d'une visite faite vers le 23 mai au chevet de notre ami qui avait été victime d'un accident de la route et reposait, allongé sur le dos, dans le plâtre. Suzanne Nicolitch était assise d'un côté du lit, Michel Collinet et moi-même de l'autre. Le patient était comme écartelé entre ces conseillers antagonistes qui, l'une, l'adjurait de ne pas réduire les chances d'un compromis, les autres d'en finir avec ces chimères et d'aller jusqu'au bout. Marceau Pivert alla finalement jusqu'au bout. Et, d'ailleurs, Suzanne Nicolitch elle aussi, qui, tout en prônant une prudence tactique, tout en quittant à regret la S.F.I.O., se refusa à une abdication sur la question de fond, c'est-à-dire l'union nationale ¹.

**

Le dimanche 29 mai, la Fédération de la Seine participe en masse à la cérémonie traditionnelle du Mur des Fédérés. Une forêt de pancartes portant le titre de notre journal, surmonté de notre emblème : le poing fermé traversé des trois flèches, domine nos cohortes qui défilent contre l'union sacrée. *Il s'agit de savoir*, a lancé notre appel, *si les descendants des Communards vont conclure une alliance monstrueuse avec ceux des Versaillais. La Fédération Socialiste de la Seine a choisi* ². Cette fois, notre choix est fait.

Jeunesse au Congrès de Royan.

Dans la journée du 3 juin 1938, par la voie ferrée et par la route, les militants S.F.I.O., congressistes ou spectateurs, s'acheminent en grand nombre vers Royan. Sur cette plage de l'Atlantique, où règne une caniculaire chaleur de Pentecôte, va se jouer notre destin — un destin qui dépasse celui de notre équipe. Les mem-

1. Nicolitch, *op. cit.*

2. Juin 36, 27 mai 1938.

bres de la « Gauche Révolutionnaire » ne partent pas tous dans le même état d'esprit. S'il faut en croire un témoin¹, Michel Collinet et Daniel Guérin sont aussi résolus à l'inévitable cassure que le sont Paul Faure et Léon Blum. En sens contraire, Deixonne a quitté Aurillac sans savoir au juste ce qu'il voulait et avec le vague espoir de concilier l'inconciliable. Lucien et Madeleine Hérard sont partis de Dijon armés d'une sagesse bien provinciale, un peu en retrait sur les bouillants camarades de la Seine, résolus à tout faire pour éviter la scission et, si elle s'avérait inévitable, à rompre sur un clair désaccord *politique*, sur l'union nationale, et non sur une question de *discipline*. Marceau Pivert, suspendu de toute délégation, ne peut assister au Congrès, et il est au surplus handicapé par le plâtre qui, depuis son accident de la route, immobilise un de ses membres. Mais il est au milieu de nous à Royan, le bras en écharpe, la manche vide, faisant preuve d'une sereine assurance. Il a fini par écouter, comme l'écrit Deixonne, les « conseils pernicioeux » que son aile gauche lui a prodigués; et, toujours selon le militant du Cantal, perspicace au moins sur ce point, il pense que notre heure est venue : *il a pris ses décisions en parfaite connaissance de cause.*

La responsabilité de l'organisation matérielle de notre délégation à Royan m'a été confiée². Au grand scandale de Paul Faure qui veut y voir la preuve de notre « volonté scissionniste³ », j'ai retenu, pour notre permanence et nos réunions, un assez vaste établissement. Le Café des Bains affecte une bizarre forme hexagonale. Il est surmonté d'une terrasse couverte, aux larges stores criards, baissés obliquement. C'est ce même café que peindra Picasso, réfugié à Royan après la débâcle de 1940. Sur la balustrade de la terrasse, une banderole annonce : *Ici Fédération Socialiste de la Seine* et une

1. Deixonne, *op. cit.*

2. D. G. : « Notre organisation à Royan », *Juin 36*, 4 juin 1938.

3. Circulaire du 25 mai 1938.

longue bannière rouge porte, avec les mots *Juin 36*, notre pugnace emblème.

Nous prenons nos repas en commun et nous logeons non loin de cette permanence, à l'Hôtel Victoria. En outre, j'ai mis à la disposition de nos jeunes un terrain de camping, à quelques kilomètres de la ville. Nos gars ont répondu en grand nombre à cette invite. Et Deixonne, soulignant avec envie l'air de jeunesse de notre entourage, qui contraste singulièrement avec les vieilles barbes du Congrès, avoue qu'il s'est *senti un faible pour ce public de jeunes campeurs débraillés qui ne manquent pas de gueule*. A la porte du Palais de Foncillon, où se tient le Congrès, cette virile jeunesse vend à la criée, sans la moindre discrétion, notre journal, *Juin 36*. Nous portons tous, à la boutonnière ou sur la chemise, l'insigne de la Fédération de la Seine. Les fossiles de la « vieille maison » ne manquent pas d'être exaspérés par notre ostensible organisation, notre dynamisme, notre allure révolutionnaire et juvénile. Ils détournent la tête en passant devant le Café des Bains ou quand nos crieurs mettent notre hebdomadaire sous leur nez.

L'ex-ministre de l'Intérieur Dormoy, entrant au Palais de Foncillon, avec le teint fleuri que laisse un bon déjeuner, un jeune lui crie : « A Clichy ! » La barbe en bataille, l'ancienne excellence décoche à l'interpellateur un coup de poing. Une courte bousculade s'ensuit. Peu après, en séance de Congrès, Vincent Auriol, qui préside, annonce, d'un ton mélodramatique, que le cher camarade Dormoy vient d'être odieusement frappé. Là-dessus, la « victime », qui n'était pas inscrit dans le débat, s'empare de la tribune, invective les exclus de la Seine, injurie les militants de la 18^e section qui sont restés fidèles au souvenir de Solange Demangel, la jeune femme assassinée à Clichy. Et Albert Rivière, qui sera ministre de Pétain, nous traite, devant un Congrès houleux, de *voyous de la Seine*. L'atmosphère est ainsi créée, qui va faciliter notre exclusion.

Mais une femme, à la tribune, a pris notre défense : Germaine Picard-Moch, la femme de l'ancien secrétaire

général de la présidence du Conseil. Un séide de Paul Faure, futur « vichyssois », a osé écrire que nous n'avions jamais rendu le moindre service au Parti¹. Elle s'indigne de ces accusations portées contre des camarades qui, en bien des circonstances, ont pleinement rempli leur devoir. *On a dit : « des exaltés, des excités, des provocateurs, de dangereux personnages ». Peut-être. Mais combien de merveilleux militants parmi eux... On commence, s'écrie-t-elle, à parler ainsi et on aboutit comme pour Trotsky à rayer son nom de l'histoire de la Révolution russe. On me dira : « Vous, une intervention pareille ? Vous qui comptez parmi les proches de Léon Blum ? » Je ne veux pas qu'à sa grande ombre on puisse perpétrer de vilaines petites choses. Pour l'honneur du Parti, Basile et Staline, jamais !* Malaise général. Les ex-ministres gesticulent, organisent systématiquement le chahut, à tel point que l'orateur, les larmes aux yeux, quitte la tribune en murmurant, avec une sensibilité trop féminine, qu'elle ne prendra plus la parole dans un congrès pendant cinq ans.

La dernière passe d'armes.

Par contre, de Zyromski, nous ne pouvons plus rien attendre. Sommé d'explicitement son attitude belliciste, il met les pieds dans le plat et dévoile ce qu'il entend par « tous les moyens appropriés » qu'il faudrait, selon lui, mettre en œuvre pour vaincre Hitler : *Nous avons le droit et le devoir d'armer les Etats démocratiques, de les doter d'une force supérieure à celle des Etats totalitaires.* Cette minute de vérité fait, d'ailleurs, perdre à la « Bataille Socialiste » huit cents mandats et Blum est bien gêné par cette profession de foi qui tranche avec sa propre ambiguïté : il en veut à Zyromski de le « caricaturer grossièrement ». Le bouillant Jacobin pousse le zèle jusqu'à voir dans l'exécution de Toukhat-

1. Article de Gaston Allemane, in *Le Populaire*, 20 mai 1938.

chevski un « événement heureux » et à en féliciter Staline¹.

De Blum, non plus, nous n'avons rien à espérer. Les intentions conciliantes que, dans un cercle intime, il a manifestées à notre égard, se sont dissipées en fumée. Il est prisonnier de son rêve d'unité nationale. En préconisant l'amnistie de la Fédération de la Seine, il se désavouerait lui-même². Avec Paul Faure, il a conclu un marché, un « donnant-donnant » : le secrétaire général daignant, malgré son traditionnel « pacifisme », soutenir la tentative d'union nationale, il appuiera Paul Faure dans la procédure disciplinaire entamée contre nous. D'une voix de *mater dolorosa*, il déplore la *déperdition de forces utiles au Parti*. Car, pour lui, le Parti, c'est comme un *ensemble symphonique* et l'orchestre ne devrait pas être privé d'un instrumentiste tel que Marceau Pivert. Se scrutant et se confessant à voix haute, il ne trouve pas en lui *une ombre, la moindre trace d'un sentiment personnel hostile vis-à-vis de Marceau*. Mais est-ce sa faute si on l'oblige à *choisir entre des camarades et d'autres* ? Les jeux sont faits. Il a choisi Paul Faure.

Au surplus, sur la question politique, qui est au fond du débat, Blum s'entête. Assez habilement, Deixonne tente de faire se prononcer le Congrès sur une motion préalable condamnant explicitement l'union nationale. Il pense, en effet, non sans raison, que, dans un vote ainsi présenté, le Congrès ne pourrait pas suivre Léon Blum. Mais le chef prestigieux, par une manœuvre indigne, parvient à empêcher que la question soit posée aussi clairement, et il obtient finalement du Congrès une énorme majorité sur un texte qui ne souffle mot de l'union nationale, dont il a mesuré l'impopularité mais qui, implicitement, lui donne carte blanche pour la faire. D'ailleurs, dans son discours, après un chapelet de sophismes tendant à prouver que son union nationale

1. *La Lutte Ouvrière*, 10 juin 1938. (On sait aujourd'hui que le maréchal était *innocent* et que sa « liquidation » a gravement affaibli l'Armée Rouge.)

2. Nicolitch, *op. cit.*

n'est pas l'union nationale, mais qu'elle en est au contraire l'antidote, Blum s'est affirmé prêt à entrer, comme en 1914, dans une union sacrée du temps de guerre. Et pour obtenir les voix des fédérations qui se sont prononcées contre l'union nationale, il ose demander aux délégués *de s'élever au-dessus du mandat qu'ils ont reçu*.

Ainsi, désormais, l'union nationale n'est plus une intention fugitive, arrachée à un Conseil National dans une minute de panique, mais, à peine dissimulée sous quelques précautions de langage, la volonté exprimée statutairement par le Parti. Nous n'avons plus rien à faire dans la S.F.I.O. Nous pouvons, sans hésitations ni remords, dire adieu à Léon Blum. Quand, en août 1940, l'ancien président du Conseil sera soumis à la parodie de justice de la Cour de Riom, Marceau Pivert écrira qu'il faudrait, certes, tout d'abord, l'arracher à ses juges fascistes : mais pour, ensuite, le soumettre à la véritable justice du peuple; le jugement que rendraient les juges populaires devrait être *celui auquel Léon Blum serait le plus sensible, car ils lui diraient : « Léon Blum, vous nous avez trompés. Vous n'êtes pas des nôtres. Vous n'avez jamais été des nôtres ! »*

Notre porte-parole au Congrès, Lucien Hérard, comme il en conviendra lui-même, a été jusqu'à l'extrême limite des concessions possibles. Il a fait preuve d'un esprit d'accommodement qui, parfois, a frisé la capitulation. En ce qui concerne les sanctions prises contre nous, il a renoncé à en demander le désaveu et il a déclaré qu'il se contenterait d'une simple « amnistie sans humiliation ». Sur la question de l'union nationale, il n'a sollicité aucune condamnation, même implicite, du passé, c'est-à-dire de l'initiative de Blum et de son approbation par le Conseil National du 12 mars. Après le vote qui a confirmé les sanctions prises contre nous, il n'a pas quitté le Palais de Foncillon, sacrifiant, comme il dit,

1. *Où va la France ?* cit. — Plus tard, Marceau Pivert, revenu à la « vieille maison », révisera quelque peu son verdict.

le devoir de solidarité au devoir d'unité, désireux aussi de ne pas laisser sur le plan disciplinaire une question éminemment politique : l'opposition à l'union nationale.

Ces dispositions conciliatrices ont suscité mes alarmes. Dans la nuit fatidique du 7 au 8 juin, j'ai surpris Hérard dans une conversation de plein air avec l'ancien ministre Georges Monnet, un des proches de Léon Blum, chargé peut-être d'une ultime médiation, et j'ai attendu patiemment, à distance, que le mystérieux colloque ait pris fin, pour rappeler notre porte-parole à la fermeté. Alarmes sans objet, d'ailleurs, puisque Blum-Paul Faure l'ont finalement emporté à la même majorité qui nous a condamnés sur le plan disciplinaire, ce qui confirme le caractère essentiellement politique de notre exclusion.

Ce dénouement ne nous prend pas au dépourvu. Aidé de quelques camarades, Michel Collinet a rédigé à l'avance, et fait approuver par nos militants, un manifeste annonçant la création du *Parti Socialiste Ouvrier et Paysan*. Quand à 4 heures du matin, le 8 juin, le Congrès expire, nous sommes en mesure de distribuer aux journalistes ce texte « historique ».

Naissance du P.S.O.P.

Nous ne faisons pas que répéter, dans notre appel, les raisons de notre départ de la S.F.I.O. et ressasser nos griefs contre un Parti Socialiste d'union nationale; nous ne nous bornons pas à dresser un nouveau bilan de deux années de Front Populaire; nous visons plus haut et plus loin : nous nous plaçons délibérément sur le plan international, d'où nous dénonçons avec force la double faillite de la II^e et de la III^e Internationale. En particulier, nous produisons sur la responsabilité encourue par le Parti Communiste français dans l'échec du Front Populaire, sur celle du Parti Communiste allemand dans la victoire hitlérienne, sur le coup porté par l'U.R.S.S. à l'avant-garde révolutionnaire espagnole, des précisions que nous ne nous étions jamais risqués

encore à formuler de façon si catégorique. En d'autres termes, la pensée de Trotsky imprègne davantage ce texte que tous ceux rédigés antérieurement par nous. Cependant, dans un communiqué publié à part, nous croyons utile de démentir la « rumeur absurde » selon laquelle nous aurions adhéré à *une fantomatique « IV^e Internationale »*.

En incorporant dans le titre de notre nouveau Parti l'adjectif *paysan*, en prenant soin de ne pas oublier dans nos manifestes les travailleurs des *champs*, en créant auprès de notre direction une Commission paysanne, en envisageant la réunion d'une Conférence paysanne, nous avons voulu marquer que nous n'entendons pas négliger les exploités ruraux au profit des seuls travailleurs urbains. Mais, en dépit de la bonne volonté de notre spécialiste agricole, Desnots, de la Queue-les-Yvelines (Seine-et-Oise), nous avons renvoyé à des temps meilleurs la délicate recherche d'une solution de la question agraire par la transformation socialiste des campagnes et nous nous sommes contentés d'un programme, plus modeste, de revendications paysannes immédiates.

Le titre de notre Parti fait à Trotsky, *du point de vue marxiste*, dit-il, *une étrange impression*¹ : *un parti ne peut être ouvrier « et » paysan. La classe paysanne entre, au sens sociologique, dans la petite bourgeoisie. Un parti du prolétariat « et » de la petite bourgeoisie est un parti petit-bourgeois. Un parti socialiste révolutionnaire ne peut être que prolétarien. Il englobe dans son sein des paysans dans la mesure où ils adoptent le point de vue du prolétariat... Le titre du parti, c'est le drapeau. Une erreur dans le titre est toujours grosse de dangers. Et le « Vieux », par-dessus nos humbles têtes, de tancer Staline pour avoir, en complète rupture avec le marxisme, prêché, pour les pays d'Orient, en faveur de partis ouvriers « et » paysans.*

Depuis, les exemples de la Chine, de Cuba, de l'Algérie, etc., où les masses rurales se sont affirmées comme une force révolutionnaire prépondérante et, par ailleurs,

1. Lettre à D. G., 10 mars 1939.

la radicalisation, en France, de la jeune paysannerie, ont remis en cause ce dogmatisme; et, rétrospectivement, le titre que s'est donné le P.S.O.P. en 1938 n'apparaît plus aussi entaché d'« opportunisme » que le croyait Trotsky.



Le soir même du samedi 8 juin nous faisons, devant plus de deux mille militants de la Fédération de la Seine, un compte rendu du Congrès de Royan. Lucien Hérard, salué par les applaudissements chaleureux de la salle, raconte et commente la dure bataille qu'il vient de livrer. Il a quelques mots bienveillants pour les camarades de la Seine, s'efforçant ainsi de faire oublier la différence d'optique qui, à Royan, a été perceptible entre nos militants de provinces et nos Parisiens. Marceau Pivert, dont c'est la première apparition publique depuis son accident, est salué par une *Internationale* et lit notre manifeste.

Quand vient mon tour, je crois devoir souligner que l'événement donne raison à ceux qui, quelques semaines plus tôt, ont adjuré nos militants de se préparer à l'éventualité d'une rupture. Grâce à notre préparation, nous avons pu prendre — sans perdre une minute — toutes nos responsabilités. Nous l'avons fait avec une discipline parfaite et une promptitude impeccable. Nous nous trouvons maintenant devant une grande porte ouverte, au seuil de l'avenir. Sur le chemin qui nous est tracé, je crois entrevoir quelques roses : ainsi quel soulagement, désormais, de pouvoir dire publiquement tout ce que nous pensons, d'œuvrer pour nous-mêmes et non plus au bénéfice d'autrui. Mais ce chemin, je le vois également semé d'épines. Nous ne devons pas nous cacher que nous allons à une dure bataille. Nous recevrons des horions de tous côtés : conspiration du silence des uns, attaques acharnées des autres, et, par-dessus tout, les coups de la bourgeoisie. Il nous faut envisager ces perspectives d'un œil froid et lucide. Pour être à la hauteur de notre « rôle historique », nous n'avons

pas seulement à définir une politique juste, mais aussi à faire un effort sur nous-mêmes afin de nous rendre humainement meilleurs. La social-démocratie vient de rompre avec nous. A nous de rompre avec toutes les faiblesses congénitales de la social-démocratie : avec le bavardage, le goût immodéré de la phrase, un penchant pour l'improvisation, un certain dédain de l'organisation, une sous-estimation de la discipline, pourtant combien nécessaire. Nous voulons être plus démocrates que les social-démocrates qui ne le sont qu'en paroles ; mais, en même temps, nous devons serrer nos rangs, tendre nos volontés, atteindre le maximum de cohésion dans la lutte. Le Parti Socialiste Ouvrier et Paysan ne va pas être une maison confortable. Il n'y aura pas de place chez lui pour les jouisseurs, les désabusés, les cyniques et les dilettantes. Le P.S.O.P. ne sera pas, comme celui d'où nous sortons, un parti d'anciens et de futurs ministres, de chefs et d'attachés de cabinet, de détenteurs de fiefs électoraux. Ne doivent venir à nous que ceux — et ceux-là seuls — qui se sentent prêts à l'effort total, au dévouement total, au sacrifice total. Sans doute notre mouvement sera-t-il, au moins pour commencer, numériquement faible, mais il est riche en potentialités dont nous soupçonnons à peine l'ampleur. Une immense vague de mécontentement monte, en effet, des rangs de la classe ouvrière. Bien que cruellement dupées et déçues, les masses demeurent révolutionnaires. Elles sont « *psopistes* » sans le savoir. C'est à nous de briser les obstacles purement formels qui nous séparent encore d'elles, de trouver la voie qui nous conduira vers elles. Sous-estimant l'importance des questions de forme qui, en politique, prévalent souvent sur les questions de fond, je m'imagine que nous y parviendrons.

Les hésitants.

Une partie des anciens militants « G.R. », Maurice Deixonne en tête, ne nous avait pas suivis. Le déchet était plus important en province que dans la région

parisienne. La brochure mi-figue mi-raisin que venait de publier le militant d'Aurillac fournit à la bureaucratie S.F.I.O. une arme contre le ralliement au P.S.O.P. dont elle ne manqua pas d'user. Son auteur y parlait d'« effritement partiel » de notre mouvement. Dans le numéro de *Juin 36* du 1^{er} juillet, je publiai les extraits d'une lettre d'un ouvrier, qui avait fait preuve dans les groupes d'entreprises d'exceptionnelles qualités de militant. Il se refusait à capituler devant le « social-réformisme » mais il se tenait, pour l'instant, sur la réserve, car il n'était pas d'accord avec la constitution du nouveau Parti. Son expérience personnelle, m'écrivait-il, lui avait appris que le départ des grandes organisations politiques du prolétariat aboutit à l'isolement et à l'impuissance.

En fait, certains de nos dirigeants portaient une assez lourde part de responsabilité dans ces flottements. Ils étaient allés à Royan avec des illusions qu'ils avaient fait partager à trop de camarades, surtout en province. Marceau Pivert devait convenir, par la suite, de la mauvaise préparation psychologique de nos militants à la sévère éventualité d'une scission ¹.

Notre conférence constitutive.

Un beau week-end de juillet, où il eût fait bon muser à la campagne, le Parti Socialiste Ouvrier et Paysan tient sa conférence nationale constitutive dans une salle de la butte Montmartre. 217 délégués sont rassemblés, 56 départements représentés, plus de 40 fédérations, d'ores et déjà, constituées.

Les congressistes ont conscience de la nécessité de faire peau neuve. Nous étions la veille encore une tendance minoritaire de la S.F.I.O. Notre position très spéciale et fort inconfortable nous obligeait trop souvent à donner la priorité à la critique sur le travail constructif. Il nous faut maintenant dire adieu à l'« esprit de

1. *Cahiers Rouges*, avril 1939, p. 3.

tendance » et nous muer en bâtisseurs. Comme le souligne Marceau Pivert, le « pivertisme » appartient au passé. Désormais nous avons à nous mettre exclusivement au service de la classe ouvrière, à nous identifier avec elle, à l'infléchir en direction de la Révolution.

La décision la plus grave à prendre concerne nos rapports avec le Front Populaire n° 1, celui du « sommet ». Devons-nous demander ou non notre adhésion au Comité National du Rassemblement Populaire ? André Weil-Curiel insiste pour une réponse affirmative. Le n° 1, l'« officiel », est sans doute prisonnier de ses conceptions parlementaires et légalistes qui l'ont fait dévaler de capitulation en capitulation pour finalement devenir une sorte d'antichambre de l'union sacrée. Mais, invoquant la réalité toujours vivante du mouvement autonome des masses populaires, du Front Populaire n° 2, l'orateur croit que, dans un souci de tactique, nous ne devrions pas rester à l'écart du n° 1. Héléne Modiano lui réplique vertement que nous ne pouvons à la fois adhérer au Front Populaire du sommet et en dénoncer la duperie. La demande d'adhésion est finalement repoussée par 100 mandats contre 83 et 11 abstentions. Nous allons certes prêter le flanc aux staliniens qui ne vont pas manquer de nous travestir en adversaires du Front Populaire, mais nous sommes libérés d'une équivoque qui, trop longtemps, a pesé sur notre action.

Le Parti que nous venons de fonder ne va ressembler à nul autre. Nous avons trop souffert de la pseudo-démocratie de la S.F.I.O. pour que cette cuisante expérience ne nous serve pas de leçon. Notre mouvement sera *démocratique* (dans le sens authentique du terme) et *libertaire*. *Anticipation vivante de la démocratie prolétarienne dont il veut hâter l'avènement*, le P.S.O.P., déclare notre conférence nationale, établit dans son sein *la pleine liberté de critique et de circulation de la pensée*. Pour éviter que la volonté de sa base ne puisse être déformée par les délégués à ses Congrès, il institue, pour les questions de prime importance, un *référendum*, c'est-à-dire la consultation directe de ses

sections. Le P.S.O.P. considère l'existence de minorités oppositionnelles dans ses rangs, non pas comme un pis-aller que l'on tolère ou auquel on se résigne, mais comme une *nécessité*, comme un *facteur progressif*.

Un authentique parti révolutionnaire n'est pas seulement un état-major d'armée qui dirige des opérations; il est aussi un organisme d'élaboration de la stratégie que devra finalement appliquer cet état-major. Donc, chez nous, pas de dogmes, de « chef vénéré » suivi avec résignation ou mysticisme par des moutons dociles, pas de dictature ouverte ou occulte, pas de commandement autoritaire qui ne rend compte à personne de ses décisions. Chaque militant du Parti est lui-même un élément responsable. Il doit savoir s'orienter au milieu des événements, même s'il n'a pu recevoir d'instructions d'en haut. Chaque militant est formé dans la liberté et non dans l'obéissance aveugle. La « base » ne doit pas laisser confisquer, ou simplement grignoter, la parcelle de souveraineté dont chaque individualité dispose¹. Pour éviter que le chancre bureaucratique ne s'introduise dans notre jeune Parti, la conférence nationale décide que nul ne peut être élu plus de trois fois consécutives à un poste quelconque, qu'il s'agisse du Parti, d'une fédération, de tout autre organisme ou commission.

Nous avons la chance d'être immunisés contre un autre chancre — dont nous avons trop souffert dans la « vieille maison » : l'électoratisme. Nous ne gaspillerons ni nos ressources ni nos énergies sur les tréteaux des candidatures politiciennes. Une fois, à fin octobre 1938, nous aurons la faiblesse de laisser notre jeune camarade Pierre Stibbe solliciter les suffrages à une élection partielle du 9^e arrondissement. Beaucoup de peine prise, et beaucoup d'inutiles boniments, dans des préaux clairsemés, pour finalement recueillir 127 voix². Les travailleurs, même quand ils sont mécontents de

1. Extrait de Marceau PIVERT : *Où va la France ?* cit.

2. *Juin 36*, 28 octobre et 4 novembre 1938.

la politique d'abdication des grands partis, hésitent à disperser leurs votes.

La révolution que nous nous assignons comme objectif suprême, nous lui donnons un contenu essentiellement humaniste. Nous tentons de définir une « morale » du militant révolutionnaire — ce à quoi ne songent guère les partis politiques, fussent-ils d'extrême gauche ¹.

Nous nous définissons.

Notre souci libertaire nous conduit à observer strictement l'« indépendance du syndicalisme ». Nous ne militons pas sur le lieu du travail dans le but de « coloniser » ou de « diriger » les organisations de défense que la classe ouvrière s'est données elle-même. C'est pourquoi la conférence nationale proclame que nos groupes d'entreprise *s'interdisent toute incursion dans le domaine syndical*. Mais cette formule, trop elliptique, ne doit pas être interprétée comme une abstention. Nous prenons au sérieux, nous, l'indépendance du syndicalisme, que ne respectent ni la S.F.I.O. ni les stalinien. Mais nous n'entendons pas demeurer inactifs dans les syndicats. Au contraire. Nous voulons être sur le lieu du travail *les meilleurs syndicalistes révolutionnaires*. Nous prenons une part très active à l'action syndicale. Nous y combattons le découragement, la désertion des syndicats, le refus de payer les timbres. Nous acceptons des fonctions syndicales partout où notre liberté d'appréciation est protégée. Si nous luttons contre la « colonisation » stalinienne, nous nous dressons avec la même énergie contre toute manœuvre tendant à la scission du mouvement syndical. Ce que nous poursuivons — en tant que militants syndicalistes et non pas en tant que partisans politiques — c'est le redressement du mouvement syndical d'où dépend, en dernier ressort, le succès ou la défaite du prolétariat en France. Notre effort dans ce domaine doit se fixer

1. On trouvera aux Annexes des extraits du *Mémento Socialiste révolutionnaire*, dû à la plume de Marceau Pivert.

un double objectif : *protéger l'unité et changer l'orientation* ¹.

Mais nous ne considérons pas l'actuel syndicalisme ouvrier comme une forme fixe et éternelle d'action de classe. Sans sauter les étapes ni mettre la charrue avant les bœufs, comme le font certains sectaires, nous tendons dialectiquement, à travers un nouveau Juin 36, à promouvoir la formation de « comités de base », du type soviétique, ébauches d'un futur pouvoir révolutionnaire. Dans ce même contexte, loin d'identifier parlement et démocratie, nous entendons substituer aux institutions parlementaires décadentes des formes supérieures de démocratie.

Prenant le risque d'être dénoncés comme sacrilèges par les trotskystes ², nous ne croyons pas devoir faire nôtre la classique formule de la « dictature du prolétariat ». A la conférence nationale, Jean Prader démontre que cette notion équivoque a favorisé, en U.R.S.S., la transformation du bolchevisme en stalinisme. Le P.S.O.P. proclame que *le nouveau pouvoir (la dictature des classes travailleuses) ne peut être l'apanage d'une fraction, d'une secte ou d'un parti politique, mais l'expression des couches profondes de la population laborieuse*. Malheureusement, nous n'allons pas jusqu'au bout de notre réévaluation. Si nous remplaçons le mot *prolétariat* par ceux de *classes travailleuses*, nous conservons un vocable impropre et suranné, celui de *dictature*. Il nous échappe que le terme est incompatible avec la notion de pouvoir ouvrier et qu'il exprime, de façon aussi impropre que déroutante, le type inédit de contrainte que la bourgeoisie, abattue mais nocive encore, oblige le prolétariat à exercer contre elle ³.

De même, en ce qui concerne la lutte contre la guerre, nous ne croyons pas devoir retenir le mot d'ordre léniniste de « défaitisme révolutionnaire », que nous esti-

1. Circulaire de D.G. du 19 octobre 1938, en tant que représentant de la Commission des Entreprises au Bureau du Parti.

2. *La Lutte Ouvrière*, 19 août 1938.

3. Cf. D.G. : *Jeunesse du Socialisme Libertaire*, 1959.

mons encore mal compris des masses. Il prête en effet à malentendu, car il ne peut avoir de sens que dans le cadre de l'internationalisme prolétarien où, loin d'impliquer le souhait d'une défaite unilatérale de son propre pays, il vise à la défaite des *deux* camps belligérants. Nous préférons donc une rédaction indiquant la nécessité de *mettre fin à la guerre par sa transformation en révolution prolétarienne*. A la tribune de la conférence nationale, deux conceptions du pacifisme s'opposent : pacifisme intégral avec Hélène Modiano, pacifisme révolutionnaire avec Léon Danno (du Nord). C'est l'aile gauche qui l'emporte : le P.S.O.P. affirme que *la lutte pour la paix est inséparable de la lutte pour la révolution*.

Enfin, la conférence nationale se pose la question de notre affiliation internationale. Le P.S.O.P. proclame son attachement à l'internationalisme prolétarien. *Mais la II^e, la III^e et la IV^e Internationale ne correspondant pas à l'idée qu'il se fait d'une véritable Internationale, il réserve l'avenir et n'adhère à aucune d'entre elles.*

Nous nous donnons, au terme des travaux de la conférence nationale, une commission administrative permanente de 44 membres, un bureau politique de 11 membres et enfin un secrétariat national de 4 membres. Je fais partie des deux premiers organismes, non du troisième. Le P.S.O.P. place à sa tête deux secrétaires nationaux : Marceau Pivert et Lucien Hérard.

Colère des staliniens.

Notre naissance, comme il fallait s'y attendre, est fort mal accueillie dans le camp stalinien. La commentant, Gitton écrit que la réaction se réjouit de *notre* « acte de scission ». Se mêlant des affaires intérieures du voisin, il invite les « hésitants » socialistes à *se rendre compte que leur devoir est de s'éloigner de ce groupe trotskysant et de rejoindre leur parti d'origine*. En criant : « Sus au Front Populaire ! » n'avons-nous pas trahi notre identité avec les fascistes ? Notre respect

des minorités, notre démocratie intérieure font enrager le futur renégat : A l'en croire, nous serions *un ramas-sis d'agents des pires ennemis de la classe ouvrière* ¹.

La guerre frôlée de près.

A peine le jeune Parti a-t-il poussé ses premiers balbutiements que, sans avoir eu le temps de la respiration et de la réflexion, sans avoir pu « roder » ses rouages tout neufs, il se trouve happé dans un branle-bas de combat à l'échelle mondiale, si gigantesque qu'il broie, et souvent disloque, les individualités, les formations politiques, les classes, les communautés nationales elles-mêmes. Nous avons rompu avec la S.F.I.O. dans la panique consécutive à l'*Anschluss*; nous allons maintenant subir l'épreuve de la crise internationale qui trouvera son dénouement — provisoire — à Munich.

Après avoir, en mars, récupéré l'Autriche, artificiellement isolée de l'Allemagne par le Traité de Versailles, Hitler va ramener dans son giron la minorité allemande des Sudètes, annexée arbitrairement, à la fin de 1918, par la Tchécoslovaquie. Malgré les vives protestations des socialistes autrichiens, les alliés refusèrent alors aux quelque trois millions d'Allemands des Sudètes, pour des raisons à la fois économiques et stratégiques, un plébiscite d'autodétermination. Par la suite, les Tchèques, à la fois centralistes et racistes, colonisèrent durement le *Sudetenland*, s'efforçant, par tous moyens, de le « dégermaniser ». Hitler a beau jeu pour utiliser cette situation explosive et il a rassemblé l'immense majorité des Sudètes dans un parti de libération à tendances national-socialistes ².

Dès le 24 avril 1938, le leader de ce parti, Konrad Henlein, a réclamé le droit de libre disposition et marqué son intention de proclamer le rattachement au

1. *L'Humanité*, 27 juillet 1938.

2. D. G. : *Juin* 36, 10 septembre 1938.

Reich du *Sudetenland*. Le 12 septembre, nous sommes, l'angoisse au cœur, à l'écoute du grand discours de clôture que le Führer prononce, à Nuremberg, au Congrès du parti unique. Sur le fond d'une musique wagnérienne, nous entendons un roulement pesant, lent, de tambours et un bruit sourd de bottes martelant le sol, dans le cliquetis d'une armée en marche, qui suggère l'imminence d'une catastrophe. D'une voix rauque et déchaînée, Hitler rugit que, si les Sudètes font appel à l'Allemagne, le Reich n'hésitera pas à leur venir en aide. De menaçantes mesures militaires sont prises de part et d'autre. Le 15, le Premier britannique, Neville Chamberlain, s'envole pour le nid d'aigle de Berchtesgaden, afin de tenter, sans résultat, de négocier. Le 22, il prend à nouveau l'avion et, à Godesberg, Hitler lui déclare sans ambages qu'il est prêt à risquer une guerre mondiale si les Allemands des Sudètes n'obtiennent pas le droit de se rattacher au Reich. Le 23, la Tchécoslovaquie décrète la mobilisation générale, la France rappelle nombre de réservistes. Le 26, au Palais des Sports de Berlin, Hitler, plus hystérique que jamais et que nous écoutons avec le frisson, annonce une imminente mobilisation générale. Le 27, l'Angleterre mobilise sa flotte. Le même jour, point culminant de la crise, Hitler envoie un ultimatum au gouvernement de Prague. Cependant, par le truchement de Mussolini, les Occidentaux obtiennent du Führer qu'il retarde de vingt-quatre heures sa mobilisation. Le monde commence à respirer, les cœurs se desserrent. Le 29, Neville Chamberlain et Daladier rencontrent à Munich Mussolini et Hitler. Ils accordent au Führer ce qu'il exigeait : le rattachement du *Sudetenland* à l'Allemagne. Neville Chamberlain commente cet abandon de façon très explicite : d'un côté, la Grande-Bretagne se refuse à entraîner l'Empire britannique dans une guerre « pour une seule petite nation » ; mais, d'autre part, si elle acquérait la conviction qu'une puissance était résolue à dominer le monde par la menace de la force, elle lui résisterait, elle se battrait.

La « paix » de Munich.

Pendant ces jours de tension extrême, nous avons frôlé de près la catastrophe. En fait, aucun des partenaires n'était décidé à la guerre. Chacun voulait seulement intimider l'autre. Mais ces intimidations réciproques présentaient de terribles aléas. La politique dite du « risque calculé » est toujours à la merci d'une erreur de calcul. Hitler voulait parvenir à ses fins sans entrer en conflit avec l'Angleterre et la France. Mais il a été à deux doigts de se tromper. Il s'est laissé persuader, en effet, que l'Angleterre n'interviendrait pas aux côtés de la France au cas où les troupes allemandes entreraient en Tchécoslovaquie. Or, dans une telle éventualité, les Occidentaux, de toute évidence, auraient dû « marcher ». Ils le firent clairement savoir au dictateur d'outre-Rhin, qui renonça à mettre en branle ses armées. C'est précisément parce qu'ils étaient obligés d'entrer en guerre en cas d'agression contre la Tchécoslovaquie qu'ils ont été acculés, de leur côté, à une négociation qui se termina par un abandon¹.

Pendant la crise, les partis du Front Populaire ont soutenu à fond le gouvernement français. L'esprit subtil de Léon Blum a forgé un argument inattendu. En s'armant d'une loupe, il a découvert au *Sudetenland* une « minorité dans la minorité » : minorité *politique*, composée d'une poignée de socialistes de langue allemande, mais réfractaire au national-socialisme; minorité *ethnique*, formée de Tchèques artificiellement implantés par le gouvernement de Prague aux fins de brimer et « dégermaniser » la majorité allemande. Pour ces îlots de résistance au germanisme, Blum est prêt à risquer une guerre mondiale². Il prodigue à Daladier les encouragements, estimant « surabondamment justifiées » les mesures de mobilisation partielle³.

1. D. G. : Juin 36, 7 octobre 1938.

2. *Ibid.*, 17 septembre 1938.

3. *Le Populaire*, 6 septembre 1938.

L'espoir ne l'a pas quitté de faire sa rentrée ministérielle et de former, enfin, son fameux gouvernement d'« unité française » pour lequel il nous a laissé chasser de la S.F.I.O.

Quant aux staliniens, ils se sont, s'il est possible, surpassés. Gaston Monmousseau exalte, dans *La Vie Ouvrière*, l'exemple d'un ouvrier touché par le rappel de réservistes et qui fait à ses copains cette déclaration : *En 1914, je suis parti sans savoir pourquoi; aujourd'hui je sais pourquoi je repars, j'emporte Mein Kampf dans ma musette*¹.

Dès le 7 septembre, la C.A.P. du P.S.O.P. exhorte les travailleurs à ne pas se laisser hypnotiser par l'idée paralysante de la fatalité de la guerre. Il n'est pas vrai qu'il n'y ait plus rien à faire. Tout peut encore être fait. Il n'est pas trop tard. Nous leur conseillons de lier la lutte contre la guerre à l'action revendicative : *Il y a, en effet, une étroite connexion entre les deux questions. A partir du moment où l'on accepte la défense nationale, où l'on veut rivaliser avec les dictateurs fascistes sur le plan de la préparation intensive de la guerre, on est amené inévitablement à demander aux travailleurs de sacrifier toutes les conquêtes sociales sur l'autel de la patrie.*

Pour ce langage, nous sommes, bien entendu, traités de « provocateurs » par les staliniens. Le 8 septembre, Marceau Pivert s'apprête à tenir, à la sortie des usines Farman, à Boulogne, une réunion du P.S.O.P. Trois cents staliniens fanatisés, commandés par le député Quinet, s'emparent de la salle, rouent de coups l'orateur, lui arrachent les cheveux, lui crachent à la figure aux cris de « trotskyste assassin² ». A la sortie d'un meeting communiste au Vélodrome d'Hiver, je distribue nos tracts dans la foule lorsque des énergumènes me conduisent, de force, vers la Seine avec l'intention de m'y faire prendre un bain. Je dois mon salut

1. *La Vie Ouvrière*, 29 septembre 1938.

2. « Mœurs fascistes », *Juin 36*, 10 septembre 1938; — « Serait-ce possible ? » *ibid.*, 17 septembre 1938; — Marceau PIVERT : *Où va la France ?* cit.

à un automobiliste compatissant qui m'arrache à la meute et me jette dans son cabriolet.

A ce moment, les staliniens tiennent encore trop à M. Daladier, à qui ils ont accordé les pleins pouvoirs et dont ils escomptent la « fermeté » à l'égard d'Hitler, pour lui faire la moindre peine, même légère. *Nous ne voulons pas renverser le gouvernement* : c'est ce qu'avoue publiquement, avec une franchise ingénue, le jeune Jean Carasso, des Produits Chimiques, qui est devenu l'un des secrétaires de l'Union des Syndicats de la région parisienne ¹.

Au même moment, les gars du bâtiment qui décidément ne sont pas à la page, se sont mis en grève pour obtenir un rajustement de salaires. Arrachard, leur secrétaire fédéral, est pressé par le gouvernement de briser la grève, on lui donne deux jours pour s'exécuter. Au cours d'une pathétique réunion nocturne, il adjure les grévistes de reprendre le travail. Il n'est pas opportun, leur dit-il en substance, de faire grève au moment où il va s'agir de prendre les armes contre le fascisme ².

Le 23 septembre, pour affoler l'opinion, *Ce soir*, quotidien financé par Moscou, annonce, faussement, l'entrée des troupes allemandes en Tchécoslovaquie. Et Paul Nizan dénonce, avec le même zèle falsificateur, *le fait accompli de la violence* ³.

Mais le compromis temporaire de Munich a enfermé la Russie soviétique dans un isolement total. Il est, de l'avis de Trotsky, le coup le plus formidable qu'ait jamais encaissé le Kremlin ⁴. N'avons-nous pas eu raison de soutenir, à la « Gauche Révolutionnaire », que la politique d'alliance avec les impérialismes était dan-

1. Discours public aux Lilas, le 23 septembre 1938, cf. *Juin 36*, 14 octobre 1938.

2. Compte rendu de Testard dans *Syndicats*, 28 septembre 1938; — reproduit dans *Le P.S.O.P. et la guerre, feuillets mensuels du propagandiste*, novembre 1938.

3. « L'information par la presse en septembre 38 », n° spécial d'*Information*, périodique du Comité de Vigilance des Intellectuels Antifascistes, janvier 1939.

4. *La Lutte Ouvrière*, 25 novembre 1938.

gereuse, au premier titre, pour l'U.R.S.S. elle-même¹ ? Staline expie la double faute d'avoir misé sur les bourgeoisies occidentales, et de les avoir poussées à la guerre. Du jour au lendemain, Daladier est devenu, pour les staliniens français, la bête noire. Ils se mettent à crier à tue-tête : « Daladier démission ! » Je ne puis m'empêcher, évoquant un passé encore récent, de leur poser la question : Qui donc a hissé et maintenu M. Daladier au pouvoir ? Si M. Daladier a signé la capitulation de Munich, s'il est en train de creuser le lit du fascisme dans notre pays, c'est votre faute, votre très grande faute. Quand on s'est trompé comme vous vous êtes trompés, quand on a trompé comme vous avez trompé, on n'est plus qualifié pour guider les travailleurs².

Plus tard, dans ses souvenirs, Marceau Pivert produira pour l'Histoire un témoignage plus accablant : *Cette tragique époque laissera le souvenir de la plus effroyable escroquerie politique qu'on ait jamais commise en France : celle d'un parti disposant à la Chambre de 75 députés, élus sur un programme antifasciste et antiimpérialiste. Mais, après avoir pipé les suffrages populaires, ce Parti pratique une politique belliciste acharnée, vote les pleins pouvoirs, favorise la fascisation intérieure autant par ses votes à la Chambre que par les méthodes de calomnies et de violences physiques qu'il pratique au sein du prolétariat*³.

Est-il besoin de le préciser, nous ne sommes pas, au P.S.O.P., des « munichois ». Nous combattons à la fois *la guerre impérialiste et la « paix » fasciste*⁴. Nous dénonçons avec la même véhémence les combinaisons de Staline tendant à entraîner les impérialistes occidentaux dans une guerre contre l'Allemagne et celles de Hitler visant à pactiser avec eux en vue d'une croi-

1. C'est l'idée que développe notre jeune camarade Pierre Stibbe dans un schéma du propagandiste, *Bulletin Intérieur* du P.S.O.P., n° 6, mai 1939.

2. D.G. : *Juin 36*, 14 octobre 1938.

3. *Où va la France ?* cit.

4. C'est le titre de l'éditorial de *Juin 36*, 11 novembre 1938.

sade antisoviétique. Pour cette attitude sans compromis, notre journal est saisi, nos affiches lacérées, nos meetings interdits, nos militants traqués, poursuivis, quelques-uns emprisonnés. Nous avons, dès nos premiers pas, donné la preuve de notre fermeté et nous avons fait connaissance avec la répression.

Les masses sont pacifistes.

Nous avons été seuls, une fois de plus, mais dans notre isolement, c'est peut-être notre jeune Parti qui a le mieux reflété le sentiment des larges masses. De la crise dénouée à Munich, nous tirons, malgré tout, une leçon réconfortante : nous mesurons combien, dans les profondeurs du peuple, la guerre est impopulaire. Les centaines de milliers de Parisiens, qui ont acclamé follement Daladier à son retour dans la capitale, n'ont pas acclamé la paix fasciste, ni la capitulation devant Hitler, mais la paix *tout court*.

Cette fois, c'est bien sûr, les peuples ne « marchent » pas. Contrairement à leurs aînés de 1914, les hommes d'aujourd'hui savent ce qui les attend. Vingt années de propagande antibelliciste ont tout de même porté leurs fruits. Les masses n'ignorent rien des horreurs de la guerre moderne, aérienne et chimique. Les effroyables destructions d'Espagne, vulgarisées par la photographie, par l'écran, sont dans toutes les prunelles. D'où ces visages tragiques d'hommes, de femmes, d'enfants même, surpris, pendant les jours de crise, dans les rues d'Europe.

En France, ces sentiments sont perceptibles dans toutes les couches de la population. En dépit du bourrage de crânes des staliniens, la majorité des ouvriers s'obstine à détester la guerre¹. Ils aspirent à jouir en paix des transformations apportées à la condition pro-

1. Toutefois, quelques mois plus tard, sous la pression des événements internationaux, il semble qu'une fraction non négligeable de la classe ouvrière se ralliera aux solutions bellicistes. Cf. Lucien Hérard. « Ils sont à la remorque... », *Juin 36*, 3 mars 1939.

létarienne par Juin 36. Le pacifisme est encore plus perceptible dans les masses rurales, déjà une fois saignées à blanc. Quant aux bourgeois qui, à Paris, se sont rués vers les gares et ont embouteillé les sorties de la capitale, ils savent que, cette fois, la guerre aérienne ne se fera pas seulement avec la peau des autres et ils serrent les fesses, en proie à une indicible trouille. En un mot, partout le « moral » est détestable. Par la suite, on apprendra que la crise internationale a provoqué en France une épidémie de suicides, des familles entières se donnant la mort. A Arles, un peu plus tard, un professeur d'école primaire supérieure avalera du cyanure, confiant à ses collègues : « *Ils ne m'auront pas*¹. » Le « moral » de septembre 1938, ce n'est pas celui de 1914, mais celui de 1917. Je conclus mes réflexions par cet avertissement que les conducteurs du jeu ont dû s'adresser à eux-mêmes et qui, sans doute, explique leur temporaire pusillanimité : *Alors, gare à vous, messieurs les maîtres*² !

La gauche munichoise.

Souligner comme un signe réconfortant les aspirations à la paix des masses populaires françaises, soit. Mais nous nous exposons, ce faisant, à un danger : celui de paraître confondre notre action avec celle des pacifistes intégraux, des pacifistes bourgeois, en un mot des « *munichois* ». Depuis la fondation de notre mouvement en 1935, nous avançons sur la corde raide, entre des précipices contradictoires. Déjà au Centre de Liaison contre la Guerre, créé aussitôt après la conclusion du Pacte Laval-Staline, nous avions dû nous garder d'un pacifisme *réformiste* enclin à isoler la lutte antibelliciste de la lutte pour la révolution. Après l'*Anschluss* de mars 1938, le « Centre de Liaison » était ressuscité sous le nom de « Centre syndical

1. Marceau PIVERT : *Juin 36*, 7 avril 1939.

2. D. G. : *Juin 36*, 30 septembre 1938.

d'action contre la guerre » (C.S.A.C.G.), sous l'impulsion de la Ligue Syndicaliste dont nous avons dû naguère nous séparer.

Au plus fort de la crise internationale, le dimanche 25 septembre, les délégués du P.S.O.P. avaient cru devoir donner leur signature à une affiche du C.S.A.C.G. : « Mobilisation générale pour la paix », qui mettait l'accent sur la nécessité de « négociations pacifiques » et qui proclamait, comme si c'était à nous de prêcher une « morale » aux gouvernements bourgeois : « Il n'y a pas de déshonneur à négocier. » Les trotskystes, présents à la réunion, s'étaient vivement dressés contre ce texte. Par la suite, ils nous morigénèrent pour avoir laissé croire que nous faisons un bout de chemin avec les « munichoïses ».

A la réunion de la C.A.P. du 28 septembre, pour la première fois depuis la création du P.S.O.P., je m'associai à ces critiques. Nous avons, depuis 1935, une position qui nous distinguait de tous les autres, qui était notre raison d'être. Pendant la crise de septembre nous avons été les seuls à combattre la guerre impérialiste avec des arguments révolutionnaires. Cette attitude, nous allions la gâcher, en perdre tout le bénéfice politique si nous avions l'air de rallier le camp des pacifistes intégraux, d'endosser la fausse « paix » de Munich, de nourrir l'illusion qu'en régime capitaliste il est possible d'ouvrir la voie à une paix désarmée, de mettre une sourdine à nos attaques contre le gouvernement réactionnaire de Daladier.

La direction du Parti essaya de justifier son attitude. Ce qui importait le plus à cette heure critique, c'était la résistance au formidable courant belliciste. Certes, nous avons dû faire des « sacrifices ». Nous n'avions pas voulu « batailler sur les textes », mais des milliers d'affiches, des centaines de milliers de tracts avaient été diffusés et c'était l'essentiel. (Comme si la justesse d'une position politique pouvait se mesurer en nombre d'exemplaires.) Il fallait admettre comme un fait que nos alliés pacifistes n'étaient pas tous révolutionnaires, qu'on ne pouvait leur deman-

der de se placer sur les mêmes bases internationalistes que nous. Mais notre direction convenait tout de même que nous ne pouvions pas nous associer à des appels qui contiendraient un éloge de l'action des gouvernements bourgeois, à un soutien quelconque de la politique, en apparence plus ou moins pacifiste, d'une fraction du capitalisme, contre une autre plus franchement belliciste. A notre Conseil National des 17-18 décembre, l'action menée aux côtés du C.S.A.C.G. en septembre fut approuvée par 229 mandats contre 43 et 16 abstentions¹. La tendance pacifiste était encore prépondérante dans le P.S.O.P., qui, lui-même, reflétait l'état d'esprit populaire.

La nécessité d'une nette démarcation était, pourtant, fort pressante, car, au même moment, une gauche munichoise se manifestait à grand fracas. L'illustre écrivain Jean Giono, l'idole des pacifistes et naturalistes de tout acabit, avait envoyé, avant Munich, un télégramme à Daladier et à Chamberlain, où il comptait sur une union étroite des gouvernements anglais et français pour sauver la paix par tout arrangement équitable. Comme si les compromis temporaires entre impérialismes rivaux pouvaient être « équitables ». Après Munich, le même Giono poussa « un grand cri de victoire » et proclama que nous étions à deux doigts de tuer la guerre. Il fut fait chevalier de la Légion d'honneur. Un autre pacifiste, le syndicaliste de l'Enseignement, Léon Emery (du Rhône), se montra si enthousiaste qu'il invita la classe ouvrière à supporter les conséquences économiques et sociales des accords de Munich en acceptant les décrets-lois que le nouveau ministre des Finances, Paul Reynaud, sitôt l'alerte passée, s'empressa d'édicter. Quant à l'anarchiste Chazoff, de mon Syndicat des correcteurs, il fut reçu, et congratulé par un des plus fieffés réactionnaires du gouvernement Daladier : Pierre-Etienne Flandin, tandis qu'André Delmas, du Syndicat national des instituteurs, coquetait avec le ministre Georges Bonnet et Michel

1. Juin 36, 23 décembre 1938.

Alexandre, du Comité de Vigilance des Intellectuels, avec le ministre Anatole de Monzie.

Le torchon brûle dans tous les partis.

La crise de Munich bouleversa toutes les formations politiques, des plus grandes aux plus modestes. Chacune éclata en deux tronçons, l'un belliciste, l'autre pacifiste et, au-delà des partis, la *classe* elle-même se scinda en deux camps. La logique de cette ligne de partage devait conduire les uns à l'union sacrée de septembre 1939 et au gaullisme, les autres au fascisme de Vichy et à la collaboration avec l'occupant. Dans la S.F.I.O. Blum et Paul Faure, qui ne s'étaient jamais que tolérés, mais qui ensemble nous avaient exclus, devinrent chien et chat.

Leur querelle éclata publiquement au Congrès national extraordinaire de Montrouge (24-27 décembre). *On trouve, d'un côté, écrira rétrospectivement Marceau Pivert, un homme et une équipe qui choisissent délibérément la voie de la guerre impérialiste plutôt que d'envisager l'objectif révolutionnaire et de l'autre un homme et une équipe qui refusent systématiquement la voie révolutionnaire, même si cela doit les entraîner au fascisme (...). Ces deux hommes, qui se sont de plus en plus opposés, parce que ni l'un ni l'autre n'étaient sur le terrain socialiste de classe, ont représenté, en réalité, au sein du mouvement ouvrier français, les contradictions mêmes de la classe dirigeante. Ils se sont complétés avant de se détester*¹.

Dans un article, je soulignai que, pendant trois jours, le Congrès de Montrouge n'avait fait que refléter, comme un miroir, les deux grands courants qui divisaient la bourgeoisie française : celui qui acceptait de courir le risque de la guerre impérialiste et celui qui chantait les louanges de la paix fasciste. Les travailleurs n'avaient pas à choisir entre la solution Paul

1. *Où va la France ?* cit.

Faure et la solution Blum, mais à les renvoyer dos à dos. Nous condamnions énergiquement la politique de Léon Blum, qui ne pouvait conduire qu'à la guerre. Mais nous condamnions avec la même véhémence celle de rapprochement avec les fascismes, préconisée par Paul Faure, parce qu'elle avait pour corollaire inévitable, sur le plan intérieur, la fascisation du pays, sur le plan extérieur, l'isolement de l'U.R.S.S. et peut-être même les mains laissées libres à Hitler vers l'Est. Dans la confusion effroyable des esprits, à laquelle nous assistions, le P.S.O.P. était le seul en France qui se refusait à marcher à la remorque de l'un ou de l'autre des courants de la bourgeoisie, le seul qui restait fidèle à l'internationalisme prolétarien¹.

Le Parti Communiste, bien que protégé d'une crise ouverte par son monolithisme rigide, n'avait pas encore réussi, au moins à cette date, à rendre chauvins l'ensemble de ses troupes. A la « base », nombreux furent les travailleurs qui, horrifiés par son bellicisme, le désertèrent. Malheureusement cette désagrégation risquait de ne profiter à aucune formation d'extrême gauche, car les fascistes saisirent l'occasion pour faire de l'anticommunisme en milieu prolétarien. C'est ainsi que dans certaines régions du Sud-Est des groupes entiers d'ouvriers passèrent du P.C. au Parti Populaire Français du renégat Doriot. Il y avait là pour nous un danger sérieux. Tout en démasquant l'action chauvine des staliniens, nous devons nous garder de faire chorus avec la campagne anticommuniste menée par la réaction et qui devait, finalement, faciliter l'instauration du fascisme vichyssois.

Le trouble gagna jusqu'aux plus petites sectes : c'est ainsi que le « noyau » syndicaliste de *La Révolution Proletarienne* se brisa en deux. Le vieux libertaire Robert Louzon se rappela soudain qu'il avait été un héroïque capitaine de zouaves pendant la Première Guerre mondiale. Il accusa le gouvernement Daladier de trahison et traita les pacifistes de paniquards, tandis

1. D. G. : *Juin 36*, 6 janvier 1939.

que les postiers Fronty et Mathé brodaient, eux, sur le thème masochiste : « Plutôt la servitude que la guerre. »

Quant au groupuscule de Georges Valois, « Nouvel Age », il passa sans transition du pacifisme bêlant à un bellicisme hystérique, traitant soudain les pacifistes, qu'il avait si longtemps enjôlés, de « fourriers de l'hitlérisme », réclamant une armée puissante et moderne, une armée « strictement défensive », bien entendu.

Le P.S.O.P. se comporta relativement mieux que les autres formations, ce qui permit à Marceau Pivert de le présenter en termes dithyrambiques : *Au cours de ces événements, au milieu des tempêtes qui ont détraqué certaines boussoles de pacotille et brisé des gouvernails trop fragiles, vous reconnaîtrez la fermeté inébranlable d'un groupe d'hommes (...) qui ont résisté aux illusions, dénoncé l'erreur, refusé de mentir (...), qui se sont dressés obstinément « contre le courant¹ ».* Mais si notre Parti n'éclata point, désormais le clivage ira s'approfondissant entre les pacifistes intégraux du genre Modiano ou Krihiff et les militants intégrés dans la guerre d'Espagne du type Michel Collinet, André Weil-Curiel, Colette Audry. Les premiers portaient d'une optique libertaire : ils constataient, non sans raison, qu'au fur et à mesure que la République espagnole prenait un caractère militaire, centralisé, hiérarchique, elle se dénaturait, pour finalement se faire battre; mais ils en tiraient la déduction spécieuse et défaitiste que le camp républicain ne se différencie plus du fascisme qu'il prétendait combattre². Quant aux seconds, l'« abandon » de Munich et la situation de plus en plus désespérée des forces républicaines en Espagne, les inclinaient vers des positions voisines de celles de Zyromski. Seul, d'ailleurs, Weil-Curiel poussa sa logique jusqu'au bout : il nous quitta³. Marceau

1. Commentaire du film *Contre le Courant*, cit.

2. Cf. René Krihiff, « Le Parti et la Révolution », *Juin 36*, 5 mai 1939.

3. *Juin 36*, 21 octobre 1938.

Pivert cherchait laborieusement à concilier les deux extrêmes. Chez nous aussi, le ver était dans le fruit.

Echec d'une grève générale.

Pendant la crise de septembre, un homme politique avait été l'espoir suprême et la suprême pensée des stalinienens : Paul Reynaud. Il préconisait une politique extérieure dite de « fermeté ». Il rêvait — et ce rêve deviendra, un jour, réalité — de jouer en France un rôle analogue à celui du belliciste Winston Churchill de l'autre côté de la Manche. Après avoir signé le compromis de Munich, Daladier s'empressa de faire appel à ce va-t-en guerre et lui confia le soin de tondre, par décrets-lois, le petit peuple. A peine installé au ministère des Finances, l'ex-poulain du stalinisme fit, le 12 novembre, un discours radiodiffusé. Sa grande pensée, il l'avouait cyniquement, était de *restaurer le profit capitaliste*. D'un trait de plume, il élevait la durée du travail hebdomadaire de 40 à 48 et même 50 heures, et il enterrait les « cinq jours » : *La semaine des deux dimanches a cessé d'exister !* lança-t-il avec une joie sadique. En même temps, les décrets-lois contenaient des entraves à la liberté syndicale et une incidence accrue des impôts directs sur les masses laborieuses.

Ainsi se trouvait enfin perpétré le mauvais coup contre les 40 heures, annoncé par Daladier dès son discours radiodiffusé du 21 août. Dès le lendemain de cette homélie, le P.S.O.P. avait suggéré à la C.G.T. le mot d'ordre d'une grève générale d'avertissement de vingt quatre heures. Cette fois, si la classe ouvrière laissait faire, c'était la fin des « 40 heures », l'enterrement des « cinq jours ». Ce n'était pas dans l'arène parlementaire que les conquêtes sociales devaient être défendues, mais dans les usines et dans la rue. Face à l'agression de Daladier, une seule réponse : un nouveau Juin 36¹. Ce thème, nous le reprenions dans un tract à large

1. D. G. : Juin 36, 26 août 1938.

tirage : *Pour un nouveau Juin 36, à l'action !* Dans l'atmosphère d'union sacrée qui régnait alors, un tel langage avait quelque chose d'irréel, comme la suite des événements allait, de façon cuisante, nous l'apprendre.

A la C.G.T., réformistes aussi bien que staliniens étaient embarrassés. La colère ouvrière grondait au point qu'ils ne pouvaient se dispenser d'en tenir compte. Mais ils ne voulaient à aucun prix compromettre la « défense nationale » par une véritable bataille de classes. Ils tergiversèrent dix-huit jours. Quand ils se résignèrent finalement à adopter notre mot d'ordre d'une grève générale de vingt-quatre heures, ils éventrèrent la mèche beaucoup trop tôt, laissant au pouvoir le temps de passer à la contre-attaque. Pendant plus d'une semaine, le gouvernement put utiliser à plein sa presse et sa radio pour pilonner l'opinion, dénoncer les agitateurs, menacer à l'avance les grévistes de sanctions, tandis qu'il mettait en place dans les centres industriels un important dispositif de gardes mobiles et de troupes noires.

Un certain nombre de grèves partielles chez Renault, aux mines d'Anzin, avaient éclaté avant la date du 30 novembre fixée pour la grève générale. Mais, au lieu de lier ces combats d'avant-garde au mouvement d'ensemble, les staliniens de la C.G.T. avaient réussi à les liquider quatre jours avant celui de la grande bataille. Si la grève des services publics du 29 décembre 1937 avait brillamment réussi, c'était parce qu'elle avait été foudroyante; cette fois, on renonçait délibérément à l'effet de surprise. Quant aux grèves générales d'un récent passé, celles du 12 février 1934 après le coup de force fasciste, celle du 18 mars 1937 après le massacre de Clichy, elles avaient bénéficié d'une certaine complicité, ou tolérance, gouvernementale. Mais une grève générale dont on savait qu'elle aurait contre elle un gouvernement décidé à la briser par tous les moyens, à mobiliser contre elle toutes ses forces, n'avait de chances de succès que si elle prenait une forme active et non passive, voire insurrectionnelle. Or c'était précisément ce dont la bureaucratie syndicale, la réfor-

miste comme la stalinienne, ne voulait à aucun prix. Pas de mots d'ordre, pas de réunions préparatoires, pas de permanences de grève, pas de directives, pas de perspectives, pas la moindre préparation technique¹. Comme l'écrivait rétrospectivement Marceau Pivert, cette arme ultime du prolétariat fut maniée *comme si l'on cherchait à briser la dernière résistance de la classe ouvrière, à déblayer de toute opposition révolutionnaire le terrain de la guerre*². Dans *Juin 36*, au lendemain de l'échec, j'osai écrire qu'on avait conduit les travailleurs désarmés dans la gueule du loup et que, soit par inconscience, soit par trahison, on avait tout mis en œuvre pour qu'ils fussent battus³.

Le grand patronat avait incité le gouvernement à une répression impitoyable. Un de ses hommes de plume, François Herbette, invita l'exécutif à sévir contre ceux qu'il avait dénoncés lui-même *comme les agents de l'étranger et les ennemis du pays*. Et, la grève une fois brisée, le journaliste claironna : *La France sait maintenant qu'elle est gouvernée. Pour elle, une expérience est close : celle de l'anarchie*⁴.

Les postiers, les cheminots, les agents des services publics et des transports en commun reçurent des ordres de réquisition. Au matin du 30 novembre, un formidable appareil militaire brisa la grève dans l'œuf. Après l'échec, des quantités de grévistes furent révoqués ou licenciés. Ainsi intimidés, menacés, démoralisés, perdant, au surplus, confiance dans des organisations syndicales qui les menaient si mal à la bataille, innombrables furent les travailleurs qui ne suivirent pas le mot d'ordre de grève. Dans leur désespoir, beaucoup d'entre eux déchirèrent leur carte syndicale. Même au sein de notre P.S.O.P., et jusque dans notre C.A.P. il y eut des défaillances, surtout là où les échelons inférieurs

1. Gilbert Serret, « Les responsables du 30 novembre », *Juin 36*, 10 février 1939.

2. *Où va la France ?* cit.

3. D. G. : *Juin 36*, 2 décembre 1938.

4. Articles des 16 novembre et 1^{er} décembre 1938, *op. cit.*, pp. 318, 321.

des syndicats avaient donné des consignes en contradiction avec le mot d'ordre confédéral de grève.

Le 30 novembre 1938 fut une des plus cruelles défaites subies par le mouvement ouvrier français. Le désarroi, la démoralisation des travailleurs furent extrêmes. Pendant les mois qui précéderont le cataclysme du 1^{er} septembre 1939, ils auront toujours davantage une *psychologie de vaincus* ¹. Les organisations se vidèrent aussi vite qu'en Juin 36 elles s'étaient gonflées. La bourgeoisie prit sa revanche, dérobant à Marceau Pivert le fameux slogan : c'était pour elle, maintenant, que *tout était possible* ².

De cette débâcle, je crus devoir tirer une conclusion, non de découragement, mais de dureté. Depuis deux ans on nous avait fait perdre le sens des réalités. On avait tellement estompé les contours de la lutte de classes que beaucoup de travailleurs en avaient oublié le vrai visage. On nous avait fait vivre dans l'irréel, dans le factice. Nous venions de reprendre contact avec le sol. Un peu brutalement, certes. La bourgeoisie avait jeté le masque. Elle s'était montrée sous son véritable jour : féroce, puissamment organisée, prête à tout ³.

Mais pouvions-nous encore capitaliser à notre profit la désaffection manifestée par les travailleurs à l'égard de leurs mauvais bergers ? A une réunion d'information de nos groupes d'entreprises, le 14 janvier 1939, je fis effort pour me montrer optimiste : les ouvriers socialistes et communistes étaient tellement déçus qu'il suffirait de pas grand-chose pour qu'ils viennent à nous ⁴. Mais au même moment, notre *Bulletin Intérieur* notait que les masses découragées quittaient le Parti Socialiste comme le Parti Communiste et que nous devions, à tout prix, tenter de repêcher *les militants qui, s'abandonnant au désespoir, rentraient chez eux* ⁵. Dans une brochure de propagande en faveur de notre Parti, parue

1. Lucien HÉRARD : *Juin 36*, 31 mars 1939.

2. Marceau PIVERT, « Juin 36 », *Revue Socialiste*, décembre 1952.

3. D. G. : *Juin 36*, 2 décembre 1938.

4. *Ibid.*, 20 janvier 1939.

5. *Bulletin Intérieur* du P.S.O.P., n° 3, début 1939.

au même moment, Lucien Hérard, après avoir souligné la démoralisation et l'accablement des travailleurs, se forçait, pourtant, à une note d'espoir : *Le P.S.O.P. n'est encore qu'un germe fragile, mais jeté à une heure propice dans un sol favorable* ¹. Dans une autre brochure ², Suzanne Nicolitch s'était flattée de nous voir agir sur les militants S.F.I.O. *comme un ferment sur une pâte amorphe* et de provoquer, au sein du P.C., *cette espèce de trouble qui ressemble au remords*. Mais elle écrivait avant le désastre du 30 novembre.

En réalité, nous étions déjà entrés, nous, le P.S.O.P. et avec lui la classe ouvrière, le socialisme pris dans son sens le plus large, dans une impasse tragique au fond de laquelle nous guettaient la guerre, puis, à la faveur de l'occupation allemande, une variété française de fascisme. Comme le dira, rétrospectivement, Marceau Pivert, le prolétariat avait perdu confiance en ses propres forces. Il marchait, tragiquement, sans conviction et sans résistance, à une guerre qui n'était pas la sienne, et se laissait embrigader dans les différentes factions antagonistes de la bourgeoisie ³. Dès avril 1939, au cours d'une conversation *privée*, Trotsky devait confier à un interlocuteur des vues non moins sombres : les masses s'abandonnaient au désespoir; une défaite suivait l'autre; le fascisme se propageait à travers le monde; le marxisme officiel était devenu la plus puissante entreprise de tromperie des travailleurs; la situation dans son ensemble nous était contraire; le courant allait contre nous; sans doute, en France, la défaite du Front Populaire avait-elle fourni la preuve de la justesse de nos conceptions; mais elle avait été, aussi, notre propre défaite ⁴.

1. Lucien HÉRARD : *Ce qu'est le Parti Socialiste Ouvrier et Paysan*.

2. Nicolitch, *op. cit.*

3. Manifeste du Front Ouvrier International contre la guerre, Mexico, 7 novembre 1940.

4. Entretien sténographié avec C.L.R. James, Université de Harvard, T 4560.

Sous la férule du « Vieux ».

Avions-nous, malgré tout, encore le *temps* de rallier à nous les masses laborieuses françaises si cruellement déçues par la banqueroute du Front Populaire et prostrées par les approches de la guerre; parviendrions-nous encore à nous frayer un chemin vers elles ? Telle était la question angoissée que, de son lointain Mexique, Trotsky posait, à la fin de 1938, à Marceau Pivert¹. L'évolution approchait maintenant de son dénouement. Nous allions à une dictature fasciste (dans les premiers temps, prédisait-il, une dictature préfasciste de type militaire), ou à la victoire du prolétariat. Je ne pense pas, ajoutait le « Vieux », *que nous soyons là-dessus en désaccord avec vous. Je ne pense pas non plus qu'il y ait un désaccord quant aux délais : un an ou deux, selon moi, c'est le délai maximum qui reste jusqu'au dénouement « définitif », c'est-à-dire irréparable pour de longues années.* Comment faire pencher la balance du côté du prolétariat ? Avec une trop robuste assurance, qu'excusait en partie l'éloignement, Trotsky nous prodiguait ses conseils : *Ce qui peut sauver la situation en France, c'est la création d'une véritable avant-garde révolutionnaire de quelques milliers d'hommes, comprenant clairement la situation, complètement affranchie de l'influence de l'opinion publique bourgeoise et petite-bourgeoise (« socialiste », « communiste », « anarcho-syndicaliste », etc.) et disposée à aller jusqu'au bout. Une telle avant-garde saura trouver le chemin des masses (...). De deux choses l'une : ou bien le prolétariat français, trompé et affaibli par Blum, Thorez, Jouhaux et compagnie, sera pris à l'improviste et écrasé sans résistances (...) ou bien, dans la période qui reste, l'avant-garde du prolétariat français relèvera encore la tête, rassemblera autour d'elle les masses. Mais à cette « insurrection des masses » il fallait une ferme*

1. Lettre du 22 décembre 1938.

direction; autrement la catastrophe était inévitable, et dans un délai très court.

Comment former, sans perdre un instant, l'indispensable avant-garde révolutionnaire ? Trotsky offrait une magique formule : par la fusion du P.S.O.P. et du P.O.I.¹. Depuis le début d'octobre 1938 des pourparlers avaient été engagés entre les deux formations. Mais ils traînèrent en longueur, butant sur deux obstacles : notre crainte d'être « noyautés », dans l'organisation unifiée, par l'appareil du P.O.I., et notamment sa presse; l'adhésion à la « IV^e Internationale ». Sur ces deux points les réponses du secrétaire du P.O.I., Pierre Naville, furent plutôt évasives, et notre C.A.P., le 29 octobre, constata unanimement l'inopportunité d'une fusion entre le P.O.I. et le P.S.O.P., *les conditions de maturation de l'unité n'étant pas encore réalisées*. La question fut évoquée à nouveau à notre Conseil National des 17 et 18 décembre. Lucien Hérard préconisa, purement et simplement, l'entrée individuelle dans notre Parti des adhérents du P.O.I. Cette fois, je manifestai mon désaccord. Exiger l'« entrée individuelle », c'était infliger aux trotskystes une humiliation. Le P.S.O.P. était comme un creuset révolutionnaire dans lequel devaient se fondre toutes les tendances et, à ce titre, il ne pouvait traiter par-dessus la jambe un parti — même minuscule — qui représentait la tradition de la Révolution d'Octobre. Nous devons rester fidèles à nos principes démocratiques et accepter une fusion loyale des deux organisations.

Le 26 janvier 1939, Marceau Pivert répondit, au nom de notre Bureau Politique, à Trotsky. Nous étions d'accord avec le « Vieux », et sur les perspectives, et sur la nécessité de forger, sans tarder, une avant-garde révolutionnaire. Avec, toutefois, une sérieuse réserve : *une politique d'avant-garde n'est pas, hélas, aussi pleinement rentable dans une période de retraite et de dépression du mouvement ouvrier que dans une période*

1. Parti Ouvrier Internationaliste, section française de la IV^e Internationale.

de marche en avant. Si la fusion de notre parti avec le P.O.I. n'avait pas abouti, tous les militants révolutionnaires n'en avaient pas moins leur place dans le P.S.O.P. D'ailleurs, une minorité du P.O.I. l'avait compris, qui, malgré Naville, venait de se décider à rejoindre nos rangs. L'échec des négociations avait pour cause les méthodes sectaires consistant à violenter l'intelligence révolutionnaire des militants, nombreux en France, qui ont l'habitude de se faire eux-mêmes leur opinion, à dicter, de l'extérieur, au mouvement ouvrier, des attitudes, des tactiques ou des réactions qui ne surgissent pas des profondeurs de son intelligence collective. Ces méthodes étaient la raison pour laquelle la section française de la « IV^e Internationale » s'était montrée absolument incapable, non pas même d'atteindre les masses, mais de former des cadres éprouvés et sérieux.

Absent de Paris, je n'avais pu assister à la réunion du Bureau du Parti au cours de laquelle le texte de cette lettre avait été approuvé. Je crus devoir adresser, le 2 février, à Trotsky, un additif « personnel ». Si j'avais été présent, j'aurais insisté pour que la lettre fût rédigée de façon différente. La fusion me paraissait, en effet, à la fois « possible » et « souhaitable », en dépit du sectarisme de Naville et de ses amis. Toutefois, je n'oubliais pas la désastreuse expérience du passage des trotskystes dans la S.F.I.O. Elle ne serait indésirable, cette fusion, que dans le cas où les disciples du « Vieux » l'envisageraient comme une manœuvre déloyale et projetteraient de s'introduire comme un « corps étranger » dans le P.S.O.P. pour le détruire de l'intérieur et préparer une nouvelle scission — en un mot, pour débaucher un certain nombre de nos militants afin de former avec eux un nouveau P.O.I. Malgré les soupçons que m'inspirait la tactique de Naville et de sa secte, je ne voulais pas écarter, néanmoins, la possibilité d'une fusion loyale. Cela dépendait de Trotsky et de lui seul. Le fait qu'un certain nombre de militants du P.O.I., renonçant aux conditions posées par Naville, nous avaient déjà rejoints, la proximité, d'autre

part, de notre premier congrès en mai 1939 excluait, maintenant, à mon avis, l'éventualité d'un congrès spécial de fusion avec le P.O.I. Mais c'était bien, en fait, de fusion qu'il s'agissait puisque la voix des trotskystes, selon nos principes de totale démocratie prolétarienne, pourrait se faire entendre librement à notre Congrès. Notre seul véritable désaccord portait sur la « IV^e Internationale » : je persistais à penser qu'une nouvelle Internationale ne pouvait être créée par un coup de baguette magique, mais qu'il fallait d'abord *convaincre les masses* de sa nécessité.

Trotsky me répondit, le 10 mars, par une diatribe longue et passionnée. Il s'en prenait violemment au « centrisme de gauche » de Marceau Pivert. Notre chef de file ne comprenait *absolument pas qu'une manière impitoyable de poser les questions fondamentales et une polémique farouche contre les vacillations ne sont que le reflet nécessaire du caractère implacable et cruel de la lutte de classes à notre époque. Pour Pivert, il s'agit là de « sectarisme », de manque de respect pour la personnalité d'autrui, c'est-à-dire qu'il reste entièrement sur le plan de la moralisation petite-bourgeoise (...). Les centristes couvrent toujours leur désaccord avec la politique révolutionnaire en invoquant le « rythme », la « forme », ou le « ton ».*

Certes, le « Vieux » nous accordait un demi-satisfecit : le P.S.O.P., pendant la crise de septembre, n'avait pas trop mal passé son *examen d'internationalisme révolutionnaire*. Mais, si les dangers de guerre s'aggravaient, il aurait à faire face à une *offensive enragée de l'opinion bourgeoise* et de son agence social-patriote. Pour préparer le Parti à une telle épreuve, il fallait, dès maintenant, *tremper son intransigeance, aller jusqu'au bout de toutes ses idées* et, pour commencer, ne pas l'isoler du trotskysme. Ce n'était point par hasard, observait-il, que Marceau Pivert recevait quelques coups en passant, se faisant lui aussi traiter de « trotskyste ». *Les groupements politiques, expliquait le « Vieux », se polarisent. Le « trotskysme », c'est pour la réaction et ses agents la menace internationale de la révolution socia-*

liste. Aussi les centristes de diverses nuances jurent-ils à chaque pas : « Nous ne sommes pas trotskystes », « nous ne sommes pas si mauvais que vous le croyez ». C'est jouer à cache-cache. Mon cher Guérin, il faut en finir avec ce jeu indigne (...). La duplicité est incompatible avec la révolution prolétarienne. A bas la duplicité, Guérin !

Quant au reproche de « sectarisme », Trotsky ne niait certes pas la présence de tendances sectaires dans les rangs de son église. Mais il était piqué au vif par l'accusation de Marceau Pivert selon laquelle la « IV^e » était isolée des masses. Certes, elle l'était encore. Mais ce n'était pas seulement la faute de l'adversaire de classe, c'était la faute du « centrisme », c'était la faute de Marceau Pivert qui empêchait l'avant-garde ouvrière de pousser ses idées jusqu'au bout et l'isolait ainsi du « marxisme » (lisez : de Trotsky). L'argument nous était familier : on nous l'avait déjà lancé dans les jambes au temps où nous fondions la « Gauche Révolutionnaire ».

Mes réticences concernant la « IV^e Internationale », Trotsky les prenait fort mal. J'avais proféré une sonnette en soutenant qu'il fallait, avant de la former, d'abord « convaincre les masses ». *La lutte pour la « maturation » de la masse, répliquait-il, commence avec une minorité, avec une « secte ». Il n'y a et ne peut y avoir d'autre voie dans l'Histoire.* L'Histoire, en un mot, devait toujours recommencer 1917. Et le « Vieux » ajoutait avec une ironie un peu méprisante : *Sans avoir encore de doctrine, de tradition révolutionnaire, de programme clair, de masses, vous n'avez pas craint de proclamer un nouveau parti. De quel droit ? Evidemment, vous croyez que vos idées vous donnent le droit à la conquête des masses, n'est-ce pas ? Pourquoi donc vous refusez-vous à appliquer le même critère à l'Internationale ? Un parti national est pour vous une nécessité vitale, mais un parti international, cela ressemble à un luxe, et cela peut attendre. C'est mal, Guérin, fort mal.*

En ce qui concerne le vœu que j'avais exprimé d'une fusion « loyale et honnête », le « Vieux » ne rejetait

pas mes épithètes. Mais à condition de ne les pas interpréter comme le *renoncement à la critique, la rémission réciproque des péchés*, à condition de poser *clairement et franchement devant tous les membres des deux organisations toutes les questions de politique révolutionnaire* : personne n'avait le droit de protester de sa sincérité et d'accuser, en même temps, de roublardise le partenaire. Il s'agissait, en définitive, *du sort du prolétariat*, concluait mon terrible fustigeur.

Défaite en Espagne.

La défaite du 30 novembre 1938 fut suivie d'une autre défaite, infiniment plus dramatique : celle du peuple espagnol. Simultanément, des deux côtés des Pyrénées — bien que de façon non sanglante sur le versant français — le Front Populaire était trucidé par une réaction ivre de revanche. Des deux côtés, la défaite avait les mêmes causes profondes : la répugnance de la diplomatie soviétique à laisser s'accomplir la révolution prolétarienne dans les deux pays latins, l'alliance des staliniens avec la démocratie bourgeoise, l'anathème jeté contre l'avant-garde qui s'efforçait de dépasser le Front Populaire. La défaite de la classe ouvrière espagnole était une défaite supplémentaire pour la classe ouvrière française. Elle l'était aussi pour nous, P.S.O.P., car des liens très étroits nous liaient au parti frère de Catalogne, le Parti Ouvrier d'Unification Marxiste (P.O.U.M.). Ce Parti, certes, avait commis des fautes politiques qui contribuèrent, dans une certaine mesure, à l'effondrement de la Révolution espagnole. Ces fautes, Trotsky ne manquait pas une occasion de nous les jeter à la tête. Pour le « Vieux », ce n'était pas seulement *la mauvaise conduite de l'impérialisme français et britannique et de la clique bonapartiste du Kremlin* qui avait poignardé dans le dos le prolétariat espagnol. Le P.O.U.M. portait, lui aussi, sa part de responsabilité. Sous prétexte que les masses n'auraient pas compris une politique plus résolue, ses dirigeants s'étaient abstenus

de jouer un rôle indépendant, ils s'étaient alignés sur les diverses formes de réformisme pratiquées par les anarchistes, les social-démocrates et les staliniens. Ils s'étaient laissé emprisonner dans le carcan du Front Populaire. Ils avaient *temporisé, joué à cache-cache avec la Révolution*, poussé l'opportunisme jusqu'à se refuser à politiser les syndicats libertaires, jusqu'à participer au gouvernement bourgeois libéral de Catalogne. Ils avaient ainsi *désorienté et démoralisé* les travailleurs, au lieu de démasquer, pour ensuite les déborder, *les chefs traitres à la Révolution*¹. Trotsky, comme toujours, avait à la fois raison et tort. Il ordonnait arbitrairement tous les événements mondiaux selon le schéma classique d'Octobre 1917. D'un *petit groupe*, les bolcheviks n'étaient-ils pas devenus, *en quelques mois, une force décisive* ? Le P.O.U.M. aurait dû suivre mécaniquement et point par point ce mémorable exemple. Sans aucun doute, notre parti frère avait manqué, sinon de courage, du moins d'intransigeance politique. Mais, par ailleurs, son souci de ne pas se couper des masses, de ne se point laisser étioier dans le rôle d'une minuscule secte impuissante, du genre de celle de Naville en France, était un souci qu'à juste titre nous partagions ; et il demeurait douteux que le P.O.U.M. — tout comme le P.S.O.P. — même si la répression stalinienne ne s'était pas abattue sur lui et s'il avait eu une ligne politique plus conséquente, eût réussi, au seuil d'une période de déclin révolutionnaire, à prendre la tête des masses². S'il avait suivi les conseils de Trotsky, il eût sans doute été laminé beaucoup plus tôt. De toutes façons, le débat n'avait plus qu'un intérêt rétrospectif : depuis l'écrasement de la Commune de Barcelone en mai 1937, le P.O.U.M. était hors la loi ; et c'était maintenant l'ensemble du *Frente Popular* que la déroute de janvier 1939 mettait hors la loi.

Notre P.S.O.P. s'efforça de placer le mouvement

1. Lettre de Trotsky à D. G. du 10 mars 1939.

2. Cf. la défense du P.O.U.M. contre Trotsky, par Kurt Landau, transfuge du trotskysme, *Juin* 36, 19 et 26 mai 1939.

ouvrier français devant ses responsabilités : *Les travailleurs français, dupés par le Front Populaire, ont fait confiance aux gouvernements capitalistes, à Léon Blum, à Daladier. Ils ont laissé les bourgeois et les staliniens étrangler la Révolution espagnole et ainsi affaiblir les chances de victoire militaire des ouvriers et des paysans (...). Le sort du prolétariat international se joue en Catalogne.* Tel était le texte d'un de nos tracts. Puis, quand sonna l'heure de la déroute, un nouveau tract répandit le mot d'ordre : *Ouverture de la frontière dans les deux sens.* En effet, il était urgent, non seulement de ravitailler les derniers combattants républicains en blé comme en armes, mais aussi de laisser les rescapés entrer librement en France. Or, sur l'ordre du ministre de l'Intérieur, Albert Sarraut, des cordons de gardes mobiles, de gendarmes et de tirailleurs sénégalais fermaient la frontière aux fugitifs, laissés sans secours dans les neiges des Pyrénées. Contre cette abomination, le P.S.O.P. proposa aux organisations de gauche une manifestation de rue, place de l'Opéra, l'après-midi du samedi 28 janvier. Personne ne daigna répondre à nos propositions et nos militants affrontèrent, seuls (avec le quarteron de trotskystes), le formidable déploiement des forces policières. Un grand nombre d'entre nous (1 500 environ) furent « embarqués », dont Marceau Pivert, brutalement jeté dans un taxi par des inspecteurs¹.

Il nous restait un dernier devoir de solidarité à accomplir : aller chercher sur les confins pyrénéens nos camarades du P.O.U.M., empêchés par le « cordon sanitaire » de pénétrer en France, à moins de s'y laisser parquer dans l'enfer du camp d'Argelès, où ils eussent couché à même le sable, exposés à la bise glacée de l'hiver, risquant, au surplus, de s'y faire « liquider » par les staliniens.



L'après-midi du dimanche 5 février 1939, un camion

1. Cf. *Juin 36* et la *Lutte Ouvrière* du 3 février 1939.

couvert d'une bâche quitte notre permanence du 42 rue Rochechouart, salué par nos jeunes qui se sont rassemblés nombreux sur la chaussée. Il contient des vivres et des vêtements collectés pas nos sections. Un « as » du volant, qui est, en même temps, un militant dévoué, le pilote. Sans désespérer, pendant vingt-trois heures d'affilée (car chaque instant compte et il faut faire vite) nous « avalons » les quelque mille kilomètres qui séparent Paris de Perpignan. Je me souviens que nous « brûlons » Limoges en pleine nuit. Les éléments sont avec nous : un clair de lune admirable, suivi d'un soleil étincelant.

A peine débarqués à Perpignan, où nous attendent nos militants des Pyrénées-Orientales, nous tenons à leur permanence un petit conseil de guerre. Maurice Jaquier, qui m'avait précédé là-bas, nous expose la situation. Les dirigeants du P.O.U.M., emprisonnés à Barcelone, ont réussi à reconquérir leur liberté. Ils ont passé la frontière. Ils sont quelque part là-haut, dans la montagne, en territoire français. Il faut à tout prix les y aller chercher. D'où viennent ces informations ? Deux militants, l'un Espagnol, Enrique Gironella, l'autre, un jeune du nom de Trave, d'origine marseillaise, sont partis à pied pour nous indiquer cette cachette. Ils ont réussi à atteindre Perpignan. Dans les rues de la cité catalane, ils se sont faits souples comme des anguilles. Ils ont pu atteindre la permanence du P.S.O.P. et, grâce à eux, la liaison avec ceux de la montagne être établie. Guidés par l'un d'eux — qui refera en sens inverse, mais cette fois en camion — le chemin déjà parcouru, nous parviendrons là-haut jusqu'au campement improvisé de nos camarades.

Quand nous gravissons, le matin du 7 février, les pentes pyrénéennes, j'ai en poche un précieux papier. Colette Audry, elle-même fille de préfet, a obtenu, en se rendant sur place, du préfet des Pyrénées-Orientales, Didkowski, un sauf-conduit qui nous permettra de franchir aisément les cordons sanitaires. Le drame auquel nous assistons se déroule dans un des plus beaux paysages du monde. Devant nous, la ligne bleutée des

Pyrénées. A droite, le massif, tout blanc de neige, du Canigou. Un ciel d'un bleu limpide, un soleil qui inonde et réchauffe toutes choses. Derrière nous, la campagne d'un brun rouge, parsemée de « mas » et de bouquets d'arbres, dévale en pente douce jusqu'à Perpignan. A intervalles rapprochés, un sourd grondement nous avertit : on se bat encore sur l'autre versant. Et, soudain, sans transition, nous entrons en contact avec les horreurs de la guerre.

Le village du Boulou, au pied du col du Perthus, est littéralement envahi par les réfugiés. Les rues sont encombrées de véhicules hétéroclites et d'une masse humaine, pauvrement vêtue, au teint hâve, aux yeux brillants et creusés. Les hommes ont une barbe de plusieurs jours, les femmes un visage ravagé et las. A grand-peine notre camion se fraye un chemin.

A la sortie du village, nous voici face à face avec le triste exode. Un ruban humain qui n'a pas de fin descendant sur un des bas-côtés de la route, contenu par des soldats espacés tous les cinq mètres. Sur un mulet ou un âne, les pauvres gens ont entassé tout ce qu'ils possèdent, y compris leurs gosses arrimés comme des colis, endormis ou pliés en deux par la fatigue. Derrière la monture, le vieux grand-père, la vieille grand-mère, appuyés sur une canne, s'en vont clopin-clopant. Puis viennent des hommes qui ont dû être des combattants, sordidement vêtus, portant des pansements, trainant la patte, vides, hébétés.

De temps à autre, le service d'ordre fait accélérer la marche de cette monotone théorie humaine. Aux barrages, gardes mobiles ou douaniers arrêtent ceux qui se présentent, les fouillent rudement, eux, leurs colis et leurs hardes.

Nous nous engageons maintenant dans la montagne par une petite route étroite et caillouteuse. Nous voici dans une sorte de *no man's land*, entre la frontière elle-même et les premiers contrôles. Les malheureux qui viennent de fouler le sol français y font halte, essayant de retrouver des forces avant d'entreprendre la pénible descente vers le cordon sanitaire, vers le camp

de concentration. Ils campent à travers champs, à travers bois, au fond des ravins. Ils ont allumé des feux. Les femmes font sécher au soleil le linge multicolore qu'elles viennent de laver dans les ruisseaux. On en voit qui se sont laissés tomber, inanimées, à plat ventre, à même le sol, écrasées de fatigue, affaiblies par la faim. D'autres, malgré leur prostration, malgré le poids du bambin sous lequel ploient leurs maigres bras, reprennent la marche, comme des automates.

Parvenus à une petite ferme, notre guide nous y fait garer notre camion. Et c'est maintenant la montée, assez raide, par un sentier de chèvres, au milieu d'une forêt de chênes-lièges dont les glands craquent sous nos pieds. Là-haut, un vieux « mas », à demi ruiné, se profile sur le ciel : le refuge de nos amis. Nous grimpons à grandes enjambées, si vive est notre impatience. Enfin, nous y voici. Allongés dans l'herbe, sur des couvertures, ils sont là, à part Gironella déjà nommé, tous les cinq : Juan Andrade, Pedro Bonet, Julian Gorkin, José Rodes, et le jeune Willebaldo Solano. Maigres, sans doute. Affaiblis. Frigorifiés. Mais leur visage est celui d'hommes durcis par l'épreuve. Ils nous ont aperçus. D'un bond, ils sont debout. Nos mains s'étreignent :

— *Salud !*

Sur cette crête aux horizons immenses, balayés par la brise stimulante de la montagne, deux révolutions vaincues, au moins pour un temps, fraternisent.

Tandis que nos amis se restaurent, grâce aux vivres que nous avons apportés, et que Jaquier prend des photos, nous remarquons un peu plus loin, couchés sur l'herbe, des soldats aux faces juvéniles envahies par la barbe, dépenaillés, mais souriants et charmants. Ce sont les « gardes d'assaut » qui, à Barcelone, tenaient lieu de geôliers aux dirigeants du P.O.U.M. De bons gars, au surplus, des socialistes, de la tendance Largo Caballero. Par un singulier hasard, les gardiens et leurs ex-pensionnaires se sont rencontrés juste au moment de pénétrer en France. Nous leur faisons signe de s'approcher. Ils ne se font pas prier et prennent leur part de notre frugale collation,

Mais il ne ferait pas bon s'éterniser là-haut. Nos amis ont vite fait de ramasser leur mince bagage. Notre petite troupe descend à travers les chênes-lièges, s'empile dans le camion, dont nous prenons soin de refermer la bâche. Assis à côté du chauffeur, j'exhibe, à chaque barrage, le sauf-conduit préfectoral. Les cognes rectifient la position, font le salut militaire. Cependant, à un des contrôles, l'un d'eux, moins discret, soulève la bâche. Il compte, à l'intérieur du véhicule, neuf hommes alors que le sauf-conduit ne fait mention que d'un seul. Je rétorque qu'il s'agit sans doute d'une erreur matérielle, et l'on n'insiste pas. Sans passer par Perpignan, nous mettons le cap sur la capitale, nous réussissons à franchir tous les obstacles, et, après une randonnée qui nous paraît à tous fort longue, nous déposons nos camarades dans la région parisienne — en lieu sûr. Nous leur avons évité le camp de concentration, et peut-être le pire¹. Quelques jours plus tard, le lundi 13 février, Maurice Jaquier et moi-même rendons compte, au cours d'une réunion d'information réservée aux membres du P.S.O.P., de notre « mission à Perpignan² ».

La guerre qui vient.

Les réactions en chaîne, comme on dit aujourd'hui, allaient maintenant se succéder à un rythme de plus en plus rapide. Aucun répit ne nous était plus accordé. Il nous fallait courir, essoufflés, après les événements.

Tandis que le réarmement américain démarrait à une échelle colossale³, tandis que l'impérialisme britannique se hâtait, par l'octroi de larges crédits et d'abon-

1. Le « pire » n'est pas une outrance de langage. L'un des principaux dirigeants du P.O.U.M. à Lérida, Joan Farré, emprisonné en France pendant la guerre, devait être assassiné à la Libération par les staliniens.

2. Cf. D. G. : *Juin 36*, 10 février 1939, Julian Gorkin, plus tard, a raconté cet épisode dans le dernier chapitre de *Canibales politiques*, Mexico, 1941.

3. 1 milliard 300 millions de dollars pour 1939. Cf. Michel Colinet, « Le discours de Roosevelt », *Juin 36*, 13 janvier 1939.

dantes fournitures d'armements, d'édifier un barrage, à la fois économique et militaire, à travers l'Europe centrale et orientale¹. Hitler ripostait, de façon foudroyante, en dépeçant la Tchécoslovaquie, cette création artificielle du Traité de Versailles. Sous la pression hitlérienne, les diverses minorités nationales asservies par les Tchèques se rebellèrent contre le gouvernement central. Tour à tour les Ruthènes de l'Ukraine subcarpathique et les Slovaques réclamèrent leur « indépendance ». Prague riposta par la destitution de leurs hommes d'Etat et des mesures militaires. Hitler saisit l'occasion qu'il avait lui-même encouragée. Après avoir concentré ses troupes à la frontière tchèque, il manda à Berlin le président de la République tchèque, Hacha, lui arracha, au cours d'une nuit tragique, un acte d'humiliante capitulation et, le 15 mars, jeta ses colonnes motorisées sur la Bohême, pour, pratiquement, l'annexer. En un clin d'œil, et pour la première fois, un peuple était rayé de la carte de l'Europe.

A l'injustice du Traité de Versailles, qui vengeait elle-même de plus anciennes injustices, le dictateur allemand substituait une nouvelle injustice. Parce que nous étions, au P.S.O.P., des partisans sincères — et non hypocrites — du droit des peuples à disposer d'eux-mêmes, nous nous élevions contre l'asservissement du peuple tchèque, qui, après avoir été oppresseur, allait subir une oppression beaucoup plus cruelle que celle à laquelle il avait été soumis sous la vieille monarchie dualiste. Il allait, ce peuple, nous n'en doutions pas, reprendre sa lutte séculaire pour l'indépendance et donner du fil à retordre à l'impérialisme allemand².

Mais Hitler, c'était évident, ne s'en tiendrait pas là. De même qu'en septembre ce n'était pas pour les seuls beaux yeux des Sudètes qu'il avait risqué une guerre mondiale, l'absorption de la Tchécoslovaquie ne calmerait pas sa faim endémique. En effet, l'économie alle-

1. Cf. D.G. « Entre le sterling et le mark la guerre est déclarée », *Juin 36*, 12 mai 1939.

2. D.G. : *Juin 36*, 24 mars 1939.

mande, se débattant dans d'inextricables difficultés, équipée pour inonder l'univers entier de ses produits et manquant de matières premières indispensables, étouffait dans le cadre trop étroit de ses frontières. Par-delà la Tchécoslovaquie, elle louchait vers les marchés de l'Europe sud-orientale, vers le pétrole roumain, vers les greniers à blé de Hongrie, de Yougoslavie et de Roumanie — c'est-à-dire vers les pays mêmes dont Albion s'employait, fort activement, à lui barrer l'accès.

Les « capitulards » de Munich, Chamberlain et Daladier, c'était maintenant tout à fait clair, n'avaient pas cru un seul instant à la possibilité d'un compromis durable avec leur terrible partenaire. En lui cédant, ils avaient voulu seulement gagner du temps. Tout simplement parce qu'ils n'étaient pas prêts. A Prague, ils venaient, pour la seconde et dernière fois, de lui laisser les mains libres. Parce qu'ils n'étaient pas encore tout à fait prêts. D'ici quelques mois, ils seraient, enfin, prêts : chaque nouvelle avance de Hitler accroissait dangereusement son potentiel militaire et le rendait plus redoutable pour ses rivaux ; menacés, bientôt, dans leurs intérêts essentiels, les impérialismes britannique et français allaient prononcer, dans quelques semaines ou d'ici quelques mois, le fatidique « halte-là ». Déjà le 23 mars, Neville Chamberlain posa la *question de savoir si le gouvernement allemand ne cherchait pas, par des efforts successifs, à dominer l'Europe et peut-être même à aller plus loin encore* ; et il ajoutait : *Si cette interprétation devait se révéler exacte, le gouvernement britannique a le devoir de dire que de telles tentatives provoqueraient la résistance victorieuse de l'Angleterre et des autres nations*¹.

Ce ne fut pas quelques mois ou quelques semaines mais quelques jours plus tard que le Premier britannique signifia, sans ambages, que l'heure de barrer la route à l'expansion allemande avait sonné. Il ajouta que cette volte-face était si lourde de signification qu'elle aurait un chapitre à part dans les livres d'Histoire.

1. D. G. : Juin 36, 31 mars 1939.

Parallèlement, se resserrait la « ronde » des Occidentaux et de leurs satellites, décidés à arrêter par tous les moyens l'impérialisme germanique et la percée hitlérienne contre l'encerclement en cours ¹.

Il n'était plus temps, sous prétexte de ménager la sensibilité de nos militants, de les endormir avec des chimères pacifiques. Dans une affiche qui tenait toute une page du numéro de *Juin 36* du 24 mars, pour la première fois, nous osâmes l'expression : *La guerre qui vient*.

A une réunion d'Information réservée à nos camarades de la Seine, le 27 mars, je me risquai à tenir un langage dur et cru. Il était désormais impossible de s'y tromper. Nous n'échapperions pas à la guerre impérialiste. Je situais l'échéance « peut-être vers juillet ». Nous devons avoir le courage et la lucidité de regarder les choses en face. Certes, nous risquions ainsi de démoraliser les âmes sensibles. Mais si nos militants n'étaient pas préparés à toutes les éventualités, ne seraient-ils pas, à l'heure de la catastrophe, encore plus désespérés ? Eussions-nous vécu dans un monde paisible, il eût été, sans doute, psychologiquement dangereux de mettre brutalement devant leurs yeux le spectre de la guerre. Mais ne vivions-nous pas depuis des mois, des années, dans un univers catastrophique ? Après ce à quoi nous avons assisté en Espagne, nous devons être prêts à envisager, froidement, le pire.

Il ne s'agissait pas simplement d'un exercice d'éducation des nerfs, mais d'ouvrir à nos militants des perspectives révolutionnaires. A travers la guerre, nous aurions grand besoin, pour guider les masses, opérer leurs yeux de la cataracte, d'une minorité révolutionnaire bien trempée, n'ayant pas perdu la tête, préparée à l'avance à sa mission. Pour cette tâche, notre jeune Parti ne disposait que de très peu de temps. Pour parler franchement, il n'était pas encore un parti révolutionnaire. Il n'avait pas réussi à se défaire des mauvaises

1. D. G. : *Juin 36*, 7 avril 1939.

habitudes héritées de la S.F.I.O. Il avait, entre autres, commis, à sa fondation, l'erreur, fréquente chez les petites organisations politiques, de se donner la structure d'une grande formation. Nous avions prétendu « singer » la « vieille maison ». La grenouille avait voulu se faire aussi grosse que le bœuf. D'où un appareil trop lourd, un gaspillage d'énergies et de ressources financières. Restait à nous transformer en une avant-garde, en un mouvement essentiellement composé de « cadres », de militants solidement éduqués politiquement, triés sur le volet, voyant clair, résolus. L'heure était venue de nous préparer à entrer dans l'illégalité. Il était urgent de liquider définitivement dans nos rangs toutes les illusions pacifistes. Il était grand temps de préparer notre Parti à affronter la tempête. Si nous nous montrions capables de cet effort, alors, et alors seulement, nous n'aurions pas failli à notre mission « historique ».

Ce langage, comme il fallait s'y attendre, fut mal compris de quelques pacifistes intégraux. Ils se déclarèrent *atterrés de cette acceptation de la guerre qui vient* et demandèrent si le Parti avait vraiment renoncé à lutter contre elle. La guerre était, à leurs yeux, un noir tunnel au-delà duquel ils se refusaient, eux, à entrevoir la moindre perspective révolutionnaire. Mon langage, se plaignaient-ils, condamnait à l'inaction, à la résignation, fourriers de la défaite. Nos pacifistes, enfin, s'insurgeaient contre ma suggestion qu'il fallait « liquider » leurs chimères. Daniel Guérin avait le droit de s'exprimer en son nom personnel, mais Marceau Pivert, en le présentant, avait déclaré qu'il avait été mandaté par la C.A.P. et il avait été à cette réunion le seul rapporteur, ce qui donnait à ses déclarations « un caractère officiel extrêmement grave ».

Ainsi se dessinait un divorce entre deux formes de lutte radicalement opposées, divorce qui, une fois la guerre déclarée, allait faire éclater le P.S.O.P., les uns s'enlisant dans un pacifisme stérile et légaliste, les autres, une poignée, s'enfonçant dans la clandestinité révolutionnaire.

Front Ouvrier International.

Pour affronter l'épreuve, nous avons, enfin, à établir ou à renforcer, pendant qu'il était temps encore, des liaisons internationales. A notre réunion d'Information, j'avais rappelé que le mouvement ouvrier est, par excellence, international. En cas de guerre, le maintien, ou la reprise, des relations internationales serait une tâche essentielle, comme nous l'avaient enseigné, au cours de la guerre 1914-1918, les conférences de Zimmerwald et de Kienthal¹. Enfin, l'effondrement du capitalisme, s'il se produisait à l'issue de la guerre, serait international. Seule une nouvelle Internationale serait capable d'orienter les masses enfin réveillées.

Nos textes constitutifs, sur ce point, étaient manifestement déficients. Si Trotsky et ses sectateurs avaient fait erreur en fondant, par en haut, une artificielle « IV^e Internationale », nous ne devons pas répondre à cette erreur par une autre erreur, et esquiver le problème.

A partir de 1932, le Parti Ouvrier Socialiste allemand (« S.A.P. ») avait, pour sortir de l'isolement, établi des liens avec de petites organisations similaires en Scandinavie et en Hollande. En 1934, ces contacts avaient donné naissance à un « Bureau international pour l'unification socialiste révolutionnaire », dit « Bureau de Londres ». En février 1935, puis au début de novembre 1936, cet organisme avait tenu des conférences internationales, auxquelles étaient venus en renfort l'Independent Labour Party britannique (I.L.P.), le Parti Ouvrier d'Unification Marxiste espagnol (P.O.U.M.), et divers petits groupes belge, américain, allemand, italien, grec, etc. Depuis longtemps, Trotsky tonnait contre le maudit « Bureau » et il en dénonçait le « centrisme » congénital, l'incapacité totale en matière d'action révo-

1. J'étais, nous étions lecteurs assidus de l'ouvrage d'Alfred ROSMER : *Le Mouvement ouvrier pendant la guerre*, t. I, 1936.

lutionnaire, le refus d'éduquer les masses en direction de la « IV^e Internationale ».

Le P.S.O.P. ayant, lors de sa fondation, remis à plus tard la question de son éventuelle adhésion au Bureau de Londres, para au plus pressé en suggérant la constitution d'un organisme international d'« unité d'action ». Au surplus, certains autres petits mouvements, qui, pour une raison ou une autre, ne désiraient pas adhérer au « Bureau de Londres », acceptèrent de se laisser pêcher par ce nouveau filet. Quant à moi, je nourrissais (fallacieusement) l'espoir secret d'entraîner les trotskystes dans notre front unique.

C'est ainsi qu'en pleine crise internationale naquit à Genève, le 12 septembre 1938, le *Front Ouvrier International contre la Guerre*, faisant la nique à la Conférence de fondation de la « IV^e Internationale » qui s'était ouverte le 3 septembre. Le F.O.I. lança un premier manifeste dans lequel il déclarait, à l'adresse des travailleurs communistes : *Ce n'est pas en faisant l'union sacrée avec votre impérialisme, mais en conquérant le pouvoir dans votre pays, que vous défendrez efficacement ce qui reste des conquêtes de la Révolution russe et que vous contribuerez en même temps à la renaissance du véritable pouvoir des soviets.*

Les 29 et 30 octobre, le F.O.I. tint à Bruxelles une nouvelle conférence à laquelle le P.S.O.P. était représenté, au titre de délégués « titulaires », par son secrétariat national et par moi-même. Elle élaborait une résolution et un manifeste dans lesquels, à la lumière de la crise de Munich, elle prenait position, tout à la fois, contre la guerre impérialiste et contre la paix impérialiste, proclamait que le compromis de Munich n'avait pas écarté le danger de guerre et, au cas où celle-ci éclaterait, s'engageait, dans le plus pur style léniniste, à poursuivre une politique de défaitisme révolutionnaire, c'est-à-dire à souhaiter la défaite des divers impérialismes et à y concourir, pour transformer la guerre impérialiste en guerre civile.

Cette conférence fut pour moi un exaltant apprentissage des assises internationales, facilité par la pratique

de l'anglais et de l'allemand. J'y fis la connaissance de délégués de nombreux pays : le svelte gentleman idéaliste Fenner Brockway, plus généreux qu'intelligent, le rude et truculent révolutionnaire hollandais Sneevliet, le lourd et finaud Germain Heinrich Brandler, bâti en buveur de bière, le sectaire et espion titi bruxellois Vereeken, bien d'autres encore. Ce brusque élargissement de nos horizons politiques me grisa au point qu'à notre retour dans le vase clos de Paris j'eus l'impression d'étouffer. Les débats et textes adoptés par la Conférence de Bruxelles furent réunis en une brochure bilingue, sous le titre : *Par-dessus les frontières des mains se tendent — Worker's Hands across the frontiers*¹. Nous n'étions plus seuls.

J'eus l'occasion de resserrer ces contacts internationaux au cours d'un voyage que je fis à Londres à la fin de janvier 1939. Le P.S.O.P. m'avait délégué à l'inauguration d'une Exposition anticolonialiste organisée par nos amis de l'I.L.P. et le « Bureau International Africain de Londres ». Les colonisés de notre propre « Empire » étaient représentés par un jeune camarade vietnamien, qui se faisait appeler « Robert ». A Londres, je me liai d'amitié — une amitié qui dura jusqu'à sa mort prématurée en 1959 — avec l'admirable champion du panafricanisme noir que fut George Padmore. Originaire de Trinidad, il avait longtemps appartenu au Komintern, avec lequel il rompit quand Staline se mit à danser la « ronde » des grandes démocraties. C'était un homme d'une culture marxiste étendue, d'une vive intelligence, d'une faculté de travail peu commune. Secondé par Dorothy, une Britannique blanche, sa compagne dévouée et agissante, il avait des correspondants dans toutes les communautés de couleur, de l'ancien comme du nouveau monde, et il s'intéressait autant aux mouvements de libération de l'Afrique francophone qu'à ceux de l'Afrique anglophone. A Londres, je rencontrai également une autre étoile de la décolonisation : le noble et profond Jomo Kenyatta, alors militant syndicaliste,

1. Paris, décembre 1938.

plus tard brillant sociologue de ses tribus autochtones, pendant des années captif de l'impérialisme britannique, aujourd'hui libérateur du Kenya.

En notre présence, fut fondé, avec la participation de nombreuses organisations travaillistes et celle de vingt-six organisations de défense des colonisés, un *Centre britannique contre l'impérialisme*, destiné à coordonner les différents mouvements de libération. Avec le concours de la délégation française, dont un amendement fut accepté, le Centre adopta une résolution qui, notamment, appuyait le mouvement national indien dans sa résolution de refuser toute guerre engagée par le gouvernement britannique tant que l'Inde ne serait pas politiquement libre¹. La suite des événements devait prouver que ce n'étaient pas paroles en l'air.

Le contact établi à Londres fut repris, peu de jours après, à Paris. Le 11 février, les délégués de l'I.L.P., Fenner Brockway et John McNair — un Ecossais jovial et buvant sec — assistèrent, chez nous, à une nouvelle réunion internationale du F.O.I. Un manifeste fut adopté qui, après avoir dénoncé la lourde responsabilité de Staline dans la défaite de la Révolution espagnole, maintenait notre refus de prendre parti entre les divers impérialismes².

Un puissant levier.

Quand il devint évident que la conflagration mondiale était imminente, le Front Ouvrier International contre la guerre éprouva le besoin de se réunir à nouveau. La session eut lieu, à Paris, du 27 au 29 avril. Je fus chargé de son organisation matérielle. Trois copieux rapports avaient été préparés à l'avance, l'un sur « la situation internationale » dû à la plume de Michel Collinet, le deuxième sur la « guerre et les syn-

1. D. G. « Visite à nos amis anglais », *Juin 36*, 3 et 10 février 1939.

2. *Juin 36*, 17 février 1939.

dicats », le troisième, dont j'étais l'auteur, sur « la situation dans les colonies de l'Empire français ». Cette fois, en effet, nous avons associé étroitement à notre conférence les représentants des mouvements de libération des deux « Empires ». Avec eux fut rédigé un texte affirmant leur résolution *d'utiliser en temps de guerre comme en temps de paix, toutes les circonstances pour se libérer, à la fois nationalement et socialement.* Ici encore, les paroles devaient être suivies d'actes.

La présence des colonisés conféra à notre rencontre une dimension supplémentaire. Nous ne formions, dans chacun des pays dont nous étions issus, que de petites minorités politiques, sans grande prise directe sur les larges masses. Mais les « peuples coloniaux » qui, par le truchement de leurs délégués, s'unissaient à nous contre la guerre, représentaient, eux, des forces populaires immenses, infiniment plus efficaces, dans un proche avenir, contre les impérialismes que les prolétariats soporifiés. Ainsi nous avons désormais entre les mains un puissant levier qui, au cours et au lendemain de la Deuxième Guerre mondiale — à commencer par l'Inde et l'Indonésie — allait soulever des montagnes.

De ces assises naquit également un « Centre de liaison antiimpérialiste », fondé en présence d'une délégation du « Centre britannique contre l'impérialisme » et qui se proposait d'œuvrer, dans le cadre des pays opprimés par l'« Empire français », en liaison étroite avec le Centre similaire de Londres. Le secrétariat de ce Centre fut confié au Sénégalais Emile Faure, ingénieur de son métier, petit-fils de Samory, l'Abd el-Kader de l'Afrique noire. La guerre venue, ce militant hors ligne, qui, comme Padmore, avait des correspondants dans toute l'Afrique noire, paya d'une longue et cruelle détention au Gabon la courageuse responsabilité qu'il avait prise. Il était assisté dans sa tâche par le jeune étudiant Taieb Slim, aujourd'hui l'un des plus proches collaborateurs du président Bourguiba.

A l'issue de notre conférence, une réunion secrète réunit Jay Lovestone, qui représentait un mince noyau travailliste américain : l'« International Labor League

of America », Fenner Brockway, de l'I.L.P., Marceau Pivert et moi-même. Il y fut décidé que, dès le début des hostilités, un secrétariat de liaison internationale serait constitué en pays neutre et que j'en assumerais la charge. Des fonds, d'ailleurs modiques, me furent confiés pour les premiers frais d'installation. Un des plus actifs de nos jeunes camarades, Lucien Weitz, qui assurait à la fois la liaison avec le P.O.U.M. espagnol et la rédaction en chef de notre hebdomadaire *Juin 36*, fut chargé de se rendre en Scandinavie afin d'y préparer les voies à l'organisme futur. Après avoir comparé, sur place, les mérites respectifs de la Suède et de la Norvège, il opta pour cette dernière, la police y étant, disait-il, moins tracassière et les jeunes socialistes de gauche groupés autour de Haakon Meyer prêts à nous seconder. A l'avance tout un matériel (codes chiffrés, notamment) fut expédié à Oslo, des mots de passe furent convenus, les divers militants nationaux et internationaux dotés de « noms de guerre ». Je me mis à l'école du vieil Heinrich Brandler qui, avec bonhomie, et aux lèvres un sourire méphistophélique, m'initia aux techniques de la clandestinité, aux grilles, encres sympathiques, microfilms et autres trucs. Tout, ou presque tout, avait été prévu. Rien, ou presque rien, n'avait été négligé. Quand sonna l'échéance fatale, nous étions, sur ce plan au moins, fin prêts.

Toutefois, le Front Ouvrier International comportait un point faible : au fur et à mesure que nos fondations, sur le plan national, notre implantation dans les masses se rétrécissaient, nous construisions, sur le plan international, un toit de plus en plus démesuré. Nous compensions par le haut ce que nous perdions par le bas ; et le F.O.I. prenait la forme d'une pyramide inversée. Pourtant c'était là, de notre part, un calcul délibéré. Face à la guerre imminente, l'établissement de liaisons internationales nous paraissait un devoir prioritaire. A travers la tourmente, il fallait, à tout prix, maintenir un fragile lien entre de chétifs îlots nationaux de résistance à la guerre. Ce ne fut point par hasard que Marceau Pivert, à notre Congrès de Saint-Ouen, à la fin de

mai, devait se faire attribuer une nouvelle fonction, celle de « secrétaire international », abandonnant à de jeunes camarades moins expérimentés le secrétariat « national » du Parti. Pour assurer la survie de notre bien le plus précieux : l'internationalisme révolutionnaire, notre chef de file n'hésita pas à déplacer son champ d'activité; du P.S.O.P., il le reporta sur le F.O.I.

Encore les pacifistes.

Cependant l'équivoque pacifiste continuait à nous compromettre. L'I.L.P. britannique était affligé d'un fléau : son président et député, James Maxton. Le vieil Ecossais était fort de son siège aux Communes et de son fief prolétarien de Glasgow. Au lendemain de Munich, il avait prononcé un discours, dans lequel, à la manière de notre Giono, il avait adressé des félicitations enthousiastes à Neville Chamberlain, « sauveur de la paix ». Cette malheureuse harangue avait fait traiter l'I.L.P. par Trotsky de *misérable clique pacifiste*¹ et, de surcroît, elle avait rendu notre parti frère vulnérable aux attaques des stalinien².

En France même, les pacifistes intégraux, à l'extérieur comme à l'intérieur du P.S.O.P., obscurcissaient, à chaque instant, notre position révolutionnaire contre la guerre. Les mêmes syndicalistes réformistes et anti-communistes, les mêmes intellectuels bêlants qui, en septembre 1938, avaient encensé les « munichoïses », resurgirent, en avril 1939, sous une nouvelle étiquette, celle, exhumée de 1935, d'un « Centre de liaison contre la guerre » (« C.L.C.L.G. »). Ils affirmaient *qu'aucun conflit économique, politique, international n'est insoluble*, niant ainsi le caractère impérialiste du conflit menaçant et répandant l'illusion que, dans le cadre de l'ordre existant, il était possible de venir à bout de la

1. Lettre à D. G., 10 mars 1939.

2. D. G. : *Juin* 36, 10 février 1939.

guerre. Ces bonnes âmes sommaient les gouvernements de trouver des solutions pacifiques ou, s'ils en étaient incapables, de s'en aller. Elles incitaient, en somme, les pouvoirs publics à un nouveau Munich qu'elles endossaient à l'avance et elles entretenaient la chimère que des gouvernements bourgeois pouvaient abdiquer d'eux-mêmes sans y être contraints par la force. Comme en septembre, Marceau Pivert crut devoir associer le P.S.O.P. à cette initiative, et avec les mêmes arguments : certes, l'« idéologie moyenne » des auteurs du manifeste « contre toutes les guerres » n'était pas une position de classe, mais « tout front unique impliquait nécessairement des concessions réciproques » et nous avions le désir d'épauler ces pacifistes « sans chicaner¹ ». *Juin 36* accorda l'hospitalité à la prose de Jean Giono². Je m'associiai à la minorité trotskyste du P.S.O.P.³ pour critiquer assez vivement ces bavardages pacifistes d'où les mots de lutte de classes et de révolution étaient soigneusement bannis et qui nous mettaient à la remorque d'un des courants de la bourgeoisie; je déplorai qu'à chaque crise internationale notre Parti donnât son blanc-seing à d'aussi équivoques manifestes.

Notre premier Congrès.

Une situation nouvelle, en effet, était créée dans le P.S.O.P. par l'adhésion successive de la plupart des militants trotskystes. Ils formèrent moins de 10 pour 100 de nos effectifs⁴. Le premier paquet fut le petit groupe

1. *Juin 36*, 21 avril 1939.

2. *Ibid.*, 28 avril 1939.

3. Cf. Ivan Craipeau, « Les pacifistes de M. Bonnet et le Parti révolutionnaire », *La Voie de Lénine*, n° 2, mai 1939.

4. Après la scission de Royan, nous avions espéré détacher de la S.F.I.O. une vingtaine de milliers de militants. Mais les prévisions s'avérèrent trop optimistes et, de surplus, le désarroi qui suivit Munich, la défaite du 30 novembre 1938 éclaircirent encore nos rangs. Au printemps 1939, le P.S.O.P. ne devait pas compter plus de 5 à 6 000 militants. Les trotskystes qui nous rejoignirent étaient quelques centaines.

schismatique qu'avait créé l'aventurier Raymond Moli-
nier¹. Puis se présenta un lot d'excellents militants du
P.O.I., avec, notamment, Jean Rous et Ivan Craipeau
qui, n'ayant pu obtenir de nous un congrès de fusion,
se résignaient à entrer individuellement². D'autres sui-
virent. Enfin, ce fut l'organisme dirigeant de la « IV^e
Internationale », c'est-à-dire Trotsky en personne, qui,
ne pouvant « se résigner à l'impuissance de sa section
française », invita celle-ci, de façon pressante, à rejoindre
le P.S.O.P. Seule une toute petite minorité, agglu-
tinée autour de Pierre Naville, désobéit aux ordres venus
de Mexico et décida, contre vents et marée, de conti-
nuer une secte, désormais réduite à sa plus simple
expression. De Naville et des jeunes sectaires de son
espèce, Trotsky confiait, d'un ton désabusé, qu'ils
n'avaient *jamais eu, ni acquis, la capacité de pénétrer
dans les masses, de travailler avec elles*³.

Avais-je, pour ma part, une absolue confiance dans
les méthodes que nos nouvelles recrues allaient mettre
en œuvre pour tenter d'y faire prévaloir leurs points de
vue ? Ce serait beaucoup dire⁴. Mais, par ailleurs,
l'échéance du conflit mondial se rapprochant à larges
enjambées, j'espérais — non sans un excès d'opti-
misme — que les révolutionnaires aguerris qu'étaient —
ou que je supposais être — les trotskystes nous aide-
raient à mieux tremper le P.S.O.P. et à le préparer à
son rôle futur d'avant-garde clandestine : en fait, ils
manquaient de préparation tout autant que nous.

Dans cette perspective, je me rapprochai d'eux, à par-
tir du mois d'avril 1939, m'efforçant d'élaborer avec
leur collaboration une plate-forme commune en vue du
I^{er} Congrès du P.S.O.P. des 27-29 mai. A la réunion du
Bureau politique du Parti, le 23 avril, nous fut com-

1. *Commune*, 5 décembre 1938; — *Le Prolétaire du Havre*,
1^{er} février 1939.

2. *Jun 36*, 3 février 1939; — article de Jean Rous dans *La Voie
de Lénine*, n° 1, avril 1939.

3. *La Lutte Ouvrière*, 10 juillet 1939; — Entretien de Trotsky
avec C.L.R. James, cit.

4. Cf. D. G., lettre à Trotsky du 2 février 1939, cit.

muniqué le rapport que le secrétariat politique présentait au Congrès¹. A mon avis, ce rapport reflétait les incertitudes d'un parti qui en était encore à chercher sa voie. Le problème essentiel qui se posait à nous y était escamoté : il s'agissait, pourtant, de savoir ce que nous voulions : continuer la S.F.I.O. ou construire un parti révolutionnaire ? Voulions-nous nous aligner sur les naufragés de la social-démocratie, réfugiés chez nous pour y pleurer leurs illusions perdues, ou sur les ouvriers révolutionnaires que nous n'avions pas encore su conquérir ? Il fallait choisir. Et ce choix était pour notre jeune Parti une question de vie ou de mort : si nous tardions à le faire, nous continuerions à perdre les premiers éléments (dépassés, de plus en plus, par le rythme des événements), sans gagner les seconds.

Résolu à préserver la démocratie libertaire que nous nous étions donnée, j'étais prêt à combattre quiconque eût voulu nous « bolcheviser » ; mais, à mes yeux, ce n'était pas affaiblir le Parti, c'était, au contraire, le renforcer que de confronter loyalement nos conceptions avec les diverses minorités révolutionnaires et, si possible, les intégrer. Mais tel n'était pas l'avis de notre direction — sinon de Marceau Pivert, du moins de son entourage.

On substituait, depuis quelque temps, à la libre discussion des idées, une sorte de psychose antitrotskyste. Dans une virulente tribune libre de *Juin 36*, René Lefevre dénonça, avec une âpreté qu'on ne lui connaissait point et qui, peut-être, lui était soufflée, « une activité scissionniste au sein du P.S.O.P. » Selon lui, notre union était gravement menacée par une poignée de désagrégeateurs. Ils n'avaient rien appris ni rien abandonné des méthodes qui les avait condamnés, depuis tant d'années, à l'impuissance. Ils constituaient *un parti dans le parti*. Ils commettaient, entre autres, le crime de publier un périodique de leur tendance. Ce Fouquier-Tinville au petit pied invitait le P.S.O.P. à prendre sans tarder

1. Publié dans les *Cahiers Rouges*, avril 1939.

les mesures qu'imposait l'urgence du prétendu danger¹.

Le Parti se laisserait-il entraîner jusqu'à exclure la minorité trotskyste ? Avait-il déjà oublié avec quels accents passionnés nous proclamions, contre Léon Blum et Paul Faure, l'« inviolabilité des droits de la minorité » ? Se souvenait-il que nous avions été, nous aussi, il n'y avait pas si longtemps, accusés de former « un parti dans le parti » et que nous avions défendu, opiniâtement, notre organe de tendance ? Trop souvent, en ce bas monde, les opprimés deviennent, à leur tour, oppresseurs. Je posai la question à Lefeuve : les victimes d'hier seraient-elles les bourreaux de demain² ? Le charmant bohème, devenu inquisiteur, riposta en m'accusant de servir ou de couvrir tous ceux qui voulaient « bolcheviser » notre parti ; et il me souhaita, fraternellement, de me « reprendre » avant d'avoir été « caporalisé³ ». Je m'abstins de voter le rapport du secrétariat politique.

A l'ouverture du Congrès du P.S.O.P. à Saint-Ouen, une « motion préalable » sur l'activité trotskyste, rédigée par René Lefeuve et reprenant les termes de son article, fut adoptée à l'esbroufe, « à l'unanimité moins trois voix », sans même un vote par mandats. A la tribune du Congrès, tout en affirmant que je n'étais pas « trotskyste », je rappelai que c'était sous cette étiquette « infamante » que les staliniens combattaient et liquidaient les minorités révolutionnaires.

Sur le plan de la jeunesse, le même drame que nous avons vécu deux fois dans la S.F.I.O., en 1935 puis en 1937, se répéta chez nous. C'était à croire que nous voulions singer la « vieille maison » jusque dans ses procédures pénales. Notre direction se défendit, comme l'autre, par des sanctions bureaucratiques, et elle fit sien le langage que nous avons naguère si sévèrement reproché à Paul Faure : *il n'était plus possible de conti-*

1. *Juin 36*, 19 mai 1939.

2. D.G. : *Ibid.*

3. *Juin 36*, 26 mai 1939.

nuer à tolérer dans la région parisienne une organisation de jeunes travaillée par de nouveaux adhérents trotskystes ou trotskysants et devenue un « instrument de manœuvre », etc. Les dirigeants de la J.S.O.P. furent exclus. Tout comme dans la S.F.I.O., la majorité du Parti, sous prétexte « d'indiscipline », se livrait à une opération politique. Pour les minoritaires adultes, c'était un avertissement.

Nous nous laissâmes entraîner au Congrès de Saint-Ouen à une longue et oiseuse discussion sur la « compatibilité » ou « l'incompatibilité » de l'appartenance à la franc-maçonnerie. Trotsky n'avait sans doute pas tort de soutenir que cette société secrète remplissait, de nos jours, une fonction profondément réactionnaire¹. Mais la question était délicate : la liberté de conscience de nos adhérents était en cause; un certain nombre de nos dirigeants, et non des moindres, s'obstinaient dans une fidélité sentimentale à leur « loge ». Ils se flattaient d'y propager leur socialisme libertaire, leurrés par ses apparentes similitudes avec le libéralisme bourgeois². Ils y adjuraient en vain leurs frères de ne pas se lier aux institutions discréditées du parlementarisme bourgeois; la franc-maçonnerie serait révolutionnaire, ou elle ne serait plus et elle tomberait sous les coups d'un clérico-fascisme renaissant. La prophétie devait se trouver vérifiée sous Pétain. Les illusions de Suzanne Nicolitch quant au rôle progressif de la franc-maçonnerie n'en étaient pas moins dangereuses³. En d'autres circonstances, il eût été nécessaire, bien que pénible, de vider l'abcès. En des temps d'extrême tension internationale, un tel débat était déplacé. Mais l'initiative en avait été prise dès le lendemain de la fondation du P.S.O.P. et ne

1. *Le « trotskysme » et le Parti Socialiste Ouvrier et Paysan*, 25 juillet 1939.

2. Les « différences essentielles », en dépit d'une « ressemblance superficielle », entre francs-maçons et libertaires viennent d'être clairement définies par *Noir et Rouge*, cahiers d'études anarchistes révolutionnaires, n° 23, février 1963.

3. Nicolitch, *op. cit.*

pouvait être reculée indéfiniment¹. La motion déposée par la minorité contre la « compatibilité » eut un seul avantage : nous permettre de nous compter. L'épreuve ne nous fut pas trop défavorable, puisque notre texte réunit 76 mandats contre 112.

Malgré notre opposition, le congrès vota l'affiliation du Parti à un « Centre Marxiste Révolutionnaire international ». Ses initiateurs, l'Américain Jay Lovestone, l'Espagnol Julian Gorkin et notre camarade Michel Collinet, avaient eu le tort, selon nous, de concevoir ce mort-né comme une machine de guerre contre la « IV^e Internationale ».

Le problème le plus grave qu'eut à trancher notre Congrès, celui de l'attitude du P.S.O.P. en cas de guerre, fit apparaître combien nous étions divisés. Notre Parti, comme je le soulignai à la tribune, était fragile du fait de l'extrême hétérogénéité de ses tendances, qui allaient du pacifisme intégral à des conceptions qui inclinaient vers celles des stalinien². Tandis que René Modiano affirmait que, seule la *paix, la paix immédiate et sans conditions, était révolutionnaire* et acceptait l'éventualité de *l'invasion, de la dictature dans la paix rétablie*, prélude à une lutte antifasciste civile et clandestine, Michel Collinet appelait, lui, le prolétariat à la lutte, non seulement contre sa propre bourgeoisie, mais contre un *ennemi extérieur : le fascisme hitléro-mussolinien*. Moins explicite, toutefois, que le va-t-en guerre Zyromski, Collinet ne révélait point par quels « moyens » (autres que la lutte de classes) le prolétariat français devait combattre cet « ennemi extérieur ».

Entre ces deux extrêmes, je défendis, avec Lucien Weitz et Jean Rous, une traditionnelle position internationaliste et défaitiste révolutionnaire. Les votes

1. Rapport de Suzanne Nicolitch (pour la compatibilité), *Les Cahiers Rouges*, avril 1939; — rapport ronéotypé de Pierre Bailly (contre la compatibilité) sous le titre : *Oui, la Franc-Maçonnerie est un danger*, mai 1939. Du Mexique, Trotsky suivait passionnément ce débat.

2. Juin 36, 2 juin 1939.

furent très partagés. Aucune majorité nette ne réussit à se dégager. Nous allions à l'abattoir, sans être capables de préciser quel y serait notre comportement ¹.

Cependant, nous retrouvions l'unanimité sur des formules plus vagues, comme en témoigne cet « appel aux travailleurs » : *Si du choc des impérialismes devait sortir la guerre, nous resterions des adversaires irréductibles de l'ennemi qui est dans notre propre pays (...). Nous nous tiendrions prêts à hâter l'heure du réveil des peuples, de la chute des tyrans, de la contagieuse émancipation des hommes enfin libres.* Ce n'était pas assez, sans doute, mais à la veille de la Deuxième Guerre mondiale, c'était, tout de même, ouvrir une porte vers l'avenir.

Ultime dialogue Pivert-Trotsky.

A peine les lampions du Congrès de Saint-Ouen étaient-ils éteints que Marceau Pivert fut pressé par son entourage de s'en prendre au « trotskysme ² ». De deux choses l'une, soutenait notre chef de file dans *Juin 36* : ou bien le trotskysme abandonnerait ses méthodes sectaires du passé, sa prétention à l'hégémonie, et il aurait sa place dans le P.S.O.P., foyer de libre recherche et instrument d'action collective de l'avant-garde révolutionnaire; ou bien il se révélerait incapable de cet effort sur lui-même, il apparaîtrait comme le cousin germain du stalinisme, il ferait la preuve éclatante de son incompatibilité avec un socialisme démocratique.

Marceau Pivert, plus prudent que Lefevre, plus proche aussi de mes conceptions, se refusait encore à prononcer un jugement définitif. Il saluait, au contraire, avec joie, les efforts remarquables que certains militants ex-P.O.I. avaient déployés pour militer loya-

1. *Les Cahiers Rouges*, juin-juillet 1939.

2. « Le P.S.O.P. et le trotskysme », *Juin 36*, 9 juin 1939.

lement dans le P.S.O.P.¹. Cependant il affirmait avoir les preuves d'un *travail fractionnel poursuivi avec des éléments extérieurs au Parti et qui avait obligé notre Congrès à prendre certaines précautions*².

Aucune tendance, concluait Marceau, ne pouvait prétendre être détentrice de toute la lumière. Mais toutes devaient apporter *quelque chose de spontané, de sain, de libre, à l'élaboration d'une politique commune*. La méthode de construction de notre socialisme ne serait pas *autoritaire*, mais *libertaire*. Cet article penchait plutôt vers la tolérance. Cependant, il contenait des attaques assez vives contre l'un des « éléments extérieurs » auxquels il faisait allusion : la personne même de Trotsky, lequel ne pouvait admettre dans son organisation que des *affiliés acceptant comme un dogme, c'est-à-dire sans discussion, ses directives*.

Piqué au vif, le « Vieux », comme il fallait s'y attendre, riposta. Le 25 juillet, il nous adressa, du Mexique, une assez longue réponse, que notre hebdomadaire, malgré ses sommations³, ne crut pas devoir insérer : *Le « trotskysme » et le Parti Socialiste Ouvrier et Paysan*. Ainsi la dernière intervention de Trotsky dans le mouvement ouvrier français, avant la guerre et sa mort violente, n'a-t-elle jamais été imprimée. Non, protes-

1. En particulier, Ivan Craipeau avait constitué à Mantes un bastion à la fois politique et syndical, qu'il mit au service du P.S.O.P.

2. Ces « preuves » étaient les suivantes : Trotsky avait envoyé à Paris, vers avril 1939, une délégation de son organisation américaine avec pour mission de presser les trotskystes français de rejoindre le P.S.O.P., afin, confiait-il, de *gagner le P.S.O.P. à la « IV^e Internationale » et de faire faire à cette dernière un grand bond en avant*. (Entretiens de Trotsky avec C.L.R. James, cit., dont Marceau Pivert eut connaissance.) Cette mission était assortie d'une offre qui ressemblait un peu trop à une tentative de corruption : James P. Cannon, l'envoyé à Paris du *Socialist Workers Party*, me proposa, en présence de Jean Rous, de subventionner notre hebdomadaire, mais se heurta à un refus de Marceau Pivert.

3. Lettre en français de Trotsky à la rédaction de *Juin 36*, 25 juillet 1939, Bibliothèque de l'Université de Harvard, T 4597. I.

tait-il, la « IV^e Internationale » n'avait pas un régime de monolithisme et d'obéissance aveugle. Non, elle ne se réduisait pas à une seule individualité. Et il en produisait des preuves. Ce suprême dialogue portait sur l'essentiel : sur deux conceptions du socialisme, l'une autoritaire, l'autre libertaire. Notre « socialisme libertaire » était, aux yeux de notre correspondant, une formule *pompeuse et nébuleuse*. Et il nous lançait à la tête : *Par sa nature, la dictature du prolétariat est autoritaire, sinon elle ne serait pas une dictature*. Formulation dont la brutale franchise n'était pas faite, assurément, pour nous rendre moins libertaires. Et le « Vieux » de conclure : *La critique du bolchevisme à laquelle se livrait Pivert ne contenait pas un gramme de marxisme. A l'analyse matérialiste, elle substituait des ombres chinoises*. Cependant, après cette semonce qui, une fois de plus, trahissait son inaptitude à s'affranchir des schémas du passé, notre fêrule, s'adressant à nous pour la dernière fois, s'écriait, de façon plutôt encourageante : *Il faut cesser de se nourrir des formules vides d'hier*, pour ajouter : *Je voudrais qu'y réfléchissent non seulement Marceau Pivert, mais aussi Daniel Guérin*. Je n'ai que tout récemment connu ce texte, entendu cette voix d'outre-tombe¹.

1. L'original en russe de cet article, conservé à Harvard sous la cote T 4596, a été traduit, à ma demande, par Marcel Body.

ÉPILOGUE

(1939-1940)

*SUPRÊME DÉFENSE DES « COLONISÉS » — LE DÉ-
NOUEMENT — DÉPART POUR LA NORVÈGE — LE
SECRÉTARIAT INTERNATIONAL D'OSLO — LA FIN
DU P.S.O.P. — MARCEAU PIVERT S'ADRESSE A DE
GAULLE — TROTSKY ASSASSINÉ.*

Suprême défense des « colonisés ».

PLUS se rapprochait l'échéance et plus nous donnions la première place à nos frères des « colonies » dont la coopération, au cours de la guerre, nous paraissait riche en promesses.

Au Congrès de Saint-Ouen, j'avais proposé des thèses sur « la question nationale et coloniale » afin de définir exactement notre position vis-à-vis de l'autodétermination et de l'indépendance. Le devoir d'un mouvement internationaliste était de revendiquer pour les peuples colonisés le *droit de séparation*. Nous ne faisions certes pas de l'indépendance un fétiche, et nous n'entendions pas prôner un isolement égoïste, qui eût fait tourner en sens inverse la roue de l'Histoire. Mais l'association des peuples ne pouvait s'opérer que si l'acte de violence initiale était d'abord effacé et reconnu le droit à l'indépendance. Vingt ans s'écouleront avant qu'un chef d'Etat français finisse par admettre, mais après quels bains de sang, la sagesse de cette conception.

Mon rapport suscita des oppositions, notamment parmi les israélites et « pieds-noirs » d'Algérie. Leur porte-parole, René Krihiff, soutint que, de notre temps, aucune nation n'était indépendante et que, si un peuple colonisé conquérait son indépendance, il serait

obligé de faire appel à un autre impérialisme pour s'industrialiser. Je répondis à ces partisans, avant la lettre, de l'« Algérie française », qu'il était nécessaire de parler aux colonisés un langage nouveau et hardi pour obtenir leur audience et lier leur lutte pour l'indépendance avec nos luttes prolétariennes révolutionnaires. Mes thèses furent adoptées par 116 mandats contre 34 et 33 abstentions¹. Elles valurent, au P.S.O.P., en dépit de sa faiblesse numérique, la confiance de ce qu'on appelle aujourd'hui le « tiers monde ».

Louis Lecoin et ses camarades libertaires avaient créé sous le nom de « Solidarité Internationale antifasciste » une organisation destinée, avant tout, à venir en aide aux anarchistes et aux membres du P.O.U.M. espagnols. Elle disposait d'un excellent et vivant hebdomadaire : *S.I.A.* Dans le cadre de ce mouvement, Lecoin nous avait encouragés à créer, en novembre 1938, un « Bureau de Défense des Peuples coloniaux », auquel il ouvrit les colonnes de son journal. Avec des anticolonialistes chevronnés tels que Robert Louzon, Félicien Challaye, etc., deux meetings furent organisés, l'un le 4 février 1939, le second, le 28 avril. Mais ce dernier fut interdit par le gouvernement Daladier.

Pour ma part je centrai notre activité anticolonialiste autour de deux figures de martyrs : l'Indochinois Ta-thu-Thau, le Marocain Allal-el-Fassi.

Ta-thu-Thau avait fondé, en 1931, à Saigon, un organe de combat : *La Lutte*. Il avait été élu conseiller municipal de la capitale cochinchinoise. Sous Marius Moutet, en 1936-1937, il fut arrêté à plusieurs reprises. Le 30 août 1937, il entama une grève de la faim qui, à la suite d'une mystérieuse injection faite par un infirmier, le frappa de paralysie partielle. Moutet traita le malade de « simulateur ». Après une vaine tentative du gouverneur colonial pour faire déclarer irrecevable sa candidature, Ta-thu-Thau, le 30 avril 1939, fut réélu triomphalement à Saigon². J'entretenais alors

1. *Les Cahiers Rouges*, mai 1939; — Juin 36, 2 juin 1939.

2. Cf. ANH-VAN et Jacqueline ROUSSEL : *Mouvements nationaux et lutte de classes au Viet-Nam*, mai 1947.

avec lui une correspondance aérienne régulière¹. D'une énergie physique et morale peu communes, il était le plus internationaliste et le plus révolutionnaire des leaders colonisés. Il se réclamait, d'ailleurs, avec son camarade Tran-van-Tach, de la « IV^e Internationale » et les trotskystes me reprochaient de ne pas assez souligner dans mes articles cette affiliation².

Allal-el-Fassi était l'antithèse du Vietnamien : un grand bourgeois marocain, nationaliste, musulman de stricte obédience. Mais il avait payé de sa personne. En 1931, son opposition au « dahir berbère » lui avait déjà valu de passer plus d'un an en prison. Après la mise hors la loi du Comité d'Action Marocaine en octobre 1937, par le général Noguès, Allal-el-Fassi fut arraché à sa jeune épouse, jeté dans un avion et expédié au Gabon, dans un climat équatorial des plus meurtriers, mis au secret. J'organisai une vaste campagne en sa faveur. J'écrivis plusieurs articles³. Cinquante mille tracts furent distribués. Je recueillis pour un appel la signature de nombreuses personnalités. J'étais occupé, aux alentours du 22 août 1939, à mettre à la poste une partie de ce matériel lorsque la guerre nous surprit. Mais la campagne à ciel ouvert se doublait d'une entreprise plus discrète : grâce à un noir du Gabon, qui avait fait tenir à Emile Faure le croquis de la localité où El-Fassi était séquestré, l'emplacement de sa villa, le plan des alentours, etc., nous projetions, avec Edouard Serre, d'Air-France, d'enlever en avion le leader marocain. Seule l'ouverture des hostilités nous empêcha de passer à exécution.

Le dénouement.

Le 1^{er} juillet, le Front Ouvrier International contre

1. Des extraits de cette correspondance sont reproduits dans NGUYEN-VAN-DINH, *Ta-thu-Thau : Du nationalisme à l'internationalisme*, Saigon, avril 1939, en langue vietnamienne (Bibliothèque Nationale, 16^e Indoch. 1506).

2. J'ai raconté dans *Au service des Colonies*, 1954, p. 22, comment Ta-thu-Thau, captif, fut abattu, le 31 août 1945, par son geôlier stalinien.

3. D.G. : *S.I.A.*, 22 juin 1939; — *Juin 36*, 23 juin 1939.

la guerre lança un ultime manifeste. L'Europe était transformée en une poudrière prête à sauter. Quel serait le point d'éclatement de l'orage maintenant très proche ? Dantzig ? Certes, Dantzig, proclamée « ville libre » par le Traité de Versailles, était une ville allemande et le « couloir » que les impérialistes de 1919 avaient interposé entre elle et la Prusse orientale était de population polonaise. Mais Dantzig n'était qu'un prétexte aussi bien pour les oppresseurs du peuple allemand que pour ceux du peuple polonais qui se préparaient à régler, par la force, leurs antagonismes¹.

En attendant, la répression commençait à pleuvoir sur notre Parti. Marceau Pivert, Henri Goldschild, Maurice Jaquier étaient inculpés de « provocation de militaires à la désobéissance » pour un tract distribué à Cherbourg aux jeunes soldats, René Lefeuvre condamné. Dans les derniers jours de juillet, Lucien Weitz était arrêté et envoyé à la Santé. Si notre chef de file avait été en France à la déclaration de guerre, il eût sans aucun doute subi le même sort². Une perquisition policière était opérée au local du P.S.O.P.³. Au début, d'août, les pouvoirs publics s'associèrent aux social-patriotes pour tenter de déshonorer notre Parti : un sténographe du Sénat, Jean Amourelle, qui s'avéra être un agent hitlérien, fut arrêté. Il avait été, comme sténographe, sous les ordres de Marceau Pivert au secrétariat général de la présidence du Conseil, en 1936, mais il n'avait pas appartenu au P.S.O.P. Nous n'avions jamais eu avec lui, sur le plan politique, le moindre rapport⁴. Pourtant, les staliniens crurent trouver dans ce scandale la preuve que, tout comme Marx Dormoy, ils recherchaient fébrilement, mais vainement, de notre « collusion » avec le fascisme.

Comme si de rien n'était, l'I.L.P. britannique ne vou-

1. Juin 36, 14 juillet 1939.

2. En 1942, sous Pétain, il devait, à retardement, être condamné à la prison, par défaut.

3. Juin 36, 30 juin et 28 juillet 1939.

4. Juin 36, 11 août 1939.

lut point renoncer à un aimable projet qu'il avait formé depuis longtemps, celui d'une « école d'été » à Fort-Mahon, plage de la mer du Nord. Quelques camarades français, parlant (ou baragouinant) l'anglais, y avaient été conviés. J'étais de ceux qui, le 12 août, vinrent participer à une ambiance à la fois de vacances, de travail et de camaraderie fraternelle.

Mais l'aggravation de la tension internationale abrégée d'une semaine ce paisible stage et, dès le dimanche soir 20 août, nous étions de retour à Paris. Le soir du 23 éclata le coup de tonnerre du pacte Hitler-Staline. Depuis plusieurs mois, Trotsky, prophétique, annonçait qu'aussitôt après avoir abandonné les « démocraties », Staline ramperait devant Hitler et lui nettoierait avec empressement les bottes¹. De fait, le dictateur du Kremlin, n'ayant pas réussi à s'entendre avec les impérialismes occidentaux, retourna brusquement sa veste et, en s'alliant au Führer, il ouvrit la voie, non seulement à l'agression hitlérienne contre la Pologne, mais, en même temps, à la saignée de tous les peuples d'Europe. Dans le même numéro de *Juin 36* où notre éditorialiste commentait le pacte criminel, je rappelai quel régime de dictature, vassal de l'impérialisme français, était celui de Varsovie. Cet article, sans signature, fut mon dernier². Le quotidien *Ce soir*, sous la plume de Louis Aragon, avait présenté le pacte comme une « garantie supplémentaire de paix ». En fait, c'était la guerre.

Le 25 au matin, on m'assura, confidentiellement, que des troupes britanniques auraient commencé à débarquer en France. Cette fois, le sort en était bien jeté. La mission que le F.O.I., au mois d'avril, m'avait confiée me laissait le soin de déterminer moi-même la date de mon départ pour la Norvège. En dépit de sordides incidents de dernière heure, fruits de nos querelles de tendances, je pris, à la gare du Nord, le soir

1. Article du 24 mars 1939, *La Lutte Ouvrière*, 21 avril 1939,

2. *Juin 36*, 25 août 1939,

du vendredi 25 août, l'express de Bruxelles. Ma femme demeura longtemps, au pied du wagon, calme, ferme, un peu hébétée. J'ai peine à comprendre aujourd'hui comment j'eus le tranquille courage de la laisser seule sur ce quai. Je partis, presque sans bagages, comme un qui s'absente pour vingt-quatre heures. Nous devions rester trente mois sans nous revoir.

Sous la mince couche d'un « tranquille courage » et malgré la détermination avec laquelle je m'apprêtais à remplir ma mission, j'étais, au fond, désespéré. Depuis des mois, je savais, tout le monde savait, que la guerre était proche. J'avais essayé de tremper notre Parti, et de me tremper moi-même, en vue de cette éventualité. Et, pourtant, jusqu'à la dernière minute, me fiant, de façon excessive, et non marxiste, à la volonté humaine, mon for intérieur avait espéré que les maîtres du jeu se ressaisiraient, que leur « libre arbitre » s'affranchirait d'un fatal engrenage, qu'ils ne creuseraient pas, de gaieté de cœur, leur propre tombe et celle de dizaine de millions d'hommes : or, avec une criminelle inconscience, ils entraient, comme des somnambules, dans la catastrophe. Depuis ce jour, quelque chose s'est brisé en moi, irréparablement.

Marceau Pivert venait, le mercredi 23, de partir pour les Etats-Unis, invité aux assises de la petite ligue de Jay Lovestone. Il ne devait rentrer en France que sept ans plus tard, diminué par la maladie. Absence irréparable : il avait le don d'amortir les heurts, de concilier les extrêmes; et l'amitié confiante qui nous unissait l'un à l'autre évita, ou colmata, bien des fissures. Privé de sa direction, où la chaleur humaine tenait une si large place, le Parti Socialiste Ouvrier et Paysan partit à la dérive, éclata en morceaux. Comme beaucoup d'autres choses qui tenaient encore debout à la veille du 1^{er} septembre 1939, il ne devait pas survivre à la tempête¹.

1. A l'exception de quelques flots de Résistance socialiste, voir plus loin, p. 294.

Départ pour la Norvège.

Le récit de ce qu'il advint — et de ce qui m'advint — après le 1^{er} septembre 1939 appartient à un autre volume. La coupure n'est pas artificielle. Le monde qui commence n'est pas la simple continuation, l'imperceptible transformation du monde qui finit. La déclaration de guerre marque une rupture, un traumatisme, une mutation violente. Je me contenterai donc, ici, de quelques brèves incursions en direction de ce futur, dans la mesure où elles concernent encore le passé, où elles le prolongent pour un temps, où elles en sont les derniers sursauts, où elles en marquent le point final.

Tout d'abord, mon voyage vers la Norvège. Jusqu'à Rotterdam, il se déroula sans encombre. A Bruxelles, je fus reçu fraternellement par Georges Vereeken, du F.O.I., à Rotterdam hébergé par un militant ouvrier hors série, Ab Menist et sa famille. Il était l'un des plus proches collaborateurs du vieux Sneevliet, dont le parti révolutionnaire, en rupture de ban avec la « IV^e Internationale », faisait également partie du F.O.I. La Hollande prospérait dans un calme angélique. Aucune angoisse ne se lisait sur les visages. Rotterdam ne savait pas encore qu'elle serait détruite l'année suivante. Sneevliet et Menist ne savaient pas encore que, le 13 avril 1942, ils seraient fusillés l'un et l'autre, en compagnie de dix autres camarades, par l'occupant hitlérien. J'étais arrivé juste à temps : quelques heures après mon entrée sur le territoire néerlandais, le gouvernement interdisait l'entrée des étrangers.

Je réussis à prendre place sur le dernier courrier maritime assurant la liaison entre la Hollande et la Norvège. La douceur de vivre, la sérénité, agrémentées de mets scandinaves aussi nouveaux pour moi que succulents, assoupissaient ce paquebot. A l'aube du 1^{er} septembre, il jeta l'ancre dans le port de Stavanger. Je dus, dans le salon, faire timbrer mon passeport par un fonctionnaire norvégien. Comme la fatale nouvelle lui était encore inconnue, il s'exécuta sans la moindre

hésitation : une heure plus tard, l'entrée en Norvège ne m'eût sans doute pas été accordée. Une seconde fois, j'étais parti juste à temps.

Délibéré de ces formalités, je descendis à quai pour un footing matinal. Penché sur le bastingage, au sommet de la haute proue d'un cargo allemand, un jeune mousse, blond et frisé, prenait le frais. Je lui criai dans sa langue un bonjour, suivit d'une interrogation : avait-il écouté la radio ? Il me répliqua, d'une voix rauque, rectifiant la position : *Les armées du Führer viennent d'entrer en Pologne !* Mon cerveau de militant marxiste me prescrivait de survivre à cette commotion ; mais mon cœur d'homme eut peine à l'endurer.

Le cabotage, le long des côtes de Norvège, toutes proches, côtes rocheuses, découpées, déchiquetées, avec des myriades de petits îlots escarpés sur lesquels est planté, tantôt un arbuste, tantôt une maisonnette, sur une mer d'huile, souriante et bleutée, formait contraste avec ma misère intérieure. La petite ville de Bergen, où je débarquai, appartenait à un autre monde que le mien, et par ses apparences surannées, et par sa révoltante indifférence.

Dans le compartiment du train qui m'emmenait vers Oslo, la guerre était un peu moins absente, sous les espèces de réservistes qui venaient d'être rappelés. Mais ils étaient tellement *civils* et leur verve si joyeusement insouciant qu'encadré par eux, me comparant à eux, muet autant par inclination que par force majeure, je me faisais l'impression d'un obsédé.

Le secrétariat international d'Oslo.

A Oslo, l'accueil des jeunes socialistes de gauche, groupés autour de Haakon Meyer, celui en particulier de Kjell Ottesen et d'Ærnulf Egge, me sauva du désespoir, me restitua la présence d'une famille. Très vite je me sentis adopté, intégré dans leur petit cercle juvénile. Mais le peuple norvégien vivait encore dans la

lune : gavé, bien vêtu, luxuriant, sain, beau, indolent. A une vieille femme qui me logea pour une nuit, je confiai, un peu trop pompeusement : « La Deuxième Guerre mondiale a commencé. » *Ja so !* (Ah, oui !), me répondit-elle, d'une voix traînante et mélodieuse, comme si je lui avais annoncé que les fraises sauvages étaient mûres.

A peine installé, je me mis au travail avec mes amis Hélène et René Modiano qui, passant leurs vacances en Norvège, avaient décidé d'y rester. Un certain nombre d'Allemands se joignirent à nous pour nous aider à mettre en route le secrétariat scandinave du F.O.I. : le jeune Peter Blachstein du S.A.P. (qui se faisait appeler Hans Petersen), réfugié politique en Norvège; — un jeune trotskyste « ultra-gauchiste » que nous appelions « Bruno »; — un jeune ouvrier tailleur, envoyé spécialement par l'Opposition Communiste de Brandler pour nous seconder et, notamment, pour diriger nos tracts vers l'Allemagne par le truchement de matelots de la marine marchande. Deux militants, de parler germanique, aux qualités exceptionnelles, se trouvaient également en résidence à Oslo : l'ancien secrétaire de Trotsky durant son séjour en Norvège, Heinz Epe (qui signait Walter Held), révolutionnaire en dentelles, à la culture raffinée et qui avait épousé une Norvégienne¹; Alois Neurath, ancien maire socialiste et président de la République des Conseils à Reichenberg (*Sudetenland*) en 1919, ancien secrétaire du Parti Communiste tchèque de langue allemande, un homme déjà mûr, mais bon vivant et pleinement humain. Ils devinrent tous deux mes amis. Je dus suer sang et eau, pour amener ces fleurons de la « IV^e Internationale », comme je l'avais déjà tenté à Paris, à collaborer avec les adhérents du F.O.I. La guerre russo-finlandaise rendit plus aisé le rapprochement : elle permit une vaste confrontation, verbale et écrite, de nos positions

1. Epe devait être exécuté, à Saratov, par le G.P.U. de Staline, au cours d'un voyage de Suède aux Etats-Unis qu'il avait témérairement entrepris *via* l'U.R.S.S. (été 1941).

respectives sur ce conflit qui soulevait, pour un internationaliste, d'épineux problèmes.

Retranché avec Modiano, du matin au soir, dans la salle de lecture de la Bibliothèque de l'Université, nous procédions au dépouillement systématique de la presse mondiale : nos confrontations permettaient de dégager une vérité que tronquaient les journaux des belligérants. Nous suivions également de très près les mouvements de libération des colonisés. Nous étions en correspondance suivie avec l'émir Chekib Arslan qui, à Lausanne, publiait la revue *La Nation Arabe* et formait, en ce temps de guerre, la plaque tournante du monde musulman¹. Nous étions à même de recueillir et d'analyser les textes du Congrès de l'Inde. Dès la fin novembre, nous pûmes commenter, avec joie, la déclaration suivante du Bureau du Congrès : *Le but du Congrès est désormais l'indépendance totale de l'Inde... Le peuple de l'Inde profitera de la première occasion pour décider lui-même de son sort... Tous les Indiens devront tout sacrifier pour mettre fin une fois pour toutes à la domination britannique.*



Nous avons à notre disposition les « livres blancs » publiés à Londres, Paris et Berlin concernant les ultimes négociations qui précédèrent le déchaînement du conflit mondial. Ici encore nos recoupements nous permirent une première approximation. Chacun mentait, mais chacun laissait échapper, en même temps, un filet de vérité. Hitler avait bel et bien adressé une offre suprême au gouvernement de Varsovie : l'aménagement, pour résoudre la question de Dantzig, d'un « couloir dans le couloir ». Mais il s'y était pris de telle manière que l'offre, susceptible pourtant de sauver la paix, n'avait pas été prise au sérieux. En effet, le gouvernement britannique avait fait la sourde oreille, son ambassadeur invoquant une « connaissance im-

1. Egalement avec le Dr Sajous, ami de George Padmore, qui représentait Haïti au Libéria.

parfaite de la langue allemande » pour s'abstenir de transmettre à Londres, et de Londres à Varsovie, le compromis de dernière heure bâclé par le Führer : il est vrai que le ministre des Affaires étrangères von Ribbentrop avait lu le document à l'ambassadeur d'une voix si rapide, peu intelligible et rude que l'interlocuteur avait trouvé un prétexte valable pour ne le point retenir. Aucun des deux partenaires, c'était évident, n'avait fait un effort vers l'autre. Les deux puissances *voulaient* désormais la guerre.

Le texte que je rédigeai, après la lecture de ces « livres blancs », n'eut pas l'heur de plaire au rédacteur de politique étrangère du journal socialiste d'Oslo, *Arbeiderbladet* : Finn Moe me le rendit en insinuant qu'il eût pu être publié dans le *Voelkischer Beobachter*, le quotidien hitlérien. Les social-démocrates norvégiens, bien que la Norvège fût officiellement neutre, étaient déjà enrôlés dans le camp des « démocraties » et incapables même de comprendre notre internationalisme révolutionnaire.



A partir d'octobre 1939, notre secrétariat publia, en un petit nombre d'exemplaires, un bulletin mensuel d'informations internationales, qui fut adressé aux correspondants du F.O.I. dans les divers pays. Dans le numéro de novembre, je crois, j'écrivis un article où nous annoncions que les deux vainqueurs de la guerre ne pourraient être que les Etats-Unis et l'U.R.S.S. : ensuite les deux maîtres du monde, devenus rivaux inexpiables, s'affronteraient. Parallèlement, Marceau Pivert avait commencé, à New York, la publication d'un bulletin similaire et il me semble bien qu'il y reproduisit l'article. Mais le numéro en question des deux bulletins demeure aujourd'hui introuvable.

Avec New York comme avec Paris, nous entretenions une correspondance suivie. Nos lettres étaient microfilmées, puis insérées dans le ventre d'une poupée ou la croûte d'un gâteau. Les noms des camarades men-

tionnés étaient tous, bien entendu, des noms de guerre. Et le déchiffrement de nos étranges messages n'était pas toujours facile. Notre courrier clandestin ne nous apportait pas que de bonnes nouvelles. Les défaillances de militants, en apparence solides, étaient nombreuses aussi bien en France que sur le plan international; elles prenaient même parfois des formes déconcertantes et qui confirmaient, s'il était besoin, le caractère insupportable de la nature humaine.

La fin du P.S.O.P.

Avec Lucien Weitz, Jean Rous, Ivan Craipeau, Renée Plasson-Stibbe, et quelques autres, Marie Guérin avait participé à la consolidation d'une « gauche » du P.S.O.P., organisée sur la base de la clandestinité. Cette avant-garde s'était heurtée à une « droite » légaliste et antitrotskyiste qu'excitait, venimeusement, Suzanne Nicolitch et qui s'obstinait, illusoirement, à vouloir conserver au Parti une existence à ciel ouvert, en dépit de la répression et de la censure. Le 20 novembre, ce qui restait de la C.A.P. décida l'exclusion de la « fraction trotskyste », jetant l'anathème sur les « comités autonomes » et les journaux, les uns et les autres clandestins, dont la minorité avait pris l'initiative. Les « exclus » n'acceptèrent pas la sentence qui les frappait et, en leur nom, ma femme fit appel, en une lettre longue, énergique, pathétique, qu'elle adressa, par mon entremise, à New York, à Marceau Pivert. Ce qui avait été notre Parti n'était plus qu'un squelette impuissant et vulnérable; les derniers numéros de *Juin 36* parurent avec les larges blancs imposés par les ciseaux de dame Anastasie¹.

Au début de septembre, les pacifistes intégraux avaient lancé un appel : *Paix immédiate* sur le thème naïf et équivoque : « Faisons vite la paix avant qu'elle nous soit offerte par Hitler. » Les noms de futurs

1. Les trois derniers numéros parurent les 8 octobre, 11 novembre et 20 décembre 1939.

« collaborateurs » y côtoyaient ceux de syndicalistes et d'écrivains depuis longtemps confinés dans un pacifisme purement sentimental. Louis Lecoïn, rédacteur du manifeste avec le correcteur Biso, ajouta, d'office, sans avoir pu le consulter, la signature de Marceau Pivert ¹.

Tandis que la droite du P.S.O.P. s'était perdue dans les sables d'un légalisme impuissant, une partie de son aile gauche, après la défaite de 1940, se fourvoya dans un « Mouvement National Révolutionnaire », qui essaya de se faire accorder une existence légale en zone occupée et d'obtenir, par le truchement de Gaston Bergery, les faveurs de Vichy. Marceau Pivert, du Mexique, condamna cette aberration. Quelques îlots, par contre, qui étaient restés en liaison avec notre chef de file, traitèrent l'initiative de « trahison » et luttèrent clandestinement contre l'occupant nazi, tout en se refusant à verser dans le gaullisme, notamment dans la région Rhône-Loire, avec le mouvement de Résistance socialiste « L'Insurgé » animé par le camarade Marie Fugère ².

Marceau Pivert s'adresse à de Gaulle.

Marceau Pivert était si éloigné des pacifistes « munichois », qui allaient devenir « vichyssois », que, le 25 juin 1940, puis à nouveau le 18 août, il s'adressa par lettre au général de Gaulle, à Londres. Il venait d'entendre l'appel du 18 juin. Il ne doutait pas de la volonté de son correspondant de poursuivre la lutte contre la servitude fasciste. Mais les méthodes de lutte du général étaient nécessairement très différentes des nôtres. Tandis que la force militaire était sa spécialité, nous nous inspirions de la lutte de classes inter-

1. Louis LECOÏN, *De Prison en prison*, 1946, p. 180.

2. Le groupe réussit à publier, à peu près mensuellement, un journal clandestin, de fin 1941 à la Libération. Arrêté par les nazis pour cette activité clandestine, Fugère fut interné pendant deux ans au camp de Buchenwald.

nationale. Seule, à notre avis, la révolution socialiste pouvait liquider le fascisme. Cependant Marceau s'offrait à mettre à la disposition du chef de la « France libre » *quelques parcelles de dynamite politique*. Les véritables réserves de projectiles antifascistes étaient, à nos yeux, en Afrique et en Asie. Il fallait renoncer aux empires et ouvrir les digues de la liberté, s'assurer le concours des peuples coloniaux enfin libérés et se déterminant eux-mêmes. En France même, il y avait lieu de mobiliser contre le fascisme vichyssois les masses ouvrières et paysannes, trahies, mais non vaincues. Que le général autorise donc les aviateurs à transporter *notre* matériel politique en même temps que leurs bombes.

De Gaulle, comme il fallait s'y attendre, répondit évasivement¹. Marceau Pivert et lui ne suivaient évidemment pas la même voie; les moyens que lui et nous voulions utiliser pour combattre l'ennemi n'étaient pas les mêmes. Ce ne fut pas notre « dynamite » qu'emprunta finalement la Résistance, bourgeoise, impérialiste et militariste — bien que, sur le plan colonial, les idées de Marceau inspirèrent, dans une mesure d'ailleurs beaucoup trop faible, la conférence de Brazzaville, de janvier 1944.

Au moment même où il lançait ce message, Marceau Pivert rompait avec le groupe américain de Jay Lovestone dont il avait été l'hôte aux Etats-Unis et qui, lui, se rangeait carrément sous la bannière martiale de Churchill. Il était même abandonné par des militants réfugiés comme lui au Mexique et qui, tout en se prétendant fidèles à l'internationalisme, se montraient enclins à enterrer notre frêle organisation internationale. Dans son carnet, Marceau notait amèrement : *J'ai un mandat, j'y reste fidèle... Je n'ai pas résisté pendant dix ans aux arguments de Zyromski, aux subtilités de Léon Blum, aux facilités et aux séductions de tous les social-patriotes pour tomber dans leur même erreur, un peu plus tard. Cette fidélité le con-*

1. On trouvera cette correspondance aux Annexes.

damnait, nous condamnait, à une cruelle solitude. Il notait encore, le 2 juillet 1940 : *Ah ! comme je voudrais avoir un compagnon de pensée (...) loin de mes amis, des miens, de ceux qui pensent comme moi et qui existent encore, j'en suis sûr, et qui sont peut-être exactement comme moi, effroyablement seuls, dans leur propre désert, comme je suis dans le mien, mais fidèles, malgré tout, malgré tout !*

Trotsky assassiné.

Au même moment, dans cette même ville de Mexico où Marceau trouvait asile après son départ forcé des Etats-Unis¹, Trotsky amorçait une évolution qui l'éloignait sensiblement de nos positions internationalistes et, ce faisant, aggravait notre solitude². Avec son extra-lucidité habituelle, il avait prévu, dès juin 1940, l'entrée en guerre des Etats-Unis aux côtés des Occidentaux et le nouveau retournement de Staline, cette fois contre Hitler. En fonction de cette perspective, le souci de défendre l'Union Soviétique, qui avait toujours hanté l'ancien chef de l'Armée Rouge, prenait des formes exacerbées. Il insistait pour une rupture complète avec les pacifistes américains. Il voyait en eux des ennemis cent fois plus dangereux que les bourgeois militaristes. Les trotskystes devaient ne pas hésiter à se placer eux-mêmes sur le terrain du militarisme. Il saluait le tournant de Lombardo Toledano : le leader syndicaliste mexicain, de tendance mouscotaire, venait de proclamer que le peuple mexicain combattrait les nazis les armes à la main. Le « Vieux » allait jusqu'à rendre hommage au « courage » des staliniens et à

1. Ayant pris la parole, le 8 avril 1940, aux côtés d'Angelica BALABANOFF, à un meeting du Parti Socialiste américain, Marceau PIVERT s'était vu refuser le renouvellement de son permis de séjour aux Etats-Unis et, le 20 juillet 1940, il avait dû quitter New York pour Mexico où le président CARDENAS lui accorda le statut de réfugié politique.

2. Sténographie d'une conversation avec « Lund », cit.

prôner le soutien de leur candidat aux élections présidentielles américaines. Un trotskyste américain lui ayant objecté :

— *Cela nous tuerait !*

sa réponse fut :

— *Rien ne peut nous tuer, camarade.*

Deux mois plus tard, le 20 août, profitant de ce que l'attention du monde entier était accaparée par les invasions hitlériennes, un tueur aux ordres de Staline lui fracassa le crâne. Cette fois, c'était vraiment la fin d'une époque.

FIN

ANNEXES

I

TOUT EST POSSIBLE

(Article de Marceau Pivert paru dans le
quotidien S.F.I.O. *Le Populaire* du 27 mai 1936)

Qu'on ne vienne pas nous chanter des airs de berceuse : tout un peuple est désormais en marche, d'un pas assuré, vers un magnifique destin.

Dans l'atmosphère de victoire, de confiance et de discipline qui s'étend sur le pays, oui TOUT EST POSSIBLE aux audacieux !

Tout est possible, et notre Parti a ce privilège et cette responsabilité, tout à la fois, d'être porté à la pointe du mouvement.

Qu'il marche ! Qu'il entraîne ! Qu'il tranche ! Qu'il exécute ! Qu'il entreprenne ! Et aucun obstacle ne lui résistera !

Il n'est pas vrai que nos amis radicaux puissent, ou même désirent, s'opposer à certaines revendications d'ordre économique, comme la nationalisation du crédit, de l'énergie électrique ou des trusts. Il n'est pas vrai qu'ils soient destinés à servir de terre-neuve aux compagnies d'assurances ! Le goût du suicide politique n'est pas tellement développé sous la pression croissante des masses vigilantes.

Il n'est pas vrai que nos frères communistes puissent, ou même désirent, retarder l'heure de la révolution sociale en France pour répondre à des considérations diplomatiques

d'ailleurs dignes d'examen. *On ne freinera pas, on ne trahira pas la poussée invincible du Front populaire de combat.*

Ce qu'appellent, du fond de leur conscience collective, des millions et des millions d'hommes et de femmes, *c'est un changement radical, à brève échéance, de la situation politique et économique.* On ne pourrait pas impunément remettre à plus tard, sous prétexte que le programme du Rassemblement populaire ne l'a pas explicitement définie, l'offensive anticapitaliste la plus vigoureuse.

Les masses sont beaucoup plus avancées qu'on ne l'imagine; elles ne s'embarrassent pas de considérations doctrinales compliquées, mais d'un instinct sûr elles appellent les solutions les plus substantielles; elles attendent beaucoup; elles ne se contenteront pas d'une modeste tisane de guimauve portée à pas feutrés au chevet de la mère malade... Au contraire : les opérations chirurgicales les plus risquées entraîneront leur consentement, car elles savent que le monde capitaliste agonise, et qu'il faut construire un monde nouveau si l'on veut en finir avec la crise, le fascisme et la guerre.

Des camarades tremblent à l'idée que, devant le Congrès national du Parti, un sectarisme de mauvais aloi contrarie tout effort de synthèse loyale. Mais la synthèse est facile, si l'on veut bien se placer dans le cadre des préoccupations fondamentales des masses qui animent le mouvement du Front populaire. *Tout est possible, là aussi.* Il suffit de traduire en décisions la volonté du peuple; il suffit de donner un mandat précis à nos délégués au gouvernement. Abrogation des décrets-lois; dissolution des ligues fascistes et arrestation de leurs chefs; amnistie; contrats collectifs; vacances payées, etc., oui. Mais, en outre, on ne comprendrait pas que le retour, par décret, AU SERVICE D'UN AN, ne soit pas *immédiat.* Il n'y a qu'à relire les discours de Daladier, de Blum, de Thorez contre les deux ans pour être convaincu de cette nécessité. Cette mesure aurait un immense retentissement dans la jeunesse, sur les finances et dans le monde. NOUS Y TENONS ABSOLUMENT.

D'autre part, sans aborder les problèmes financiers, ne peut-on pas donner quelques avertissements à messieurs les nouveaux émigrés; par exemple, à ces capitalistes lyonnais

qui achètent des immeubles à Genève, alors que six mille appartements sont vacants dans cette ville ? Ce n'est certes pas un placement de rapport que vont chercher en Suisse ces bons patriotes. Il n'est pas difficile, pourtant, grâce à notre ami Nicole, de retrouver la trace de ces mutations.

Toutes les opérations à caractère spéculatif de ces trois derniers mois devront donc donner lieu à enquête, et il ne faudra pas hésiter à sanctionner les déserteurs du franc en confisquant leurs biens.

De même chez nos « munitionnaires ». Croient-ils donc, eux aussi, que nous ignorons leurs trafics ? Et les ministres en exercice qui « expédient les affaires courantes » en passant par télégramme sept ou huit millions de matériel de 380, de manière que tout soit terminé *avant le 31 mai*, croient-ils que nous allons endosser une telle succession sans mettre un peu en vedette le Russe blanc qui passe de tels contrats ?

Et cette mystérieuse commande de mousquetons fabriqués par nos manufactures nationales, vendus à la Pologne, puis rachetés APRES USAGE à la même Pologne (au prix de 435 francs pièce ?) Les fils d'archevêque qui ont conduit cette opération s'imaginent-ils qu'il suffit de déplacer *in extremis* un haut fonctionnaire courageux pour que le silence se fasse sur leurs pirateries ?

Tout ceci, à titre d'exemple, et simplement comme critérium. Si, par hasard, des personnes trop prudentes voulaient nous mettre en garde, sous prétexte de *ne pas gêner le gouvernement*, nous leur répondrions que c'est là méconnaître la volonté de combat qui inspire le Parti, depuis le plus modeste militant jusqu'à ses chefs les plus éminents. Cette volonté de combat, à elle seule, est un élément dynamique dans la bataille qui s'engage ; *il faudra que le Congrès l'exprime en termes catégoriques et concrets*. Les mauvais serveurs du socialisme ne seraient pas ceux qui, quoi qu'il arrive, entendent conserver leur franc-parler, mais ceux qui voudraient transformer en couvent silencieux un grand parti de démocratie prolétarienne ouvert à toutes les idées, et tout entier dressé dans un décisif combat de classe.

CAR TOUT EST POSSIBLE, avec un tel Parti fidèle à son objet, à sa structure et à ses principes.



Enfin, *tout est possible encore dans le domaine pour lequel nous devons loyalement reconnaître une certaine supériorité du Parti communiste : LE TRAVAIL DE MASSE.* Bien loin de vouloir affaiblir notre Parti, nous voulons, au contraire, le mettre au niveau de ses obligations en modernisant et adaptant ses techniques de propagande et de pénétration dans les masses populaires. Il n'y a aucune raison pour que nous soyons incapables de porter dans tous les milieux la pensée socialiste. Non pas en fraude, par tolérance, mais par décision régulière; non pas d'une manière anarchique, mais selon un plan systématique. Les liens entre le gouvernement et le Parti, entre le Parti et les masses seront d'autant plus solides que la confiance réciproque développera les contacts et les échanges dans tous les sens.

Voilà pourquoi nous sommes favorables à la création de *Comités populaires* entraînant dans le mouvement toutes les énergies démocratiques et prolétariennes sans gêner, bien au contraire, le développement du Parti ni des syndicats.

Tout est possible : la croissance des effectifs et du rayonnement du Parti, le renforcement de son unité, le respect absolu de sa liberté intérieure, la discipline totale de son action extérieure, la hardiesse et l'énergie de ses délégués au gouvernement, l'ardeur passionnée des enthousiasmes soulevés par ses décisions successives...

Tout est possible, maintenant, à toute vitesse...

Nous sommes à une heure qui ne repassera sans doute pas de sitôt au cadran de notre histoire.

Alors, puisque TOUT est possible, droit devant nous, en avant, camarades !

MARCEAU PIVERT.

II

AUX CAMARADES DE LA G. R.

(*Bulletin intérieur de la Gauche Révolutionnaire*
n° 7, août 1936.)

Notre ami Daniel Guérin vient d'apporter une contribution très précieuse à notre propagande : dans un ouvrage publié chez Gallimard et intitulé : *Fascisme et Grand Capital*, il analyse la véritable nature du phénomène fasciste et fait la preuve, d'après l'expérience italienne et allemande, que le fascisme est la rançon cruelle de l'absence d'esprit offensif et révolutionnaire du prolétariat.

On comprend mieux, après avoir lu un tel ouvrage, combien sont terribles et inévitables les conséquences de tout attermoiement, de tout compromis, de toute illusion réformiste dans la période dramatique que nous traversons.

Nous sommes au plein cœur de la crise internationale qui oppose le *fascisme* et le *socialisme*.

La Gauche Révolutionnaire fait un effort acharné depuis à peine neuf mois pour appeler le prolétariat à chasser de son idéologie et de sa tactique les croyances menteuses à la possibilité de prolonger la démocratie bourgeoise : nous affirmons que l'heure de la Révolution Socialiste est proche, que tout est possible en direction du véritable pouvoir. Nous nous dressons contre toutes les déviations nationalistes, conformistes et réformistes qui risquent de fournir au fascisme le meilleur aliment de sa montée rapide au pouvoir. Pour mieux comprendre encore notre position, il faut lire le livre de Daniel Guérin, G.R. de la première heure,

qui a vécu l'effondrement allemand et qui nous fait toucher du doigt le péril et les possibilités immenses de l'heure présente. Le dilemme *Fascisme ou Socialisme* que nous avons lancé, la nécessité de la lutte directe pour la conquête révolutionnaire du pouvoir et l'expropriation du grand capitalisme, tout cela, qui a rencontré scepticisme ou immobilisme — ou incompréhension dans les rangs du prolétariat — le livre de Daniel Guérin en justifie la cruelle vérité... et nos frères d'Espagne, l'arme au poing, en soulignent la tragique actualité.

Il est possible qu'on fasse le silence sur un tel travail, à un tel moment. Raison de plus pour que tous les militants G.R. le fassent connaître partout, dans les sections, dans les syndicats, dans les entreprises et les bureaux.

MARCEAU PIVERT.

III

APPEL DE LA FÉDÉRATION SOCIALISTE DE LA SEINE

(MARCEAU PIVERT, SECRÉTAIRE)

pour la manifestation du 7 avril 1938 devant le Sénat

IL FAUT EN FINIR

Une poignée de vieillards au cœur sec, installés dans leur Bastille sénatoriale pour la défense des deux cents familles, s'oppose systématiquement depuis dix-huit mois aux volontés du peuple.

Aux ordres d'un patronat de combat qui veut en finir avec le mouvement syndicaliste et les lois sociales, leur sabotage a considérablement aggravé le désordre financier, la crise économique et la situation internationale, expression de l'anarchie meurtrière d'un vieux monde qui croule de toutes parts.

IL FAUT EN FINIR

Pour signifier votre volonté aux repus,

Pour briser la résistance des trusts, des banques et de leurs serviteurs insolents,

Pour l'ouverture de la frontière espagnole,

Pour la solidarité avec les ouvriers occupant leurs entreprises :

Commerçants, ouvriers, fonctionnaires, anciens combattants, vieux travailleurs, femmes, chômeurs, locataires, tous vous avez eu à souffrir de ce repaire d'égoïsme et d'intérêts de classe.

Venez crier votre colère avec nous :

A bas les Saboteurs !

A bas les Trusts !

A bas le Sénat !

TOUS AU LUXEMBOURG !

ce soir, jeudi 7 avril, à 18 h 30

LA FÉDÉRATION DE LA SEINE, 7, Rue Meslay.

IV

MÉMENTO DU SOCIALISTE RÉVOLUTIONNAIRE

*rédigé par Marceau Pivert*¹

(Extraits)

Le militant du P.S.O.P. n'est à aucun titre un « amateur » ou un dilettante pour qui la politique est un jeu ou un passe-temps favori.

Le militant du P.S.O.P. aime ses frères de classe, mais jamais il n'incline sa pensée, son jugement, sa personnalité devant autre chose que l'évidence des faits. Son admiration même pour tel ou tel est toujours mêlée d'une parcelle de doute vigilant à l'égard de ses propres inclinations.

Le militant du P.S.O.P. résiste quotidiennement aux pressions, tentatives de corruption, mensonges et illusions en provenance de la classe dominante. Il fait sienne la règle du « refus de parvenir ».

Le militant du P.S.O.P. cherche toujours à concilier les exigences de la pensée indépendante et celles de l'action collective. Il ne récite pas un catéchisme appris par cœur. Ce qu'il dit, il le pense vraiment. Il réfléchit par lui-même et apporte ainsi à l'œuvre d'élaboration en commun une contribution originale.

Le militant du P.S.O.P. ne se considère ni comme un être privilégié ni comme un être humilié. Il est lui-même, sans se surestimer, mais aussi en maîtrisant ses complexes d'infériorité.

1. Bulletin intérieur du P.S.O.P., n° 1, novembre 1938.

Le militant du P.S.O.P. ne recherche pas le sacrifice inutile mais, s'il doit mettre un jour sa dignité d'homme libre en balance avec une capitulation de conscience, il n'hésite pas une seconde : le militant du P.S.O.P. n'est pas à vendre.

Le militant du P.S.O.P. fait preuve d'une intransigeance doctrinale qui n'est pas incompatible avec une certaine générosité à l'égard de ceux qui ne pensent pas comme lui, pourvu qu'ils soient sincères. Il juge les hommes sur ce qu'ils font plutôt que sur ce qu'ils disent. Par contre, il n'a que sévérité pour les mauvais bergers qui mentent, fraudent, dissimulent la vérité et jouent un double jeu en exploitant la confiance populaire.

Le militant du P.S.O.P. n'est jamais découragé : dans les périodes de dépression et de défaite, il remonte le moral de ses compagnons; dans les périodes d'enthousiasme et de victoire, il rappelle la nécessité de l'effort continu pour consolider les succès. Il voit, au-delà des apparences, la réalité et la vitalité du prolétariat international, même lorsqu'il paraît écrasé, la réalité et la puissance aussi des forces contre-révolutionnaires, même lorsqu'elles semblent avoir été vaincues.

V

CORRESPONDANCE ENTRE MARCEAU PIVERT ET LE GÉNÉRAL DE GAULLE

*Lettre de Marceau Pivert, secrétaire international du P.S.O.P.
au général de Gaulle, à Londres.*

25 juin 1940.

Je viens d'entendre votre appel par radio : je ne doute pas de votre volonté de poursuivre la lutte contre la servitude fasciste et nazie; de mon côté, en tant que militant socialiste révolutionnaire, je suis depuis toujours et je demeurerai quoi qu'il arrive irréductiblement dressé contre la pire menace qui pèse, non seulement sur l'indépendance de mon pays, mais sur les libertés et le niveau d'existence de mes frères de classe. Sans doute, vos méthodes de lutte contre le fascisme sont nécessairement très différentes de celles que nous préconisons : la force militaire est votre spécialité; vous disposez de moyens matériels puissants; mais vous venez de vous rendre compte vous-même que la force se brise, si elle n'est pas au service d'une cause clairement définie. Précisément, nos méthodes de lutte contre le fascisme s'inspirent de l'analyse des processus économiques et sociaux, c'est-à-dire de la lutte internationale de classe. Plus que jamais, nous sommes persuadés que seule la révolution socialiste dans la liberté pourra liquider le fascisme; cette certitude nous a valu des persécutions : mes amis sont en prison, en France, frappés par des gouvernements qui, au même moment, libéraient les cagouleurs, c'est-à-dire les agents directs de Mussolini et de Hitler qui croient aujourd'hui

d'hui tenir le pouvoir en France. Mais aucune répression n'a jamais réussi à ébranler des convictions fortes. En vertu de celles-ci, nous poursuivons la lutte, dans tous les pays, afin que les travailleurs imposent la fin de la guerre par la conquête du pouvoir, comme Lénine l'a fait en 1917. Or, à cette époque, en vue d'arrêter la marche de l'armée allemande sur Pétrograd, un officier royaliste français mettait à la disposition de Lénine ses connaissances techniques pour dynamiter les ponts; il n'y a donc rien d'extraordinaire à ce qu'un socialiste fidèle à son drapeau, qui n'est pas le vôtre, songe aujourd'hui à mettre à votre disposition quelques parcelles d'une dynamite politique qu'il croit efficace — si toutefois, vous ne craignez pas d'en faire usage. Nous savons en effet qu'en dépit des victoires militaires de Hitler, une fraction consciente du prolétariat allemand n'est pas indifférente à la propagande internationaliste que nous avons entreprise depuis le début de la guerre : mon ami Fenner Brockway, secrétaire de l'Independent Labour Party, pourrait vous donner à ce sujet quelques informations. Mais naturellement ni Mr. Churchill, ni vous-même, vous ne pouvez avoir la moindre autorité pour prendre en charge cette propagande. Cependant, elle ne vous laissera peut-être pas indifférent. Je me permets donc de vous adresser ci-inclus le magnifique appel rédigé par nos militants européens du Front Ouvrier International contre la Guerre et qui vient de parvenir en Amérique, à l'Agence « Independent News », par voie scandinave. Si votre sens des réalités est aussi vif que le nôtre, j'ose espérer que vous n'hésitez pas à reproduire cet appel et à le diffuser largement, surtout en allemand et en français, par tous les moyens dont vous disposez. Ainsi pourrait se développer le mouvement de fraternisation révolutionnaire que nous croyons encore possible à travers les atroces souffrances que la guerre impose à tous les travailleurs vaincus et vainqueurs. Je n'ignore pas le risque d'incompréhension que comporte cette communication; elle est uniquement inspirée par le désir de tenter un effort d'ordre politique contre les puissances totalitaires. Je sais que les formidables intérêts qui sont en jeu peuvent rendre vaine la présente lettre; mais qu'importe ce risque, en face de tous les autres !

Si, d'autre part, l'esprit de liberté et la volonté d'indépendance nationale auxquels vous avez fait appel ne sont pas des artifices destinés à galvaniser la lutte des travail-

leurs antifascistes au seul service d'une classe de privilégiés, oui, vous avez encore de puissants moyens d'action qui peuvent barrer la route au fascisme. En Afrique et en Asie, il existe actuellement des peuples avides de liberté et d'indépendance : c'est là que résident les véritables réserves de projectiles politiques. Il faut donc demander immédiatement la libération de tous les leaders nationalistes emprisonnés; il faut renverser complètement la vapeur. L'Empire français et l'Empire anglais sont perdus dans la forme d'exploitation dictatoriale où ils ont existé; il faut maintenant ouvrir les digues de la liberté. Ainsi seulement le fascisme sera battu. Toutes les ressources, toutes les formes de collaboration des peuples coloniaux libérés, se déterminant eux-mêmes, dans l'exercice absolu de toutes les formes démocratiques, seront alors rassemblées dans une puissante confédération sur laquelle Hitler et Mussolini n'auront aucune prise. Ce renversement politique annoncé partout aurait, dans tous les pays opprimés, et en France même, des répercussions énormes. J'ai confiance dans mes camarades; ils reconnaîtraient leurs propres perspectives. Alors, l'esprit antifasciste et libertaire d'un peuple qui a fait quatre révolutions, d'un peuple qu'il a fallu odieusement tromper pour que Hitler et Mussolini réussissent à lui imposer le sinistre Gauleiter Pierre Laval, trouverait les voies et moyens appropriés pour se dégager de l'infâme trahison qui le livre aux plus infâmes des bourreaux.

Avec l'expression de mes meilleurs sentiments socialistes révolutionnaires.

Marceau PIVERT. .

Réponse du général de Gaulle

Londres, 27 juillet 1940.

Monsieur,

Votre lettre m'a paru très intéressante et j'ai eu l'occasion de la communiquer à plusieurs personnalités anglaises et françaises de Londres.

Bien que nous ne suivions pas évidemment la même voie et que les moyens que vous et moi voulons utiliser pour

combattre l'ennemi ne soient pas les mêmes, je note avec attention votre volonté de combattre Hitler et Mussolini momentanément triomphants.

Sans que je veuille préjuger de ce que sera ou devrait être l'état social de la France après la victoire, il me paraît certain qu'aujourd'hui les exploités et les tyrans des classes laborieuses sont Hitler et Mussolini.

Exploiteurs et tyrans, ils le sont directement à l'égard de ceux qui leur sont soumis et ils le sont même indirectement à l'égard des autres en dévoyant le travail de sa meilleure destination et l'amenant à se concentrer, par légitime défense, sur des armements déplorables et ruineux.

Veillez croire, Monsieur, à mes meilleurs sentiments.

Marceau Pivert au général de Gaulle

18 août 1940.

J'ai reçu avec plaisir votre accusé de réception du 27 juillet, mais je regrette de n'y point trouver de réponse précise relative à la suggestion que je vous faisais de diffuser par avion sur le continent l'Appel au prolétariat allemand du Front Ouvrier International contre la Guerre.

Sans doute, votre réserve confirme la qualité internationaliste de notre littérature puisqu'il vous est bien plus difficile de la propager qu'il n'était difficile à Hitler de diffuser en tracts certains discours de son complice Molotov; mais nous ne nous décourageons pas devant cette constatation névree. Nous savons qu'il sera de plus en plus difficile de maintenir une position politique hostile à la fois au fascisme et au socialisme. Nous savons que l'Europe d'aujourd'hui ne peut plus être que *fasciste* ou *socialiste*. Nous observons avec confiance le mouvement d'opinion qui, en Angleterre, à travers de terribles épreuves, fait admettre aujourd'hui, dans les milieux les plus inattendus, la nécessité de la Révolution européenne. Oui, mais quelle révolution? Hitler, Mussolini, Franco, Staline, tous parlent de la « Révolution ». Nous ne sommes pas dupes : à nos yeux, il n'y en a qu'une qui mérite ce nom; c'est celle qui remplacera les gouvernements capitalistes et les bureaucraties totalitaires par les représentants directs des ouvriers, paysans et soldats. Toute autre formule n'est qu'une falsification qui prépare le lit

de la contre-révolution fasciste. Or, cette définition, si j'en crois les nouvelles que je reçois de France, n'est pas du tout éloignée des perspectives que trace l'imagination des travailleurs de notre pays. La direction de mon Parti me donne l'assurance que rien n'est perdu définitivement. Mais le temps presse. Les hommes qui ont dans la tête l'idée politique salvatrice ne paraissent faibles et impuissants qu'à cause de l'absence totale de moyens matériels et des armes dont vous disposez, vous. Préférerez-vous abandonner ces masses ouvrières et paysannes, trahies mais non vaincues, à la propagande des staliniens, des doriotistes ou de M. Déat, qui, eux, ont des moyens matériels puissants ? Excusez notre insistance : si vous ne pouvez pas — nous le comprenons — endosser, même indirectement, la responsabilité de notre politique, — exactement comme il nous est impossible d'endosser la vôtre —, ne pouvez-vous pas tout au moins autoriser les aviateurs *socialistes* (il y en a) à emporter *notre* matériel politique en même temps que vos bombes ? Je me borne à cette question préalable. Il est inutile, en effet, d'envisager d'autres problèmes (en particulier, ceux, décisifs, de l'Afrique du Nord) s'il vous est impossible de nous aider à transmettre nos appels à nos camarades demeurés en France et, en général, à tous les travailleurs angoissés qui, aujourd'hui, seraient particulièrement perméables à notre littérature. De toute façon, je pense qu'un entretien avec mon ami Fenner Brockway ne serait pas sans intérêt. Peut-être la diffusion d'une édition française du *New Leader* pourrait-elle être envisagée ? Je lui fais la plus absolue confiance...

Je vous prie d'agréer l'expression de mes meilleurs sentiments socialistes.

Marceau PIVERT.

VI

MANIFESTE DU FRONT OUVRIER INTERNATIONAL CONTRE LA GUERRE

JUIN 1940

(Extraits).

Ouvriers et soldats allemands !

Nous sommes vos frères de classe et nous nous adressons à votre conscience de travailleurs.

Nos militants, groupés dans le Front Ouvrier International contre la Guerre, luttent depuis le début de cette guerre contre leur propre impérialisme.

Camarades ! Nous voulons vous parler comme l'auraient fait vos grands disparus : Karl Liebknecht et Rosa Luxembour, symboles universellement admirés du prolétariat révolutionnaire international. A aucun moment, notre voix ne s'est confondue avec celle des brigands impérialistes qui ont provoqué cette guerre. Depuis la première heure, nous sommes dressés contre les impérialismes de Londres et de Paris aussi bien que contre les dictatures sanglantes de Berlin et de Moscou.

Nous sommes le *Troisième Camp*, — le camp des opprimés de tous les pays, le camp de ceux qui meurent pour rien, le camp des esclaves coloniaux que les négriers modernes se disputent, le camp des affamés et des miséreux, le camp de la révolution socialiste mondiale !

C'est pourquoi vous nous entendrez !

Votre Führer vous conduit aux plus stériles des victoires. Ses légions motorisées et ses avions de bombardement peuvent réussir, au prix des plus lourds sacrifices, à réduire en esclavage les nations voisines.

Mais pour combien de temps ?

Le triomphe de la force brutale a toujours alimenté la haine des peuples et leur volonté de revanche. Une victoire militaire ne peut pas résoudre les problèmes posés au monde moderne, elle ne fera qu'en aggraver les inextricables contradictions. C'est au nom de cette vérité que nous avons combattu, en 1919, le Traité de Versailles; de même que votre vieux Liebknecht avait combattu, en 1871, le Traité de Francfort.

Vos victoires militaires ne sont que de tragiques illusions qui devront être payées chèrement par l'ensemble des travailleurs du monde. Les exploiters capitalistes et les bureaucraties devront accentuer leur oppression afin de réparer les ruines accumulées par la guerre. La crise économique, le chômage, les épidémies, la famine, menacent tous les pays, les vainqueurs aussi bien que les vaincus.

Votre Führer, qui vous fait massacrer par centaines de milliers pour réaliser ses ambitions, vous ment lorsqu'il vous laisse croire à la possibilité de coloniser les autres peuples aimant la liberté; car un peuple qui consent à en opprimer d'autres ne peut pas être lui-même un peuple libre et heureux.

Soldats allemands ! Ne vous fatiguez-vous pas un jour prochain de servir passivement cette monstrueuse machine militaire qui écrase les faibles ? Arrêtez le massacre ! Débarrassez-vous de vos maîtres ! Tendez une main fraternelle aux ouvriers et paysans des autres pays !

Avec la fin de la guerre imposée par ce moyen, les travailleurs de tous les pays, imitant votre exemple, briseront à leur tour le système d'exploitation qui est à l'origine de la guerre et construiront avec vous l'Europe Socialiste.

Travailleurs allemands ! Même si vous parveniez au sommet de la gloire militaire, en restant solidaires de Hitler, vous seriez seuls, entourés d'un monde d'ennemis que vous ne pourriez jamais conquérir. Vous auriez contre vous la

conscience universelle des travailleurs qui ne pactiseront jamais avec le triomphe de l'injustice et de la brutalité. Mais, si vous entendez notre voix, si vous êtes sensibles à notre appel d'hommes, alors, vous vous placerez aussitôt au premier rang pour l'édification d'un monde nouveau, délivré des exploiters, des dictateurs et de la guerre.

Pour la construction des Etats-Unis socialistes des ouvriers et des paysans ! Travailleurs allemands, camarades !

Avec votre dictateur, solidaires de ses crimes, piétinant vos frères dans l'espoir abominable de les réduire en servitude,

Ou avec nous, avec les travailleurs révolutionnaires en lutte pour le socialisme et pour la liberté.

CHOISISSEZ !

Le Front Ouvrier International contre la Guerre.

VII

SOURCES

Les documents originaux que l'auteur a pu rassembler pour écrire ce livre, parmi lesquels une collection complète de l'hebdomadaire *Juin 36*, vont être déposés aux Archives de France, 60, rue des Francs-Bourgeois, Paris-III^e, où ils seront conservés dans un carton : « Papiers des Amis de Marceau Pivert ». Les anciens du mouvement qui auraient conservé des documents de l'époque sont fraternellement invités à en faire don, ou à les léguer, au même dépôt.

Dans un autre carton : « Papiers de l'Insurgé », seront déposés les documents conservés par le Mouvement de Résistance Socialiste de l'Insurgé (1940-1945), dirigé par Marie Fugère, en liaison avec le Front Ouvrier International (Marceau Pivert, Mexico). Des papiers et périodiques d'avant 1939 (Gauche Révolutionnaire et P.S.O.P.) figureront également dans ce second dépôt. Les vétérans de l'Insurgé préparent, en outre, la publication d'un *Mémorial*.

Les originaux des textes de Léon Trotsky auxquels le présent livre se réfère sont conservés dans le dépôt des Papiers de Trotsky à l'Université de Harvard (Etats-Unis). Des copies en figureront dans le carton : « Papiers des Amis de Marceau Pivert. »

N.-B. — Diverses pièces, parmi lesquelles douze lettres de Marceau Pivert à l'auteur datant des années 1934-1938, vingt-sept tracts de la « Gauche Révolutionnaire » (1935-1937), etc., ont disparu des cartons de l'Institut Français d'Histoire Sociale où ils étaient conservés. Toute personne pouvant

aider à retrouver ces pièces égarées ou empruntées est ici remerciée à l'avance.

*

**

Les photographies qui illustrent ce livre sont tirées des archives cinématographiques des Amis de Marceau Pivert, à l'exception d'une, prêtée par Colette Audry, de deux, prêtées par Marguerite Bonnet et d'une autre prêtée par Jean Zyromski.

ACHEVÉ D'IMPRIMER
LE 16 MAI 1963
SUR LES PRESSES DE
L'IMPRIMERIE MODERNE
POUR RENÉ JULLIARD
ÉDITEUR A PARIS

Dépôt légal : 2^e trimestre 1963
N° d'édition : 2955 — N° d'impression : 5576

FRONT POPULAIRE

révolution manquée

Comment le Front Populaire est né,
Comment il a triomphé,
Comment il a reflué,
Comment les approches de la guerre l'ont dénaturé,
Comment ses minorités internationalistes se sont retrouvées seules,

telle est la tragédie que Daniel Guérin, un des animateurs, aux côtés de Marceau Pivert, de la Gauche Socialiste, ressuscite, de façon poignante, à la fois en militant et en historien.

L'équipe dont il se fait le porte-parole, après avoir servi la cause de l'unité antifasciste, s'est efforcée d'être l'élément moteur du Front Populaire, ainsi que sa conscience critique.

A ce titre, le présent témoignage, délibérément « partiel », puisqu'il émane d'un combattant (ou plutôt d'un ancien combattant qui n'a par renié les idées de sa jeunesse), pourrait bien être, en même temps, une contribution à la vérité :

par les discussions passionnées qu'il va ouvrir ;
par sa documentation révélatrice ;
par son incisif examen des erreurs commises — et, sous-entendu, à ne pas recommencer.

Un livre **d'actualité**, car le Front Populaire, selon l'auteur, n'est pas « un cadavre qu'on exhume », mais « un mythe toujours vivant ».